

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE



**RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°19 - 11 - 02**

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL  
DÉPARTEMENTAL**

**n°CD\_19\_1056 à CD\_19\_1065  
du 8 novembre 2019**

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réunie, sous la présidence de Madame Sophie PANTEL, Présidente.

Le quorum étant atteint, la séance s'est ouverte à 14 h 00

**Présents** : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Guylène PANTEL, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

**Pouvoirs** : Sabine DALLE ayant donné pouvoir à Christine HUGON, Bruno DURAND ayant donné pouvoir à Valérie VIGNAL, Sophie MALIGE ayant donné pouvoir à Henri BOYER.

Assistaient également à la réunion :

Thierry	BLACLARD	Directeur général des services
Sophie	MONTEL	Directrice de Cabinet et du Protocole
Élodie	GIRAL	Directrice de la Communication politique et institutionnelle
Frédéric	BOUET	Directeur Général Adjoint des Infrastructures Départementales
Patrick	BOYER	Directeur des mobilités, des aménagements numériques et des transports
Eric	FORRE	Directeur des Routes
Marie	LAUZE	Directrice générale adjointe des Services de la Solidarité Sociale
Lætitia	FAGES	Directrice du Lien Social
Gilles	CHARRADE	Directeur Général Adjoint des services de la Solidarité Territoriale
Guillaume	DELORME	Directeur de l'Ingénierie, de l'Attractivité et du Développement
Emmanuelle	PALANQUE	Directrice adjointe du Développement Éducatif et Culturel
Louis	GALTIER	Directeur de la Médiathèque départementale
Nadège	FAYOL	Directrice des Affaires Juridiques, de la Commande Publique et de la Logistique
Martine	PRADEILLES	Directrice des Ressources Humaines, des Assemblées et des Finances

## DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

### SOMMAIRE DU RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du Vendredi 8 novembre 2019

- 14h00 -

#### COMMISSION : Culture, sports et patrimoine

N° CD\_19\_1056 : Candidature du Département au label « Terre de Jeux 2024 » p. 2

#### COMMISSION : Eau, AEP, Environnement

N° CD\_19\_1057 : Rapport sur la situation en matière de développement durable de la collectivité p. 5

#### COMMISSION : Développement

N° CD\_19\_1058 : Agriculture : approbation du dispositif d'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse au titre de l'année 2018 et du dispositif en faveur des apiculteurs victimes de la canicule en 2019 p. 31

#### COMMISSION : Finances et gestion de la collectivité

N° CD\_19\_1059 : Gestion de la collectivité : rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes p. 39

N° CD\_19\_1060 : Budget : Modification des autorisations de programmes 2019 et antérieures p. 45

N° CD\_19\_1061 : Budget : Vote de la décision modificative n° 2 du budget primitif 2019 p. 56

N° CD\_19\_1062 : Finances et Gestion de la Collectivité : bâtiment POLEN transfert d'actif complémentaire p. 168

N° CD\_19\_1063 : Finances : Orientations budgétaires 2020 p. 171

#### COMMISSION : Dossier hors commission

N° CD\_19\_1064 : Motion pour la défense du budget des Chambres d'Agriculture p. 236

N° CD\_19\_1065 : Motion commune de l'Assemblée des Départements de France p. 239



**DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE**  
**Conseil Départemental**  
**Séance du 8 novembre 2019**

---

**Commission : Culture, sports et patrimoine**

**Objet : Candidature du Département au label ' Terre de Jeux 2024 '**

*Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Assemblées et Comptabilité*

---

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

**Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h00**

**Présents** : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Guylène PANTEL, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

**Pouvoirs** : Sabine DALLE ayant donné pouvoir à Christine HUGON, Bruno DURAND ayant donné pouvoir à Valérie VIGNAL, Sophie MALIGE ayant donné pouvoir à Henri BOYER.

---

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

**CONSIDÉRANT** le rapport n°400 intitulé "Candidature du Département au label 'Terre de Jeux 2024'" en annexe ;

**Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,**

*VU l'avis de la commission plénière du 4 novembre 2019 ;*

**ARTICLE 1**

Prend acte que le comité d'organisation des Jeux a signé une convention « Terre de Jeux » avec l'Association des départements de France ; label qui va notamment permettre aux collectivités de postuler à l'accueil de stages pré-olympiques de délégations étrangères, de devenir des bases arrières de délégations pendant les compétitions...

**ARTICLE 2**

Approuve, au regard de l'intérêt de ce projet en termes de valorisation du territoire et de mise en valeur des compétences d'accueil des personnes en situation de handicap, la candidature du Département de la Lozère au label « terre de jeux 2024 ».

**ARTICLE 3**

Autorise la signature de l'ensemble des documents nécessaires à cette candidature et donne délégation à la commission permanente pour suivre ce projet.

*Adopté à l'unanimité des voix exprimées,*

La Présidente du Conseil Départemental  
Sophie PANTEL

**Annexe à la délibération n°CD\_19\_1056 du Conseil Départemental du 8 novembre 2019 : rapport n°400 "Candidature du Département au label ' Terre de Jeux 2024 "'.**

En marge des travaux de son 89e congrès à Bourges, l'Association des départements de France (ADF) a reçu le président du comité d'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, Tony Estanguet, mais aussi Marie-Amélie Le Fur, en sa qualité de présidente du Comité paralympique et sportif français.

A cette occasion, le comité d'organisation des Jeux a signé une convention « Terre de Jeux » avec l'Association des départements de France ; label qui va notamment permettre aux collectivités de postuler à l'accueil de stages pré-olympiques de délégations étrangères, de devenir des bases arrières de délégations pendant les compétitions...

« Terre de jeux 2024 » est destiné à tous les niveaux de collectivités territoriales et aux acteurs du mouvement sportif qui souhaitent, quels que soient leur taille et leurs moyens, s'engager dans **l'aventure olympique et paralympique pendant cinq ans.**

Pour être labellisé « Terre de Jeux 2024 », trois piliers sont mis en avant :

- Célébration : pour faire vivre à tous les émotions du Sport ;
- Héritage : Mettre plus de Sport dans le quotidien des Français ;
- Engagement : animer et agrandir la communauté Terre de Jeux 2024.

Devenir Terre de Jeux 2024, c'est bénéficier :

- D'une identité exclusive et labellisée pour s'associer aux Jeux ;
- D'un accès privilégié aux informations, outils et évènement de Paris 2024 (un référent est demandé) ;
- Du partage d'expérience avec une communauté engagée ;
- Du coup de projecteur des Jeux pour promouvoir nos actions et notre territoire ;
- De la possibilité de candidater pour devenir Centre de Préparation aux Jeux (la labellisation Terre de Jeux 2024 est néanmoins un prérequis).

Toutes les collectivités peuvent faire acte de candidature. Une fois retenue, la collectivité recevra un kit de communication et pourra dès lors engager des actions « Terre de Jeux 2024 ».

**Au regard de l'intérêt de ce projet en termes de valorisation de notre territoire et de mise en valeur de nos compétences d'accueil des personnes en situation de handicap, je vous propose :**

- **d'approuver la candidature du Département de la Lozère au label « terre de jeux 2024 »,**
- **d'autoriser la signature de l'ensemble des documents nécessaires à cette candidature,**
- **de donner délégation à la commission permanente pour suivre ce projet.**

Naturellement, les modalités de mise en œuvre pratique de ce label, si notre collectivité est retenue, vous seront soumises ultérieurement.



**DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE**  
**Conseil Départemental**  
**Séance du 8 novembre 2019**

---

**Commission : Eau, AEP, Environnement**

**Objet : Rapport sur la situation en matière de développement durable de la collectivité**

*Dossier suivi par Ingénierie, Attractivité et Développement - Transition énergétique, patrimoine et SIG*

---

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

**Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h00**

**Présents** : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Guylène PANTEL, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAOU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

**Pouvoirs** : Sabine DALLE ayant donné pouvoir à Christine HUGON, Bruno DURAND ayant donné pouvoir à Valérie VIGNAL, Sophie MALIGE ayant donné pouvoir à Henri BOYER.

---

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU l'article L.3311-2 du Code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite loi grenelle ;

VU le décret n° 2011-687 du 17 juin 2011 ;

VU la délibération n°CD\_18\_1039 du 29 juin 2018 et n°CD\_19\_1002 du 15 février 2019 ;

**CONSIDÉRANT** le rapport n°500 intitulé "Rapport sur la situation en matière de développement durable de la collectivité" en annexe ;

## **Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,**

*VU l'avis de la commission plénière du 4 novembre 2019 ;*

### **ARTICLE UNIQUE**

Prend acte du rapport de développement durable de la collectivité ci-joint et notamment des bilans des actions menées concernant :

- la gestion du patrimoine, du fonctionnement et des activités internes de la collectivité intégrant:
  - le bilan de TEP-CV – Territoire à Energie Positive et Croissance Verte
  - la dématérialisation
  - les critères de développement durable dans les marchés publics
  - la gestion des déchets de la collectivité
  - la maîtrise de l'énergie pour les bâtiments départementaux
  - les déplacements et transports
  - l'entretien des routes
  - le télétravail
- des actions mises en place au titre des politiques publiques départementales intégrant :
  - le lien entre développement durable et insertion dans les politiques sociales
  - des actions dans le domaine des mobilités : notamment les aires de covoiturage
  - des actions de prévention des déchets et de lutte contre le gaspillage alimentaire
  - des démarches conduites dans le domaine de l'énergie : PIG, Mission Bois Energie, ALEC..., les espaces naturels sensibles et dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de la gestion intégrée des rivières
- des projets financés contribuant au développement durable au sein des dispositifs de soutien aux collectivités par :
  - des actions d'éducation à l'environnement dans le cadre de la politique jeunesse
  - des actions menées en termes de développement du tourisme durable
  - de l'investissement du Département sur les circuits courts notamment avec Agrilocal.

*Adopté à l'unanimité des voix exprimées,*

La Présidente du Conseil Départemental  
Sophie PANTEL

**Annexe à la délibération n°CD\_19\_1057 du Conseil Départemental du 8 novembre 2019 : rapport n°500 "Rapport sur la situation en matière de développement durable de la collectivité".**

Le Département a l'obligation annuelle de produire un rapport sur la situation en matière de développement durable de la collectivité à partir de ses évaluations, documents et bilans.

Le développement durable a été défini en 1987 dans le rapport Brundtland comme étant « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ».

Le rapport dont le document complet est annexé au présent a été élaboré sur la base des cinq finalités du développement durable du code de l'environnement que sont :

- 1° La lutte contre le changement climatique ;
- 2° La préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources ;
- 3° La cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations ;
- 4° L'épanouissement de tous les êtres humains ;
- 5° Une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.

Le bilan des actions conduites permet de mettre en évidence la conscience qu'a le Département de ses atouts naturels et de sa volonté de préserver la qualité de son environnement en conservant un lien étroit avec l'économie du territoire et la solidarité sociale. Ces actions ont été réalisées soit en direct par le Département, soit incitées grâce aux politiques de soutien votées par l'Assemblée.

Le rapport détaillé est joint à ce rapport.

Au titre de la gestion du patrimoine, du fonctionnement et des activités internes de la collectivité, il est fait mention :

- du bilan de TEP-CV – Territoire à Energie Positive et Croissance Verte
- de la dématérialisation
- des critères de développement durable dans les marchés publics
- de la gestion des déchets de la collectivité
- de la maîtrise de l'énergie pour les bâtiments départementaux
- des déplacements et transports
- de l'entretien des routes
- du télétravail

Au titre des actions mises en place au titre des politiques publiques départementales, il est fait mention :

- du lien entre développement durable et insertion dans les politiques sociales
- des actions dans le domaine des mobilités : notamment les aires de covoiturage
- des actions de prévention des déchets et de lutte contre le gaspillage alimentaire
- des démarches conduites dans le domaine de l'énergie : PIG, Mission Bois Energie, ALEC...
- des espaces naturels sensibles
- de l'eau, de l'assainissement et de la gestion intégrée des rivières

## Délibération n°CD\_19\_1057

- des projets financés contribuant au développement durable au sein des dispositifs de soutien aux collectivités
- des actions d'éducation à l'environnement dans le cadre de la politique jeunesse
- des actions menées en termes de développement du tourisme durable
- de l'investissement du Département sur les circuits courts notamment avec Agrilocal.

Il convient de préciser que ce rapport est établi sur la base des trois premiers trimestres de l'année 2019. Dans certains cas, des précisions ont été apportées sur les actions prévues d'ici la fin de l'année 2019.

**Je vous demande de bien vouloir prendre acte de la présentation de ce rapport.**

2019

R

apport sur la situation en matière de  
développement durable du Conseil  
départemental de la Lozère



La Lozère,  
*naturellement!*



# SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	2
I. INTRODUCTION.....	3
II. FONDEMENTS JURIDIQUES DU RAPPORT.....	4
III. BILAN DES ACTIONS CONDUITES.....	4
A – ACTIONS AU TITRE DE LA GESTION DU PATRIMOINE, DU FONCTIONNEMENT ET DES ACTIVITES INTERNES DE LA COLLECTIVITE.....	5
1 – « Territoire Énergie Positive et Croissance Verte ».....	5
2 – Dématérialisation.....	5
3 – Intégration des critères de développement durable dans les marchés publics.....	7
4 – Gestion des déchets.....	8
5 – Maîtrise de l'énergie.....	10
6 – Transports et déplacements durables.....	11
7 – Réduction de l'impact environnemental pour l'entretien des routes.....	12
8 – Télétravail.....	13
B – ACTIONS AU TITRE DES POLITIQUES PUBLIQUES, DES ORIENTATIONS ET DES PROGRAMMES MIS EN ŒUVRE SUR SON TERRITOIRE.....	14
1 – Développement durable dans les politiques sociales.....	14
2 – Développement durable dans la politique de mobilité.....	14
3 – Développement durable dans la politique de prévention des déchets.....	15
4 – Développement durable dans la politique de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables.....	17
5 – Développement durable dans la politique de préservation des espaces naturels et de la biodiversité.....	19
6 – Développement durable dans la politique de l'eau, de l'assainissement et de la gestion intégrée des rivières.....	19
7 – Développement durable dans la politique de soutien à l'investissement des collectivités locales.....	20
8 – Développement durable dans la politique jeunesse.....	21
9 – Développement durable dans la politique touristique.....	21
10 – Développement durable dans la politique de développement agricole au travers des circuits courts.....	21



## I. INTRODUCTION

En 1987, le rapport Brundtland a défini le développement durable comme étant « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ».

En 1992 le Sommet de Rio puis en 2002 celui de Johannesburg, ont fait prendre conscience progressivement aux États les enjeux du développement durable et la nécessité de transformer nos fondamentaux économiques, culturels, sociaux ainsi que nos stratégies de recherche et de développement. L'ensemble des pays a ainsi été appelé à élaborer des stratégies de développement durable afin de pouvoir mettre en œuvre des politiques globales cohérentes.

Pour atteindre cet objectif, la France a élaboré une stratégie nationale de développement durable pour 2003-2008 (SNDD), qui a été actualisée en 2006 pour la mettre en cohérence avec la stratégie européenne (SEDD). Cette stratégie vise à faire du développement durable une composante de l'action publique, déclinable à tous les échelons de compétences.

De plus, le Grenelle de l'environnement en France et la crise économique et financière mondiale ont renforcé la nécessité de considérer le développement durable comme une priorité dans les politiques publiques.

Les objectifs fixés par le chef de l'État à l'issue des travaux du Grenelle de l'environnement et l'instauration du cadre législatif (loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite loi grenelle) ont fait entrer la France dans une nouvelle dynamique qui s'est formalisée par la stratégie nationale 2010-2013.

Afin d'amener la collectivité à réfléchir sur ces aspects, la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite loi grenelle demande aux collectivités territoriales dans son article 255 d'élaborer un rapport sur leur situation en matière de développement durable. Ce rapport doit être présenté par l'exécutif de la collectivité préalablement aux débats sur le projet de budget.

La loi relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte, promulguée au Journal Officiel du 18 août 2015, permet de contribuer plus efficacement à la lutte contre le dérèglement climatique et de renforcer son indépendance énergétique en équilibrant mieux ses différentes sources d'approvisionnement.

Du 30 novembre au 11 décembre 2015, la France a accueilli et présidé la 21<sup>e</sup> Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21) qui a abouti à un nouvel accord international sur le climat, applicable à tous les pays, dans l'objectif de maintenir le réchauffement mondial en deçà de 2°C. Les accords de Paris ont été confirmés lors de la COP22 qui s'est tenue à Marrakech au Maroc en novembre 2016. Suite à la COP23, présidée par les Fidji qui avait instauré le dialogue de Talanoa, la COP 24 qui s'est tenue à Katowice en Pologne a confirmé les accords de Paris et apporte des outils communs de mesure mais constate que la communauté internationale a accumulé les retards alors qu'elle devrait agir vite et de concert pour limiter les changements climatiques. La COP25 se tiendra à Santiago du Chili en décembre 2019.



## II. FONDEMENTS JURIDIQUES DU RAPPORT

Le Décret n°2011-687 du 17 juin 2011 - art. 1 précise que le rapport prévu à l'article L.3311-2 du Code général des collectivités territoriales décrit, sous forme de synthèse, la situation en matière de développement durable de la collectivité à partir des évaluations, documents et bilans produits par le Département sur une base volontaire ou prévus par un texte législatif ou réglementaire.

Ce rapport est élaboré sur la base des cinq finalités du développement durable du code de l'environnement à savoir :

- La lutte contre le changement climatique ;
- La préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources ;
- La cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations ;
- L'épanouissement de tous les êtres humains ;
- Une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.

Il comporte :

- le bilan des actions conduites au titre de la gestion du patrimoine, du fonctionnement et des activités internes de la collectivité; le bilan des politiques publiques, des orientations et des programmes mis en œuvre sur son territoire ;
- ces bilans comportent en outre une analyse des modalités d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation des actions, politiques publiques et programmes.

## III. BILAN DES ACTIONS CONDUITES

L'environnement préservé de la Lozère représente un atout essentiel pour la vie de ce territoire puisqu'il :

- permet la production de produits de terroirs de grande qualité (AOP, IGP, label rouge, bio) ;
- offre un fonds de commerce exceptionnel pour l'activité touristique ;
- présente une qualité de vie de plus en plus recherchée.

Conscient de ses atouts naturels qualifiés d'aménités, le Département souhaite maintenir un lien étroit entre l'économie du territoire, la solidarité sociale et la qualité de son environnement.

Pour cela, plusieurs actions ont été réalisées soit en direct par le Conseil départemental soit incitées grâce aux politiques de soutien votées par l'Assemblée.



## **A – ACTIONS AU TITRE DE LA GESTION DU PATRIMOINE, DU FONCTIONNEMENT ET DES ACTIVITES INTERNES DE LA COLLECTIVITE**

### **1 – « Territoire Énergie Positive et Croissance Verte »**

Suite à une candidature déposée en novembre 2014, le Département de la Lozère a vu son projet retenu dans les 500 « Territoires Énergie Positive pour la Croissance Verte ». Cela a permis de construire un plan stratégique et opérationnel en faveur de la transition énergétique et de pouvoir prétendre à des aides exceptionnelles de l'État au titre du Fonds de Financement de la Transition Énergétique (FFTE). Les engagements financiers ont été formalisés par une convention cadre entre le Département et l'État signée le 29 juin 2015 et les avenants des 7 juillet 2016 et 11 octobre 2016.

Les actions prioritaires retenues dans l'Appel à projet sont les suivantes :

- réduction de la consommation d'énergie dans le bâtiment et espace public ;
- création d'un guichet unique d'information et de conseil sur la rénovation énergétique des logements ;
- audits énergétiques de bâtiments publics en vue de leur rénovation ;
- renouvellement des flottes de véhicules publics par des véhicules propres ;
- aménagement des espaces publics pour favoriser la mobilité propre (aires de covoiturage, parcs à vélos sécurisés...) ;
- développement des énergies renouvelables (réseau de chaleur, solaire thermique...).

Sur les quinze actions actées sont dans la convention, treize ont été réalisées, deux ont été abandonnées. Le rapport de mise en œuvre de la convention TEP-CV a été établi en 2019 et les engagements financiers correspondants ont été versés par l'Etat.

### **2 – Dématérialisation**

La collectivité a poursuivi ses efforts dans diverses actions de développement durable notamment à travers ses pratiques administratives.

La dématérialisation s'inscrit dans un processus de modernisation des échanges entre les fournisseurs ou les usagers et le secteur public et dans une nouvelle démarche de mutualisation de systèmes d'information entre les acteurs du secteur public.

#### **► La dématérialisation de la chaîne de facturation et des mandats**

Depuis début 2014, l'ensemble des mandats sont transférés du Département vers la paierie départementale de manière dématérialisée.



En 2019, en application de la loi, la poursuite du projet de dématérialisation s'est articulée autour :

- du portail de dépôt des factures : la loi impose au Département d'accepter les factures électroniques des grandes entreprises depuis le 1er janvier 2017. Cette obligation concernera, à terme, toutes les entreprises à partir de 2020. En 2017, 743 factures ont été déposées ; 2234 en 2018 et au 1<sup>er</sup> août 2019, 2306 factures ont été gérées de manière dématérialisée, pour traitement dans les différents services instructeurs.
- de l'obligation de transmission des pièces jointes et documents comptables dès 2019 pour les collectivités de plus de 20 000 habitants. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, il n'y a plus de pièces justificatives papier transmises aux services de la paie départementale à l'appui des dépenses. Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, toute la chaîne, intégrant dépenses et recettes, devrait avoir été dématérialisée impliquant une dématérialisation totale de la chaîne de dépenses et recettes de la collectivité.

### ► **La dématérialisation de documents**

- depuis mars 2014, l'ensemble des actes administratifs (délibération, arrêté, marchés...) soumis au contrôle de légalité est télétransmis à la Préfecture pour toutes les directions et les services du Département. Cette procédure, outre le gain de papier, a permis une plus grande souplesse et réactivité dans la transmission des actes et a sécurisé le dépôt.
- depuis avril 2015, la mise en place d'une plate-forme dématérialisée pour les élus de l'Assemblée départementale a permis de supprimer les versions papier des rapports et autres documents envoyés, des dossiers en commissions d'appel d'offres.
- les candidatures et les offres dans le cadre des marchés publics : depuis le 1er avril 2018, obligation pour les acheteurs d'accepter le Document Unique de Marché Européen (DUME) électronique, lorsque celui-ci est transmis par un opérateur économique candidatant à la passation d'un marché public et depuis le 1er octobre 2018, dématérialisation complète des procédures de marchés publics dès 25 000 € HT : retraits et dépôts des offres mais également tous les échanges avec les candidats pendant la durée de la procédure et jusqu'à l'attribution des marchés.

### ► **La dématérialisation des échanges**

Engagée en 2014, la dématérialisation s'est appuyée sur :

- la création d'un outil de travail collaboratif interne pour réduire les échanges papiers ;
- le site Télé Recours assurant la gestion des télé-procédures contentieuses ;
- le site extranet avec téléchargement des rapports d'analyses pour le Laboratoire Départemental d'Analyses ;
- En 2017, la dématérialisation des échanges a été mise en place pour l'ensemble des fiches projets des contrats territoriaux de deuxième génération en prenant appui sur la plate-forme de démarches en ligne du Conseil départemental.
- Pour 2018, le processus de modernisation des échanges s'est poursuivi à travers 3 projets



structurants en matière de dématérialisation :

- la dématérialisation des dossiers de la maison de l'autonomie ;
- la mise en place d'un socle technique commun et transversal qui permettra de faciliter la gestion dématérialisée des différents domaines métiers de la collectivité.
- Pour 2019, un travail a été amorcé pour l'archivage électronique des données dans le respect des obligations d'archivage et au regard des nombreuses démarches dématérialisées au cours des dernières années.
- A noter, la dématérialisation conduit au développement de postes informatiques à double-écrans. Cette nécessité pour le confort de travail est sans impact environnemental puisque les équipements utilisés, même doublés, ne consomment pas plus qu'un écran d'ancienne génération.

### **3 – Intégration des critères de développement durable dans les marchés publics**

L'année 2018 a été marquée par l'entrée en vigueur au 1er novembre, de la dématérialisation complète des procédures de marchés publics supérieures à 25 000 € HT.

Cela se traduit par une forte diminution des échanges par voie papier et donc de la consommation des fournitures inhérentes dès tout au long de l'année 2019.

L'intégration des critères de développement durable dans les marchés publics devient la règle dans toutes les prestations de fournitures, services et travaux.

Le Département fait application des dispositions des articles L2112-1 à L 2112-4 du Code de la Commande Publique au niveau de la définition du besoin ou lorsque cela est pertinent, notamment sur l'aspect environnemental, au stade du jugement des candidatures et des offres.

Sur l'aspect social, le Département, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion inclut dans le cahier des charges de certains marchés (en fonction du volume de ces derniers) une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Cette clause s'est appliquée principalement en 2019 sur des marchés de mise en conformité des collèges du Département.

Nous pouvons citer à titre d'exemples :

- Travaux de rénovation, extension et mise en accessibilité du collège André Chamson de Meyrueis  
*Outre la prise en compte de la démarche environnementale dans les critères de sélection des offres, le cahier des charges de ce marché inclut une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique, le respect de ces dispositions étant une condition de la conformité de l'offre. Elle s'applique sur six lots de la procédure : Terrassements, démolitions-gros-œuvre, couverture-étanchéité, doublages-cloisons, chauffage-sanitaires et électricité, pour un volume horaire déterminé.*



- Travaux de mise en accessibilité du collège Marthe Dupeyron de Langogne  
*Dans cette consultation, le critère « valeur technique », prends en compte, pour partie, la démarche environnementale propre au chantier proposée et les moyens pour en assurer la mise en œuvre (système de tri mis en place dans l'entreprise, bennes mises à disposition, sensibilisation du personnel, emploi et provenance des matériaux, limitation des déplacements etc.).*
- Fourniture et transport de fondants chimiques routiers pour le traitement hivernal des routes départementales de la Lozère :  
*Dans cette consultation, le critère « valeur technique », valorise les candidats en fonction de la quantité de dioxyde de carbone émise à l'occasion du transport de sel, le candidat qui propose le taux le plus bas de CO2 obtenant une meilleure note.*
- Travaux courants de chaussées sur le réseau routier départemental :  
*C'est également au travers du critère « valeur technique » que sont prises en compte dans la notation des candidats les dispositions prises ou envisagées pour la valorisation des déchets.*

## 4 – Gestion des déchets

### ► **Politique de tri et de recyclage des déchets**

Depuis 2015, les services du Conseil départemental disposent de marchés de prestations de collecte et traitement des déchets générés par les différentes activités. Le tri des déchets en vue du recyclage est désormais généralisé au sein de la collectivité. Des actions de prévention sont menées notamment pour les économies de papier avec la réutilisation en brouillon de papiers imprimés sur un recto unique.

Au titre du premier semestre de l'année 2019, la mission achats / moyens a géré :

- 29 tonnes de déchets non dangereux, issus de l'activité des services, enlevés et traités dont :
  - 2 tonnes de matériel informatique,
  - 6,5 tonnes de papier,
  - 1,5 tonnes de cartons,
  - 19 tonnes de plastiques, DIB tout venant, gravats...
- 4.4 tonnes de déchets dangereux issus de l'activité des services (déchets de laboratoire LDA et atelier PTD), enlevés et traités.



### ► **Déchets d'équipements électriques et électroniques**

La collectivité a mis en place depuis plusieurs années une politique de tri et de recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) qui se traduit en 2019 par la récupération et le traitement de 365 équipements Informatiques obsolètes et déclassés dans des filières de recyclage avec des prestataires locaux.

### ► **Pneumatiques et entretien des véhicules**

En 2019, poursuite de la mise en œuvre de l'audit du parc de pneumatiques poids lourd. Ce travail permet de mettre l'accent sur :

- la réduction des consommations de carburants avec un point précis des pressions,
- l'optimisation du rendement kilométrique des pneumatiques en réalisant des opérations de recrusage,
- l'optimisation de l'usure régulière des pneumatiques avec des opérations de permutation,
- l'optimisation et la réduction des déchets et des coûts avec des opérations de rechapage selon le DOT (date de production).

D'autres actions ont été menées avec notamment :

- l'achat systématique de pneumatiques lamérisés sur les porteurs VH le permettant,
- le recyclage systématique des cartons d'emballage pour le magasin et atelier ainsi que la mise en place d'un bac à papier dans le bâtiment administratif,
- pour les déchets issus du balayage mécanisé (rondelles usagées), avec l'activation d'une filière de recyclage via notre fournisseur SOVB. Nous consommons environ 800 rondelles par an et 1 rondelle usagée pèse 0,930 kg ce qui représente une masse recyclée d'environ 750 kg de PEHD et fibre. En 2019, le transfert des sacs big bag de rondelles usagées est toujours réalisé auprès de la filiale de SOVB implantée à Meyrueis. Ce transfert se fait via les agents du CTCD de Meyrueis lors de leur passage au Parc Technique départemental.
- La collectivité a réalisé l'acquisition de cuves de rétention d'huiles usagées dans certains CTCD (Langogne et Nasbinals) pour limiter les transferts réguliers au parc Technique Départemental ou en déchetterie. Ces cuves sont vidées régulièrement dans le cadre du marché déchets du Département de la Lozère.

### ► **Chantiers exemplaires**

Depuis 2014, la direction des routes a initié une démarche « chantier exemplaire ». Elle vise à limiter les volumes et quantités de déchets produits, en procédant autant que possible à la valorisation et au recyclage sur site, à optimiser les méthodes de tri et les filières d'élimination et à assurer une traçabilité efficace des déchets. Cette démarche généralisée à l'ensemble des nouveaux projets d'aménagement routier conduit notamment, dans la mesure du possible, à rechercher l'équilibre déblais-remblais et à réutiliser les déblais pour la construction des couches de forme et de chaussée.



Ainsi, les déchets de chantiers routiers sont systématiquement soit réutilisés sur place pour faire des remblais, soit valorisés (matériaux concassés et réutilisés sur chantiers pour reconstituer la couche de forme). Donc peu de déchets inertes partent en stockage sur les ISDI, à l'exception des déchets toxiques qui par obligation réglementaire doivent partir en décharges pour les produits dangereux (site de retraitement SITA à Bellegarde (30)).

Les déchets de chantiers de bâtiments sont plus nombreux et plus difficiles à gérer car plus de corps de métiers concernés. Le service des Bâtiments départementaux intègre systématiquement depuis 2015, la gestion des déchets et la démarche environnementale dans le cahier des charges des entreprises du Bâtiment ; critères pris en compte dans la notation.

Pour les chantiers des bâtiments, les documents de gestion des déchets en fin de chantier sont systématiquement réactualisés avec la synthèse des quantités de déchets inertes produits et sortis du chantier (hors déchets réutilisés sur site), en mentionnant leur destination, les types de valorisation, le tonnage.

## 5 – Maîtrise de l'énergie

### ► **Recherche systématique d'économies d'énergie dans les bâtiments et collèges et outils de régulation et de programmation**

Dans les travaux de maintenance et de remplacement, la collectivité recherche systématiquement la mise en place d'équipements performants ayant de faibles niveaux de consommation.

Il s'agit aussi, par exemple, de mettre en place des lampes basse consommation pour les luminaires, de remplacer le matériel de cuisine par du matériel moins consommateur en énergie, de rechercher un faible niveau de consommation énergétique et consommation en eau pour le matériel de nettoyage.

Dans tout projet, les maîtres d'œuvre doivent être vigilants à la maîtrise de la consommation d'énergie, d'eau potable ainsi qu'à la gestion des déchets.

Engagement de l'action 15 de la convention TEP-CV : la mise en place de régulation / programmation de chauffage dans les bâtiments départementaux. Suite aux études initiées en 2017, 12 collèges du Département ont été équipés d'une GTB ainsi que 4 bâtiments administratifs. La GTB du collège de Meyrueis sera installée dans le cadre des travaux à venir du collège.

Le système assure la gestion à distance des équipements des installations de chauffage (gestion de la régulation). Les objectifs de la GTB sont le suivi et la possibilité d'intervention sur les paramètres de régulation, l'optimisation des consommations d'énergie, la pérennité et la fiabilité des installations. Avec pour conséquence directe une réduction de 2 à 5 % des consommations, et de 1 à 3 % de la production de CO<sup>2</sup>.

Une supervision est également installée concernant le suivi de l'électricité, courants forts, courants faibles, climatisation, plomberie, sanitaire, remontée d'alarmes techniques, comprenant le comptage des énergies.



### ► **Un programme de travaux sur les bâtiments départementaux permettant des gains énergétiques**

- Le collège Henri Gamalla du Collet de Dèze qui a été réhabilité au niveau du label BBC e, 2016 avec installation d'une chaufferie au bois-énergie (en remplacement du fioul domestique, ce dernier restant pour les pointes et en secours). C'est environ 20 000 litres de fioul domestique qui chaque année ne sont plus consommés soit une réduction 50 tonnes de CO<sup>2</sup> par an.
- Dès que le réseau de chaleur de Saint Chély d'Apcher a été opérationnel, le collège du Haut Gévaudan y a été raccordé en abandonnant la chaufferie existante au fioul domestique. La production d'énergie du réseau de chaleur étant le bois et la réutilisation de la chaleur fatale de l'usine Arcelor Mittal, une réduction des émissions de CO<sup>2</sup> est effective. Après avoir été raccordé au réseau de chaleur communal, le collège du Haut Gévaudan de Saint-Chély d'Apcher a été réhabilité (action 5 de la convention TEP-CV). Les travaux ont concerné la rénovation des façades et la mise en place d'une isolation thermique d'ensemble. La première saison de chauffe après travaux indique une réduction de 184 TeqCO<sub>2</sub> et de 279 MwhEP.

## **6 – Transports et déplacements durables**

### ► **Transports**

Le Département a cessé d'exercer la compétence transports par délégation de la Région Occitanie à compter du 31 décembre 2018.

Les navettes estivales initiées en 2016 dans les Gorges du Tarn ont été reconduites en 2019 par la Région Occitanie pour desservir les sites majeurs du Département ; ce qui a permis de limiter l'utilisation de la voiture individuelle.

### ► **Parc de véhicules de la collectivité**

Les véhicules acquis sont équipés de filtre à particules limitant le rejet de CO<sub>2</sub>. Sur une partie du parc des poids lourds de déneigement, les pneumatiques lamellisés remplacent les pneus cloutés.

En 2017, (action 11 de la convention TEP-CV), un véhicule électrique a été commandé pour le service du courrier. En 2019, le Département a poursuivi sa politique d'achats de véhicules électriques : après l'UT de Chanac en 2018, c'est celle de Saint-Chély d'Apcher qui en sera équipé prochainement (commandé en 2019). De plus, un véhicule électrique d'accompagnement du groupe de fauchage a été aussi commandé.



En 2019, le Département a lancé les marchés pour un renouvellement accéléré des camions participant à la viabilité hivernale. Les nouveaux camions répondront à la norme Euro VI, limitant ainsi les consommations de carburant et les émissions de gaz à effet de serre.

Action 2 de la convention TEP-CV l'acquisition de vélos à assistance électriques. Les vélos ont été mis en service en 2016. Suite au premier bilan, il a été réalisé le transfert de deux vélos. Celui affecté au LDA à la cité administrative courant 2017 qui a été mis à disposition auprès des agents de la Direction Générale Adjointe de la Solidarité Sociale qui en avaient fait la demande. Celui de Lozère Énergie qui a été affecté à l'unité technique de Chanac. Un vélo a été également déployé sur le site Olympe de Gouges en 2019.

### ► **Eco-Conduite**

En 2016, lancement et début de réalisation consistant en la formation d'environ 300 agents à l'éco-conduite, afin de réduire la consommation de carburant et donc l'émission des gaz à effet de serre (action 3 de la convention TEP-CV).

Il a été mis en place en 2019 des formations de rappel à l'éco-conduite pour les agents.

Au total, 332 agents ont été formés à ce jour (en 2016 ont été formés 107 agents, 177 agents en 2017, 48 en 2018). En 2019, seront formés 57 agents au cours du 4ème trimestre.

À ce jour le recul n'est pas suffisant pour constater un impact la consommation de carburant ou la sinistralité.

## **7 – Réduction de l'impact environnemental pour l'entretien des routes**

En 2013, la collectivité a arrêté l'utilisation de phytosanitaires. Le plan de fauchage élaboré dans le cadre d'une démarche "Qualité de l'Entretien Routier " classe plusieurs itinéraires sur l'ensemble du département en fonction du caractère prioritaire de la sécurité et présente les principes d'un fauchage raisonné.

Pour la remise à niveau des chaussées, une attention particulière est portée à l'optimisation des techniques en vue de réduire l'utilisation des matériaux. Il est également fait usage dans la mesure du possible de techniques à froid telles que les graves-émulsion, les enduits superficiels d'usure, les enrobés denses à froid. Ces techniques permettent de réduire les consommations énergétiques et les émissions de dioxyde de carbone. C'est en outre l'objet de chaque campagne annuelle d'enduits en régie.

Par exemple, en 2019, un chantier innovant de retraitement en place des couches de chaussées a été réalisé pour un tronçon de 6 Km sur la commune de Moissac Vallée Française sur l'itinéraire de la Corniche des Cévennes.



Pour la viabilité hivernale, l'effort engagé pour une consommation raisonnée pour le salage des routes est poursuivi en 2019 avec :

- le développement de l'usage de la saumure ;
- l'étalonnage et le réglage des saleuses ;
- la formation des agents à l'utilisation du sel et de la saumure.

## 8 – Télétravail

À l'automne 2014, le télétravail a été mis en place sous forme d'une expérimentation d'une année avec huit agents volontaires. Cette expérimentation a été poursuivie en 2016, l'on comptait neuf agents travaillant une journée par semaine en télétravail fin 2016. Le dispositif a donc été pérennisé depuis l'automne 2016.

En 2019, 13 agents de la collectivité télétravaillent chaque semaine.

Le télétravail est réalisé, soit dans des télécentres, soit dans des locaux du conseil départemental. Il permet d'améliorer les conditions de travail des agents concernés en réduisant notablement leurs temps et la longueur de leur trajet routier. Cela participe à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à l'amélioration du bilan carbone.

L'extension du dispositif à d'autres personnes est possible, elle pourrait éventuellement être limitée par les capacités d'accueil.



## **B – ACTIONS AU TITRE DES POLITIQUES PUBLIQUES, DES ORIENTATIONS ET DES PROGRAMMES MIS EN ŒUVRE SUR SON TERRITOIRE**

### **1 – Développement durable dans les politiques sociales**

La collectivité soutient des actions dans le secteur de la solidarité et la cohésion sociale :

- des actions d'insertion : l'entreprise « Le Relais », sous forme de SCOP (société coopérative et participative) qui récupère des vêtements usagés pour les trier et les revendre, l'ARECUP recyclerie – ressourcerie qui permet le réemploi ;
- la plate-forme de la mobilité depuis 2012, via deux associations (ALOES et « Quoi de 9 ») afin de favoriser la mobilité des publics en insertion ; action inscrite dans le Pacte Territorial d'Insertion ;
- les Jardins de Cocagne : structure qui porte un chantier d'insertion dans le domaine du maraîchage et qui vend des paniers de légumes Bio en circuit court.
- participation au financement des chantiers d'insertion de l'ONF et de l'ASA DFCI qui interviennent dans le domaine de l'entretien de l'espace naturel ;
- suivi de l'élaboration du projet en vue de la création d'une recyclerie sur le secteur de Saint-Chély,
- mise en œuvre dans le cadre du Plan Départemental d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) d'une action d'accompagnement technico-social de ménages en situation de précarité énergétique dont l'objectif est de prévenir les dettes énergétiques des foyers en les sensibilisant aux gestes permettant de réduire leur facture énergétique.

### **2 – Développement durable dans la politique de mobilité**

Le Département n'intervient plus au titre du transport, la Région ayant repris au 1<sup>er</sup> janvier 2019 l'exploitation du réseau de transports.

Le Département a aménagé un réseau d'aires de covoiturage sur des lieux de pratiques constatés (action 1 de la convention TEP-CV). Il existe à ce jour 19 aires de covoiturage en service sur le Département, ce qui incite et facilite la pratique. Ces aires ont été enregistrées en 2019 sur le service de covoiturage Blablacar.



### 3 – Développement durable dans la politique de prévention des déchets

#### ► **Appel à projet Zéro Déchet Zéro Gaspillage (ZDZG) :**

Lauréat de l'appel à projet ZDZG fin 2015, le Département a souhaité s'engager avec l'ADEME sur des objectifs concrets sur une période de 3 ans (2017 / 2019). Ces objectifs portent notamment sur l'encouragement et l'incitation des EPCI à la mise en œuvre de la tarification incitative, sur la baisse des tonnages enfouis sur l'installation de stockage de déchets non dangereux du Redoundel et la promotion de l'économie circulaire sur le territoire. Le Département est accompagné pour ces actions des acteurs départementaux tels que le SDEE de la Lozère, Lozère Développement, AD'OCC, les chambres consulaires et les EPCI de collecte.

#### ► **Actions portées par le Département dans le domaine de la prévention des déchets**

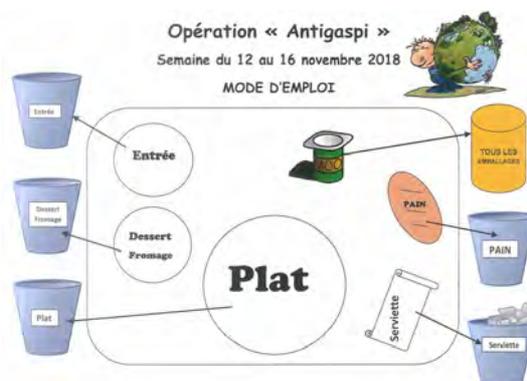
Dans le cadre l'appel à projet ZDZG, plusieurs actions ont été réalisées sous maîtrise d'ouvrage du Département :

- Des actions de **Lutte contre le Gaspillage Alimentaire** et la gestion des biodéchets au sein des collèges et structures de la restauration collective : des réunions de travail avec l'équipe pédagogique et l'équipe cuisine – un diagnostic sur le traitement des déchets par établissement – des pesées sur une semaine avec analyse des pratiques – définition d'un programme d'actions sur 1 an.

En 2019, 3 structures ont été accompagnées dans toute la démarche : Lycée Chaptal et Collège Bourrillon de Mende, Collège Henri Gamala au Collet-de-Dèze, Centre de loisirs de Châteauneuf-de-Randon.

Des visites pour information sur la démarche ont été également réalisées : Collège Odilon Barrot de Villefort, Collège Marthe Dupeyron à Langogne.

L'enjeu est important pour les gros producteurs avec l'obligation réglementaire du tri à la source des biodéchets d'ici 2025. C'est le cas du Lycée Chaptal et Collège Bourrillon qui servent 1000 repas par jour et tous les biodéchets partent dans les ordures ménagères résiduelles à ce jour.





- Une demi-journée de rencontre en juillet 2019 sur le thème de l'**économie circulaire**, à destination des élus locaux principalement, co-pilotée par le Département et la DDT, avec le témoignage du maire de Loos-en-Gohelle (Pas-de-Calais) : informer les élus sur ce thème, identifier les projets existants et à venir, proposer un plan d'actions opérationnel pour développer ou renforcer ces projets. Une cinquantaine de personnes ont participé.



### ► **Politique de soutien du Département dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets**

- Accompagnement technique et financier des 2 derniers programmes locaux de prévention des déchets, portés par les communautés de communes du Gévaudan et Cœur de Lozère, représentant une population de 30 000 habitants.
- Soutien financier des 2 derniers programmes locaux de prévention des déchets en matière de gestion de biodéchets : acquisition de composteurs collectifs et individuels, achat de broyeur à végétaux et aménagement de plate-forme locale de valorisation des déchets verts.





- Accompagnement technique et financier d'une étude préalable à l'instauration de la tarification incitative sur le territoire du PLPD Nord-Ouest Lozère, portée par le Syndicat Mixte de la Montagne.
- Accompagnement du projet de recyclerie sur le Nord-ouest Lozère, porté par le Syndicat Mixte de la Montagne.
- Accompagnement financier pour le développement et consolidation de l'activité de réemploi de la Ressourcerie en Lozère, porté par l'ARECUP. En 2019 : 10 emplois dont 3 permanents et 7 postes en insertion - 130 tonnes d'objets collectés dont 40 % réemployés, 50 % recyclés et 10 % enfouis.
- Poursuite de l'opération Répar'acteurs pilotée par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat : charte d'engagement pour privilégier la réparation des objets plutôt que leur renouvellement. En 2019, labellisation de 15 entreprises sur la base du volontariat.
- Accompagnement technique d'une démarche d'Écologie Industrielle Territoriale (EIT) sur le territoire du PLPD Nord-Ouest Lozère, portée par le Syndicat Mixte de la Montagne. En octobre 2019, création d'un poste sur l'animation et l'accompagnement de cette démarche EIT.
- Suivi d'une démarche d'Écologie Industrielle en Lozère, portée par Lozère développement : accompagnement pour l'installation des entreprises en Lozère, travail sur la mise en place d'une filière porcine bio, mise en place d'une filière hydrogène vert, prospection et rencontre des entreprises sur les EnR.
- Soutien des actions pédagogiques réalisées par le REEL dans le cadre de la Semaine Européenne de Réduction des Déchets.
- Soutien de l'animation de la collecte des déchets agricoles réalisée par le COPAGE.

Dans le cadre du programme financier d'accompagnement des collectivités, différents projets ont été accompagnés et contribuent à réduire les quantités de déchets produites ou à les gérer dans de bonnes conditions :

- financement des programmes de prévention des déchets, animations pédagogiques de la semaine européenne de réduction des déchets, animation et collecte des plastiques agricoles...
- rénovation du parc de déchèteries avec accueil de nouvelles catégories de déchets notamment le mobilier et la mise en place de protections anti-chute.

## **4 – Développement durable dans la politique de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables**

### **► Politique départementale de lutte contre la précarité énergétique**

À la suite du Contrat Local d'Engagement 2011-2017, le Département a souhaité poursuivre son action en faveur la rénovation énergétique des logements des propriétaires occupants dans l'objectif de lutter contre la précarité énergétique.



À ce titre, le Département :

- a poursuivi son engagement aux côtés des communautés de communes porteuses d'Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat en cofinçant avec l'Anah et l'État le suivi-animation des opérations
- a aidé les projets de rénovation énergétique des logements des propriétaires occupants dans le cadre des OPAH Droit Commun et Revitalisation Urbaine de la Communauté de communes Cœur de Lozère et de l'OPAH Revitalisation Centre Bourg et Développement du territoire de la Communauté de communes du Gévaudan, en complément des aides de l'Anah, de l'État, de la Région et de la collectivité porteuse.
- a fait monter en puissance le nouveau Programme d'Intérêt Général lancé en novembre 2018 pour couvrir le territoire non couvert par une OPAH. Les deux opérateurs en charge de l'animation du programme ont déployé différentes actions de communication, de repérage, d'animation et d'accompagnement de dossier. Plusieurs communautés de communes et la SACICAP Procivis se sont associées au PIG.

En termes d'engagements financiers, le Département est impliqué en 2019 à hauteur de :

- 96 174 € pour l'animation du programme d'intérêt général avec cofinancement de l'État et de l'Anah à hauteur de 80 %;
- 9 378 € pour l'animation des OPAH ;
- 24 750 € d'aides aux travaux en complément des aides de l'Anah, de l'État, de la Région et des communautés de communes partenaires attribuées sur les trois premiers trimestres de l'année pour le PIG et les OPAH.

### ► **Étude Énergies Renouvelables Thermiques**

Suite de la réalisation en 2016 de l'étude destinée à évaluer l'impact de l'aide du Département depuis 10 ans en matière de bois énergie (action 12 de la convention TEP-CV) ; en 2019, à la demande de l'ADEME, le SDEE a engagé une étude de préfiguration pour la signature d'un contrat de développement territorial sur la Lozère. Cette étude, financée par le Département, devrait permettre de quantifier le potentiel de développement des ENR en Lozère (biomasse, solaire thermique, géothermie) et d'identifier le porteur du contrat de développement territorial à signer avec l'ADEME. Le rendu final aura lieu au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019.

### ► **Mission Bois Énergie**

Depuis 2005, le Département apporte son soutien financier à la mission Bois Énergie. Cette mission qui était portée jusqu'à fin juin 2019 par la Chambre de Commerce et d'Industrie est désormais portée par le SDEE de la Lozère. Elle permet d'accompagner les porteurs de projets Bois Énergie dans leur choix techniques et économiques.



### ► **Lozère Énergie au service des particuliers et des collectivités**

Le Département finance également Lozère Énergie, agence locale pour l'énergie et le climat, qui a déployé en 2019 :

- un service d'information sur la rénovation énergétique et les énergies renouvelables au titre de l'Espace Info Energie et de la Plate-forme Territoriale de Rénovation Énergétique.
- un accompagnement des collectivités au travers du conseil en énergie partagé : diagnostic, programmation de travaux...

## **5 – Développement durable dans la politique de préservation des espaces naturels et de la biodiversité**

Par délibération du 27 juillet 2015, le Département a adopté le schéma départemental des espaces naturels sensibles (ENS) de la Lozère.

17 sites prioritaires ont été identifiés, répartis sur l'ensemble du territoire départemental et concernant divers milieux naturels avec une prédominance des zones humides, des forêts et des cours d'eau.

Ce schéma permet d'accompagner financièrement la requalification, l'aménagement et la signalétique sur des sites emblématiques à fort enjeux patrimonial en termes de biodiversité ou d'intérêt paysager, afin de permettre leur valorisation auprès du grand public en partenariat avec les collectivités territoriales et les propriétaires foncier.

Pour 2019, le Département a souhaité soutenir plus fortement la démarche de valorisation de plusieurs ENS dans une perspective de sensibilisation et d'ouverture au public.

## **6 – Développement durable dans la politique de l'eau, de l'assainissement et de la gestion intégrée des rivières**

Le Conseil Départemental de la Lozère a mis en place, dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques, les dispositifs suivants :

- une assistance technique à l'exercice des missions des collectivités locales et de leur groupement dans le domaine de l'Eau Potable, de l'Assainissement Collectif et Non Collectif, missions mises en œuvre par le SATESE et le SATEP ;
- une politique départementale dans le domaine de l'eau potable qui prend appui sur notre schéma départemental AEP ainsi que sur un Programme départemental exceptionnel en faveur de la mobilisation de la ressource en eau potable adopté en 2011 révisé en 2017 ;
- un appui technique à l'émergence des projets structurants de mobilisation de la ressource



en eau potable, qui est assurée par le SATEP ;

- une politique départementale en faveur de l'assainissement qui prend appui sur un programme exceptionnel Assainissement Collectif adopté en 2011 visant à faciliter la requalification des principaux systèmes d'assainissement collectif à fort enjeu sur la qualité des cours d'eau ;
- la mise en œuvre d'un réseau départemental de suivi de la qualité des rivières permettant ainsi de disposer d'un outil qui permet de guider et d'évaluer nos politiques dans le domaine de l'assainissement ;

L'année 2019 a permis notamment :

- de mettre en œuvre les groupes de travail en faveur de l'adaptation au changement climatique initiés par les assises départementales de l'eau organisées en juin 2018,
- de poursuivre le réseau départemental de suivi de qualité des rivières et l'appui aux labellisations diverses valorisant la haute qualité de nos milieux aquatiques : label rivière en bon état, site rivières sauvages notamment.

## **7 – Développement durable dans la politique de soutien à l'investissement des collectivités locales**

Le Département a conclu des contrats territoriaux pour la période 2018-2020 avec les maîtres d'ouvrage publics lozériens :

- Dans le domaine du logement : 47 logements seront aidés dans la période 2018-2020, 11 logements sont spécifiquement financés pour de la rénovation énergétique, d'autres projets consistant dans des rénovations lourdes de bâtiments anciens prévoient également une rénovation énergétique : engagement financier de près de 400 000 € pour les 3 ans.
- Pour les projets touristiques : on identifie divers projets de gîtes communaux (comportant la rénovation énergétique du bâtiment) pour plus de 40 000 € de subvention.
- Dans le domaine des équipements publics : plus de 1,9 M€ de subvention seront apportés sur les 3 années des contrats sur 80 projets d'équipements batimentaires publics qui auront la préoccupation de la rénovation énergétique notamment dans des rénovations globales ou la construction de nouveaux équipements. 13 projets sont directement issus d'une réflexion sur les enjeux énergétiques des bâtiments publics.
- Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement le Département intervient en finançant 153 dossiers représentant 3,9 M€. Le Département porte également les services d'assistance technique auprès des collectivités locales dans ces deux domaines.
- Le Département soutient également les travaux de gestion intégrée des cours d'eau et porte sous sa maîtrise d'ouvrage un réseau de suivi de la qualité des rivières.



## **8 – Développement durable dans la politique jeunesse**

La politique jeunesse lancée en 2016 intègre un volet écocitoyenneté à destination des jeunes. Ceci c'est traduit notamment en 2019 avec :

- le renforcement des contrats éducation environnement Lozère (CEEL) qui permettent des actions d'éducation à l'environnement et au développement durable ;
- le déploiement de la démarche « éco-collèges » dans 4 collèges.

## **9 – Développement durable dans la politique touristique**

La collectivité apporte un soutien financier annuel auprès de structures dont l'objectif est de promouvoir des démarches de développement durable auprès de prestataires touristiques.

On peut citer l'association « Cévennes Écotourisme » dont les objectifs sont de promouvoir l'écotourisme en Cévennes et de mettre en œuvre les principes du tourisme durable tel que définis dans la Charte Européenne du Tourisme Durable (CETD) dans les espaces protégés.

Depuis 14 ans, l'association accompagne les chefs d'entreprises dans la mise en œuvre de nouvelles pratiques suivant les trois piliers du développement durable : économique, social et environnemental associés au tourisme.

On peut également noter que le Département a modifié en 2019 son règlement d'intervention en faveur de l'immobilier touristique (intervention par délégation de l'octroi de l'aide par les communautés de communes) afin de rendre éligibles les travaux de rénovation énergétique des hébergements touristiques sans les conditionner à une montée en gamme sous réserve d'un gain de 25 %.

## **10 – Développement durable dans la politique de développement agricole au travers des circuits courts**

Le Département poursuit, depuis le 1er janvier 2018 l'animation d'Agrilocal en interne.

Ce dispositif contribue à faciliter l'accès aux productions agroalimentaires du territoire au profit de la restauration collective et de la restauration commerciale et donc, de promouvoir l'économie circulaire, l'activité agricole en filières courtes, avec plus de valeur ajoutée.

On constate en 2019, une progression importante des volumes de commandes par la restauration collective non commerciale dont les Collèges. Les opérations nationales Agrilocal ont été déployées sur le territoire lozérien telles que "Connectez vous local", "Au pré de la ferme", "Au pré de l'assiette"...

Une démarche visant à la constitution d'un catalogue des productions locales lozériennes a été initiée en 2019 à destination de la restauration touristique pour favoriser les circuits courts.



Conseil départemental de la Lozère  
Hôtel du Département  
4, rue de la Rovère - BP 24  
48001 MENDE CEDEX  
Tel. 04 66 49 66 66 - Fax. 04 66 49 66 10  
lozere.fr





**DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE**  
**Conseil Départemental**  
**Séance du 8 novembre 2019**

---

**Commission : Développement**

**Objet : Agriculture : approbation du dispositif d'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse au titre de l'année 2018 et du dispositif en faveur des apiculteurs victimes de la canicule en 2019**

*Dossier suivi par Ingénierie, Attractivité et Développement - Développement et Tourisme*

---

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

**Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h00**

**Présents** : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Guylène PANTEL, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAOU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

**Pouvoirs** : Sabine DALLE ayant donné pouvoir à Christine HUGON, Bruno DURAND ayant donné pouvoir à Valérie VIGNAL, Sophie MALIGE ayant donné pouvoir à Henri BOYER.

---

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU les articles L 3211-1 du Code général des collectivités territoriales ;

VU le décret 2019-1115 du 31 octobre 2019 ;

VU la délibération n°CD\_19\_1018 du 15 mars 2019 approuvant la politique départementale et le budget 2019 « Développement » ;

VU la délibération n°CD\_19\_1029 du 15 mars 2019 votant le Budget Primitif 2019 et la délibération n°CD\_19\_1049 du 28 juin 2019 votant la décision modificative n°1 ;

**CONSIDÉRANT** le rapport n°600 intitulé "Agriculture : approbation du dispositif d'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse au titre de l'année 2018 et du dispositif en faveur des apiculteurs victimes de la canicule en 2019" en annexe ;

## **Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,**

*VU l'avis de la commission plénière du 4 novembre 2019 ;*

*VU la parution du décret n°2019-1115 du 31 octobre 2019 ;*

### **ARTICLE 1**

Prend acte que :

- le département de la Lozère a subi au cours de l'année 2018, un épisode de sécheresse impactant la production fourragère et que le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation a reconnu le caractère de calamité agricole (au sens de l'article L.361.5 du code rural et de la pêche maritime) aux dommages dus à la sécheresse 2018 étant précisé que le taux de perte retenu par le fonds national de calamité agricole est de 38 % sur 39 communes correspondant à une zone située au Nord-Ouest du territoire départemental.
- que les apiculteurs rencontrent de grandes difficultés depuis l'automne 2018 liées à une succession d'événements climatiques extrêmes, dont les épisodes caniculaires de juin et juillet ont constitué les points d'orgue et que ces conditions ont provoqué des pertes de récoltes conséquentes en 2019 pouvant aller jusqu'à 70 % de la production, sur l'ensemble du territoire départemental.

### **ARTICLE 2**

Précise que face à ces situations, la profession agricole et apicole s'est tournée vers l'État pour enclencher une procédure calamités agricoles :

- concernant l'agriculture, et après instruction, 140 dossiers ne sont pas retenus par l'Etat pour les motifs suivants pouvant être cumulés :
  - le montant de l'aide est inférieur à 300 €,
  - le taux de perte est inférieur à 11 %,
  - les exploitations ne sont pas assurées (multirisque obligatoire),
  - les exploitations sont assurées pour les pertes fourragères.
- concernant l'apiculture, la procédure calamités agricoles devrait aboutir début 2020 sur un arrêté ministériel permettant l'indemnisation des agriculteurs concernés au cours du premier semestre 2020.

### **ARTICLE 3**

Décide, sur la base de l'article L 3211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, et face aux situations d'urgence et de fragilité individuelles résultant de ce contexte, d'accompagner la filière agricole et apicole par :

- la mise en œuvre d'un programme d'aide en faveur des agriculteurs victimes de la sécheresse dans le cadre du dispositif national de calamité agricole :
  - pour les dossiers déposés et instruits à l'Etat mais dont le taux de perte est inférieur à 11 %
  - dont l'aide potentielle est supérieure à 300 €, à l'exception des exploitations non assurées en multirisque, et des exploitations assurées pour les pertes fourragères, sachant que sont exclus les agriculteurs hors cadre institutionnel et ayant leur siège d'exploitation hors Lozère.
- la mise en œuvre un programme d'aide d'urgence aux apiculteurs les plus fragiles, à savoir ceux installés sur le département depuis moins de 5 ans (depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015) et qui devront détenir au moins 50 ruches déclarées en 2019, sur la base des modalités définies en annexe.

#### **ARTICLE 4**

Donne délégation à la Présidente pour procéder, par arrêté,

- aux individualisations de crédit en faveur de chaque bénéficiaire relevant du dispositif agricole, sur la base du tableau définitif qui sera transmis par les services de l'État, les bases des règles définies et dans la limite de l'enveloppe budgétaire réservée pour ce dispositif étant précisé que selon une première estimation réalisée par la DDT, cette aide représenterait un budget d'environ 30 000 € et une trentaine de dossiers.
- aux individualisations de crédit en faveur de chaque bénéficiaire relevant du dispositif apicole, sur la base, les bases des règles définies et dans la limite de l'enveloppe budgétaire réservée pour ce dispositif étant précisé que selon une première estimation réalisée par la Chambre d'Agriculture, cette aide concernerait environ 4 500 ruches ce qui représenterait un budget d'environ 22 500 €.

#### **ARTICLE 5**

Donne un avis favorable de principe à une intervention départementale dans le cadre de la procédure nationale de calamités agricoles, pour l'apiculture, dont les contours seront précisés quand elle sera arrivée à son terme.

#### **ARTICLE 6**

Prend acte qu'un crédit de 65 000 € est inscrit au chapitre 939-928/6574.86 pour honorer les demandes des agriculteurs dans le cadre des calamités sécheresse 2018 et apicole 2019.

#### **ARTICLE 7**

Autorise la Présidente à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de ces dispositifs.

*Adopté à l'unanimité des voix exprimées,*

La Présidente du Conseil Départemental  
Sophie PANTEL

**Annexe à la délibération n°CD\_19\_1058 du Conseil Départemental du 8 novembre 2019 : rapport n°600 "Agriculture : approbation du dispositif d'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse au titre de l'année 2018 et du dispositif en faveur des apiculteurs victimes de la canicule en 2019".**

**I - Proposition d'adoption d'un règlement visant à aider les agriculteurs victimes de la sécheresse 2018 :**

Le département de la Lozère a subi au cours de l'année 2018, un épisode de sécheresse impactant la production fourragère.

Vu l'avis émis par le Comité National de Gestion des Risques en Agriculture (CNGRA), lors de sa séance du 17 avril 2019, le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation a reconnu le caractère de calamité agricole (au sens de l'article L.361.5 du code rural et de la pêche maritime) aux dommages dus à la sécheresse 2018 pour les biens et les zones définis ci-après.

Le taux de perte retenu par le fonds national de calamité agricole est de 38 % sur 39 communes correspondant à une zone située au Nord-Ouest du territoire départemental (cf carte annexe jointe).

La DDT service instructeur de ce fonds calamité a reçu environ 776 dossiers.

Après instruction, 140 dossiers ne sont pas retenus par l'Etat pour les motifs suivants pouvant être cumulés :

- le montant de l'aide est inférieur à 300 €,
- le taux de perte est inférieur à ~~13%~~ 11 %,
- les exploitations ne sont pas assurées (multirisque obligatoire),
- les exploitations sont assurées pour les pertes fourragères.

Il est proposé que le Département accompagne les éleveurs ayant déposé un dossier de demande d'aide au titre du Fonds Calamités agricoles mais non retenus par l'État au regard du seul critère « taux de perte sur le revenu inférieur à ~~13%~~ 11% ».

En revanche, comme l'État, le Département ne retiendra pas les dossiers dont le montant de l'aide est inférieur à 300 €, ceux dont les exploitations ne sont pas assurées (multirisque obligatoire) ainsi que les dossiers dont les exploitations sont assurées pour les pertes fourragères.

### **Cadre réglementaire**

Le Département est compétent sur la base de l'article L 3211-1 du CGCT sur la prise en charge des situations de fragilité, développement social...promouvoir les solidarités et la cohésion territoriale.

Dans ce cas présent, il s'agit bien d'une aide de nature sociale et individuelle s'inscrivant dans une démarche de prévention et/ou de prise en charge de situation de fragilité des agriculteurs.

A ce jour la liste définitive des dossiers éligibles à l'État est en cours de finalisation. Aussi, et si vous approuvez ce dispositif, il conviendra de me donner délégation pour individualiser les aides en faveur de chaque exploitation agricole sur les bases des règles définies et dans la limite de l'enveloppe budgétaire réservée pour ce dispositif.

Au regard de l'ensemble de ces éléments, il vous est demandé :

- **d'approuver le dispositif d'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse dans le cadre du dispositif national de calamité agricole tel que proposé,**
- **de retenir les dossiers déposés et instruits à l'Etat mais dont le taux de perte est inférieur à ~~13 %~~ 11 % et dont l'aide potentielle est supérieure à 300 €, à l'exception des exploitations non assurées en multirisque, et des exploitations assurées pour les pertes fourragères,**
- **d'exclure les agriculteurs hors cadre institutionnel et ayant leur siège d'exploitation hors Lozère,**
- **de donner délégation à la Présidente pour procéder aux individualisations de crédit en faveur de chaque bénéficiaire sur la base du tableau définitif qui sera transmis par les services de l'Etat. Ces individualisations feront l'objet d'un arrêté ultérieur pris sur la base de cette délibération.**
- **d'autoriser la Présidente à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de ce dispositif.**

**Selon une première estimation réalisée par la DDT, cette aide représenterait un budget d'environ ~~41 660 €~~ et ~~une quarantaine de dossiers~~ 30 000 € et une trentaine de dossiers.**

### **II - Soutien aux apiculteurs victimes des épisodes caniculaires de juin et juillet 2019 :**

Les apiculteurs rencontrent de grandes difficultés depuis l'automne 2018 liées à une succession d'événements climatiques extrêmes, dont les épisodes caniculaires de juin et juillet ont constitué les points d'orgue. Ces conditions ont provoqué des pertes de récoltes conséquentes en 2019 pouvant aller jusqu'à 70 % de la production.

L'ensemble du territoire départemental est concerné, Causses et Cévennes principalement mais également Margeride et Aubrac.

La profession apicole s'est donc tournée vers l'État pour enclencher une procédure calamités agricoles qui devrait aboutir début 2020 sur un arrêté ministériel permettant l'indemnisation des agriculteurs concernés au cours du premier semestre 2020.

Elle s'est également tournée vers les collectivités locales, Région et Département afin qu'elles puissent également apporter leur soutien aux apiculteurs.

En effet, les pertes de récolte subies en 2019 sont considérables, évaluées entre 35 et 70 % et elles concernent l'ensemble des apiculteurs du département. D'autre part, les charges liées à l'apport de sucre aux ruches ont été très fortement augmentées, pour certains apiculteurs elles ont plus que doublé. Les apiculteurs installés récemment, donc particulièrement vulnérables, subissent de plein fouet cette situation catastrophique. En concertation avec la profession, un soutien spécifique à ces nouveaux installés est proposé. Une intervention aux côtés de l'État dans le cadre de la procédure nationale de calamités agricoles est également demandée.

Deux modes d'intervention peuvent donc être envisagés:

- d'une part, une intervention dans le cadre de la procédure nationale de calamités agricoles ; les conditions spécifiques d'intervention pour ces dossiers seront précisées au moment de l'aboutissement de la procédure mise en œuvre par l'État courant 2020 ;

- d'autre part, une aide d'urgence aux apiculteurs les plus fragiles, à savoir ceux installés sur le département depuis moins de 5 ans (depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015). Ces apiculteurs devront détenir au moins 50 ruches déclarées en 2019. Cette aide prendrait la forme d'une subvention qui s'élèverait à 5€ par ruche déclarée pour les agriculteurs concernés.

Selon une première estimation réalisée par la Chambre d'Agriculture, cette aide concernerait environ 4 500 ruches ce qui représenterait un budget d'environ 22 500 €.

#### **Pièces justificatives demandées :**

- un courrier de demande d'aide adressé à la Présidente du Département,
- le récépissé de la déclaration du nombre de ruches auprès de France AgriMer (2019 ou à défaut celle de 2018),
- le justificatif de la date d'affiliation auprès de la MSA,
- un RIB.

#### **Cadre réglementaire**

L'intervention du Département est fondée sur la base de l'article L 3211-1 du CGCT. Le présent dispositif s'inscrit dans une mesure de solidarité sociale visant à prévenir des situations de fragilité des agriculteurs qui seraient la conséquence de ces événements climatiques exceptionnels.

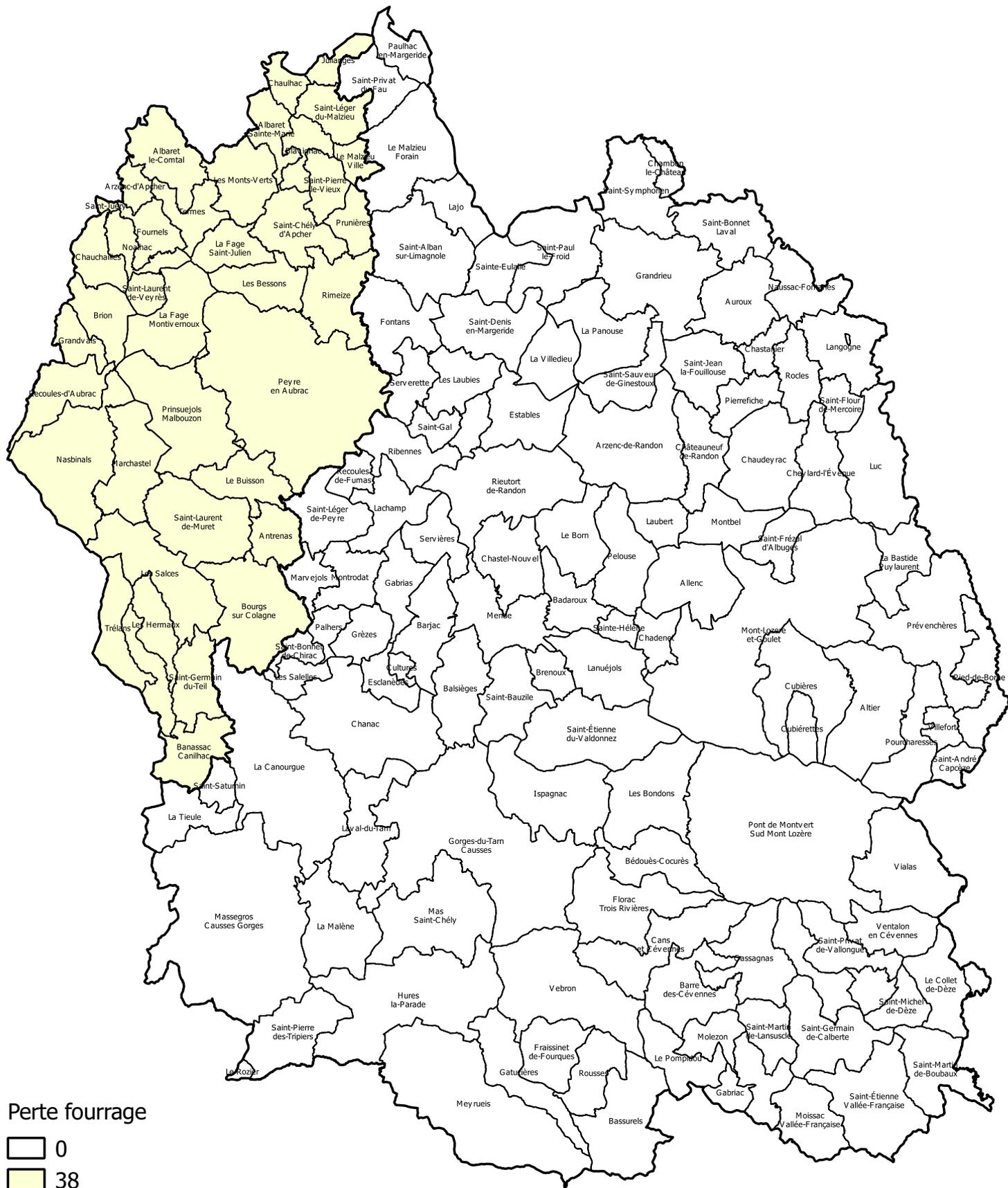
Il s'agit bien d'une aide de nature sociale et individuelle s'inscrivant dans une démarche de prise en charge de situation de fragilité des agriculteurs.

#### **En conséquence, je vous propose**

- **d'approuver le dispositif (annexé au présent rapport) :**
  - **octroi d'une aide d'un montant de 5€ par ruche pour les apiculteurs installés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et ayant au moins 50 ruches en 2019,**
- **d'approuver le principe d'une intervention dans le cadre de la procédure nationale de calamités agricoles dont les contours seront précisés quand elle sera arrivée à son terme,**
- **de donner délégation à la Présidente pour procéder aux individualisations de crédit en faveur de chaque bénéficiaire. Ces individualisations feront l'objet d'un arrêté ultérieur pris sur la base de cette délibération,**
- **d'autoriser la Présidente à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de ce dispositif.**

Un crédit de 65 000 € est inscrit au chapitre 939-928/6574.86 pour honorer les demandes des agriculteurs dans le cadre des calamités sécheresse 2018 et apicole 2019.

# Zones sinistrées sécheresse fourrage 2018



## Aide exceptionnelle aux apiculteurs victimes de la canicule 2019 installés depuis le 01/01/2015

*Dispositions complémentaires au règlement général d'attribution des subventions*

### BÉNÉFICIAIRES

- ∞ - Apiculteurs installés depuis le 01/01/2015
- ∞ - Apiculteurs détenant au moins 50 ruches en 2019

### SUBVENTION

- Le montant de l'aide est de 5 € par ruche

### CONDITIONS PARTICULIÈRES D'ATTRIBUTION

- ∞ - Courrier de demande d'aide
- ∞ - Récépissé de déclaration du nombre de ruches auprès de France AgriMer (2019 ou à défaut celle de 2018)
- ∞ - Un justificatif de la date d'affiliation auprès de la MSA
- ∞ - Un RIB

### CADRE REGLEMENTAIRE

- L'intervention du Département est fondée sur la base de l'article L 3211-1 du CGCT. Le présent dispositif s'inscrit dans une mesure de solidarité sociale visant à prévenir des situations de fragilité des agriculteurs qui seraient la conséquence de ces événements climatiques exceptionnels.
- Convention entre la Région et le Département de la Lozère en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire signée à Mende le 01/07/2017.

*Contact :*

*Direction Générale Adjointe de la Solidarité Territoriale  
Direction de l'Ingénierie, de l'Attractivité et du Développement  
Direction Adjointe du Développement et du Tourisme  
Tél. : 04 66 49 66 37  
Courriel : solidariteterritoriale@lozere.fr*



**DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE**  
**Conseil Départemental**  
**Séance du 8 novembre 2019**

---

**Commission : Finances et gestion de la collectivité**

**Objet : Gestion de la collectivité : rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes**

*Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Ressources Humaines*

---

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

**Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h00**

**Présents** : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Guylène PANTEL, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAOU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

**Pouvoirs** : Sabine DALLE ayant donné pouvoir à Christine HUGON, Bruno DURAND ayant donné pouvoir à Valérie VIGNAL, Sophie MALIGE ayant donné pouvoir à Henri BOYER.

---

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU les articles L. 3311-3 et D. 3311-9. - I du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'article 51 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 ;

VU le décret n° 2012-601 du 30 avril 2012 relatif aux modalités de nominations équilibrées dans l'encadrement supérieur de la fonction publique fixe;

VU la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ;

VU le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 ;

**CONSIDÉRANT** le rapport n°700 intitulé "Gestion de la collectivité : rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes" en annexe ;

## **Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,**

*VU l'avis de la commission plénière du 4 novembre 2019 ;*

### **ARTICLE UNIQUE**

Prend acte du rapport annuel, présenté en annexe, sur la situation en matière d'égalité hommes-femmes au sein du Département ainsi que des mesures qui s'appliquent aux contrats de commande publique étant précisé que la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes est un facteur pris en compte dans l'organisation départementale, d'une part, et dans les dispositifs de la collectivité, en fonction des compétences exercées directement ou indirectement, d'autre part.

*Adopté à l'unanimité des voix exprimées,*

La Présidente du Conseil Départemental  
Sophie PANTEL

**Annexe à la délibération n°CD\_19\_1059 du Conseil Départemental du 8 novembre 2019 : rapport n°700 "Gestion de la collectivité : rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes".**

**La loi 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les hommes et les femmes dispose que : « Préalablement aux débats sur le projet de budget, le président du conseil général présente un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement du département, les politiques qu'il mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation. Le contenu de ce rapport et les modalités de son élaboration sont fixés par décret. »**

Dans le cadre de la lutte contre les discriminations, le Département doit répondre à certaines obligations :

- les nominations de direction doivent concerner, à l'exclusion des renouvellements dans un même emploi ou des nominations dans un même type d'emploi, au moins 40 % de personnes de chaque sexe à compter de 2018. Sont concernés les emplois concernés les emplois de directeur général des services et de directeur général adjoint des services.

Le non-respect de cette exigence expose les employeurs à une pénalisation financière de 90 000 euros..

- Depuis le 31 décembre 2013, le taux de féminisation des représentants de l'administration et des collectivités au sein des Commissions Administratives Paritaires (CAP) a été accru à 40 %.
- Enfin, dès 2015, la règle des 40% s'est appliquée aussi aux membres de jurys et de comités de sélection constitués pour le recrutement ou la promotion des fonctionnaires même si des dérogations existent selon les statuts particuliers. Les jurys de trois personnes doivent être composés d'au moins une personne de chaque sexe.

**Les emplois fonctionnels** au sein du Département de la Lozère seront représentés, au 1 janvier 2020, comme suit :

Emplois fonctionnels	Agents en poste	Représentation	
		Homme	Femme
Directeur général des Services	1	1	
Directeur général adjoint des services	3	2	1
Emploi fonctionnel créé en application de l'article 6-1 de la loi n°84-53	0	0	0

**Les postes de direction** au sein du Département de la Lozère sont répartis comme suit :

7 postes de directeur/ directeur adjoint :

- Directeur des mobilités, des aménagements numériques et des Transports
- Directeur des routes
- Directeur de l'ingénierie, de l'attractivité et développement
- Directeur enfance famille
- Directeur adjoint en charge des Ressources Humaines
- Directeur adjoint en charge des systèmes d'information et télécommunications
- Directeur adjoint de la Maison de l'Autonomie

13 postes de directrice/ directrice adjointe :

## Délibération n°CD\_19\_1059

- Directrice du Cabinet
- Directrice de la communication
- Directrice du développement éducatif et culturel
- Directrice adjointe en charge des collèges et de la vie associative
- Directrice des Archives départementales
- Directrice adjointe en charge de la Médiathèque Départementale de Lozère
- Directrice du Laboratoire Départemental d'Analyse
- Directrice des territoires, de l'insertion et de la proximité
- Directrice adjointe des territoires, de l'insertion et de la proximité
- Directrice de la Maison de l'Autonomie
- Directrice des ressources humaines et affaires financières
- Directrice des affaires juridiques, de la commande publique et de la logistique
- Directrice adjointe en charge de l'ingénierie et des contrats territoriaux
- Directrice adjointe en charge du développement et du tourisme

**La représentation, au sein des commissions administratives paritaires** s'établit ainsi :

Catégorie	Représentants de la collectivité		Représentants du personnel		Total hommes	Total femmes
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes		
Titulaires et suppléants						
CAP A	3	5	2	6	5	11
CAP B	3	5	5	3	8	8
CAP C	4	6	7	3	11	9
CCPA	2	2	0	4	2	6
CCP B	2	2	2	2	4	4
CCP C	3	3	1	5	4	8

Pour information, la représentation au sein du Comité technique et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au sein du département est la suivante :

	Représentants de la collectivité		Représentants du personnel		Total hommes	Total femmes
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes		
Titulaires et suppléants						
Comité technique	4	8	5	7	9	15
CHSCT	6	6	5	7	11	13

La répartition de l'effectif total (titulaires et non titulaires sur postes vacants) par catégorie d'emplois est la suivante au :

Catégorie	Femmes	Hommes
A	73 %	27 %
B	59 %	41 %
C	36 %	64 %
Sans filière (assistants familiaux, CEA, collaborateurs de groupe, etc)	80 %	20 %
TOTAL	50,5 %	49,5 %

Le rapport à soumettre à notre Assemblée doit décrire également un bilan des actions menées et des ressources mobilisées en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et décrit les orientations pluriannuelles.

Afin de tendre vers une égalité réelle, doivent être conciliées des exigences d'ordre politique, technique voire financier.

En ce qui concerne l'articulation des temps vie professionnelle/ responsabilités parentales, la collectivité privilégie :

- l'organisation de formations en intra qui débutent à 9:00 et hors périodes de congés scolaires. Si dans un programme de formation, le mercredi ne peut être évité, les agents sont prévenus longtemps à l'avance afin qu'ils puissent d'organiser.
- Les différentes prestations du CNAS contribuent aussi à faciliter l'organisation des parents devant faire accueillir leurs enfants.
- Le télétravail permet de dégager des solutions allant dans le sens de l'amélioration de l'égalité homme-femme. En soi, le télétravail n'est pas compatible avec la garde des enfants mais en revanche, il permet d'écourter ou supprimer des temps de trajet permettant d'améliorer l'organisation familiale. À noter qu'en 2018, 10 agents de la collectivité bénéficient du télétravail dont 3 hommes et 7 femmes.
- Enfin, la collectivité laisse toute liberté aux agents, sous réserve de nécessités de service, de choisir de travailler à temps partiel.

Quant à la commande publique, la loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes en son article 16 a instauré trois nouvelles interdictions d'accès aux contrats de commande publique. En effet peuvent être écartés les personnes ayant été condamnées depuis moins de cinq ans :

- pour discrimination fondée sur le sexe (infraction prévue à l'article 225-1 du Code pénal punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende, la condamnation doit être définitive) ;
- pour méconnaissance de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (infraction prévue à l'article L.1146-1 du Code du travail punie d'un an d'emprisonnement et d'une amende de 3750 euros, la condamnation est inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire) ; il s'agit là de discrimination à l'embauche, à l'occasion du renouvellement d'un contrat ou d'une mutation, de discrimination sur la rémunération, la formation, l'affectation, la promotion, tout cela en considération du sexe.

- Seront aussi écartées les personnes qui n'auront pas respecté leur obligation de négociation en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes si elles ne l'ont pas fait avant le 31 décembre de l'année précédant la procédure de passation du marché et si, à la date à laquelle elles soumissionnent, elles n'ont pas réalisé ou engagé de régularisation. Seules les entreprises où sont présentes une ou plusieurs sections syndicales d'organisations représentatives sont concernées par cette obligation.

Ces mesures s'appliquent aux marchés relevant du Code des marchés publics, et à ceux régis par l'ordonnance du 6 juin 2005. Par ailleurs la loi du 4 août 2014 a harmonisé les exclusions pour les contrats de partenariats (CP) et les délégations de service public (DSP). Dans ces conditions, les services de la direction des affaires juridiques, de la commande publique et de la logistique veillent à l'application de ces dispositions pour l'ensemble des contrats qu'il passe.

En termes de communication, les préconisations du "Guide pratique pour une communication publique sans stéréotype de sexe", qui préconise notamment d'accorder les noms de métiers, titres, grades et fonctions avec le sexe des personnes qui les occupent ont été mises en œuvre.

Par ailleurs, le Conseil Départemental intervient dans des champs de compétences variés (social, médico-social, culture, éducation, interventions en direction du territoire).

Selon les politiques publiques, les objectifs s'adressent à tous les habitants du territoire départemental ou à un public spécifique (familles, jeunes, personnes en insertion sociale, personnes âgées, personnes handicapées ...).

L'intervention en direction des publics les plus fragiles (équité) contribuent à réduire les inégalités. Les différentes actions en lien avec la recherche de cohésion sociale, l'accès aux droits, à la santé, à l'insertion auxquelles participe la collectivité dans le cadre de l'action sociale de proximité favorisent l'égalité femmes/ hommes sur le territoire.

Au vu de ces différents éléments, je vous demande de prendre acte de ce rapport.



**DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE**  
**Conseil Départemental**  
**Séance du 8 novembre 2019**

---

**Commission : Finances et gestion de la collectivité**

**Objet : Budget : Modification des autorisations de programmes 2019 et antérieures**

*Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Affaires financières*

---

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

**Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h00**

**Présents** : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Guylène PANTEL, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

**Pouvoirs** : Sabine DALLE ayant donné pouvoir à Christine HUGON, Bruno DURAND ayant donné pouvoir à Valérie VIGNAL, Sophie MALIGE ayant donné pouvoir à Henri BOYER.

---

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU les articles L 3212-1, L 3311-1 et suivants, L3312-1 et suivants, R 3311-2 et suivants, R 3312-3 et suivants du code général des collectivités territoriales ;

VU le livre VI du Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°CD\_18\_1050 du 22 octobre 2018 approuvant le règlement financier du Département ;

VU la délibération n°CD\_19\_1048 du 28 juin 2019 votant les autorisations de programmes 2019 et antérieures ;

VU la délibération n°CD\_19\_1029 du 15 mars 2019 votant le Budget Primitif 2019 et la délibération n°CD\_19\_1049 du 28 juin 2019 votant la décision modificative n°1 ;

**CONSIDÉRANT** le rapport n°701 intitulé "Budget : Modification des autorisations de programmes 2019 et antérieures" en annexe ;

## **Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,**

*VU l'avis de la commission plénière du 4 novembre 2019 ;*

### **ARTICLE 1**

Décide de procéder aux mouvements budgétaires sur le budget principal et budget du LDA, tels que détaillés en annexe, modifiant les autorisations de programmes comme suit :

- AP 2015.....-222 266,07 €
- AP 2016.....-177 591,45 €
- AP 2017.....-2 739 406,67 €
- AP 2018.....-5 045 100,61 €
- AP 2019.....1 201 810,40 €

### **ARTICLE 2**

Prend acte que le montant du solde des autorisations de programmes, à la suite de ces modifications, porte les besoins en crédits de paiement comme suit :

Budget Principal

Années	Soldes des autorisations de programmes	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022 et plus
2011	924 763,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	528 436,00 €
2012	976 850,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	610 532,00 €
2013	490 081,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	326 719,00 €

## Délibération n°CD\_19\_1060

Années	Soldes des autorisations de programmes	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022 et plus
2014	525 862,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	368 104,00 €
2015	8 658 154,97 €	4 686 160,27 €	3 851 682,70 €	13 368,00 €	106 944,00 €
2016	10 299 305,11 €	2 040 546,91 €	3 663 331,68 €	3 007 248,32 €	1 588 178,20 €
2017	6 811 620,56 €	2 535 242,45 €	578 329,54 €	2 005 446,57 €	1 692 602,00 €
2018	40 786 279,18 €	10 652 562,77 €	8 850 901,29 €	12 365 936,85 €	8 916 878,27 €
2019	26 531 810,40 €	13 984 688,28 €	8 655 596,99 €	3 016 525,13 €	875 000,00 €
Total	96 004 726,22 €	34 260 455,68 €	25 961 097,20 €	20 769 779,87 €	15 013 393,47 €

*Adopté à l'unanimité des voix exprimées,*

La Présidente du Conseil Départemental  
Sophie PANTEL

**Annexe à la délibération n°CD\_19\_1060 du Conseil Départemental du 8 novembre 2019 : rapport n°701 "Budget : Modification des autorisations de programmes 2019 et antérieures".**

Préalablement au vote de la décision modificative n°2 de 2019, il convient de procéder à la régularisation des AP 2019 et antérieures sur le budget principal.

En effet, l'article 2 du chapitre II du titre II du règlement financier adopté par le Département le 22 octobre 2018 prévoit que la modification des autorisations de programmes ne peut intervenir que lors d'une assemblée du Conseil départemental.

L'annexe ci-jointe récapitule par millésime d'autorisations de programmes les mouvements les affectant.

Aussi, je vous propose d'approuver la régularisation des autorisations de programmes sur le budget principal, telle que présentée en annexe.

2011	0,00 €
2012	0,00 €
2013	0,00 €
2014	0,00 €
2015	-222 266,07 €
2016	-177 591,45 €
2017	-2 739 406,67 €
2018	-5 045 100,61 €
2019	1 201 810,40 €
Total	-6 982 554,40 €

	Soldes des autorisations de programmes	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022 et plus
Bilan AP avant DM	102 987 280,62 €	38 380 640,40 €	31 004 861,06 €	16 827 024,45 €	16 774 754,71 €
Bilan Mouvements	-6 982 554,40 €	-4 120 184,72 €	-5 043 763,86 €	3 942 755,42 €	-1 761 361,24 €
Bilan AP après DM	96 004 726,22 €	34 260 455,68 €	25 961 097,20 €	20 769 779,87 €	15 013 393,47 €

Vous trouverez par ailleurs en annexe le détail avant et après la décision modificative n° 2 par autorisation de programmes.

Je vous propose d'approuver ces régularisations à inscrire lors de la décision modificative n° 2, le montant du solde des autorisations de programmes, sur le budget principal, qui porteront les besoins en crédits de paiement comme suit :

#### Budget principal

Années	Soldes des autorisations de programmes	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020	Crédits de paiement 2021	Crédits de paiement 2022 et plus
2011	924 763,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	528 436,00 €
2012	976 850,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	610 532,00 €
2013	490 081,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	326 719,00 €
2014	525 862,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	368 104,00 €
2015	8 658 154,97 €	4 686 160,27 €	3 851 682,70 €	13 368,00 €	106 944,00 €
2016	10 299 305,11 €	2 040 546,91 €	3 663 331,68 €	3 007 248,32 €	1 588 178,20 €
2017	6 811 620,56 €	2 535 242,45 €	578 329,54 €	2 005 446,57 €	1 692 602,00 €
2018	40 786 279,18 €	10 652 562,77 €	8 850 901,29 €	12 365 936,85 €	8 916 878,27 €
2019	26 531 810,40 €	13 984 688,28 €	8 655 596,99 €	3 016 525,13 €	875 000,00 €
Total	96 004 726,22 €	34 260 455,68 €	25 961 097,20 €	20 769 779,87 €	15 013 393,47 €

### 1/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2011

le montant du solde sur AP 2011 avant la DM est de : 924 763,00 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2011 est de : 0,00 €

le montant du solde des AP 2011 après modification est de : 924 763,00 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	<b>SOLDE SUR AP</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022 et +</b>
<b>MONTANT AP 2011 AVANT DM</b>	924 763,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	528 436,00 €
<b>MONTANT MOUVEMENTS</b>	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>MONTANT AP 2011 APRES DM</b>	924 763,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	528 436,00 €

### 2/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2012

le montant du solde sur AP 2012 avant la DM est de : 976 850,00 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2012 est de : 0,00 €

le montant du solde des AP 2012 après modification est de : 976 850,00 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	<b>SOLDE SUR AP</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022 et +</b>
<b>MONTANT AP 2012 AVANT DM</b>	976 850,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	610 532,00 €
<b>MONTANT MOUVEMENTS</b>	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>MONTANT AP 2012 APRES DM</b>	976 850,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	610 532,00 €

### 3/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2013

le montant du solde sur AP 2013 avant la DM est de : 490 081,00 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2013 est de : 0,00 €

le montant du solde des AP 2013 après modification est de : 490 081,00 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	<b>SOLDE SUR AP</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022 et +</b>
<b>MONTANT AP 2013 AVANT DM</b>	490 081,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	326 719,00 €
<b>MONTANT MOUVEMENTS</b>	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>MONTANT AP 2013 APRES DM</b>	490 081,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	326 719,00 €

### 4/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2014

le montant du solde sur AP 2014 avant la DM est de : 525 862,00 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2014 est de : 0,00 €

le montant du solde des AP 2014 après modification est de : 525 862,00 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	<b>SOLDE SUR AP</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022 et +</b>
<b>MONTANT AP 2014 AVANT DM</b>	525 862,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	368 104,00 €
<b>MONTANT MOUVEMENTS</b>	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>MONTANT AP 2014 APRES DM</b>	525 862,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	368 104,00 €

### **5/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2015**

le montant du solde sur AP 2015 avant la DM est de : 8 880 421,04 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2015 est de : -222 266,07 €

le montant du solde des AP 2015 après modification est de : 8 658 154,97 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	<b>SOLDE SUR AP</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022 et +</b>
<b>MONTANT AP 2015 AVANT DM</b>	8 880 421,04 €	5 486 257,09 €	3 273 851,95 €	13 368,00 €	106 944,00 €
<b>MONTANT MOUVEMENTS</b>	-222 266,07 €	-800 096,82 €	577 830,75 €	0,00 €	0,00 €
<b>MONTANT AP 2015 APRES DM</b>	8 658 154,97 €	4 686 160,27 €	3 851 682,70 €	13 368,00 €	106 944,00 €

### **6/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2016**

le montant du solde sur AP 2016 avant la DM est de : 10 476 896,56 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2016 est de : -177 591,45 €

le montant du solde des AP 2016 après modification est de : 10 299 305,11 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	<b>SOLDE SUR AP</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022 et +</b>
<b>MONTANT AP 2016 AVANT DM</b>	10 476 896,56 €	2 258 158,43 €	3 065 092,93 €	2 820 882,00 €	2 332 763,20 €
<b>MONTANT MOUVEMENTS</b>	-177 591,45 €	-217 611,52 €	598 238,75 €	186 366,32 €	-744 585,00 €
<b>MONTANT AP 2016 APRES DM</b>	10 299 305,11 €	2 040 546,91 €	3 663 331,68 €	3 007 248,32 €	1 588 178,20 €

### **7/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2017**

le montant du solde sur AP 2017 avant la DM est de : 9 551 027,23 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2017 est de : -2 739 406,67 €

le montant du solde des AP 2017 après modification est de : 6 811 620,56 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	<b>SOLDE SUR AP</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022 et +</b>
<b>MONTANT AP 2017 AVANT DM</b>	9 551 027,23 €	3 288 472,54 €	1 752 878,73 €	2 812 574,46 €	1 697 101,50 €
<b>MONTANT MOUVEMENTS</b>	-2 739 406,67 €	-753 230,09 €	-1 174 549,19 €	-807 127,89 €	-4 499,50 €
<b>MONTANT AP 2017 APRES DM</b>	6 811 620,56 €	2 535 242,45 €	578 329,54 €	2 005 446,57 €	1 692 602,00 €

### **8/ Autorisations de Programmes 2018 sur le budget principal**

le montant du solde sur AP 2018 avant la DM est de : 45 831 379,79 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2018 est de : -5 045 100,61 €

le montant du solde des AP 2018 après modification est de : 40 786 279,18 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes se décompose comme suit :

	<b>MONTANT AP</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022 et +</b>
<b>MONTANT AP 2018 AVANT DM</b>	45 831 379,79 €	11 387 479,33 €	15 590 782,45 €	8 443 963,00 €	10 409 155,01 €
<b>MONTANT MOUVEMENTS</b>	-5 045 100,61 €	-734 916,56 €	-6 739 881,16 €	3 921 973,85 €	-1 492 276,74 €
<b>MONTANT AP 2018 APRES DM</b>	40 786 279,18 €	10 652 562,77 €	8 850 901,29 €	12 365 936,85 €	8 916 878,27 €

### **9/ Autorisations de Programmes 2019 sur le budget principal**

le montant du solde sur AP 2019 avant la DM est de : 25 330 000,00 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2019 est de : 1 201 810,40 €

le montant du solde des AP 2019 après modification est de : 26 531 810,40 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes se décompose comme suit :

	<b>MONTANT AP</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022 et +</b>
<b>MONTANT AP 2019 AVANT DM</b>	25 330 000,00 €	15 599 018,01 €	6 961 000,00 €	2 374 981,99 €	395 000,00 €
<b>MONTANT MOUVEMENTS</b>	1 201 810,40 €	-1 614 329,73 €	1 694 596,99 €	641 543,14 €	480 000,00 €
<b>MONTANT AP 2019 APRES DM</b>	26 531 810,40 €	13 984 688,28 €	8 655 596,99 €	3 016 525,13 €	875 000,00 €

	<b>SOLDE SUR AP</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022 et +</b>
<b>BILAN AP AVANT DM</b>	102 987 280,62 €	38 380 640,40 €	31 004 861,06 €	16 827 024,45 €	16 774 754,71 €
<b>BILAN MOUVEMENTS</b>	-6 982 554,40 €	-4 120 184,72 €	-5 043 763,86 €	3 942 755,42 €	-1 761 361,24 €
<b>BILAN AP APRES DM</b>	96 004 726,22 €	34 260 455,68 €	25 961 097,20 €	20 769 779,87 €	15 013 393,47 €

## PHASAGE AP DM2 2019

### AP 2011

#### AVANT DM

LIBELLE AP	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
AEP ASSAINISSEMENT	132 109,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	528 436,00 €	924 763,00 €
<b>Total DEAE</b>	<b>132 109,00 €</b>	<b>132 109,00 €</b>	<b>132 109,00 €</b>	<b>528 436,00 €</b>	<b>924 763,00 €</b>
<b>TOTAL AP 2011</b>	<b>132 109,00 €</b>	<b>132 109,00 €</b>	<b>132 109,00 €</b>	<b>528 436,00 €</b>	<b>924 763,00 €</b>

#### APRES DM

CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
132 109,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	528 436,00 €	924 763,00 €	0,00
<b>132 109,00 €</b>	<b>132 109,00 €</b>	<b>132 109,00 €</b>	<b>528 436,00 €</b>	<b>924 763,00 €</b>	<b>0,00</b>
<b>132 109,00 €</b>	<b>132 109,00 €</b>	<b>132 109,00 €</b>	<b>528 436,00 €</b>	<b>924 763,00 €</b>	<b>0,00</b>
<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>				

### AP 2012

#### AVANT DM

LIBELLE AP	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
AEP ASSAINISSEMENT	122 106,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	610 532,00 €	976 850,00 €
<b>Total DEAE</b>	<b>122 106,00 €</b>	<b>122 106,00 €</b>	<b>122 106,00 €</b>	<b>610 532,00 €</b>	<b>976 850,00 €</b>
<b>TOTAL AP 2012</b>	<b>122 106,00 €</b>	<b>122 106,00 €</b>	<b>122 106,00 €</b>	<b>610 532,00 €</b>	<b>976 850,00 €</b>

#### APRES DM

CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
122 106,00 €	122 106,00 €	122 106,00 €	610 532,00 €	976 850,00 €	0,00
<b>122 106,00 €</b>	<b>122 106,00 €</b>	<b>122 106,00 €</b>	<b>610 532,00 €</b>	<b>976 850,00 €</b>	<b>0,00</b>
<b>122 106,00 €</b>	<b>122 106,00 €</b>	<b>122 106,00 €</b>	<b>610 532,00 €</b>	<b>976 850,00 €</b>	<b>0,00</b>
<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>				

### AP 2013

#### AVANT DM

LIBELLE AP	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
AEP ASSAINISSEMENT	54 454,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	326 719,00 €	490 081,00 €
<b>Total DEAE</b>	<b>54 454,00 €</b>	<b>54 454,00 €</b>	<b>54 454,00 €</b>	<b>326 719,00 €</b>	<b>490 081,00 €</b>
<b>TOTAL AP 2013</b>	<b>54 454,00 €</b>	<b>54 454,00 €</b>	<b>54 454,00 €</b>	<b>326 719,00 €</b>	<b>490 081,00 €</b>

#### APRES DM

CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
54 454,00 €	54 454,00 €	54 454,00 €	326 719,00 €	490 081,00 €	0,00
<b>54 454,00 €</b>	<b>54 454,00 €</b>	<b>54 454,00 €</b>	<b>326 719,00 €</b>	<b>490 081,00 €</b>	<b>0,00</b>
<b>54 454,00 €</b>	<b>54 454,00 €</b>	<b>54 454,00 €</b>	<b>326 719,00 €</b>	<b>490 081,00 €</b>	<b>0,00</b>
<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>

### AP 2014

#### AVANT DM

LIBELLE AP	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
POLITIQUE DE L'EAU	52 586,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	368 104,00 €	525 862,00 €
TRES HAUT DEBIT	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>Total DGAID TIC</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>TOTAL AP 2014</b>	<b>52 586,00 €</b>	<b>52 586,00 €</b>	<b>52 586,00 €</b>	<b>368 104,00 €</b>	<b>525 862,00 €</b>

#### APRES DM

CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
52 586,00 €	52 586,00 €	52 586,00 €	368 104,00 €	525 862,00 €	0,00
<b>52 586,00 €</b>	<b>52 586,00 €</b>	<b>52 586,00 €</b>	<b>368 104,00 €</b>	<b>525 862,00 €</b>	<b>0,00</b>
<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>52 586,00 €</b>	<b>52 586,00 €</b>	<b>52 586,00 €</b>	<b>368 104,00 €</b>	<b>525 862,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>

### AP 2015

#### AVANT DM

LIBELLE AP	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
POLITIQUE DE L'EAU	13 368,00 €	13 368,00 €	13 368,00 €	106 944,00 €	147 048,00 €
CONTRAT	690 839,81 €	390 215,36 €			1 081 055,17 €
<b>Total DEAE</b>	<b>704 207,81 €</b>	<b>403 583,36 €</b>	<b>13 368,00 €</b>	<b>106 944,00 €</b>	<b>1 228 103,17 €</b>
CONTRAT	4 301 507,56 €	2 870 268,59 €			7 171 776,15 €
AUTRES DISPOSITIFS PRIVES	36 730,00 €				36 730,00 €
ECONOMIE ET TOURISME	45 792,00 €				45 792,00 €
AIDES AUX COMMUNES	250 737,59 €				250 737,59 €
<b>Total DATE</b>	<b>4 634 767,15 €</b>	<b>2 870 268,59 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>7 505 035,74 €</b>
INVESTISSEMENT ROUTIERS ET MOYENS MATERIELS	90 038,13 €				90 038,13 €
<b>Total DGAID Routes</b>	<b>90 038,13 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>90 038,13 €</b>
PROGRAMME REHABILITATION EHPAD	57 244,00 €				57 244,00 €
<b>Total DGASOS</b>	<b>57 244,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>57 244,00 €</b>
<b>TOTAL AP 2015</b>	<b>5 486 257,09 €</b>	<b>3 273 851,95 €</b>	<b>13 368,00 €</b>	<b>106 944,00 €</b>	<b>8 880 421,04 €</b>

#### APRES DM

CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
13 368,00 €	13 368,00 €	13 368,00 €	106 944,00 €	147 048,00 €	0,00
515 136,81 €	512 338,36 €			1 027 475,17 €	-53 580,00
<b>528 504,81 €</b>	<b>525 706,36 €</b>	<b>13 368,00 €</b>	<b>106 944,00 €</b>	<b>1 174 523,17 €</b>	<b>-53 580,00</b>
3 729 662,31 €	3 325 976,34 €			7 055 638,65 €	-116 137,50
25 293,00 €				25 293,00 €	-11 437,00
45 792,00 €				45 792,00 €	0,00
209 626,02 €				209 626,02 €	-41 111,57
<b>4 010 373,33 €</b>	<b>3 325 976,34 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>7 336 349,67 €</b>	<b>-168 686,07</b>
90 038,13 €				90 038,13 €	0,00
<b>90 038,13 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>90 038,13 €</b>	<b>0,00</b>
57 244,00 €				57 244,00 €	0,00
<b>57 244,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>57 244,00 €</b>	<b>0,00</b>
<b>4 686 160,27 €</b>	<b>3 851 682,70 €</b>	<b>13 368,00 €</b>	<b>106 944,00 €</b>	<b>8 658 154,97 €</b>	<b>-222 266,07</b>
<b>-800 096,82 €</b>	<b>577 830,75 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>-222 266,07 €</b>	

### AP 2016

#### AVANT DM

LIBELLE AP	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
DIVERSIFICATION AGRICOLE	5 000,00				5 000,00
AMELIORATIONS FONCIERES ET FORESTIERES	31 716,18				31 716,18
POLITIQUE DE L'EAU	20 082,00	20 082,00	20 082,00	180 743,00	240 989,00
<b>Total DEAE</b>	<b>56 798,18</b>	<b>20 082,00</b>	<b>20 082,00</b>	<b>180 743,00</b>	<b>277 705,18</b>
AUTRES DISPOSITIFS PRIVES	7 500,00				7 500,00
ECONOMIE ET TOURISME	30 889,00				30 889,00
PROLONGATION AP 2010/2011	85 126,92				85 126,92
EVENEMENTS CLIMATIQUES	29 115,50				30 522,50
<b>Total DATE</b>	<b>152 631,42</b>	<b>1 407,00</b>			<b>154 038,42</b>
BATIMENTS ENSEIGNEMENT	1 227 844,26	516 136,24			1 743 980,50
BATIMENTS INSTITUTIONNELS	50 884,57				50 884,57
PROJET BATIMENT ADMINISTRATIF	507 000,00	616 467,69	909 800,00	261 380,00	2 294 647,69
CONSTRUCTION COLLEGE DE MEYRUEIS	263 000,00	1 911 000,00	1 891 000,00	1 890 640,20	5 955 640,20
<b>Total DAJCL Bâtiments</b>	<b>2 048 728,83</b>	<b>3 043 603,93</b>	<b>2 800 800,00</b>	<b>2 152 020,20</b>	<b>10 045 152,96</b>
<b>TOTAL AP 2016</b>	<b>2 258 158,43</b>	<b>3 065 092,93</b>	<b>2 820 882,00</b>	<b>2 332 763,20</b>	<b>10 476 896,56</b>

#### APRES DM

CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
5 000,00				5 000,00	0,00
28 004,64				28 004,64	-3 711,54
20 082,00	20 082,00	20 082,00	180 743,00	240 989,00	0,00
<b>53 086,64</b>	<b>20 082,00</b>	<b>20 082,00</b>	<b>180 743,00</b>	<b>273 993,64</b>	<b>-3 711,54</b>
7 500,00				7 500,00	0,00
8 625,00	22 264,00			30 889,00	0,00
42 225,48	42 901,44			85 126,92	0,00
6 390,50	3 099,00			9 489,50	-21 033,00
<b>80 740,98</b>	<b>72 264,44</b>			<b>153 005,42</b>	<b>-21 033,00</b>
1 397 844,26	200 000,24			1 597 844,50	-146 136,00
45 241,35				45 241,35	-5 643,22
120 633,68	559 985,00	1 096 166,32	516 795,00	2 293 580,00	-1 067,69
363 000,00	2 811 000,00	1 891 000,00	890 640,20	5 955 640,20	0,00
<b>1 926 719,29</b>	<b>3 570 985,24</b>	<b>2 987 166,32</b>	<b>1 407 435,20</b>	<b>9 892 306,05</b>	<b>-152 846,91</b>
<b>2 040 546,91</b>	<b>3 663 331,68</b>	<b>3 007 248,32</b>	<b>1 588 178,20</b>	<b>10 299 305,11</b>	<b>-177 591,45</b>
<b>-217 611,82 €</b>	<b>598 238,75 €</b>	<b>186 366,32 €</b>	<b>-744 585,00 €</b>	<b>-177 591,45 €</b>	

AP 2017

AVANT DM

LIBELLE AP	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
PROLONGATION AUTORISATIONS PROGRAMMES ANTERIEURES DID	142 945,40 €				142 945,40 €
HABITER MIEUX URBANISME ET RESERVES FONCIERES	15 000,00 €	5 000,00 €			20 000,00 €
GESTION DES DECHETS	11 500,00 €				11 500,00 €
AEP ET ASSAINISSEMENT EXCEPTIONNEL	460 360,27 €	218 477,73 €	169 709,50 €	1 697 101,50 €	2 545 649,00 €
<b>Total DID</b>	<b>629 805,67 €</b>	<b>223 477,73 €</b>	<b>169 709,50 €</b>	<b>1 697 101,50 €</b>	<b>2 720 094,40 €</b>
DEVELOPPEMENT AGRICULTURE ET TOURISME	14 756,55 €	1 228 750,00 €			1 243 506,55 €
AMENAGEMENTS AGRICOLES ET FORESTIERS	71 445,32 €	17 551,00 €			88 996,32 €
<b>Total DAD</b>	<b>86 201,87 €</b>	<b>1 246 301,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 332 502,87 €</b>
INVESTISSEMENTS ROUTIERS	303 600,00 €	55 000,00 €	2 616 144,85 €		2 974 744,85 €
AMENAGEMENT LAC NAUSSAC	180 000,00 €		15 922,22 €		195 922,22 €
<b>Total DGAID Routes</b>	<b>483 600,00 €</b>	<b>55 000,00 €</b>	<b>2 632 067,07 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>3 170 667,07 €</b>
PROGRAMME REHABILITATION EHPAD	656 712,86 €				656 712,86 €
<b>Total DGASOS</b>	<b>656 712,86 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>656 712,86 €</b>
BATIMENTS ENSEIGNEMENT	903 084,56 €	228 100,00 €	10 574,07 €		1 141 758,63 €
BATIMENTS INSTITUTIONNELS	10 000,00 €		223,82 €		10 223,82 €
BATIMENTS ROUTES	30 924,09 €				30 924,09 €
GESTION CENTRALISEE DES BATIMENTS	4 799,98 €				4 799,98 €
<b>Total DAJCL Bâtiments</b>	<b>948 808,63 €</b>	<b>228 100,00 €</b>	<b>10 797,89 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 187 706,52 €</b>
PROJETS SYSTEMES INFORMATIONS ET TELECOMMUNICATIONS	302 122,42 €				302 122,42 €
<b>Total DAJCL SIT</b>	<b>302 122,42 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>302 122,42 €</b>
PLAN OBJET ET RESTAURATION DES OBJETS MOBILIERS	13 751,40 €				13 751,40 €
<b>Total DDEC</b>	<b>13 751,40 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>13 751,40 €</b>
MOBILIER, MATERIEL ET OUTILLAGE	86 857,00 €				86 857,00 €
<b>Total DAJCL Achats et Moyens</b>	<b>86 857,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>86 857,00 €</b>
FRAIS D'INSERTION 2017	80 612,69 €				80 612,69 €
<b>Total DAJCL Marchés publics</b>	<b>80 612,69 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>80 612,69 €</b>
<b>TOTAL AP 2017</b>	<b>3 288 472,54 €</b>	<b>1 752 878,73 €</b>	<b>2 812 574,46 €</b>	<b>1 697 101,50 €</b>	<b>9 551 027,23 €</b>

APRES DM

CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
69 604,36 €	73 341,04 €			142 945,40 €	0,00 €
12 000,00 €	8 000,00 €			20 000,00 €	0,00 €
7 357,50 €	2 250,50 €			9 607,50 €	-1 892,50 €
24 198,00 €	218 029,50 €	604 977,50 €	1 692 602,00 €	2 539 807,00 €	-5 842,00 €
<b>113 159,86 €</b>	<b>301 620,54 €</b>	<b>604 977,50 €</b>	<b>1 692 602,00 €</b>	<b>2 712 359,90 €</b>	<b>-7 734,50 €</b>
24 756,55 €	0,00 €	1 218 750,00 €		1 243 506,55 €	0,00 €
38 116,98 €	48 609,00 €			86 725,98 €	-2 270,34 €
<b>62 873,53 €</b>	<b>48 609,00 €</b>	<b>1 218 750,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 330 232,53 €</b>	<b>-2 270,34 €</b>
303 600,00 €	55 000,00 €	2 616 144,85 €		2 974 744,85 €	-2 499 999,85 €
180 000,00 €		15 922,22 €		195 922,22 €	-195 922,22 €
<b>303 600,00 €</b>	<b>55 000,00 €</b>	<b>2 632 067,07 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>3 170 667,07 €</b>	<b>-2 695 922,07 €</b>
656 712,86 €				656 712,86 €	-13 719,76 €
<b>656 712,86 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>656 712,86 €</b>	<b>-13 719,76 €</b>
903 084,56 €	228 100,00 €	10 574,07 €		1 141 758,63 €	0,00 €
10 000,00 €		223,82 €		10 223,82 €	-223,82 €
30 924,09 €				30 924,09 €	-8 708,18 €
4 799,98 €				4 799,98 €	0,00 €
<b>940 190,45 €</b>	<b>228 100,00 €</b>	<b>10 574,07 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 178 774,52 €</b>	<b>-8 932,00 €</b>
302 122,42 €				302 122,42 €	0,00 €
<b>302 122,42 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>302 122,42 €</b>	<b>0,00 €</b>
13 623,40 €				13 623,40 €	-128,00 €
<b>13 623,40 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>13 623,40 €</b>	<b>-128,00 €</b>
86 857,00 €				86 857,00 €	0,00 €
<b>86 857,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>86 857,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
80 612,69 €				80 612,69 €	-10 700,00 €
<b>69 912,69 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>69 912,69 €</b>	<b>-10 700,00 €</b>
<b>2 535 242,45 €</b>	<b>578 329,54 €</b>	<b>2 005 446,57 €</b>	<b>1 692 602,00 €</b>	<b>6 811 620,56 €</b>	<b>-2 739 406,67 €</b>
<b>-753 230,09 €</b>	<b>-1 174 549,19 €</b>	<b>-807 127,89 €</b>	<b>-4 499,50 €</b>	<b>-2 739 406,67 €</b>	

AP 2018

AVANT DM

LIBELLE AP	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM
ACHAT MATERIEL POUR SIG	27 000,00 €	27 000,00 €			54 000,00 €
URBANISME ET LOGEMENT	10 000,00 €	2 500,00 €			12 500,00 €
GESTION DES DECHETS	9 075,30 €	0,00 €			9 075,30 €
PROLONGATION AUTORISATIONS PROGRAMMES ANTERIEURES DID	497 177,00 €	280 816,18 €			777 993,18 €
CONTRATS V2	3 569 397,00 €	8 376 957,00 €	6 699 991,00 €	6 272 203,92 €	24 918 548,92 €
<b>Total DID</b>	<b>4 112 649,30 €</b>	<b>8 687 273,18 €</b>	<b>6 699 991,00 €</b>	<b>6 272 203,92 €</b>	<b>25 772 117,40 €</b>
DEVELOPPEMENT AGRICULTURE ET TOURISME	350 124,14 €	1 674 152,36 €	1 083 972,00 €		3 108 248,50 €
AMENAGEMENTS AGRICOLES ET FORESTIERS	76 327,76 €	35 000,00 €			111 327,76 €
SCHEMA ENS ET ACTIVITES PLEINE NATURE	87 040,09 €	73 061,00 €			160 101,09 €
<b>Total DAD</b>	<b>513 491,99 €</b>	<b>1 782 213,36 €</b>	<b>1 083 972,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>3 379 677,35 €</b>
INVESTISSEMENTS ROUTIERS	1 572 387,00 €	2 490 000,00 €	10 000,00 €	3 566 733,80 €	7 639 120,80 €
VEHICULES ET MOYENS MATERIELS	1 312 000,00 €			19 637,29 €	1 331 637,29 €
<b>Total DGAID Routes</b>	<b>2 884 387,00 €</b>	<b>2 490 000,00 €</b>	<b>10 000,00 €</b>	<b>3 586 371,09 €</b>	<b>8 970 758,09 €</b>
TELEPHONIE MOBILE ET TRES HAUT DEBIT HORS DSP	30 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	70 580,00 €	200 580,00 €
DSP TRES HAUT DEBIT	620 000,00 €	500 000,00 €	400 000,00 €	480 000,00 €	2 000 000,00 €
<b>Total DGAID TIC</b>	<b>650 000,00 €</b>	<b>550 000,00 €</b>	<b>450 000,00 €</b>	<b>550 580,00 €</b>	<b>2 200 580,00 €</b>
BATIMENTS ENSEIGNEMENT	567 920,25 €	286 232,02 €			854 152,27 €
BATIMENTS INSTITUTIONNELS	426 661,35 €	364 683,31 €			791 344,66 €
BATIMENTS ROUTES	712 488,34 €	630 000,00 €	200 000,00 €		1 542 488,34 €
<b>Total DAJCL Bâtiments</b>	<b>1 707 069,94 €</b>	<b>1 280 915,33 €</b>	<b>200 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>3 187 985,27 €</b>
PROJETS SYSTEMES INFORMATIONS ET TELECOMMUNICATIONS	874 000,00 €	752 380,37 €			1 626 380,37 €
<b>Total DAJCL SIT</b>	<b>874 000,00 €</b>	<b>752 380,37 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 626 380,37 €</b>
PLAN OBJET ET RESTAURATION DES OBJETS MOBILIERS	78 168,42 €				78 168,42 €
ENSEIGNEMENT	18 767,18 €	3 000,21 €			21 767,39 €
<b>Total DDEC</b>	<b>96 935,60 €</b>	<b>3 000,21 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>99 935,81 €</b>
RESTAURATION ET ACQUISITIONS ARCHIVES	45 000,00 €	45 000,00 €			90 000,00 €
<b>Total Archives</b>	<b>45 000,00 €</b>	<b>45 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>90 000,00 €</b>
AIDES AMENAGEMENT BIBLIOTHEQUES	23 945,50 €				23 945,50 €
COLLECTIONS NOUVELLES	80 000,00 €				80 000,00 €
<b>Total Médiathèque</b>	<b>103 945,50 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>103 945,50 €</b>
SDIS	400 000,00 €				400 000,00 €
<b>Total SDIS</b>	<b>400 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>400 000,00 €</b>
<b>TOTAL AP 2018</b>	<b>11 387 479,33 €</b>	<b>15 590 782,45 €</b>	<b>8 443 963,00 €</b>	<b>10 409 155,01 €</b>	<b>45 831 379,79 €</b>

APRES DM

CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
27 000,00 €	27 000,00 €			54 000,00 €	0,00 €
10 000,00 €	2 500,00 €			12 500,00 €	0,00 €
5 723,80 €	3 351,50 €			9 075,30 €	0,00 €
313 509,00 €	479 463,18 €			792 972,18 €	14 979,00 €
3 430 298,61 €	4 146 357,28 €	9 591 964,85 €	7 749 928,18 €	24 918 548,92 €	0,00 €
<b>3 786 531,41 €</b>	<b>4 658 671,96 €</b>	<b>9 591 964,85 €</b>	<b>7 749 928,18 €</b>	<b>25 787 096,40 €</b>	<b>14 979,00 €</b>
359 188,14 €	963 700,14 €	1 783 972,00 €		3 108 860,28 €	-1 388,22 €
53 754,60 €	57 207,07 €			110 961,67 €	-366,09 €
87 040,09 €	73 061,00 €			160 101,09 €	0,00 €
<b>499 982,83 €</b>	<b>1 093 968,21 €</b>	<b>1 783 972,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>3 377 923,04 €</b>	<b>-1 754,31 €</b>
1 497 387,00 €	135 000,00 €	10 000,00 €	3 566 733,80 €	2 689 119,80 €	-4 950 001,00 €
1 312 000,00 €			19 637,29 €	1 331 637,29 €	0,00 €
<b>2 809 387,00 €</b>	<b>135 000,00 €</b>	<b>10 000,00 €</b>	<b>4 020 757,09 €</b>	<b>8 970 758,09 €</b>	<b>-4 950 001,00 €</b>
20 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	80 580,00 €	200 580,00 €	0,00 €
630 000,00 €	950 000,00 €	400 000,00 €	480 000,00 €	2 000 000,00 €	0,00 €
<b>650 000,00 €</b>	<b>1 000 000,00 €</b>	<b>450 000,00 €</b>	<b>100 580,00 €</b>	<b>2 200 580,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
567 920,25 €	286 232,02 €			854 152,27 €	0,00 €
396 661,35 €	364 683,31 €			791 344,66 €	0,00 €
512 488,34 €	630 000,00 €	530 000,00 €		1 542 488,34 €	0,00 €
<b>1 477 069,94 €</b>	<b>1 180 915,33 €</b>	<b>530 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>3 187 985,27 €</b>	<b>0,00 €</b>
802 000,00 €	724 380,37 €			1 526 380,37 €	-100 000,00 €
<b>802 000,00 €</b>	<b>724 380,37 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 526 380,37 €</b>	<b>-100 000,00 €</b>
69 844,12 €				69 844,12 €	-8 324,30 €
8 801,97 €	12 965,42 €			21 767,39 €	0,00 €
<b>78 646,09 €</b>	<b>12 965,42 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>91 611,51 €</b>	<b>-8 324,30 €</b>
45 000,00 €	45 000,00 €			90 000,00 €	0,00 €
<b>45 000,00 €</b>	<b>45 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>90 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
23 945,50 €				23 945,50 €	0,00 €
80 000,00 €				80 000,00 €	0,00 €
<b>103 945,50 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>103 945,50 €</b>	<b>0,00 €</b>
400 000,00 €				400 000,00 €	0,00 €
<b>400 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>400 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>10 652 562,77 €</b>	<b>8 850 901,29 €</b>	<b>12 365 936,85 €</b>	<b>8 916 878,27 €</b>	<b>40 786 279,18 €</b>	

AP 2019

AVANT DM

APRES DM

DETAIL PAR DIRECTIONS	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM		CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
AIDE AU TITRE DE L'HABITAT	15 000,00 €	40 000,00 €	25 000,00 €		80 000,00 €		10 000,00 €	30 000,00 €	25 000,00 €		65 000,00 €	-15 000,00 €
GESTION ET MAINTRISE DES DECHETS	25 000,00 €	25 000,00 €			50 000,00 €		20 700,00 €	18 837,00 €			39 537,00 €	-10 663,00 €
DEVELOPPEMENT AGRICULTURE ET TOURISME	140 000,00 €	235 000,00 €	90 000,00 €	73 000,00 €	538 000,00 €		65 000,00 €	237 798,00 €	115 000,00 €	53 000,00 €	470 798,00 €	-67 202,00 €
AMENAGEMENTS FONCIERS ET FORESTIERS	68 400,00 €	73 600,00 €	55 000,00 €		197 000,00 €		61 000,00 €	62 899,50 €	50 000,00 €		173 899,50 €	-23 100,50 €
SCHEMA ENS ET ACTIVITES PLEINE NATURE	32 000,00 €	40 000,00 €	30 000,00 €		102 000,00 €		9 000,00 €	37 120,55 €	30 000,00 €		76 120,55 €	-26 879,45 €
ACQUISITIONS IMMOBILIERES	1 550 000,00 €	0,00 €			1 550 000,00 €		890 000,00 €	0,00 €			890 000,00 €	-660 000,00 €
<b>Total DIAD</b>	<b>1 830 400,00 €</b>	<b>413 600,00 €</b>	<b>200 000,00 €</b>	<b>73 000,00 €</b>	<b>2 517 000,00 €</b>		<b>1 055 700,00 €</b>	<b>386 455,05 €</b>	<b>220 000,00 €</b>	<b>53 000,00 €</b>	<b>1 715 155,05 €</b>	<b>-801 844,95 €</b>
CRECHES INVESTISSEMENT COURANT	10 043,14 €	4 000,00 €	3 956,86 €		18 000,00 €		3 500,00 €	10 000,00 €	4 500,00 €		18 000,00 €	0,00 €
PROGRAMME REHABILITATION EHPAD	1 276 000,00 €	4 000,00 €	3 956,86 €	0,00 €	1 276 000,00 €		0,00 €	1 040 000,00 €	236 000,00 €		1 276 000,00 €	0,00 €
<b>Total DGASOS</b>	<b>1 286 043,14 €</b>	<b>4 000,00 €</b>	<b>3 956,86 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 294 000,00 €</b>		<b>3 500,00 €</b>	<b>1 050 000,00 €</b>	<b>240 500,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 294 000,00 €</b>	0,00 €
INVESTISSEMENTS ROUTIERS	11 153 974,87 €	3 980 000,00 €	866 025,13 €		16 000 000,00 €		11 408 974,87 €	5 365 000,00 €	1 226 025,13 €		18 000 000,00 €	2 000 000,00 €
VEHICULES ET MOYENS MATERIELS	388 000,00 €	1 000 000,00 €	790 000,00 €	322 000,00 €	2 500 000,00 €		388 000,00 €	500 000,00 €	790 000,00 €	822 000,00 €	2 500 000,00 €	0,00 €
<b>Total DGAID Routes</b>	<b>11 541 974,87 €</b>	<b>4 980 000,00 €</b>	<b>1 656 025,13 €</b>	<b>322 000,00 €</b>	<b>18 500 000,00 €</b>		<b>11 796 974,87 €</b>	<b>5 865 000,00 €</b>	<b>2 016 025,13 €</b>	<b>822 000,00 €</b>	<b>20 500 000,00 €</b>	2 000 000,00 €
BATIMENTS ENSEIGNEMENT	350 000,00 €	940 000,00 €		0,00 €	1 290 000,00 €		580 000,00 €	710 000,00 €	0,00 €	0,00 €	1 290 000,00 €	0,00 €
<b>Total DAJCL Bâtiments</b>	<b>350 000,00 €</b>	<b>940 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 290 000,00 €</b>		<b>580 000,00 €</b>	<b>710 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 290 000,00 €</b>	0,00 €
PLAN OBJET ET RESTAURATION DES OBJETS MOBILIERS	48 600,00 €	93 400,00 €			142 000,00 €		37 774,36 €	104 141,94 €			141 916,30 €	-83,70 €
ENSEIGNEMENT	234 000,00 €	35 000,00 €			269 000,00 €		229 784,05 €				229 784,05 €	-4 215,95 €
AIDE A L'EQUIPEMENT SPORTIF POUR LES ASSOCIATIONS	317 600,00 €	93 400,00 €	0,00 €	0,00 €	411 000,00 €		34 633,00 €	104 141,94 €	0,00 €	0,00 €	34 633,00 €	-367,00 €
<b>Total DDEC</b>	<b>317 600,00 €</b>	<b>93 400,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>411 000,00 €</b>		<b>302 191,41 €</b>	<b>104 141,94 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>406 333,35 €</b>	-4 696,65 €
NUMERISATION DES DOCUMENTS	23 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €		53 000,00 €		21 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €		51 000,00 €	-2 000,00 €
<b>Total Archives</b>	<b>23 000,00 €</b>	<b>15 000,00 €</b>	<b>15 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>53 000,00 €</b>		<b>21 000,00 €</b>	<b>15 000,00 €</b>	<b>15 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>51 000,00 €</b>	-2 000,00 €
AIDES AMENAGEMENT BIBLIOTHEQUES	10 000,00 €	15 000,00 €			25 000,00 €		5 322,00 €	0,00 €			5 322,00 €	-19 678,00 €
COLLECTIONS NOUVELLES	20 000,00 €	100 000,00 €	100 000,00 €		220 000,00 €		20 000,00 €	125 000,00 €	125 000,00 €		270 000,00 €	50 000,00 €
SUBVENTION VEHICULES	20 000,00 €				20 000,00 €		0,00 €				0,00 €	-20 000,00 €
<b>Total Médiathèque</b>	<b>50 000,00 €</b>	<b>115 000,00 €</b>	<b>100 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>265 000,00 €</b>		<b>25 322,00 €</b>	<b>125 000,00 €</b>	<b>125 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>275 322,00 €</b>	10 322,00 €
SDIS	200 000,00 €	400 000,00 €	400 000,00 €		1 000 000,00 €		200 000,00 €	400 000,00 €	400 000,00 €		1 000 000,00 €	0,00 €
<b>Total SDIS</b>	<b>200 000,00 €</b>	<b>400 000,00 €</b>	<b>400 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 000 000,00 €</b>		<b>200 000,00 €</b>	<b>400 000,00 €</b>	<b>400 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 000 000,00 €</b>	0,00 €
<b>TOTAL AP 2019</b>	<b>15 599 018,01 €</b>	<b>6 961 000,00 €</b>	<b>2 374 981,99 €</b>	<b>395 000,00 €</b>	<b>25 330 000,00 €</b>		<b>13 984 688,28 €</b>	<b>8 655 696,99 €</b>	<b>3 016 625,13 €</b>	<b>875 000,00 €</b>	<b>26 531 810,40 €</b>	<b>1 201 810,40 €</b>
							<b>-1 614 329,73 €</b>	<b>1 694 596,99 €</b>	<b>641 643,14 €</b>	<b>480 000,00 €</b>	<b>1 201 810,40 €</b>	

TOTAL GENERAL DES AP BUDGET PRINCIPAL

AVANT DM

APRES DM

DETAIL PAR DIRECTIONS	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022 et +	TOTAL SOLDE AP AVANT DM	DETAIL PAR DIRECTIONS	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022 et +	TOTAL SOLDE AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
DEAE (Solidarité Territoriale)	1 122 260,99 €	784 920,36 €	394 705,00 €	2 121 478,00 €	4 423 364,35 €	DEAE (Solidarité Territoriale)	942 846,45 €	907 043,36 €	394 705,00 €	2 121 478,00 €	4 366 072,81 €	-57 291,54 €
DATE (Solidarité Territoriale)	4 787 398,57 €	2 871 675,59 €	0,00 €	0,00 €	7 659 074,16 €	DATE (Solidarité Territoriale)	4 071 114,31 €	3 398 240,78 €	0,00 €	0,00 €	7 469 355,09 €	-189 719,07 €
DID (Solidarité Territoriale)	4 742 454,97 €	8 910 750,91 €	6 869 700,50 €	7 969 305,42 €	28 492 211,80 €	DID (Solidarité Territoriale)	3 899 691,27 €	4 960 292,50 €	10 196 942,35 €	9 442 530,18 €	28 499 456,30 €	7 244,50 €
DAD (Solidarité Territoriale)	599 693,86 €	3 028 514,36 €	1 083 972,00 €	0,00 €	4 712 180,22 €	DAD (Solidarité Territoriale)	562 856,36 €	1 142 577,21 €	3 002 722,00 €	0,00 €	4 708 155,57 €	-4 024,65 €
DIAD (Solidarité Territoriale)	1 830 400,00 €	413 600,00 €	200 000,00 €	73 000,00 €	2 517 000,00 €	DIAD (Solidarité Territoriale)	1 055 700,00 €	386 455,05 €	220 000,00 €	53 000,00 €	1 715 155,05 €	-801 844,95 €
DGASOS (Solidarité Sociale)	2 000 000,00 €	4 000,00 €	3 956,86 €	0,00 €	2 007 956,86 €	DGASOS (Solidarité Sociale)	703 737,10 €	1 050 000,00 €	240 500,00 €	0,00 €	1 994 237,10 €	-13 719,76 €
Bâtiments départementaux (DAJCL)	5 054 607,40 €	5 492 619,26 €	3 011 597,89 €	2 152 020,20 €	15 710 844,75 €	Bâtiments départementaux (DAJCL)	4 923 889,68 €	5 690 000,57 €	3 527 740,39 €	1 407 435,20 €	15 549 065,84 €	-161 778,91 €
Direction des Routes (Infrastructures Départementales)	15 000 000,00 €	7 525 000,00 €	4 298 092,20 €	3 908 371,09 €	30 731 463,29 €	Direction des Routes (Infrastructures Départementales)	15 000 000,00 €	6 000 000,00 €	2 197 170,13 €	1 888 370,09 €	25 085 540,22 €	-5 645 923,07 €
Médiathèque (Solidarité Territoriale)	153 945,50 €	115 000,00 €	100 000,00 €	0,00 €	368 945,50 €	Médiathèque (Solidarité Territoriale)	129 267,50 €	125 000,00 €	125 000,00 €	0,00 €	379 267,50 €	10 322,00 €
Archives Départementales (Solidarité Territoriale)	68 000,00 €	60 000,00 €	15 000,00 €	0,00 €	143 000,00 €	Archives Départementales (Solidarité Territoriale)	66 000,00 €	60 000,00 €	15 000,00 €	0,00 €	141 000,00 €	-2 000,00 €
Marchés Publics (DAJCL – Service de la commande publique)	80 612,69 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	80 612,69 €	Marchés Publics (DAJCL – Service de la commande publique)	69 912,69 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	69 912,69 €	-10 700,00 €
Informatique (DAJCL – Direction adjointe en charge des systèmes d'information et télécommunications)	1 176 122,42 €	752 380,37 €	0,00 €	0,00 €	1 928 502,79 €	Informatique (DAJCL – Direction adjointe en charge des systèmes d'information et télécommunications)	1 104 122,42 €	724 380,37 €	0,00 €	0,00 €	1 828 502,79 €	-100 000,00 €
Achats et Moyens (DAJCL – Service de la commande publique)	86 857,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	86 857,00 €	Achats et Moyens (DAJCL – Service de la commande publique)	86 857,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	86 857,00 €	0,00 €
Direction du Développement Educatif et Culturel (Solidarité Territoriale)	428 287,00 €	96 400,21 €	0,00 €	0,00 €	524 687,21 €	Direction du Développement Educatif et Culturel (Solidarité Territoriale)	394 460,90 €	117 107,36 €	0,00 €	0,00 €	511 568,26 €	-13 118,95 €
Technologies de l'information et de la communication (Infrastructures Départementales – Direction des mobilités, des aménagements numériques et des transports)	650 000,00 €	550 000,00 €	450 000,00 €	550 580,00 €	2 200 580,00 €	Technologies de l'information et de la communication (Infrastructures Départementales – Direction des mobilités, des aménagements numériques et des transports)	650 000,00 €	1 000 000,00 €	450 000,00 €	100 580,00 €	2 200 580,00 €	0,00 €
SDIS	600 000,00 €	400 000,00 €	400 000,00 €	0,00 €	1 400 000,00 €	SDIS	600 000,00 €	400 000,00 €	400 000,00 €	0,00 €	1 400 000,00 €	0,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>38 380 640,40 €</b>	<b>31 004 861,06 €</b>	<b>16 827 024,45 €</b>	<b>16 774 754,71 €</b>	<b>102 987 280,62 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>34 260 455,68 €</b>	<b>25 961 097,20 €</b>	<b>20 769 779,87 €</b>	<b>15 013 393,47 €</b>	<b>96 004 726,22 €</b>	<b>-6 982 554,40 €</b>
							<b>-4 120 184,72 €</b>	<b>-5 043 763,86 €</b>	<b>3 942 755,42 €</b>	<b>-1 761 361,24 €</b>	<b>-6 982 554,40 €</b>	



**DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE**  
**Conseil Départemental**  
**Séance du 8 novembre 2019**

---

**Commission : Finances et gestion de la collectivité**

**Objet : Budget : Vote de la décision modificative n° 2 du budget primitif 2019**

*Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Affaires financières*

---

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

**Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h00**

**Présents** : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Guylène PANTEL, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

**Pouvoirs** : Sabine DALLE ayant donné pouvoir à Christine HUGON, Bruno DURAND ayant donné pouvoir à Valérie VIGNAL, Sophie MALIGE ayant donné pouvoir à Henri BOYER.

---

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

## Délibération n°CD\_19\_1061

VU les articles L 3212-1, L 3311-1 et suivants, L3312-1 et suivants, R 3311-2 et suivants, R 3312-3 et suivants du code général des collectivités territoriales ;

VU le livre VI du Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°CD\_18\_1050 du 22 octobre 2018 approuvant le règlement financier du Département ;

VU la délibération n°CD\_19\_1004 du 15 février 2019 relative au débat des orientations budgétaires 2019 ;

VU la délibération n°CD\_19\_1048 du 28 juin 2019 votant les autorisations de programmes 2019 et antérieures ;

VU la délibération n°CD\_19\_1029 du 15 mars 2019 votant le Budget Primitif 2019 et la délibération n°CD\_19\_1049 du 28 juin 2019 votant la décision modificative n°1 ;

**CONSIDÉRANT** le rapport n°702 intitulé "Budget : Vote de la décision modificative n° 2 du budget primitif 2019" en annexe ;

### **Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,**

*VU l'avis de la commission plénière du 4 novembre 2019 ;*

#### **ARTICLE 1**

Prend acte de l'état des virements de crédits effectués conformément au règlement financier en investissement par opérations et en fonctionnement par imputations budgétaires.

#### **ARTICLE 2**

Vote, chapitre par chapitre, sachant que le budget principal est présenté par fonction et les budgets annexes présentés par nature, la décision modificative n°2 au budget primitif de 2019 présentée en annexe.

#### **ARTICLE 3**

Prend acte que le total des mouvements budgétaires votés s'établit en conséquence comme suit :

#### **Budget principal**

<b>Dépenses d'investissement budget principal</b>		<b>Total crédits inscrits</b>	<b>Crédits votés en DM 2</b>	<b>Total budgétaire après DM 2</b>
	001 SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	6 288 531,74		6 288 531,74
900	SERVICES GENERAUX	2 129 946,78	-67 700,00	2 062 246,78
902	ENSEIGNEMENT	3 709 232,31	465 000,00	4 174 232,31
903	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	1 487 925,71	-1 044 721,46	443 204,25
904	PREVENTION MEDICO-SOCIALE	27 049,35	0,00	27 049,35
905	ACTION SOCIALE	17 500,00	0,00	17 500,00
906	RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	15 730 156,78	-28 708,18	15 701 448,60

## Délibération n°CD\_19\_1061

Dépenses d'investissement budget principal		Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 2	Total budgétaire après DM 2
907	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	24 528,60	0,00	24 528,60
908	TRANSPORTS	0,00	0,00	0,00
909	DEVELOPPEMENT	1 230 000,00	-230 000,00	1 000 000,00
910	SERVICES GENERAUX	779 263,32	-128 510,30	650 753,02
911	SECURITE	674 456,78	-56 000,14	618 456,64
912	ENSEIGNEMENT	336 070,18	-24 181,16	311 889,02
913	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	538 730,04	-162 139,16	376 590,88
915	ACTION SOCIALE (HORS 9154 RMI)	1 989 956,86	-1 289 719,76	700 237,10
916	RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	3 906 438,27	327 872,48	4 234 310,75
917	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	5 558 826,19	-1 529 744,17	4 029 082,02
918	TRANSPORTS	0,00	0,00	0,00
919	DEVELOPPEMENT	1 027 581,45	-350 574,87	677 006,58
922	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	200 000,00	0,00	200 000,00
923	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	39 074 802,00	0,00	39 074 802,00
924	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	1 067 029,90	-201 058,00	865 971,90
925	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
926	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	6 030 004,72	0,00	6 030 004,72
950	DEPENSES IMPREVUES	179 734,19	17 479,24	197 213,43
953	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	93 007 765,17	-4 302 705,48	88 705 059,69

Dépenses de fonctionnement budget principal		Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 2	Total budgétaire après DM 2
930	SERVICES GENERAUX	9 304 897,00	15 799,50	9 320 696,50
931	SECURITE	3 922 000,00	-13 860,00	3 908 140,00
932	ENSEIGNEMENT	6 249 756,00	-22 200,00	6 227 556,00
933	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	3 585 980,00	-3 406,21	3 582 573,79
934	PREVENTION MEDICO-SOCIALE	355 237,00	-19 871,44	335 365,56

## Délégation n°CD\_19\_1061

<b>Dépenses de fonctionnement budget principal</b>		Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 2	Total budgétaire après DM 2
935	ACTION SOCIALE	50 960 635,00	1 822 929,37	52 783 564,37
936	RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	15 547 715,00	47 490,00	15 595 205,00
937	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	728 953,00	-14 070,00	714 883,00
938	TRANSPORTS	3 610 358,00	-4 570,00	3 605 788,00
939	DEVELOPPEMENT	5 340 884,68	-93 229,82	5 247 654,86
940	IMPOSITIONS DIRECTES	480 000,00	44 514,00	524 514,00
943	OPERATIONS FINANCIERES	1 130 000,00	0,00	1 130 000,00
944	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	83 000,00	0,00	83 000,00
945	PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES	60 000,00	0,00	60 000,00
946	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	20 968 536,43	0,00	20 968 536,43
952	DEPENSES IMPREVUES	1 545 599,54	1 439 276,56	2 984 876,10
953	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	7 033 000,00	0,00	7 033 000,00
	TOTAL	130 906 551,65	3 198 801,96	134 105 353,61

<b>Recettes d'investissement budget principal</b>		Total crédits inscrits recette	Crédits votés en DM 2	Total budgétaire après DM 2
900	SERVICES GENERAUX	150 000,00	0,00	150 000,00
902	ENSEIGNEMENT	1 102 339,00	-100 000,00	1 002 339,00
903	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	0,00	14 167,00	14 167,00
906	RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	949 496,00	301 970,68	1 251 466,68
907	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	0,00	0,00	0,00
908	TRANSPORTS	0,00	0,00	0,00
909	DEVELOPPEMENT	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00

## Délégation n°CD\_19\_1061

<b>Recettes d'investissement budget principal</b>		Total crédits inscrits recette	Crédits votés en DM 2	Total budgétaire après DM 2
917	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	5 093 124,00	-15 876,95	5 077 247,05
919	DEVELOPPEMENT	38 166,00	-11 758,11	26 407,89
922	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	3 070 000,00	0,00	3 070 000,00
923	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	51 303 103,74	-4 000 000,00	47 303 103,74
924	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	1 000 000,00	-202 958,10	797 041,90
925	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
926	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	20 968 536,43	0,00	20 968 536,43
951	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	7 033 000,00	0,00	7 033 000,00
954	PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS (RECETTES)	300 000,00	-288 250,00	11 750,00
	<b>TOTAL</b>	<b>93 007 765,17</b>	<b>-4 302 705,48</b>	<b>88 705 059,69</b>

<b>Recettes de fonctionnement budget principal</b>		Total crédits inscrits recette	Crédits votés en DM 2	Total budgétaire après DM 2
	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	1 314 669,92		1 314 669,92
930	SERVICES GENERAUX	290 602,00	11 481,18	302 083,18
931	SECURITE	21 900,00	0,00	21 900,00
932	ENSEIGNEMENT	548 500,00	15 240,00	563 740,00
933	CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	123 000,00	133 350,00	256 350,00
934	PREVENTION MEDICO-SOCIALE	55 000,00	0,00	55 000,00
935	ACTION SOCIALE	7 697 000,00	166 404,98	7 863 404,98
936	RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	791 400,00	51 465,15	842 865,15
937	AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	90 000,00	0,00	90 000,00
938	TRANSPORTS	624 202,00	-3 250,21	620 951,79

## Délibération n°CD\_19\_1061

Recettes de fonctionnement budget principal		Total crédits inscrits recette	Crédits votés en DM 2	Total budgétaire après DM 2
939	DEVELOPPEMENT	488 000,01	77 246,86	565 246,87
940	IMPOSITIONS DIRECTES	32 960 901,00	0,00	32 960 901,00
941	AUTRES IMPOTS ET TAXES	35 148 973,00	2 669 982,00	37 818 955,00
942	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	44 659 099,00	76 000,00	44 735 099,00
943	OPERATIONS FINANCIERES	3 300,00	882,00	4 182,00
945	PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES	60 000,00	0,00	60 000,00
946	TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	6 030 004,72	0,00	6 030 004,72
	<b>TOTAL</b>	<b>130 906 551,65</b>	<b>3 198 801,96</b>	<b>134 105 353,61</b>

### **Budget annexe : Laboratoire départemental d'analyses**

Code article / nature	Lib. article / nature	Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 2	Total crédits après DM 2
<b>Dépenses d'investissement budget 01</b>				
001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	0,00	0,00	0,00
13913	SUBVENTION D'EQUIPEMENT TRANSFEREES AU CPTE RESULTAT	10 616,00	0,00	10 616,00
2031	FRAIS D'ETUDES	0,00		0,00
2033	Frais d'insertion	2 833,33	-2 833,33	0,00
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	29 061,20	0,00	29 061,20
2182	MATERIEL DE TRANSPORT	61 904,14	0,00	61 904,14
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	2 000,00	0,00	2 000,00
2188	Autres	138 948,57	0,00	138 948,57
231318	Autres bâtiments publics	78 711,00	-15 000,00	63 711,00
28188	Autres	0,00	0,00	0,00
	<b>TOTAL</b>	<b>324 074,24</b>	<b>-17 833,33</b>	<b>306 240,91</b>

Code article / nature	Lib. article / nature	Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 2	Total crédits après DM 2
<b>Dépenses de fonctionnement budget 01</b>				
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	3 045,00	0,00	3 045,00
60612	Energie - Electricité	30 143,00	0,00	30 143,00
60621	Combustibles	76 000,00	0,00	76 000,00
60622	Carburants	11 000,00	0,00	11 000,00
60623	Alimentation	350,00	0,00	350,00
60632	Fournitures de petit équipement	87 000,00	0,00	87 000,00
60636	Habillement et vêtements de travail	2 300,00	0,00	2 300,00
6064.1	FOURNITURES ADMINISTRATIVES HT	2 000,00	0,00	2 000,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	173 227,48	0,00	173 227,48
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	9 800,00	0,00	9 800,00
61521	TERRAINS	0,00	0,00	0,00
615221	BATIMENTS PUBLICS	4 680,00	0,00	4 680,00
61551	Matériel roulant	15 000,00	0,00	15 000,00
61558	Autres biens mobiliers	4 915,77	0,00	4 915,77
6156	Maintenance	101 846,23	0,00	101 846,23
6161	MULTIRISQUES	3 000,00	0,00	3 000,00
6168	AUTRES	1 000,00	0,00	1 000,00
6182.1	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	1 000,00	0,00	1 000,00
6184.1	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	20 000,00	0,00	20 000,00
6184.2	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION AVEC TVA	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	57 800,00	0,00	57 800,00
62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	90 000,00	0,00	90 000,00
6231	Annonces et insertions	100,00	0,00	100,00
6236	Catalogues et imprimés et publications	3 000,00	0,00	3 000,00
6241	TRANSPORTS DE BIENS	3 200,00	0,00	3 200,00

## Délibération n°CD\_19\_1061

Code article / nature	Lib. article / nature	Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 2	Total crédits après DM 2
6251	Voyages, déplacements et missions	10 000,00	500,00	10 500,00
6251.1	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	1 000,00	0,00	1 000,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	1 114,00	0,00	1 114,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	42 000,00	0,00	42 000,00
6355	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	758,52	0,00	758,52
6218	Autre personnel extérieur	8 629,20	1 300,00	9 929,20
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	3 200,00	100,00	3 300,00
6332	COTISATIONS VERSEES AU FNAL	3 500,00	100,00	3 600,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	6 200,00	100,00	6 300,00
64111	Rémunération principale	583 560,80	-1 200,00	582 360,80
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	25 000,00	0,00	25 000,00
64113	NBI	15 000,00	1 000,00	16 000,00
64118	Autres indemnités	130 000,00	0,00	130 000,00
64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	29 000,00	1 600,00	30 600,00
64131	Rémunérations	100 000,00	-2 500,00	97 500,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	120 000,00	-1 000,00	119 000,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	186 000,00	0,00	186 000,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	5 000,00	0,00	5 000,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	33 000,00	0,00	33 000,00
6472	Prestations familiales directes	0,00	0,00	0,00
6474	VERSEMENTS AUX OEUVRES SOCIALES	6 200,00	0,00	6 200,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	700,00	0,00	700,00
6488	AUTRES CHARGES	20 000,00	0,00	20 000,00
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non valeur	1 481,14	0,00	1 481,14
6542	CREANCES ETEINTES	3 518,86	1 500,00	5 018,86

## Délibération n°CD\_19\_1061

Code article / nature	Lib. article / nature	Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 2	Total crédits après DM 2
6574.1	PARTICIPATION ETAT ESB TVA 0%	2 440,00	0,00	2 440,00
65888	AUTRES	22,00	0,00	22,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	25 000,00	-1 500,00	23 500,00
6811	DOTATIONS AMORTISSEMENTS IMMO. INCORPORELLES ET CORPORELLES	172 852,68	0,00	172 852,68
6817	DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIFS CIRCULANTS	1 500,00	0,00	1 500,00
	<b>TOTAL</b>	<b>2 237 084,68</b>	<b>0,00</b>	<b>2 237 084,68</b>

Code Regroupement	Code article / nature	Lib. article / nature	Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 2	Total crédits après DM 2
<b>Recettes d'investissement budget 01</b>					
00	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	662 928,51	0,00	662 928,51
02	024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	0,00	0,00	0,00
021	021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00
13	1313	SUBV. EQUIPEMENT TRANSFERABLES-DEPARTEMENTS	0,00	0,00	0,00
20	2031	FRAIS D'ETUDES	30 000,00	0,00	30 000,00
20	2033	FRAIS D'INSERTION	0,00	0,00	0,00
28	28031	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES	0,00	0,00	0,00
28	2805	AMORTIS. CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	0,00	0,00	0,00
28	28051	Concessions et droits similaires	3 525,82	0,00	3 525,82
28	281318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	63 375,00	0,00	63 375,00
28	2814	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00
28	28182	MATERIEL DE TRANSPORT	0,00	0,00	0,00
28	281838	AMORTIS. AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE	0,00	0,00	0,00

## Délibération n°CD\_19\_1061

Code Regroupement	Code article / nature	Lib. article / nature	Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 2	Total crédits après DM 2
28	281841	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES	0,00	0,00	0,00
28	281848	AMORTIS. AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	196,47	0,00	196,47
28	28188	AMORTIS. AUTRES IMMO CORPORELLES	105 755,39	0,00	105 755,39
		TOTAL	865 781,19	0,00	865 781,19

Code Regroupement	Code article / nature	Lib. article / nature	Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 2	Total crédits après DM 2
<b>Recettes de fonctionnement budget 01</b>					
00	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	0,00	0,00	0,00
013	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00
70	7061	Taxes d'analyse	5 000,00	0,00	5 000,00
70	7061.2	Taxes d'analyses - TVA 7%	0,00	0,00	0,00
70	7061.3	Taxes d'analyse - TVA 19,6 %	100,00	0,00	100,00
70	7061.4	Taxes d'analyses - TVA 10 %	327 000,00	0,00	327 000,00
70	7061.7	Taxes d'analyses - TVA 20 %	740 000,00	0,00	740 000,00
70	7061.8	Taxes d'analyses ESB - TVA 20 %	400,00	0,00	400,00
70	7061.9	Taxes d'analyses SATESE-SATEP - TVA 20 %	15 000,00	0,00	15 000,00
74	74718	Autres	1 000,00	0,00	1 000,00
74	74718.1	Participation de l'Etat (TVA 19,60 %)	0,00	0,00	0,00
74	74718.4	Participation de l'Etat (TVA 20 %)	25 000,00	0,00	25 000,00
74	74718.5	PARTICIPATION ETAT E.S.B. - TVA 0 %	60,00	0,00	60,00
74	74718.6	PARTICIPATIONS ETAT AUTRES (TVA 8.5 %)	1 200,00	0,00	1 200,00
74	74718.7	Participation de l'Etat - E.S.B. Equarissage (TVA 20 %)	215 000,00	0,00	215 000,00
74	74718.8	Participation de l'Etat (TVA 10 %)	150,00	0,00	150,00

## Délibération n°CD\_19\_1061

Code Regroupement	Code article / nature	Lib. article / nature	Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 2	Total crédits après DM 2
74	74788	PARTICIPATION ETAT ESB TVA 0%	0,00	0,00	0,00
75	75822	Prise en charge du déficit du budget annexe à caractère admi	895 056,68	0,00	895 056,68
75	7588	Autres produits divers de gestion courante	2,00	0,00	2,00
77	7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	0,00	0,00	0,00
77	773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICE ANTERIEURS)	0,00	0,00	0,00
77	777	QUOTE-PART SUBV INVESTIS TRANSFEREES AU CPT DE RESULTAT	10 616,00	0,00	10 616,00
77	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00	0,00	0,00
78	7811	reprise sur amortissement	0,00	0,00	0,00
78	7817	REPRISES SUR PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIFS CIRCULANTS	1 500,00	0,00	1 500,00
		TOTAL	2 237 084,68	0,00	2 237 084,68

### **Budget annexe : Aire de la Lozère**

Code article / nature	Lib. article / nature	Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 2	Total crédits après DM 2
<b>Dépenses d'investissement budget 02</b>				
001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	0,00	0,00	0,00
13912	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.- REGION	302,00	0,00	302,00
13913	SUBV.INVESTISSEMENT TRANSFEREES AU C.R. - DEPARTEMENTS	102 330,00	0,00	102 330,00
192	DIF./REALISATION D'IMMO.- POSTERIEURES AU 01/01/04	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	2 000,00	-1 683,34	316,66
21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	5 000,00	0,00	5 000,00

## Délibération n°CD\_19\_1061

Code article / nature	Lib. article / nature	Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 2	Total crédits après DM 2
2314	Constructions sur sol d'autrui	6 000,00	0,00	6 000,00
2314.31	Travaux aménagement Aire	42 112,50	-20 000,00	22 112,50
	<b>TOTAL</b>	<b>157 744,50</b>	<b>-21 683,34</b>	<b>136 061,16</b>

Code article / nature	Lib. article / nature	Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 2	Total crédits après DM 2
<b>Dépenses de fonctionnement budget 02</b>				
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	52 000,00	0,00	52 000,00
60612	Energie - Electricité	15 000,00	0,00	15 000,00
60621	COMBUSTIBLES	15 000,00	0,00	15 000,00
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	1 000,00	0,00	1 000,00
611	Contrats de prestations de services	122 767,20	0,00	122 767,20
615221	BATIMENTS PUBLICS	20 306,25	0,00	20 306,25
615231	VOIRIES	9 927,50	0,00	9 927,50
61558	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERS	500,00	0,00	500,00
6156	Maintenance	6 054,30	0,00	6 054,30
6161	MULTIRISQUES	300,00	0,00	300,00
6188.1	AUTRES FRAIS DIVERS - FONCT STATION EPURATION ALBARET	18 500,00	-8 851,00	9 649,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	100 000,00	0,00	100 000,00
63512	Taxes foncières	8 500,00	0,00	8 500,00
63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	10 000,00	0,00	10 000,00
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00
6542	Creances éteintes	3 000,00	0,00	3 000,00
6574.3	Subvention CDT - Aire de la Lozère	78 000,00	0,00	78 000,00
65888	AUTRES	25 000,00	0,00	25 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	3 000,00	0,00	3 000,00
6811	DOTATIONS AMORTIS.IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	357 402,75	0,00	357 402,75

## Délibération n°CD\_19\_1061

Code article / nature	Lib. article / nature	Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 2	Total crédits après DM 2
		846 258,00	-8 851,00	837 407,00

Code Regroupement	Code article / nature	Lib. article / nature	Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 2	Total crédits après DM 2
<b>Recettes d'investissement budget 02</b>					
00	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	1 825 289,93	0,00	1 825 289,93
021	021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00
13	1313	SUBV. EQUIPEMENT TRANSFERABLES - DEPARTEMENTS	0,00	0,00	0,00
20	2031	FRAIS D'ETUDES	3 000,00	0,00	3 000,00
20	2033	FRAIS D'INSERTION	3 000,00	0,00	3 000,00
28	28031	Amortissements des frais d'études	0,00	0,00	0,00
28	2804142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	3 333,00	0,00	3 333,00
28	28121	Plantations d'arbres et arbustes	3 808,00	0,00	3 808,00
28	2814	AMORTISSEMENT CONSTRUCTION SUR SOL D'AUTRUI	214 264,00	0,00	214 264,00
28	2817318	AMORTISSEMENT AUTRES BATIMENTS PUBLICS	134 158,00	0,00	134 158,00
28	281848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	1 839,75	0,00	1 839,75
		<b>TOTAL</b>	<b>2 188 692,68</b>	<b>0,00</b>	<b>2 188 692,68</b>

Code Regroupement	Code article / nature	Lib. article / nature	Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 2	Total crédits après DM 2
<b>Recettes de fonctionnement budget 02</b>					
00	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	0,00	0,00	0,00
70	7068	Autres redevances et droits	130 000,00	0,00	130 000,00
75	757	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	200 000,00	0,00	200 000,00

## Délibération n°CD\_19\_1061

Code Regroupement	Code article / nature	Lib. article / nature	Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 2	Total crédits après DM 2
75	75822	Prise en charge du déficit du budget annexe à caractère admi	413 624,00	-8 851,00	404 773,00
75	7588	Autres produits divers de gestion courante	2,00	0,00	2,00
77	773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	0,00	0,00	0,00
77	777	QUOTE-PART SUBVENTIONS INVESTISS. TRANSFEREES CPTÉ RESULTAT	102 632,00	0,00	102 632,00
77	7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	0,00	0,00	0,00
		<b>TOTAL</b>	<b>846 258,00</b>	<b>-8 851,00</b>	<b>837 407,00</b>

### **Budget annexe : Domaine des Boissets**

Code article / nature	Lib. article / nature	Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 2	Total crédits après DM 2
<b>Dépenses d'investissement budget 03</b>				
001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	0,00	0,00	0,00
13911	SUBV.INV.TRANSFEREES AU C.R.-ETAT ET ETBS NATIONAUX	0,00	0,00	0,00
192	DIF./REALISATION IMMO POSTERIEURES AU 01/01/04	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00
21314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	0,00	0,00	0,00
21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	23 000,00	-20 000,00	3 000,00
2188	Autres	0,00	0,00	0,00
231314	Bâtiments culturels et sportifs	67 000,00	-25 000,00	42 000,00
23188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	80 000,00	-80 000,00	0,00
	<b>TOTAL:</b>	<b>170 000,00</b>	<b>-125 000,00</b>	<b>45 000,00</b>

Code article / nature	Lib. article / nature	Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 2	Total crédits après DM 2
<b>Dépenses de fonctionnement budget 03</b>				

## Délibération n°CD\_19\_1061

Code article / nature	Lib. article / nature	Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 2	Total crédits après DM 2
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	800,00	0,00	800,00
60612	Energie - Electricité	9 600,00	0,00	9 600,00
60631	FOUNITURES D'ENTRETIEN	100,00	0,00	100,00
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	620,00	0,00	620,00
615221	BATIMENTS PUBLICS	1 280,00	0,00	1 280,00
61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	500,00	0,00	500,00
6161	MULTIRISQUES	1 100,00	-60,06	1 039,94
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	800,00	0,00	800,00
63512	Taxes foncières	9 800,00	0,00	9 800,00
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00
6541	CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	0,00	0,00	0,00
65888	AUTRES	402,00	60,06	462,06
673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	300,00	0,00	300,00
675	VALEURS COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS CEDEES	0,00	0,00	0,00
6761	DIF./REALISATINS POSITIVES TRANSFEREES EN INVESTIS.	0,00	0,00	0,00
6811	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS IMMO.INCORPOREL.ET CORPORELLES	44 800,00	0,00	44 800,00
	TOTAL	70 102,00	0,00	70 102,00

Code Regroupement	Code article / nature	Lib. article / nature	Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 2	Total crédits après DM 2
<b>Recettes d'investissement budget 03</b>					
00	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	602 746,26	0,00	602 746,26
021	021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00
13	1313	DEPARTEMENTS	0,00	0,00	0,00

## Délibération n°CD\_19\_1061

Code Regroupement	Code article / nature	Lib. article / nature	Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 2	Total crédits après DM 2
21	21314	Bâtiments culturels et sportifs	0,00	0,00	0,00
28	281314	AMORTISSEMENTS BÂTIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS	44 535,00	0,00	44 535,00
28	281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	0,00	0,00	0,00
28	281848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS	265,00	0,00	265,00
28	28188	AMORTIS. AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0,00	0,00	0,00
		<b>TOTAL</b>	<b>647 546,26</b>	<b>0,00</b>	<b>647 546,26</b>

Code Regroupement	Code article / nature	Lib. article / nature	Total crédits inscrits	Crédits votés en DM 2	Total crédits après DM 2
<b>Recettes de fonctionnement budget 03</b>					
00	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	0,00	0,00	0,00
70	70878	PAR DES TIERS	3 000,00	0,00	3 000,00
73	73918	AUTRES REVERSEMENTS SUR AUTRES IMPOTS LOCAUX OU ASSIMILES	0,00	0,00	0,00
75	752	Revenus des immeubles	3 500,00	0,00	3 500,00
75	75822	Prise en charge du déficit du budget annexe à caractère admi	63 600,00	0,00	63 600,00
75	7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	2,00	0,00	2,00
77	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
77	777	QUOTE-PART SUBV.INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.	0,00	0,00	0,00
77	7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	0,00	0,00	0,00
		<b>TOTAL</b>	<b>70 102,00</b>	<b>0,00</b>	<b>70 102,00</b>

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental  
Sophie PANTEL

Annexe à la délibération n°CD\_19\_1061 du Conseil Départemental du 8 novembre 2019 : rapport n°702 "Budget : Vote de la décision modificative n° 2 du budget primitif 2019".

La décision modificative n° 2 vient modifier les prévisions budgétaires du budget principal et des budgets annexes du Laboratoire Départemental d'Analyses, de l'Aire de la Lozère et du Domaine des Boissets.

Concernant le budget principal, la DM 2 rephase les crédits des autorisations de programmes, ajuste les crédits de fonctionnement et apporte des recettes nouvelles modifiant les enveloppes budgétaires ainsi qu'il suit :

## BUDGET PRINCIPAL

### I – INVESTISSEMENT

#### A – Recettes

Les recettes sont diminuées de – **4 302 705,48 €** réparties comme suit :

- Cession maison Zucchi et immeuble Bd. Lucien Arnault (report 2020) .....- 300 000,00 €
- Ajustement de subventions .....- 2 705,48 €
- Recette d'emprunt 2019.....- 4 000 000,00 €

#### B – Dépenses

Les mouvements sur les autorisations de programme diminuent les dépenses de la section d'investissement de – **4 302 705,48 €**.

Les mouvements de crédits se décomposent principalement comme suit :

**Solidarité Territoriale : ..... - 2 810 504,10 €**

- **Direction de l'Ingénierie de l'Attractivité et du Développement : .....- 2 750 000,00 €**

Les Autorisations de Programmes de cette direction sont :

- rephasées sur les années suivantes : -1 504 364,29 € dont les AP Contrats pour – 716 929,14 €,

- impactées par des annulations ou soldes à la baisse de subventions : -1 045 635,71 €

AP 2015 Contrats : - 169 717,50 €, Aide aux communes : - 41 111,57 €, Autres Privés : -11 437 €, AP 2016 Evénements climatiques : - 21 033 €

AP 2016/2017/2018 pour – 15 470,69 € dont AP 2017 «AEP et assainissement exceptionnel» - 5 842 €,

AP 2019 : «Acquisitions Immobilières - 660 000 €», «Développement agriculture et tourisme - 67 202 €», « Schéma ENS - 25 879,45 €», «Aménagements agricoles et forestiers - 23 100,50 €», «Habitat -15 000 €» et «Gestion des déchets - 10 663 €»

- seule l'AP 2018 «Reprise des AP antérieures» est augmentée de +14 979 € en prévision de report d'opérations 2015 qui ne seront pas soldées d'ici la fin de l'année 2019,

- hors AP, - 200 000 € sont annulés pour la régularisation des écritures des opérations de remboursement.

- **Direction du Développement Éducatif et Culturel** : ..... - **33 826,10 €**
- **Archives départementales** : ..... - **2 000,00 €**
- **Médiathèque départementale** : ..... - **24 678,00 €**

**Solidarité Sociale** : ..... - **1 296 262,90 €**

- **Direction Maison de l'Autonomie** : ..... - **1 289 719,76 €**  
Les crédits de paiements prévus pour les projets «Innovation sociale» et «Réhabilitation EPHAD» sont rephasés compte tenu de leur stade d'avancement.
- **Direction Enfance et Famille** : ..... - **6 543,14 €**  
Les crédits de paiements pour les investissements Crèches (petits aménagements et équipements) sont rephasés en l'absence de dossier en instruction à ce jour.

**Ressources internes** : ..... - **195 938,48 €**

- **Direction des Ressources Humaines, Assemblées et Finances** : + **17 479,24 €**
  - **Service des affaires financières** : Provision pour imprévus : + 17 479,24 €.
- **Direction des Affaires Juridiques, de la Commande publique et de la Logistique** : ..... - **213 417,72 €**
  - **Service des bâtiments départementaux** : ..... - **130 717,72 €**

Ce montant résulte du rephasage des crédits de paiement en fonction de l'avancement des études et/ou travaux pour les bâtiments d'enseignement (collège de Meyrueix) et administratifs (extension des archives, centre de Ste Croix Vallée Française) et de l'annulation des reliquats de crédits suite au solde des opérations Olympe de Gouges, Adap 2016 Collèges.

- **Service de la commande publique - mission Marchés publics** : . - **10 700,00 €**

Ce montant résulte de l'annulation de reliquats de crédits.

- **Direction adjointe en charge des systèmes d'information et télécommunications** : ..... - **72 000,00 €**

L'annulation correspond à un rephasage des crédits de paiements suite au report, en 2020, des projets relatifs aux circuits patrimoniaux et aux ressources numériques.

## II - FONCTIONNEMENT

### A - Recettes

Les recettes de **fonctionnement** sont augmentées de **+ 3 198 801,96 €** ainsi qu'il suit :

- DMTO Département et taxe additionnelle .....+ 1 560 000,00 €
- Fonds national de péréquation DMTO .....+ 1 164 160,00 €
- Fonds de soutien interdépartemental (**taux pauvreté 2019 supérieur à 15%**) . - **489 755,00 €\*\***
- Taxe sur les conventions d'assurances .....+ 300 000,00 €
- Taxe d'aménagement .....+ 50 000,00 €

- Taxe intérieure sur les produits énergétiques .....+ 100 000,00 €
- Compensation Etat sur exonérations de fiscalité .....+ 76 000,00 €
- Fonds de péréquation CVAE.....- 14 423,00 €
- Subvention Etat plan pauvreté.....+ 176 990,96 €
- Dotation MDPH.....+ 33 000,00 €
- Subvention DRAC .....+ 81 350,00 €  
*Médiathèque (42 453 €) Archives( 11 667 €) Pavillon Chine ( 31 350 €)*
- Participations, subventions (Satese, Satép, guichet unique) .....+ 32 150,82 €
- Produits exceptionnels (indemnités assurances, pénalités...) .....+ 22 947,00 €
- Remboursement sur rémunérations du personnel (indemnités assurance).....+ 102 006,33 €
- Régies : *Salons ( + 6 574,85 €) Tickets restaurants (- 2 200 €)*.....+ 4 374,85 €

\*\* Diminution du fonds de soutien interdépartemental : l'un des critères d'éligibilité à la 2<sup>ème</sup> part du FSID est le taux de pauvreté des départements qui doit être supérieur à 15 %. Le taux de pauvreté retenu pour la Lozère dans le calcul des simulations est celui de 2015 soit 15,31 %. Ce taux a diminué en 2016 soit 14,30 %. Notre département n'est plus éligible à la 2<sup>ème</sup> part du FSID.

## B - Dépenses

Les dépenses de **fonctionnement** s'élèvent à **+ 3 198 801,96 €** et répondent aux besoins suivants des Directions :

### **Solidarité Territoriale : .....- 31 895,53 €**

- **Direction de l'Ingénierie de l'Attractivité et du Développement : .....- 111 895,53 €**  
La révision de l'exécution budgétaire d'ici la fin de l'année des lignes non individualisées ou non engagées permet le transfert de 80 000 € à la DDEC et la restitution de 31 895,53 €.
- **Direction du Développement Éducatif et Culturel : ..... + 80 000,00 €**  
80 000 € de subvention sont affectés aux Scènes Croisées à titre d'avance 2019/2020.

### **Solidarité sociale : ..... + 1 824 462,93 €**

Des virements de crédits ont été opérés au sein de la Direction afin d'abonder les lignes déficitaires. Une enveloppe complémentaire de 1 024 462,93 € est néanmoins nécessaire pour couvrir les besoins jusqu'à la fin de l'exercice.

- **Direction Maison de l'Autonomie : ..... + 1 179 266,15 €**  
pour l'hébergement des personnes en situation de handicap avec la prise en compte :
  - de factures 2018 d'établissements lozériens et hors département présentées tardivement ,
  - du rattachement des charges à l'exercice 2019.
  - de 3 nouveaux amendements Creton : personnes de plus de 20 ans ne pouvant être immédiatement admises dans un établissement pour adultes handicapés et maintenues en établissements d'éducation spéciale,
- **Direction du Lien Social : ..... + 50 000,00 €**  
+ 50 000 € pour le RSA en lien avec la revalorisation du 1<sup>er</sup> avril 2019.
- **Direction Enfance Famille : ..... + 595 196,78 €**  
Le besoin complémentaire résulte :

- des prises en charge des Mineurs Non Accompagnés (MNA) impactant les prises en charge individuelles et les modes de placements (MECS, FOL) : + 385 196,78 €

Le nombre de MNA arrivés en Lozère était de 33 en 2017, 34 en 2018 et s'établit à 154 au 13 septembre 2019. Les prévisions budgétaires prennent en compte une estimation d'arrivée de 140 personnes entre septembre et décembre 2019 soit sur l'année 270 pour la mise à l'abri et 35 en prises en charge.

- de l'augmentation des accueils mère enfant en lieux de vie : + 210 000 €

**Infrastructures départementales : .....+ 150 000,00 €**

- **Direction des routes** : ..... + 228 000,00 €
  - + 148 000 € pour les fournitures de voirie et le carburant,
  - + 80 000 € pour la reconstitution des stocks de la viabilité hivernale.
- **Direction des mobilités, des aménagements numériques et des transports** : ..... - 78 000,00 €

**. Mission Technologies de l'Information et de la Communication :**

- 78 000 € sont transférés à la Direction des Routes pour couvrir les besoins en carburant et fournitures de voirie.

**Ressources internes : ..... + 1 256 234,56€**

- **Direction des Ressources Humaines, Assemblées et Finances :**
  - **Ressources Humaines** : ..... - 200 000,00 €  
L'ajustement de l'ensemble des lignes budgétaires au plus près de l'exécution de fin d'exercice permet de libérer - 200 000 €.
  - **Service des Affaires Financières** : ..... + 1 525 234,56 €  
Les mouvements résultent des régularisations suivantes :
    - Prélèvement Fonds de solidarité DMTO : - 75 000 €,
    - Prélèvement Fonds de soutien interdépartemental : + 119 514 €,
    - Reversement dotation MDPH : + 15 000 €,
    - Subvention d'équilibre budget annexe Aire de la Lozère : - 8 851 €,
    - Subventions : + 7 695 €,
    - Créances éteintes : + 27 600 €,
    - Provision pour imprévus : + 1 439 276,56 €.
- **Direction des Affaires Juridiques, de la Commande publique et de la Logistique** : ..... - 69 000,00 €
  - **Direction adjointe en charge des systèmes d'information et télécommunications** : ..... - 60 000,00 €  
- 60 000 € sur les frais de maintenance.
  - **Affaires juridiques et contentieux**..... - 9 000,00 €  
- 9 000 € sont restitués suite à l'ajustement des crédits 2019.

### III – Virements de crédits

Conformément au règlement financier il vous est présenté dans l'annexe ci-jointe l'état des virements de crédits d'investissement et de fonctionnement intervenus depuis le début de l'exercice 2019.

### IV – Positionnement par rapport au contrat de Cahors

Les dépenses réelles de fonctionnement (DRF) 2019 sont plafonnées à 102 915 177 €.

Les prévisions de consommation, après retraitement des AIS, de l'évolution des dépenses MNA, retrait du montant CLERCT et ajout du coût des transports, se situeraient en deçà du plafond fixé.

#### RECAPITULATIF DE LA DM 2

- **Section d'investissement : - 4,303 M€** représentant une baisse de - 7,69 % par rapport au total des crédits initialement votés, **principalement annulés suite aux rephasages de crédits de paiement d'Autorisations de Programmes.**

- **Section de fonctionnement : + 3,199 M€** représentant une hausse de + 3,11 % par rapport au total des crédits initialement votés. Les crédits nouveaux viennent couvrir notamment les besoins complémentaires de la Solidarité Sociale pour + 1,024 M€ (prestations et frais de séjour APA, PCH, mineurs non accompagnés et RSA) et des Infrastructures départementales pour + 0,228 M€.

#### DEPENSES REELLES

	BP	DM1	DM2	Total Budgétaire	%
Investissement	48 300 K€	7 678 K€	- 4 303 K€	51 675 K€	- 7,69
Fonctionnement	101 549 K€	1 356 K€	+ 3 199 K€	106 104 K€	+ 3,11

#### RECETTES REELLES

	BP	DM1	DM2	Total Budgétaire	%
Investissement	27 227 K€	6 779 K€	- 4 303 K€	29 703 K€	- 12,65
Fonctionnement	122 622 K€	2 254 K€	+ 3 199 K€	128 075 K€	+ 2,56

\*\*\*\*\*

#### DEPENSES D'ORDRE

	BP	DM1	DM2	Total Budgétaire
Investissement	7 029 K€	1 K€	0 K€	7 030 K€
Fonctionnement	27 102 K€	900 K€	0 K€	28 002 K€

**RECETTES D'ORDRE**

	BP	DM1	DM2	Total Budgétaire
Investissement	28 102 K€	363 K€	0 K€	29 002 K€
Fonctionnement	6 029 K€	1 K€	0 K€	6 030 K€

**BUDGETS ANNEXES**

**I / LABORATOIRE DEPARTEMENTAL D'ANALYSES :**

**I - Section investissement**

Dépenses :	- 17 833,33 €
Recettes :	0,00 €

Dépenses : Charges : - 17 833,33 € (Bâtiments et marchés publics).

**II - Section de fonctionnement**

Dépenses :	0,00 €
Recettes :	0,00 €

**II / AIRE DE LA LOZÈRE :**

**I - Section investissement**

Dépenses :	- 21 683,34 €
Recettes :	0,00 €

Dépenses : Charges : - 21 683,34 € (Bâtiments et marchés publics)

**II - Section de fonctionnement**

Dépenses :	- 8 851,00 €
Recettes :	- 8 851,00 €

Les ajustements de crédits concernent :

Dépenses : Entretien station d'épuration : - 8 851,00 €

Recettes : Subvention d'équilibre du budget principal : - 8 851,00 €.

**III / DOMAINE DES BOISSETS :**

**I - Section investissement**

Dépenses :	- 125 000,00 €
Recettes :	0,00 €

Dépenses : Charges : - 125 000,00 € (Ajustement crédits Bâtiments).

**II - Section de fonctionnement**

Dépenses :	0,00 €
Recettes :	0,00 €

Telles sont les données de ce projet de décision modificative n° 2 du budget principal et des budgets annexes Laboratoire Départemental d'Analyses, Aire de la Lozère et Domaine des Boissets sur lesquels je vous demande de bien vouloir vous prononcer.

# LISTE DES VIREMENTS DE CREDITS DU 01/01/2019 AU 30/09/2019

## 0 Budget principal :

N°	Date	Libellé	Montant	Imputation source				Enveloppe source	Opération source			Imputation destination				Enveloppe destination	Opération destination				
1	10/01/19	BESOIN CREDITS LIGNE	39 770,00 €	936	622	60633	R	0	0	0	936	622	611	R	0	0	0				
2	10/01/19	Virement de crédit	63 000,00 €	934	41	6574.30	BLPMI	0	0	0	934	41	6568	BLPMI	0	0	0				
3	10/01/19	Virement de crédit	50 000,00 €	935	51	652412	BLASE	0	0	0	935	51	652418.1	BLASE	0	0	0				
4	10/01/19	Virement de crédit	30 000,00 €	935	51	652412	BLASE	0	0	0	935	51	652418.2	BLASE	0	0	0				
12	10/01/19	BESOIN CREDITS SDG	11 000,00 €	936	621	60628	R	0	0	0	936	621	60633	R	0	0	0				
13	10/01/19	BESOIN CREDITS SDG	4 000,00 €	936	621	60628	R	0	0	0	936	621	615231	R	0	0	0				
14	10/01/19	BESOIN CREDITS SDG	10 000,00 €	936	621	60628	R	0	0	0	936	621	61551	R	0	0	0				
15	10/01/19	Virement de crédits	478,50 €	935	50	62268	BL	0	0	0	935	50	6574	BL	0	0	0				
16	15/01/19	TRANFERT P/AVANCE	1 796,35 €	902	221	2031	RB	2016	BATENSEIGN	2016	2ADAP	2016000	902	221	2317312	RB	2016	BATENSEIGN	2016	2ADAP	2016000
17	11/01/19	virement reprise 2019	6 000,00 €	936	61	64111	BFH	0	0	0	936	61	64131	BFH	0	0	0				
18	15/01/19	Virement de crédits	30 000,00 €	919	93	20422	DAD	2018	DEVAGRITOU	2018	IMMO	677	919	93	204182	DAD	2018	DEVAGRITOU	2018	FAD	674
19	14/01/19	VIREMENT VERS 6188	361,44 €	933	315	6156	RB	0	0	0	933	314	6188	RB	0	0	0				
20	14/01/19	VIREMENT VERS 6188	361,44 €	933	315	6156	RB	0	0	0	933	312	6188	RB	0	0	0				
21	17/01/19	TRANFERT P/AVANCE	1 796,35 €	902	221	2317312	RB	2016	BATENSEIGN	2016	2ADAP	2016000	902	221	238	RB	2016	BATENSEIGN	2016	2ADAP	2016000
22	17/01/19	Virement de crédits	1 980,00 €	935	50	6574	BL	0	0	0	935	50	6568	BL	0	0	0				
23	17/01/19	Virement de crédits	2,00 €	935	51	60636	BLASE	0	0	0	935	51	6067	BLASE	0	0	0				
24	24/01/19	AVANCE FORFAITAIRE	2 785,52 €	902	221	2317312	RB	2017	BATENSEIGN	2017	2ADAP	2017000	902	221	238	RB	2017	BATENSEIGN	2017	2ADAP	2017000
25	18/01/19	Virement de crédits	1 980,00 €	935	50	6568	BL	0	0	0	935	50	6281	BL	0	0	0				
26	18/01/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	1 400,00 €	930	0202	61521	POLEN	0	0	0	930	0202	6156.5	POLEN	0	0	0				
27	18/01/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	100,00 €	930	0202	60621	POLEN	0	0	0	930	0202	6156.5	POLEN	0	0	0				
28	18/01/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	400,00 €	930	0202	60621	POLEN	0	0	0	930	0202	615221	POLEN	0	0	0				
29	18/01/19	COTISATIONS AUX ASSOCIATIONS	600,00 €	933	313	6065	BI	0	2019	PMDL	1005	933	313	6281	BI	0	2019	PMDL	1005		
30	18/01/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	500,00 €	933	315	611	RB	0	0	0	933	312	611	RB	0	0	0				
31	21/01/19	POUR PAIEMENT ADF	851,00 €	930	023	673	BB	0	0	0	930	0202	6281.1	BB	0	0	0				
32	21/01/19	VIREMENT DE CREDIT JANV 19	1 000,00 €	932	20	64111	BFH	0	0	0	932	20	64118.1	BFH	0	0	0				
33	21/01/19	VIREMENT DE CREDIT JANV 19	10,00 €	930	0201	64111	BFH	0	0	0	930	0201	65888	BFH	0	0	0				
34	21/01/19	VIREMENT DE CREDIT JANV 19	1 000,00 €	932	20	64111	BFH	0	0	0	932	20	64118.1	BFH	0	0	0				
35	21/01/19	Virement de crédits	4 900,00 €	930	0202	6281	DIAD	0	2019	PDIAD	1000	930	0202	6574	DIAD	0	2019	PDIAD	1000		
37	22/01/19	Virement de crédits	2 000,00 €	935	51	652412	BLASE	0	0	0	935	51	6518.2	BLASE	0	0	0				
38	23/01/19	Virement de crédits	1 000,00 €	935	51	652412.4	BLASE	0	0	0	935	51	6067	BLASE	0	0	0				

N°	Date	Libellé	Montant	Imputation source				Enveloppe source	Opération source			Imputation destination			Enveloppe destination	Opération destination	
39	23/01/19	Virement de crédits	1 000,00 €	935	51	652412.4	BLASE	0	0	0	935	51	60636	BLASE	0	0	0
40	24/01/19	Virement de crédits	2 000,00 €	937	738	6574.300	BS3	0	2019 PDIAD	1000	937	738	6236	BS3	0	2019 PDIAD	1000
41	25/01/19	VIREMENT CREDIT	19,00 €	930	023	673	BB	0	0	0	930	0202	63512	BB	0	0	0
43	28/01/19	VIREMENT DE CREDIT	100,00 €	935	51	64121	BFH	0	0	0	935	51	6475	BFH	0	0	0
44	28/01/19	VIREMENT DE CREDIT	300,00 €	935	52	64111	BFH	0	0	0	935	52	6475	BFH	0	0	0
46	29/01/19	BESOIN VH UT LANGOGNE	10 000,00 €	936	621	60633	R	0	0	0	936	622	60633	R	0	0	0
47	29/01/19	Virement de crédit	2 000,00 €	935	52	65242	BL	0	0	0	935	52	673	BL	0	0	0
48	30/01/19	BESOIN VH UT CHANAC	10 000,00 €	936	621	60633	R	0	0	0	936	622	60633	R	0	0	0
49	30/01/19	BESOIN VH	10 000,00 €	936	621	60633	R	0	0	0	936	622	60633	R	0	0	0
50	30/01/19	BESOIN VH	5 000,00 €	936	621	60633	R	0	0	0	936	622	60633	R	0	0	0
51	31/01/19	Virement de crédits	912,53 €	936	621	6132	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	936	621	6227	DIAD	0	2019 PDIAD	1000
52	31/01/19	Virement de crédits	145,00 €	935	50	6227	BL	0	0	0	935	538	6227	BL	0	0	0
53	31/01/19	BESOIN VH UT LANGOGNE	10 000,00 €	936	621	60633	R	0	0	0	936	622	60633	R	0	0	0
54	31/01/19	BESOIN VH UT CHANAC	10 000,00 €	936	621	60633	R	0	0	0	936	622	60633	R	0	0	0
55	31/01/19	BESOIN VH ST CHELY	15 000,00 €	936	621	60633	R	0	0	0	936	622	60633	R	0	0	0
57	04/02/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	25,00 €	930	0202	615221	POLEN	0	0	0	930	0202	61558	POLEN	0	0	0
58	04/02/19	BESOIN VH	30 000,00 €	936	621	60633	R	0	0	0	936	622	60633	R	0	0	0
60	04/02/19	VIREMENT VERS VH	30 000,00 €	936	621	60633	R	0	0	0	936	622	60633	R	0	0	0
61	06/02/19	BESOIN VEHICULES ROULANTS	900 000,00 €	906	621	2157	R	2018 PARC	2018 PARC	2018000	906	621	2182	R	2018 PARC	2018 PARC	2018000
62	06/02/19	VIREMENT DESTINE DEPLACEMENTS	1 495,50 €	933	313	611	BI	0	2019 PMDL	1005	933	313	6251	BI	0	2019 PMDL	1005
63	07/02/19	virement paiement avicca	750,00 €	936	68	6228	BN	0	0	0	936	68	6281	BN	0	0	0
64	07/02/19	VIREMENET VERS 60612	1 000,00 €	930	0202	60621	RB	0	0	0	930	0202	60612	RB	0	0	0
65	07/02/19	VIREMENT VERS 60612	2 000,00 €	936	621	60621	RB	0	0	0	936	621	60612	RB	0	0	0
66	07/02/19	VIREMENET VERS 60612	2 000,00 €	933	315	60621	RB	0	0	0	933	315	60612	RB	0	0	0
67	07/02/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	8 000,00 €	932	221	60621	RB	0	0	0	932	221	60612	RB	0	0	0
68	07/02/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	1 500,00 €	930	0202	60621	RB	0	0	0	930	0202	60612	RB	0	0	0
69	08/02/19	VIREMENT VERS VH	30 000,00 €	936	621	60633	R	0	0	0	936	622	60633	R	0	0	0
70	12/02/19	Virement de crédits	877,50 €	937	70	6236	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	937	738	6574.65	DIAD	0	2019 PDIAD	1000
71	12/02/19	Virement de crédits	1 600,00 €	939	95	6233	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	939	95	6233.2	DIAD	0	2019 PDIAD	1000
72	12/02/19	Virement de crédits	800,00 €	939	95	6574	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	939	95	6233.2	DIAD	0	2019 PDIAD	1000
73	12/02/19	Virement de crédits	4 400,00 €	939	95	6233	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	939	95	6233.2	DIAD	0	2019 PDIAD	1000
74	12/02/19	VIREMENT EN DROITS D ACCES	1 088,00 €	933	313	6065	BI	0	2019 PMDL	1005	933	313	6188	BI	0	2019 PMDL	1005
75	13/02/19	Paye de février 2019	1 500,00 €	932	20	64111	BFH	0	0	0	932	20	64118.1	BFH	0	0	0

N°	Date	Libellé	Montant	Imputation source				Enveloppe source	Opération source			Imputation destination				Enveloppe destination	Opération destination		
76	13/02/19	Paye de février 2019	1 100,00 €	935	52	64111	BFH	0	0	0	935	52	6488	BFH	0	0	0		
77	14/02/19	Virement de crédits	23,00 €	934	41	60632	BLPMI	0	0	0	934	41	673	BLPMI	0	0	0		
78	14/02/19	VIREMENT CREDIT TAXE FONCIERE	319,00 €	930	023	673	BB	0	0	0	930	0202	63512	BB	0	0	0		
80	15/02/19	CHAIRE TERRITORIALE	450,00 €	932	221	673	BB	0	0	0	932	23	6281	BB	0	0	0		
82	18/02/19	Virement de crédit classique	2 851,00 €	933	315	6188.107	BH	0	2019 PARCH	1006	933	315	6188	BH	0	2019 PARCH	1006		
83	20/02/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	875,00 €	930	0202	60612	POLEN	0	0	0	930	0202	60621	POLEN	0	0	0		
84	22/02/19	VIREMENT DE CREDITS	30 000,00 €	907	738	2257	BS3	2018 ENSAPN	2018 ENS	705	907	738	2157	BS3	2018 ENSAPN	2018 ENS	705		
85	22/02/19	VIREMENT DE CREDITS	30 000,00 €	907	738	2157	BS3	2018 ENSAPN	2018 ENS	705	907	738	2157.300	BS3	2018 ENSAPN	2018 ENS	705		
86	22/02/19	VIREMENT DE CREDITS	6 000,00 €	939	90	6188	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	939	95	6233	DIAD	0	2019 PDIAD	1000		
87	26/02/19	VIREMENT VERS 60621	7 000,00 €	936	621	6156	RB	0	0	0	936	621	60621	RB	0	0	0		
88	01/03/19	VIREMENT LIGNE NETT LOCAUX	320,00 €	930	0202	6261	POLEN	0	0	0	930	0202	6283	POLEN	0	0	0		
89	04/03/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	40,00 €	930	0202	6156.5	POLEN	0	0	0	930	0202	61558	POLEN	0	0	0		
90	05/03/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	500,00 €	930	0202	60612	POLEN	0	0	0	930	0202	60621	POLEN	0	0	0		
91	05/03/19	VIREMENT	4 310,00 €	930	0202	6156	BFI	0	0	0	930	0202	6135	BFI	0	0	0		
92	07/03/19	VIREMENT DE CREDIT	15 000,00 €	935	52	65242	BL	0	0	0	935	52	65242.2	BL	0	0	0		
93	07/03/19	FIPHFP	920,17 €	930	023	673	BB	0	0	0	930	0202	6488	BB	0	0	0		
94	08/03/19	VIREMENT DE CREDITS	5 000,00 €	936	61	6228.3	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	936	61	6561	DIAD	0	2019 PDIAD	1000		
95	11/03/19	VIREMENT LIGNE AFFRANCHISSEMENT	100,00 €	930	0202	6156	POLEN	0	0	0	930	0202	6261	POLEN	0	0	0		
96	12/03/19	Transfert pour Sabine	50 000,00 €	930	0201	64111	BFH	0	0	0	930	0201	6475	BFH	0	0	0		
97	14/03/19	VIREMENT	12 000,00 €	900	0202	21838	BFI	2017 SYSTINF	2017 INF	656	900	0202	2051	BFI	2017 SYSTINF	2017 INF	656		
98	15/03/19	Transfert de ligne	30,00 €	930	021	60623	CAB	0	0	0	930	021	6261	CAB	0	0	0		
100	18/03/19	VIREMENT DE CREDIT MARS 2019	400,00 €	939	90	64111	BFH	0	0	0	939	90	6251	BFH	0	0	0		
101	19/03/19	Virement de crédits 2019	1 500,00 €	939	928	65734	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	939	928	6574	DIAD	0	2019 PDIAD	1000		
102	19/03/19	REPARTITION CREDIT BP 2019	20 000,00 €	936	621	60622	R	0	0	0	936	621	60633	R	0	0	0		
103	19/03/19	REPARTITION CREDIT BP 2019	100 000,00 €	936	621	60628	R	0	0	0	936	621	60633	R	0	0	0		
104	19/03/19	REPARTITION CREDIT BP 2019	23 000,00 €	936	621	6135	R	0	0	0	936	621	60633	R	0	0	0		
105	19/03/19	REPARTITION CREDIT BP 2019	16 000,00 €	936	621	615231	R	0	0	0	936	621	60633	R	0	0	0		
106	19/03/19	REPARTITION CREDIT BP 2019	1 500,00 €	936	621	6228	R	0	0	0	936	621	60633	R	0	0	0		
107	19/03/19	REPARTITION CREDIT BP 2019	2 000,00 €	936	621	6248	R	0	0	0	936	621	60633	R	0	0	0		
108	19/03/19	REPARTITION CREDIT BP 2019	1 000,00 €	936	621	6353	R	0	0	0	936	621	60633	R	0	0	0		
109	19/03/19	REPARTITION CREDIT BP 2019	600,00 €	936	621	6355	R	0	0	0	936	621	60633	R	0	0	0		
110	19/03/19	REPARTITION CREDIT BP 2019	2 000,00 €	936	621	61558	R	0	0	0	936	621	60633	R	0	0	0		
111	19/03/19	REPARTITION CREDIT BP 2019	11 950,00 €	936	621	61551	R	0	0	0	936	621	60633	R	0	0	0		

N°	Date	Libellé	Montant	Imputation source				Enveloppe source	Opération source			Imputation destination				Enveloppe destination	Opération destination		
112	19/03/19	REPARTITION CREDIT BP 2019	1 700,00 €	936	621	61551	R	0	0	0	936	621	611	R	0	0	0		
113	19/03/19	REPARTITION CREDIT BP 2019	1 770,00 €	936	621	61551	R	0	0	0	936	622	60633	R	0	0	0		
114	19/03/19	REPARTITION CREDIT BP 2019	9 580,00 €	936	621	61551	R	0	0	0	936	621	678	R	0	0	0		
115	19/03/19	REPARTITION CREDIT BP 2019	37 770,00 €	936	622	611	R	0	0	0	936	621	678	R	0	0	0		
116	20/03/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	200,00 €	933	315	615221	RB	0	0	0	933	315	6156	RB	0	0	0		
117	21/03/19	REGUL REDUCTION TITRE	1 500,00 €	938	81	673	BB	0	0	0	938	81	673	RT	0	0	0		
118	21/03/19	DE RS2017000 VERS TM 2017000	89 000,00 €	906	621	23151	R	2017 TXVOIRIE	2017 RS	2017000	906	621	23151	R	2017 TXVOIRIE	2017 TM	2017000		
119	22/03/19	VRT POUR BESOIN FRAIS ETUDES	23 600,00 €	906	621	23151	R	2017 TXVOIRIE	2017 RC	2017000	906	621	2031	R	2017 TXVOIRIE	2017 FE	2017000		
120	25/03/19	REGUL NEGATIF	1 193,60 €	900	0202	21848	RB	2018 BATINSTITU	2018 0MAIN	2018000	900	0202	21848	RB	2018 BATINSTITU	2018 0RENO	2018000		
121	25/03/19	REGUL NEGATIF	34 000,00 €	900	0202	231351	RB	2018 BATINSTITU	2018 0MAIN	2018000	900	0202	231351	RB	2018 BATINSTITU	2018 0RENO	2018000		
122	25/03/19	VIREMENT DE CREDITS	2 000,00 €	907	738	2257	BS3	2019 ENSAPN	2019 ACTPN	734	907	738	2157.301	BS3	2019 ENSAPN	2019 ACTPN	734		
123	25/03/19	VIREMENT DE CREDITS	4 900,00 €	930	0202	6574	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	930	0202	6281	DIAD	0	2019 PDIAD	1000		
124	28/03/19	VIREMENT LIGNE PETIT MATERIEL	200,00 €	932	221	60632	BMG	0	0	0	932	221	6188	BMG	0	0	0		
125	01/04/19	VIREMENT DE CREDITS	46 100,00 €	939	928	6574.86	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	939	94	65734	DIAD	0	2019 PDIAD	1000		
126	01/04/19	VIREMENT DE CREDITS	3 900,00 €	939	90	6574	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	939	94	65734	DIAD	0	2019 PDIAD	1000		
127	01/04/19	BESOIN AGORASTORE	2 800,00 €	936	621	61551	R	0	0	0	936	621	6228	R	0	0	0		
128	01/04/19	SUB DIV SPORT MANIF	420,00 €	933	32	6574.45	BD	0	2019 PDDEC	1004	933	32	6574	BD	0	2019 PDDEC	1004		
129	02/04/19	VRT POUR BESOIN FRAIS ETUDES	24 000,00 €	906	621	23151	R	2018 TXVOIRIE	2018 RC	2018000	906	621	2031	R	2018 TXVOIRIE	2018 FE	2018000		
130	02/04/19	VIREMENT DE CREDITS	197,00 €	931	18	6228	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	931	12	6561	DIAD	0	2019 PDIAD	1000		
131	03/04/19	REMBOURSEMENT EMPRUNT CA	48 670,58 €	943		66111	BB	0	0	0	943		6688	BB	0	0	0		
132	10/04/19	DE TS2018000 VERS RC2018000	200 000,00 €	906	621	23151	R	2018 TXVOIRIE	2018 TS	2018000	906	621	23151	R	2018 TXVOIRIE	2018 RC	2018000		
134	11/04/19	BESOIN CREDITS	45 500,00 €	906	621	23151	R	2019 TXVOIRIE	2019 TS	2019000	906	621	23151	R	2019 TXVOIRIE	2019 TM	2019000		
135	12/04/19	Virement de crédits 2019	2 000,00 €	937	738	65734.300	BS3	0	2019 PDIAD	1000	937	738	6574.300	BS3	0	2019 PDIAD	1000		
136	12/04/19	Virement de crédits	37,50 €	935	564	6512	BLRSA	0	0	0	935	564	6188	BLRSA	0	0	0		
137	16/04/19	ORFEUILLETES	15 000,00 €	932	23	65738	BD	0	2019 PDDEC	1004	932	23	6558	BD	0	2019 PDDEC	1004		
138	16/04/19	Virement de crédits	500,00 €	935	51	6523	BLASE	0	0	0	935	51	62261	BLASE	0	0	0		
139	16/04/19	Virement de crédits	3,52 €	935	51	611.3	BLASE	0	0	0	935	51	652412	BLASE	0	0	0		
140	16/04/19	Virement de crédits	6 020,53 €	935	52	6568.11	BL	0	0	0	935	52	65242	BL	0	0	0		
141	16/04/19	Virement de crédits	6 370,53 €	935	52	6568.12	BL	0	0	0	935	52	65242	BL	0	0	0		
142	16/04/19	Virement de crédits	15,00 €	935	51	652412.1	BLASE	0	0	0	935	51	652412	BLASE	0	0	0		
143	16/04/19	Virement de crédits	79,30 €	935	51	652412.2	BLASE	0	0	0	935	51	652412	BLASE	0	0	0		
144	16/04/19	Virement de crédits	76,87 €	935	51	652412.3	BLASE	0	0	0	935	51	652412	BLASE	0	0	0		
145	17/04/19	VIREMENT DE CREDITS	900,00 €	939	95	6233	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	939	95	6574	DIAD	0	2019 PDIAD	1000		

N°	Date	Libellé	Montant	Imputation source				Enveloppe source	Opération source				Imputation destination				Enveloppe destination	Opération destination			
148	17/04/19	VIREMENT DE CREDITS	400,00 €	939	95	6233.2	DIAD	0	2019	PDIAD	1000	939	95	6574	DIAD	0	2019	PDIAD	1000		
149	17/04/19	VIREMENT DE CREDITS	4 800,00 €	939	95	6233.2	DIAD	0	2019	PDIAD	1000	939	95	6513	DIAD	0	2019	PDIAD	1000		
150	17/04/19	Vers locations demande de l'UT	366,00 €	936	621	60633	R	0	0	0	936	621	6135	R	0	0	0	0			
151	18/04/19	VIREMENT DE CREDITS	476,00 €	939	928	6574.67	DIAD	0	2019	PDIAD	1000	939	91	65737	DIAD	0	2019	PDIAD	1000		
152	18/04/19	VIREMENT DE CREDIT AVRIL 2019	1 200,00 €	935	50	64111	BFH	0	0	0	935	52	6488	BFH	0	0	0	0			
153	19/04/19	ORFEUILLIETTES	5 000,00 €	932	23	65738	BD	0	2019	PDDEC	1004	932	23	6558	BD	0	2019	PDDEC	1004		
154	30/04/19	du chapitre 903-312/2316 vers	3 000,00 €	903	312	2316	BD	2018	OBJETDART	2018	COPRE	706	903	314	2316	BD	2018	OBJETDART	2018	OBARC	722
155	23/04/19	Virement de crédits 2019	350,00 €	939	94	6574.88	DIAD	0	2019	PDIAD	1000	939	94	65734.19	DIAD	0	2019	PDIAD	1000		
157	23/04/19	Du 933-311/article 6574	15 000,00 €	933	311	6574	BD	0	2019	PDDEC	1004	933	312	62268	BD	0	2019	PDDEC	1004		
158	24/04/19	REGUL REDUCTION TITRE	1 000,00 €	938	81	673	BB	0	0	0	938	81	673	RT	0	0	0	0			
160	24/04/19	Virements de crédits	1 255,00 €	939	91	65737.4	DIAD	0	2019	PDIAD	1000	939	91	6574.43	DIAD	0	2019	PDIAD	1000		
161	24/04/19	Virements de crédits	166,00 €	939	91	6561.13	DIAD	0	2019	PDIAD	1000	939	91	6574.43	DIAD	0	2019	PDIAD	1000		
162	24/04/19	Virements de crédits	2 487,00 €	939	94	6188	DIAD	0	2019	PDIAD	1000	939	91	6574.43	DIAD	0	2019	PDIAD	1000		
163	30/04/19	VIREMENT	13 000,00 €	902	221	21831	BFI	2018	SYSTINF	2018	COL	2018000	902	221	2051	BFI	2018	SYSTINF	2018	COL	2018000
164	25/04/19	Virement de crédits	2 500,00 €	935	567	673	BLRSA	0	0	0	935	564	6574	BLRSA	0	2019	PDS	1007			
165	29/04/19	VIREMENT DE CREDITS	3,00 €	937	70	6236	DIAD	0	2019	PDIAD	1000	937	738	6281	DIAD	0	2019	PDIAD	1000		
166	29/04/19	BESOIN LOCATION COMPACTEUR	1 500,00 €	936	621	60622	R	0	0	0	936	621	6135	R	0	0	0	0			
167	02/05/19	Virement de crédit classique	800,00 €	903	315	216	BH	2018	ARCHIVES	2018	ACQUI	712	903	315	216.2	BH	2018	ARCHIVES	2018	ACQUI	712
168	06/05/19	REGUL CENTIMES 2010/2015	7,50 €	930	023	673	BB	0	0	0	930	0202	673	BB	0	0	0	0			
169	09/05/19	Du 903-314, article 2316	3 000,00 €	903	314	2316	BD	2018	OBJETDART	2018	OBARC	722	903	312	2316.1	BD	2018	OBJETDART	2018	OBARC	722
170	07/05/19	Vers locations demande de l'UT	1 000,00 €	936	621	60633	R	0	0	0	936	621	6135	R	0	0	0	0			
172	07/05/19	BESOIN CREDITS	125 000,00 €	906	621	23151	R	2019	TXVOIRIE	2019	RC	2019000	906	621	23151	R	2019	TXVOIRIE	2019	TM	2019000
173	07/05/19	BESOIN CREDITS	1 045,00 €	906	621	23151	R	2018	TXVOIRIE	2018	SEOP	2018000	906	621	2157	R	2018	TXVOIRIE	2018	SEOP	2018000
174	09/05/19	VIREMENT	35 300,00 €	900	0202	21838	BFI	2017	SYSTINF	2017	INF	656	900	0202	2051	BFI	2017	SYSTINF	2017	INF	656
175	07/05/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	800,00 €	935	50	615221	RB	0	0	0	935	50	611	RB	0	0	0	0			
176	09/05/19	Transfert de ligne	20,00 €	930	021	6234	CAB	0	0	0	930	021	6261	CAB	0	0	0	0			
177	10/05/19	VIREMENT DE CREDIT MAI 19	2 000,00 €	939	90	6451	BFH	0	0	0	939	90	6218	BFH	0	0	0	0			
178	10/05/19	VIREMENT FIPHP	1 087,00 €	930	023	673	BB	0	0	0	930	0202	6488	BB	0	0	0	0			
179	13/05/19	Virement de crédits	456,33 €	935	567	673	BLRSA	0	0	0	935	561	6188	BLRSA	0	0	0	0			
180	13/05/19	Virement de crédits	410,40 €	935	567	673	BLRSA	0	0	0	935	561	611	BLRSA	0	0	0	0			
181	13/05/19	Virement de crédits	1 000,00 €	935	51	652412	BLASE	0	0	0	935	51	6245	BLASE	0	0	0	0			
182	14/05/19	BESOIN LOCATION RAVITAILLEUR	10 000,00 €	936	621	60622	R	0	0	0	936	621	6135	R	0	0	0	0			
183	15/05/19	RECouvreMENTS SUCCESSIONS	200 000,00 €	935	52	70848	BL	0	0	0	935	538	7513	BL	0	0	0	0			

N°	Date	Libellé	Montant	Imputation source				Enveloppe source	Opération source			Imputation destination				Enveloppe destination	Opération destination		
184	16/05/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	800,00 €	930	0202	6156.5	POLEN	0	0	0	930	0202	615221	POLEN	0	0	0		
185	17/05/19	DSID	4 255 149,00 €	917	74	1331	BB	0	0	0	917	74	1346	BB	0	0	0		
186	20/05/19	VIREMENT OUTILLAGE	4 800,00 €	900	0202	21848	BMG	2017 MOBI.MAT	2017 ADMIN	201701	900	0202	2157	BMG	2017 MOBI.MAT	2017 OUTIL	201702		
187	20/05/19	VIREMENT DE CREDIT MAI 19	100,00 €	935	50	64111	BFH	0	0	0	935	52	6488	BFH	0	0	0		
188	21/05/19	REMBOURSEMENT EMPRUNT BP	25 025,00 €	943		66111	BB	0	0	0	943		6688	BB	0	0	0		
189	21/05/19	BESOIN CARTES GRISES	1 000,00 €	936	621	60622	R	0	0	0	936	621	6355	R	0	0	0		
191	21/05/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	546,44 €	933	312	6188	RB	0	0	0	933	314	615221	RB	0	0	0		
192	21/05/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	138,43 €	933	314	6188	RB	0	0	0	933	314	615221	RB	0	0	0		
193	21/05/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	250,00 €	933	312	615221	RB	0	0	0	933	314	615221	RB	0	0	0		
195	23/05/19	VIREMENT DE CREDITS	0,44 €	939	91	6574.43	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	939	91	65737.4	DIAD	0	2019 PDIAD	1000		
196	23/05/19	VIREMENT DE CREDITS	4,09 €	939	90	6188	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	939	91	65737.4	DIAD	0	2019 PDIAD	1000		
197	24/05/19	VIREMENT ASSURANCE AUTO	6 500,00 €	930	0202	6241	BMG	0	0	0	930	0202	6161	BMG	0	0	0		
198	24/05/19	VIREMENT DE CREDITS	4 000,00 €	919	93	204182	DAD	2018 DEVAGRITOU	2018 FAD	674	919	93	204141	DAD	2018 DEVAGRITOU	2018 FAD	674		
200	04/06/19	OPE AF DE 2151 A 2115	9 000,00 €	906	621	2151	R	2019 TXVOIRIE	2019 AF	2019000	906	621	2115	R	2019 TXVOIRIE	2019 AF	2019000		
201	29/05/19	Du 932-221/65512.1	4 574,02 €	932	221	65512.1	BD	0	2019 PDDEC	1004	932	221	6568	BD	0	2019 PDDEC	1004		
202	04/06/19	Virement de crédits	500,00 €	935	51	652412	BLASE	0	0	0	935	51	62261	BLASE	0	0	0		
203	04/06/19	REGUL VIREMENT	450,00 €	932	23	6281	BB	0	0	0	932	221	673	BB	0	0	0		
204	05/06/19	REMBOURSEMENT EMPRUNT BP	3 214,29 €	943		66111	BB	0	0	0	943		6688	BB	0	0	0		
206	06/06/19	DSID	4 255 149,00 €	917	74	1346	BB	0	0	0	917	74	1336	BB	0	0	0		
207	07/06/19	Virement de crédits	2 000,00 €	935	551	651142	BL	0	0	0	935	551	673	BL	0	0	0		
208	11/06/19	VIREMENT DE CREDITS	5 920,00 €	924		454417	DAD	2018 AMEFONCFOR	2018 ECHAM	682	924		454416	DAD	2018 AMEFONCFOR	2018 ECHAM	682		
209	11/06/19	VIREMENT DE CREDITS	5 000,00 €	937	72	6188	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	937	72	6574	DIAD	0	2019 PDIAD	1000		
210	13/06/19	REGUL TAXES ASS AUTO 2018	15 000,00 €	930	0202	6261	BMG	0	0	0	930	0202	6161	BMG	0	0	0		
211	13/06/19	REGUL TAXES ASS AUTO 2018	2 671,78 €	930	0202	6168	BMG	0	0	0	930	0202	6161	BMG	0	0	0		
212	13/06/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	30 000,00 €	902	221	2317312	RB	2018 BATENSEIGN	2018 2MAIN	2018000	902	221	2317312	RB	2018 BATENSEIGN	2018 2RENO	2018000		
213	13/06/19	PAIE JUIN 2019	2 700,00 €	935	50	64111	BFH	0	0	0	935	52	6488	BFH	0	0	0		
214	14/06/19	REPARTITION CREDIT BP 2019	10 000,00 €	936	621	60622	R	0	0	0	936	621	6135	R	0	0	0		
215	14/06/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	560,00 €	933	315	615221	RB	0	0	0	933	312	6156	RB	0	0	0		
217	14/06/19	RE EQUILIBRAGE LIGNE VH	3 071,00 €	936	622	611	R	0	0	0	936	622	611	R	0	0	0		
218	17/06/19	VIREMENT LIGNE ASS AUTO	1 500,00 €	930	0202	678	BMG	0	0	0	930	0202	6161	BMG	0	0	0		
219	17/06/19	VIREMENT LIGNE ASS AUTO	1 000,00 €	930	0202	6188	BMG	0	0	0	930	0202	6161	BMG	0	0	0		
220	17/06/19	VIREMENT LIGNE ASS AUTO	4 510,00 €	930	0202	60636	BMG	0	0	0	930	0202	6161	BMG	0	0	0		

N°	Date	Libellé	Montant	Imputation source				Enveloppe source	Opération source			Imputation destination				Enveloppe destination	Opération destination		
221	17/06/19	VIREMENT LIGNE ASS AUTO	940,00 €	930	0202	62268	BMG	0	0	0	930	0202	6161	BMG	0	0	0		
222	18/06/19	VIREMENT	35 500,00 €	900	0202	21838	BFI	2018 SYSTINF	2018 INF	2018000	900	0202	2051	BFI	2018 SYSTINF	2018 INF	2018000		
223	14/06/19	RE EQUILIBRAGE LIGNE VH	1 210,50 €	936	621	678	R	0	0	0	936	622	611	R	0	0	0		
224	17/06/19	REMBOURSEMENT EMPRUNT BP 73	3 214,29 €	943		66111	BB	0	0	0	943		6688	BB	0	0	0		
225	17/06/19	REGUL VIREMENT	3 214,29 €	943		6688	BB	0	0	0	943		66111	BB	0	0	0		
226	21/06/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	6 745,00 €	900	0202	231351	RB	2018 BATINSTITU	2018 0MAIN	2018000	900	0202	2157	RB	2018 BATINSTITU	2018 0RENO	2018000		
227	20/06/19	VIREMENT DE CREDIT JUIN 19	10 000,00 €	930	0201	64111	BFH	0	0	0	930	0201	6231	BFH	0	0	0		
228	24/06/19	VIREMENTS SUITE A CP 28/06I	10 000,00 €	933	32	6574	BB	0	2019 PDFB	1003	933	311	6574	BB	0	2019 PDFB	1003		
229	25/06/19	REMBOURSEMENT AVANCE	55 777,47 €	925		23153		0	0	0	925		23151		0	0	0		
230	27/06/19	Virement de crédits	1 000,00 €	935	52	611	BL	0	0	0	935	52	673	BL	0	0	0		
231	27/06/19	Virement de crédits	13 370,00 €	935	551	651141.1	BL	0	0	0	935	553	651144.1	BL	0	0	0		
232	27/06/19	Virement de crédits	1 500,00 €	935	58	6574.68	BL	0	2019 PDSD	1007	935	58	6568	BL	0	0	0		
233	27/06/19	virement vers cpte 6541	294,77 €	938	81	6542	BB	0	0	0	938	81	6541	BB	0	0	0		
234	27/06/19	virement vers cpte 6541	5 689,22 €	935	52	673	BB	0	0	0	935	538	6541	BB	0	0	0		
235	27/06/19	Virement de crédits	20 000,00 €	935	532	62261	BL	0	0	0	935	532	6188	BL	0	0	0		
236	28/06/19	VIREMENT DE CREDITS	4 340,00 €	932	221	62268	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	932	221	6132	DIAD	0	2019 PDIAD	1000		
237	28/06/19	virement vers cpte 6541	86,36 €	938	81	6542	BB	0	0	0	938	81	6541	BB	0	0	0		
238	28/06/19	VIREMENT DE CREDITS	738,00 €	933	33	6568.20	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	933	33	6236	DIAD	0	2019 PDIAD	1000		
239	01/07/19	VIREMENT VERS 6156	225,00 €	933	315	60621	RB	0	0	0	933	315	6156	RB	0	0	0		
240	01/07/19	VIREMENT VERS 6156	330,00 €	930	0202	6188	RB	0	0	0	930	0202	6156	RB	0	0	0		
241	01/07/19	BESOIN CAPACITE ENGAGEMENT	900 000,00 €	906	621	23151	R	2019 TXVOIRIE	2019 RS	2019000	906	621	23151	R	2019 TXVOIRIE	2019 RC	2019000		
242	01/07/19	BESOIN CAPACITE ENGAGEMENT	300 000,00 €	906	621	23151	R	2019 TXVOIRIE	2019 ROA	2019000	906	621	23151	R	2019 TXVOIRIE	2019 RC	2019000		
244	01/07/19	VIREMENT VERS 60611	70,00 €	930	0202	6064	POLEN	0	0	0	930	0202	60611	POLEN	0	0	0		
245	03/07/19	VIREMENT VERS 6156	600,00 €	934	40	615221	RB	0	0	0	934	40	6156	RB	0	0	0		
246	03/07/19	VIREMENT ACHAT DALLES PLAFOND	2 800,00 €	902	221	2157	BMG	2017 MOBI.MAT	2017 OUTIL	201702	902	221	2181	BMG	2017 MOBI.MAT	2017 OUTIL	201702		
247	03/07/19	VIREMENT VERS 6156	1 690,00 €	930	0202	615221	RB	0	0	0	930	0202	6156	RB	0	0	0		
248	03/07/19	VIREMENT VERS 6156	337,00 €	933	312	611	RB	0	0	0	933	312	6156	RB	0	0	0		
249	03/07/19	VIREMENT VERS 6156	750,00 €	933	315	60612	RB	0	0	0	933	315	6156	RB	0	0	0		
251	03/07/19	VIREMENT VERS 6156	5 250,00 €	932	221	611	RB	0	0	0	932	221	6156	RB	0	0	0		
252	03/07/19	VIREMENT VERS 6156	6 000,00 €	932	221	60632	RB	0	0	0	932	221	6156	RB	0	0	0		
253	04/07/19	DGE	200 000,00 €	917	74	1331	BB	0	0	0	917	74	1336	BB	0	0	0		
254	04/07/19	AMENAGEMENTS FONCIERS	97 817,23 €	924		454429	DAD	0	0	0	924		454221	DIAD	0	0	0		
255	04/07/19	AMENAGEMENTS FONCIERS	62 870,85 €	924		454429	DAD	0	0	0	924		454223	DIAD	0	0	0		

N°	Date	Libellé	Montant	Imputation source			Enveloppe source	Opération source			Imputation destination			Enveloppe destination	Opération destination		
256	04/07/19	AMENAGEMENTS FONCIERS	182 830,75 €	924		454429	DAD	0	0	0	924	454421	DIAD	0	0	0	
257	04/07/19	AMENAGEMENTS FONCIERS	343 373,07 €	924		454429	DAD	0	0	0	924	454422	DIAD	0	0	0	
258	04/07/19	Ajustement de crédit	4 000,00 €	930	023	60632	COM	0	2019 PCOM	1002	930 023	6238.21	COM	0	2019 PCOM	1002	
259	08/07/19	Ajustement de crédit	1 000,00 €	930	023	60632	COM	0	2019 PCOM	1002	930 023	6234	COM	0	2019 PCOM	1002	
260	08/07/19	VIREMENT VERS 6156	250,00 €	932	221	60632	RB	0	0	0	932 221	6156	RB	0	0	0	
261	09/07/19	BESOIN CREDITS DE PAIEMENT	120 000,00 €	906	621	23151	R	2019 TXVOIRIE	2019 ROA	2019000	906 621	23151	R	2019 TXVOIRIE	2019 SEOP	2019000	
262	09/07/19	VIREMENT VERS 61558	100,00 €	934	40	60611	RB	0	0	0	934 40	61558	RB	0	0	0	
263	09/07/19	NEUTRALISATION PHASAGE	90 000,00 €	906	621	23151	R	2018 TXVOIRIE	2018 RC	2018000	906 621	23151	R	2019 TXVOIRIE	2019 RC	2019000	
264	16/07/19	NEUTRALISATION PHASAGE	10 000,00 €	906	621	23151	R	2018 TXVOIRIE	2018 ROA	2018000	906 621	23151	R	2019 TXVOIRIE	2019 ROA	2019000	
265	16/07/19	NEUTRALISATION PHASAGE	5 000,00 €	906	621	23151	R	2017 TXVOIRIE	2017 ROA	2017000	906 621	23151	R	2019 TXVOIRIE	2019 ROA	2019000	
267	16/07/19	NEUTRALISATION PHASAGE	55 000,00 €	906	621	23151	R	2017 TXVOIRIE	2017 RS	2017000	906 621	23151	R	2019 TXVOIRIE	2019 RS	2019000	
268	11/07/19	VIREMENT REGUL TVA BAGNOLS	0,21 €	939	90	673	BB	0	0	0	939 90	678	BB	0	0	0	
269	12/07/19	Virement de crédit classique	275,00 €	933	315	6241	BH	0	2019 PARCH	1006	933 315	6064	BH	0	2019 PARCH	1006	
270	12/07/19	VIREMENT LIGNE AFFRANCHISSEMENT	500,00 €	930	0202	6064	POLEN	0	0	0	930 0202	6261	POLEN	0	0	0	
271	16/07/19	VIREMENT FIPHFP	1 600,00 €	930	023	673	BB	0	0	0	930 0202	6488	BB	0	0	0	
272	17/07/19	Virement de crédits	1 000,00 €	935	51	6523	BLASE	0	0	0	935 51	6245	BLASE	0	0	0	
273	18/07/19	VIREMENT DE CREDITS	25 190,00 €	919	93	20422	DAD	2018 DEVAGRITOU	2018 FAD	674	919 93	20422	DAD	2018 DEVAGRITOU	2018 IMMO	677	
274	18/07/19	PAIEMENT CONVENTION DENEIGEMENT	5 000,00 €	936	621	60633	R	0	0	0	936 622	611	R	0	0	0	
275	19/07/19	VIREMENT DE CREDITS	2 520,00 €	937	70	6236	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	937 70	6185	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	
276	19/07/19	VIREMENT POUR CONVENTION POLEN	1 925,00 €	930	023	673	BB	0	0	0	930 0202	6568	POLEN	0	0	0	
277	22/07/19	REGUL VIREMENT	17 875,00 €	926		2804111		0	0	0	926	2804113		0	0	0	
278	22/07/19	VRT U02 SDG 52 VERS 56	550,00 €	936	621	678	R	0	0	0	936 621	6156	R	0	0	0	
279	23/07/19	VRT 100953 VERS 100957	1 208,11 €	936	621	60628	R	0	0	0	936 621	6353	R	0	0	0	
280	23/07/19	VIR DE 100953 VERS 100965	5 000,00 €	936	621	60628	R	0	0	0	936 621	61551	R	0	0	0	
281	24/07/19	Virement de crédits	20 000,00 €	935	532	6188	BL	0	0	0	935 532	6188.1	BL	0	0	0	
282	25/07/19	VIREMENT DE CREDITS	314,00 €	932	28	6574	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	932 28	65734	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	
283	25/07/19	VIREMENT DE CREDITS	406,00 €	932	221	62268	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	932 28	65734	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	
284	25/07/19	pour reception	40,40 €	933	313	6248	BI	0	2019 PMDL	1005	933 313	6234	BI	0	2019 PMDL	1005	
285	26/07/19	VIREMENT VERS 6156	670,00 €	932	221	60632	RB	0	0	0	932 221	6156	RB	0	0	0	
286	26/07/19	VIREMENT VERS 6156	65,00 €	933	315	611	RB	0	0	0	933 315	6156	RB	0	0	0	
287	26/07/19	VIREMENT VERS 6156	180,00 €	933	312	615221	RB	0	0	0	933 312	6156	RB	0	0	0	
288	26/07/19	VIREMENT DE CREDITS	1 029,00 €	930	0202	6132	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	930 0202	6182	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	
289	26/07/19	VIREMENT DE CREDITS	1 303 000,00 €	916	628	204114	BC	2015 CONTRAT	2015 FRED	610	916 628	204113	BC	2015 CONTRAT	2015 FRED	610	

N°	Date	Libellé	Montant	Imputation source				Enveloppe source	Opération source			Imputation destination				Enveloppe destination		Opération destination	
290	29/07/19	VIREMENT POUR TRANSP DE BIENS	1 300,00 €	930	0202	611	BMG	0	0	0	930	0202	6241	BMG	0	0	0	0	
291	01/08/19	VIREMENT DE CREDITS	4 864,00 €	937	738	65737	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	937	738	65735	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	1000	
292	01/08/19	VIREMENT DE CREDITS	7 300,00 €	930	0202	6132	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	930	0202	63512	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	1000	
293	02/08/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	200,00 €	932	221	615221	RB	0	0	0	932	221	6156	RB	0	0	0	0	
294	06/08/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	8 000,00 €	902	221	2317312	RB	2019 BATENSEIGN	2019 2ADAP	2019000	902	221	238	RB	2019 BATENSEIGN	2019 2ADAP	2019000	2019000	
296	06/08/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	4 100,00 €	900	0202	231351	RB	2018 BATINSTITU	2018 0MAIN	2018000	900	0202	2157	RB	2018 BATINSTITU	2018 0RENO	2018000	2018000	
297	02/08/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	30,00 €	933	315	615221	RB	0	0	0	933	315	6156	RB	0	0	0	0	
298	02/08/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	200,00 €	930	0202	615221	RB	0	0	0	930	0202	6156	RB	0	0	0	0	
299	06/08/19	Virement de crédit classique	30,00 €	933	315	6241	BH	0	2019 PARCH	1006	933	315	6281	BH	0	2019 PARCH	1006	1006	
300	06/08/19	plus d'abon. pour cette ligne	625,00 €	933	313	6281	BI	0	2019 PMDL	1005	933	313	6065	BI	0	2019 PMDL	1005	1005	
301	06/08/19	a basculer sur reception	100,00 €	933	313	6248	BI	0	2019 PMDL	1005	933	313	6234	BI	0	2019 PMDL	1005	1005	
302	06/08/19	a basculer sur reception	94,49 €	933	313	61558.3	BI	0	2019 PMDL	1005	933	313	6234	BI	0	2019 PMDL	1005	1005	
303	08/08/19	VIREMENT DE CREDIT AOUT 19	850,00 €	939	90	6453	BFH	0	0	0	939	90	6218	BFH	0	0	0	0	
304	14/08/19	Virement de crédit classique	1 090,00 €	933	315	6188	BH	0	2019 PARCH	1006	933	315	6188.106	BH	0	2019 PARCH	1006	1006	
305	19/08/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	5 500,00 €	905	50	231351	RB	2018 BATINSTITU	2018 0MAIN	2018000	905	50	231351	RB	2018 BATINSTITU	2018 0RENO	2018000	2018000	
306	23/08/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	10 000,00 €	902	221	2317312	RB	2018 BATENSEIGN	2018 2ADAP	2018000	902	221	2031	RB	2018 BATENSEIGN	2018 2ADAP	2018000	2018000	
307	19/08/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	25 000,00 €	902	221	2317312	RB	2018 BATENSEIGN	2018 2MAIN	2018000	902	221	2317312	RB	2018 BATENSEIGN	2018 2RENO	2018000	2018000	
308	23/08/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	5 000,00 €	902	23	2317312	RB	2018 BATENSEIGN	2018 2MAIN	2018000	902	221	2317312	RB	2018 BATENSEIGN	2018 2RENO	2018000	2018000	
309	19/08/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	45 000,00 €	902	221	2317312	RB	2018 BATENSEIGN	2018 2ADAP	2018000	902	221	2317312	RB	2018 BATENSEIGN	2018 2RENO	2018000	2018000	
310	23/08/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	5 000,00 €	902	23	2317312	RB	2018 BATENSEIGN	2018 2RENO	2018000	902	221	2031	RB	2018 BATENSEIGN	2018 2RENO	2018000	2018000	
311	23/08/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	25 000,00 €	902	221	231312	RB	2018 BATENSEIGN	2018 2RENO	2018000	902	221	2317312	RB	2018 BATENSEIGN	2018 2RENO	2018000	2018000	
312	23/08/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	4 000,00 €	902	23	21841	RB	2018 BATENSEIGN	2018 2RENO	2018000	902	221	2317312	RB	2018 BATENSEIGN	2018 2RENO	2018000	2018000	
313	19/08/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	2 000,00 €	936	621	6156	RB	0	0	0	936	621	615221	RB	0	0	0	0	
314	19/08/19	REGUL PRIME ASS RC 2018	1 350,00 €	930	0202	6182	BMG	0	0	0	930	0202	6168	BMG	0	0	0	0	
315	20/08/19	Ajustement de crédit	6 000,00 €	930	023	6188	COM	0	2019 PCOM	1002	930	023	6233	COM	0	2019 PCOM	1002	1002	
317	21/08/19	OPA 2SEM 2019	3 445,38 €	936	621	64111	BFH	0	0	0	936	621	6218	BFH	0	0	0	0	
318	21/08/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	1 000,00 €	932	23	611	RB	0	0	0	932	221	611	RB	0	0	0	0	
319	23/08/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	359,10 €	900	0202	231351	RB	2018 BATINSTITU	2018 0RENO	2018000	900	0202	21848	RB	2018 BATINSTITU	2018 0RENO	2018000	2018000	
320	23/08/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	600,00 €	906	621	2317318	RB	2017 BATROUTES	2017 6RENO	2017000	906	621	21848	RB	2017 BATROUTES	2017 6RENO	2017000	2017000	
321	22/08/19	Virement de crédits 2019	1 234,00 €	939	928	6281	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	939	928	60632	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	1000	
322	22/08/19	TRANSPORT NATATION CNE	256,00 €	932	28	65734	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	932	28	6574	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	1000	
323	22/08/19	Ajustement de crédit	2 000,00 €	930	023	60632	COM	0	2019 PCOM	1002	930	023	6234	COM	0	2019 PCOM	1002	1002	
324	23/08/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	250,00 €	933	314	6188	RB	0	0	0	933	315	611	RB	0	0	0	0	

N°	Date	Libellé	Montant	Imputation source				Enveloppe source	Opération source			Imputation destination				Enveloppe destination	Opération destination		
325	23/08/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	150,00 €	933	313	611	RB	0	0	0	933	315	611	RB	0	0	0		
326	26/08/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	1 400,00 €	932	23	6156	RB	0	0	0	932	221	6156	RB	0	0	0		
327	26/08/19	REPARTITION DES REVISIONS DE	6 036,74 €	936	621	60633	R	0	0	0	936	621	60633	R	0	0	0		
328	26/08/19	REPARTITIONS DES REVISIONS DE	7 827,19 €	936	621	60633	R	0	0	0	936	621	60633	R	0	0	0		
329	26/08/19	REPARTITIONS DES REVISIONS DE	6 153,49 €	936	622	60633	R	0	0	0	936	621	60633	R	0	0	0		
330	28/08/19	BESOIN CREDITS LIGNES PARC	84 638,00 €	906	621	2157	R	2018 PARC	2018 PARC	2018000	906	622	2182	R	2018 PARC	2018 PARC	2018000		
331	28/08/19	BESOIN CREDITS LIGNES PARC	851 843,00 €	906	621	2182	R	2018 PARC	2018 PARC	2018000	906	622	2182	R	2018 PARC	2018 PARC	2018000		
332	28/08/19	BESOIN CREDITS LIGNES PARC	47 000,00 €	906	622	2182	R	2019 PARC	2019 PARC	2019000	906	621	2182	R	2019 PARC	2019 PARC	2019000		
333	28/08/19	BESOIN CREDITS LIGNES PARC	220 000,00 €	906	622	2182	R	2019 PARC	2019 PARC	2019000	906	621	2157	R	2019 PARC	2019 PARC	2019000		
334	27/08/19	DE TS2019000 VERS RC2019000	200 000,00 €	906	621	23151	R	2019 TXVOIRIE	2019 TS	2019000	906	621	23151	R	2019 TXVOIRIE	2019 RC	2019000		
335	30/08/19	VIREMENT DE CREDITS	1 829,20 €	924		454411	DIAD	2019 AMEFONCFOR	2019 ECHAM	731	924		454410	DIAD	2019 AMEFONCFOR	2019 ECHAM	731		
336	28/08/19	Besoin GPER vu avec J. SOUCHON	25 000,00 €	936	622	60633	R	0	0	0	936	621	60633	R	0	0	0		
337	28/08/19	COMITES SPORTIFS	5 500,00 €	933	32	6574.14	BD	0	2019 PDDEC	1004	933	32	6574.18	BD	0	2019 PDDEC	1004		
338	28/08/19	SUB DIV SPORT MANIF	3 500,00 €	933	32	6574.45	BD	0	2019 PDDEC	1004	933	32	6574.18	BD	0	2019 PDDEC	1004		
339	29/08/19	VIREMENT	4 000,00 €	930	0202	6156	BFI	0	0	0	930	0202	6188	BFI	0	0	0		
340	30/08/19	admission en non valeur	2 500,00 €	935	561	611.6	BLRSA	0	0	0	935	567	6541	BB	0	0	0		
341	30/08/19	admission en non valeur	5 006,33 €	935	567	6542	BB	0	0	0	935	567	6541	BB	0	0	0		
342	30/08/19	admission en non valeur	23,78 €	930	023	673	BB	0	0	0	930	0202	6541	BB	0	0	0		
343	30/08/19	admission en non valeur	518,91 €	936	621	6542	BB	0	0	0	936	621	6541	BB	0	0	0		
344	30/08/19	admission en non valeur	0,31 €	936	621	6542	BB	0	0	0	936	61	6541	BB	0	0	0		
345	30/08/19	admission en non valeur	1,41 €	935	52	6542	BB	0	0	0	935	52	6541	BB	0	0	0		
346	30/08/19	admission en non valeur	597,79 €	935	52	673	BB	0	0	0	935	538	6541	BB	0	0	0		
347	30/08/19	admission en non valeur	4 170,80 €	938	81	673	BB	0	0	0	938	81	6541	BB	0	0	0		
348	30/08/19	admission en non valeur	0,05 €	935	52	6542	BB	0	0	0	935	51	6541	BB	0	0	0		
350	02/09/19	VIRT VERS SDG 426	10 000,00 €	936	621	6135	R	0	0	0	936	621	60633	R	0	0	0		
351	02/09/19	VIRT VERS SDG 426	14 000,00 €	936	622	60633	R	0	0	0	936	621	60633	R	0	0	0		
352	02/09/19	Virement de crédits	15 000,00 €	935	52	65242	BL	0	0	0	935	52	65242.2	BL	0	0	0		
353	02/09/19	VIREMENT	3 000,00 €	930	0202	6156	BFI	0	0	0	930	0202	60632.1	BFI	0	0	0		
354	03/09/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	400,00 €	932	23	611	RB	0	0	0	932	221	611	RB	0	0	0		
355	04/09/19	VIREMENT DE CREDITS	3 000,00 €	933	33	6188	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	933	33	6574.87	DIAD	0	2019 PDIAD	1000		
356	04/09/19	VIREMENT DE CREDITS	8 688,00 €	917	731	204141	DIAD	2019 DECHETS	2019 DECHE	737	917	731	20421	DIAD	2019 DECHETS	2019 DECHE	737		
357	04/09/19	VIREMENT DE CREDITS	935,00 €	919	93	204182	DAD	2018 DEVAGRITOU	2018 FAD	674	919	93	20422	DAD	2018 DEVAGRITOU	2018 FAD	674		
358	05/09/19	Virement de crédits 2019	3 000,00 €	939	90	6574.90	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	939	91	65737	DIAD	0	2019 PDIAD	1000		

N°	Date	Libellé	Montant	Imputation source				Enveloppe source	Opération source				Imputation destination				Enveloppe destination	Opération destination			
359	05/09/19	Virement de crédits 2019	593,56 €	939	94	6568	DIAD	0	2019	PDIAD	1000	939	94	6574.88	DIAD	0	2019	PDIAD	1000		
360	05/09/19	Virement de crédits 2019	606,44 €	939	94	6188	DIAD	0	2019	PDIAD	1000	939	94	6574.88	DIAD	0	2019	PDIAD	1000		
361	05/09/19	Virement de crédits 2019	1 766,00 €	939	90	6574.90	DIAD	0	2019	PDIAD	1000	939	928	60632	DIAD	0	2019	PDIAD	1000		
362	05/09/19	VIREMENT DE CREDITS	5 500,00 €	939	90	6188.2	DIAD	0	2019	PDIAD	1000	939	90	6234.2	DIAD	0	2019	PDIAD	1000		
363	05/09/19	VIREMENT DE CREDITS	500,00 €	939	90	6188.2	DIAD	0	2019	PDIAD	1000	939	90	6238.2	DIAD	0	2019	PDIAD	1000		
364	05/09/19	VIREMENT DE CREDITS	3 000,00 €	939	90	65734.90	DIAD	0	2019	PDIAD	1000	939	90	65737.90	DIAD	0	2019	PDIAD	1000		
365	06/09/19	VIRT VERS SDG 426	4 500,00 €	936	621	6135	R	0	0	0	936	621	60633	R	0	0	0	0			
366	11/09/19	ACHAT DE MATERIELS DPT	1 000,00 €	900	0202	21848	BMG	2017	MOBI.MAT	2017	ADMIN	201701	900	0202	2157	BMG	2017	MOBI.MAT	2017	OUTIL	201702
367	10/09/19	VIREMENT VERS 6156	5,00 €	933	313	615221	RB	0	0	0	933	313	6156	RB	0	0	0	0			
368	10/09/19	Virement de crédits	300,00 €	935	51	652412	BLASE	0	0	0	935	51	6245	BLASE	0	0	0	0			
369	11/09/19	Virement de crédits	2 000,00 €	935	58	611	BL	0	0	0	935	58	6574.68	BL	0	2019	PDSD	1007			
370	12/09/19	VIREMENT VERS 615221	700,00 €	936	621	60621	RB	0	0	0	936	621	615221	RB	0	0	0	0			
371	12/09/19	VIR DE 100964 VERS 100952	30 000,00 €	936	621	60622	R	0	0	0	936	621	60628	R	0	0	0	0			
372	12/09/19	Virement de crédits	1 700,00 €	935	51	652412	BLASE	0	0	0	935	51	652415	BLASE	0	0	0	0			
373	12/09/19	Virement de crédits	100,00 €	935	51	652412	BLASE	0	0	0	935	51	62261	BLASE	0	0	0	0			
375	13/09/19	VIRT VERS SDG 426	2 000,00 €	936	622	611	R	0	0	0	936	621	60633	R	0	0	0	0			
376	13/09/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	200 000,00 €	900	0202	21311	RB	2018	BATINSTITU	2018	ORENO	2018000	900	0202	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	ORENO	2018000
378	13/09/19	Virement de crédits	1 000,00 €	934	41	60632	BLPMI	0	0	0	934	41	6188	BLPMI	0	0	0	0			
379	16/09/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	2 500,00 €	903	312	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	ORENO	2018000	903	315	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	ORENO	2018000
380	16/09/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	2 092,10 €	903	313	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	ORENO	2018000	903	315	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	ORENO	2018000
381	16/09/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	3 900,00 €	903	314	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	ORENO	2018000	903	315	231351	RB	2018	BATINSTITU	2018	ORENO	2018000
382	16/09/19	Virement de crédits	1 000,00 €	935	51	652412	BLASE	0	0	0	935	51	6245	BLASE	0	0	0	0			
383	16/09/19	VIREMENT VERS 615221	600,00 €	932	221	6135	RB	0	0	0	932	221	615221	RB	0	0	0	0			
384	17/09/19	Rephasage AP	100 000,00 €	902	221	231312	RB	2016	MEYRUEIS	2016	MEYRU	2016000	902	221	2317312	RB	2016	BATENSEIGN	2016	2ADAP	2016000
385	17/09/19	Rephasage AP	180 000,00 €	902	221	2317312	RB	2019	BATENSEIGN	2019	2ADAP	2019000	902	221	2317312	RB	2016	BATENSEIGN	2016	2ADAP	2016000
386	20/09/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	93 000,00 €	902	221	2031	RB	2016	BATENSEIGN	2016	2ADAP	2016000	902	221	2317312	RB	2016	BATENSEIGN	2016	2ADAP	2016000
387	20/09/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	41 825,00 €	903	315	231314	RB	2016	BUREAUX	2016	BURO	2016000	903	315	2031	RB	2016	BUREAUX	2016	BURO	2016000
388	20/09/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	7 500,00 €	906	621	2317318	RB	2017	BATROUTES	2017	6RENO	2017000	906	621	231318	RB	2017	BATROUTES	2017	6RENO	2017000
389	17/09/19	VIREMENT VERS 615221	350,00 €	936	621	6156	RB	0	0	0	936	621	615221	RB	0	0	0	0			
390	19/09/19	Virements de crédits	13 000,00 €	939	90	6188.2	DIAD	0	2019	PDIAD	1000	939	928	6574.86	DIAD	0	2019	PDIAD	1000		
391	19/09/19	Virements de crédits	4 200,00 €	939	90	6231.2	DIAD	0	2019	PDIAD	1000	939	928	6574.86	DIAD	0	2019	PDIAD	1000		
392	19/09/19	Virements de crédits	2 600,00 €	939	95	6513	DIAD	0	2019	PDIAD	1000	939	928	6574.86	DIAD	0	2019	PDIAD	1000		
393	19/09/19	Virements de crédits	3 000,00 €	939	91	65737	DIAD	0	2019	PDIAD	1000	939	928	6574.86	DIAD	0	2019	PDIAD	1000		

N°	Date	Libellé	Montant	Imputation source				Enveloppe source	Opération source				Imputation destination				Enveloppe destination	Opération destination	
394	19/09/19	Virements de crédits	2 100,00 €	939	90	6574	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	939	928	6574.86	DIAD	0	2019 PDIAD	1000		
395	19/09/19	Virements de crédits	25 100,00 €	939	928	6574	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	939	928	6574.86	DIAD	0	2019 PDIAD	1000		
396	19/09/19	Virements de crédits	10 000,00 €	939	928	6574.92	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	939	928	6574.86	DIAD	0	2019 PDIAD	1000		
397	19/09/19	Vers GPER	6 000,00 €	936	621	6135	R	0	0	0	936	621	60633	R	0	0	0		
398	19/09/19	VIREMENT VERS 615221	1 500,00 €	932	221	60632	RB	0	0	0	932	221	615221	RB	0	0	0		
400	23/09/19	VIREMENT PED	1 601,00 €	933	312	6574	BB	0	2019 PDFB	1003	933	311	6574	BB	0	2019 PDFB	1003		
401	23/09/19	VIREMENT PED	9 249,00 €	933	312	6574	BB	0	2019 PDFB	1003	933	32	6574	BB	0	2019 PDFB	1003		
402	23/09/19	VIREMENT PED	9 875,00 €	939	91	6574	BB	0	2019 PDFB	1003	939	94	6574	BB	0	2019 PDFB	1003		
403	23/09/19	VIRT VERS SDG 43	6 000,00 €	936	622	60633	R	0	0	0	936	621	60633	R	0	0	0		
404	23/09/19	VIREMENT	18 000,00 €	900	0202	2051	BFI	2017 SYSTINF	2017 LOG	655	900	0202	21838	BFI	2017 SYSTINF	2017 INF	656		
405	25/09/19	VIREMENT	23 000,00 €	900	0202	2051	BFI	2018 SYSTINF	2018 LOG	2018000	900	0202	21838	BFI	2018 SYSTINF	2018 INF	2018000		
406	24/09/19	SUB DIV CULTURE	800,00 €	933	311	6574	BD	0	2019 PDDEC	1004	933	311	6188	BD	0	2019 PDDEC	1004		
407	24/09/19	SUB DIV SPORT MANIF	5,00 €	933	32	6574.45	BD	0	2019 PDDEC	1004	933	311	6188	BD	0	2019 PDDEC	1004		
408	24/09/19	Transfert de ligne	1 000,00 €	930	021	6234	CAB	0	0	0	930	021	6232	CAB	0	0	0		
409	24/09/19	Transfert de ligne	1 000,00 €	930	021	6234	CAB	0	0	0	930	0202	6247	CAB	0	0	0		
410	24/09/19	DE TU2019000 VERS SEOP2019000	50 000,00 €	906	621	23151	R	2019 TXVOIRIE	2019 TU	2019000	906	621	23151	R	2019 TXVOIRIE	2019 SEOP	2019000		
411	25/09/19	VIREMENT DE CREDITS	600,00 €	939	90	6132.2	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	939	90	6234.2	DIAD	0	2019 PDIAD	1000		
412	25/09/19	VIREMENT DE CREDITS	1 800,00 €	939	90	6188.2	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	939	90	6233.2	DIAD	0	2019 PDIAD	1000		
413	25/09/19	VIREMENT DE CREDITS	1 205,11 €	939	90	6233	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	939	90	6245.2	DIAD	0	2019 PDIAD	1000		
414	25/09/19	VIREMENT DE CREDITS	539,09 €	939	90	60623.2	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	939	90	6245.2	DIAD	0	2019 PDIAD	1000		
415	25/09/19	VIREMENT DE CREDITS	200,00 €	939	90	6188.2	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	939	90	6245.2	DIAD	0	2019 PDIAD	1000		
416	30/09/19	VIREMENT DE CREDITS	2 455,00 €	919	93	204142	BC	2015 CONTRAT	2015 FRED	610	919	94	204142	BC	2015 CONTRAT	2015 FRED	610		
417	25/09/19	VIREMENT VERS 615221	500,00 €	932	221	61558	RB	0	0	0	932	221	615221	RB	0	0	0		
419	25/09/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	500,00 €	936	621	611	RB	0	0	0	936	621	615221	RB	0	0	0		
420	25/09/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	3 000,00 €	932	23	615221	RB	0	0	0	932	221	615221	RB	0	0	0		
421	25/09/19	Besoin Credit Location	5 000,00 €	936	622	60633	R	0	0	0	936	621	6135	R	0	0	0		
422	25/09/19	Virement de crédit classique	1 350,00 €	933	315	6188	BH	0	2019 PARCH	1006	933	315	6188.106	BH	0	2019 PARCH	1006		
423	26/09/19	Vers GPER	12 000,00 €	936	621	6135	R	0	0	0	936	621	60633	R	0	0	0		
424	26/09/19	Virement de crédits 2019	1 500,00 €	939	928	6236	DIAD	0	2019 PDIAD	1000	939	928	60623	DIAD	0	2019 PDIAD	1000		
425	27/09/19	DE TU2019000 VERS TM2019000	5 000,00 €	906	621	23151	R	2019 TXVOIRIE	2019 TU	2019000	906	621	23151	R	2019 TXVOIRIE	2019 TM	2019000		
426	30/09/19	Besoin Fonctio	2 600,00 €	936	622	60633	R	0	0	0	936	621	60633	R	0	0	0		
427	30/09/19	Besoin VH	3 000,00 €	936	621	6135	R	0	0	0	936	622	60633	R	0	0	0		
428	30/09/19	Virement de crédits	1 000,00 €	935	51	6523	BLASE	0	0	0	935	51	6245	BLASE	0	0	0		

N°	Date	Libellé	Montant	Imputation source				Enveloppe source	Opération source			Imputation destination				Enveloppe destination	Opération destination		
429	30/09/19	Besoin location vu C BOUCHARD	2 700,00 €	936	622	60633	R	0	0	0	0	936	621	6135	R	0	0	0	
430	30/09/19	VIREMENT	8 900,00 €	930	0202	6156	BFI	0	0	0	0	930	0202	6188	BFI	0	0	0	
<b>394</b>																			

### 1 Laboratoire Départemental d'Analyses :

N°	Date	Libellé	Montant	Imputation source				Enveloppe source	Opération source			Imputation destination				Enveloppe destination	Opération destination		
11	10/01/19	VIREMENT VERS LIGNE 6241	1 000,00 €			60668	BM	0	0	0	0	6241	BM	0	0	0	0	0	
36	21/01/19	PRELEVEMENT A LA SOURCE LDA	10,00 €			6574.1	BB	0	0	0	0	65888	BFH	0	0	0	0	0	
79	15/02/19	VIREMENT VERS LIGNE 6355	271,00 €			60668	BM	0	0	0	0	6355	BM	0	0	0	0	0	
81	18/02/19	VIREMENT VERS LIGNE 6281	14,00 €			60668	BM	0	0	0	0	6281	BM	0	0	0	0	0	
99	18/03/19	VIREMENT VERS LIGNE 6355	226,76 €			60668	BM	0	0	0	0	6355	BM	0	0	0	0	0	
133	11/04/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	1 612,00 €			61521	RB	0	0	0	0	6156	RB	0	0	0	0	0	
156	19/04/19	VIREMENT VERS LIGNE 6355	260,76 €			60668	BM	0	0	0	0	6355	BM	0	0	0	0	0	
194	22/05/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	2 048,00 €			61521	RB	0	0	0	0	6156	RB	0	0	0	0	0	
199	27/05/19	VIREMENT VERS LIGNE 6156	13 724,23 €			61558	BM	0	0	0	0	6156	BM	0	0	0	0	0	
205	05/06/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	30,00 €			615221	RB	0	0	0	0	6156	RB	0	0	0	0	0	
216	14/06/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	350,00 €			615221	RB	0	0	0	0	6156	RB	0	0	0	0	0	
243	01/07/19	VIREMENT 615221	360,00 €			61558	RB	0	0	0	0	615221	RB	0	0	0	0	0	
250	03/07/19	VIREMENT VERS 6156	1 857,00 €			60612	RB	0	0	0	0	6156	RB	0	0	0	0	0	
316	21/08/19	ALOES fact. 19/799 juil.2019	439,20 €			64111	BFH	0	0	0	0	6218	BFH	0	0	0	0	0	
349	30/08/19	admission en non valeur	1 481,13 €			6542	BB	0	0	0	0	6541	BB	0	0	0	0	0	
377	13/09/19	VIREMENT VERS LIGNE 6241	1 000,00 €			60668	BM	0	0	0	0	6241	BM	0	0	0	0	0	
418	25/09/19	TRANSFERT P/AUTRES IMPUTATION	700,00 €			611	RB	0	0	0	0	615221	RB	0	0	0	0	0	
<b>17</b>																			

### 3 Domaine des Boissets :

N°	Date	Libellé	Montant	Imputation source				Enveloppe source	Opération source			Imputation destination				Enveloppe destination	Opération destination		
42	28/01/19	Virement de crédits	91,00 €			65888	DID	0	0	0	0	65888	DIAD	0	0	0	0	0	
374	13/09/19	VIREMENT VERS 60612	2 600,00 €			615221	RB	0	0	0	0	60612	RB	0	0	0	0	0	
399	20/09/19	VIREMENT VERS 60612	1 000,00 €			615221	RB	0	0	0	0	60612	RB	0	0	0	0	0	
<b>3</b>																			

# BUDGET PRINCIPAL DEPENSES FONCTIONNEMENT

## Fonctionnement

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
		002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				<b>Somme :</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
930	020	6132	Locations immobilières	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	60623	Alimentation	BFH	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	0201	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	50 000,00	0,00	0,00	10 000,00	60 000,00	-2 000,00	58 000,00
	0201	6218	Autre personnel extérieur	BFH	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	-3 000,00	2 000,00
	0201	6225	Indemnités au comptable et aux régisseurs	BFH	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	0201	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	BMP	F	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	0201	6227	Frais d'actes et de contentieux	BMP	F	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	-5 000,00	10 000,00
	0201	6231	Annonces et insertions	BFH	F	5 000,00	0,00	10 000,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	0201	6231	Annonces et insertions	BMP	F	60 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	-4 000,00	56 000,00
	0201	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
	0201	6255	Frais de déménagement	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	6331	Versement de transport	BFH	F	11 000,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	11 000,00
	0201	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	12 000,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	12 000,00
	0201	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	46 000,00	0,00	0,00	1 000,00	47 000,00	0,00	47 000,00
	0201	64111	Rémunération principale	BFH	F	2 001 000,00	0,00	-60 010,00	35 000,00	1 975 990,00	31 800,00	2 007 790,00
	0201	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	22 000,00	0,00	0,00	1 500,00	23 500,00	1 000,00	24 500,00
	0201	64113	NBI	BFH	F	22 000,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00	10 000,00	32 000,00
	0201	64118	Autres indemnités	BFH	F	474 000,00	0,00	0,00	0,00	474 000,00	0,00	474 000,00
	0201	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	22 000,00	0,00	0,00	1 500,00	23 500,00	0,00	23 500,00
	0201	64131	Rémunérations	BFH	F	365 000,00	0,00	0,00	0,00	365 000,00	20 000,00	385 000,00
	0201	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	410 000,00	0,00	0,00	0,00	410 000,00	5 000,00	415 000,00
	0201	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	700 000,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00	5 000,00	705 000,00
	0201	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	14 000,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00	0,00	14 000,00
	0201	6455	Cotisations pour assurance du personnel	BFH	F	780 000,00	0,00	0,00	0,00	780 000,00	0,00	780 000,00
	0201	6456	Versement au F.N.C du supplément familial	BFH	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	0201	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	-1 000,00	1 000,00

0201	6474	VERSEMENTS AUX OEUVRES SOCIALES	BFH	F	150 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	150 000,00
0201	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	11 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	111 000,00	0,00	111 000,00
0201	6488	Autres charges	BFH	F	57 000,00	0,00	0,00	1 000,00	58 000,00	5 000,00	63 000,00
0201	65888	AUTRES	BFH	F	10,00	0,00	10,00	0,00	20,00	0,00	20,00
0202	60611	Eau et assainissement	POLEN	F	250,00	0,00	70,00	0,00	320,00	0,00	320,00
0202	60611	Eau et assainissement	RB	F	4 600,00	0,00	0,00	0,00	4 600,00	0,00	4 600,00
0202	60612	Energie - Electricité	POLEN	F	5 000,00	0,00	-1 375,00	0,00	3 625,00	0,00	3 625,00
0202	60612	Energie - Electricité	RB	F	47 800,00	0,00	2 500,00	0,00	50 300,00	0,00	50 300,00
0202	60621	Combustibles	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	60621	Combustibles	POLEN	F	5 000,00	0,00	875,00	0,00	5 875,00	0,00	5 875,00
0202	60621	Combustibles	RB	F	78 000,00	0,00	-2 500,00	0,00	75 500,00	0,00	75 500,00
0202	60622	Carburants	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	60623	Alimentation	BB	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
0202	60628	Autres fournitures non stockées	CAB	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
0202	60631	Fournitures d'entretien	BMG	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
0202	60631	Fournitures d'entretien	CAB	F	250,00	0,00	0,00	0,00	250,00	0,00	250,00
0202	60632	Fournitures de petit équipement	BMG	F	28 400,00	0,00	0,00	0,00	28 400,00	0,00	28 400,00
0202	60632.1	Autres fournitures - Informatique	BFI	F	4 000,00	0,00	3 000,00	0,00	7 000,00	0,00	7 000,00
0202	60632.20	Acquisition petit matériel - Conseil général	CAB	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
0202	60636	Habillement et vêtements de travail	BFH	F	24 000,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00	20 000,00	44 000,00
0202	60636	Habillement et vêtements de travail	BMG	F	60 000,00	0,00	-4 510,00	0,00	55 490,00	0,00	55 490,00
0202	6064	Fournitures administratives	BMG	F	60 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
0202	6064	Fournitures administratives	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	6064	Fournitures administratives	POLEN	F	1 000,00	0,00	-570,00	0,00	430,00	0,00	430,00
0202	6065	Livres, disques, cassettes (bibliothèques, médiathèques)	CAB	F	4 500,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00
0202	60668	Autres produits pharmaceutiques	BFH	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
0202	611	Contrats de prestations de services	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	611	Contrats de prestations de services	BMG	F	20 000,00	0,00	-1 300,00	0,00	18 700,00	0,00	18 700,00
0202	611	Contrats de prestations de services	POLEN	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
0202	611	Contrats de prestations de services	RB	F	3 200,00	0,00	0,00	0,00	3 200,00	0,00	3 200,00
0202	6132	Locations immobilières	DIAD	F	298 000,00	0,00	-8 329,00	0,00	289 671,00	-13 000,00	276 671,00
0202	6132	Locations immobilières	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	6135	Locations mobilières	BFI	F	99 000,00	0,00	4 210,00	0,00	103 210,00	0,00	103 210,00
0202	6135	Locations mobilières	POLEN	F	3 700,00	0,00	0,00	0,00	3 700,00	0,00	3 700,00
0202	614	Charges locatives et de copropriété	DIAD	F	46 000,00	0,00	0,00	0,00	46 000,00	0,00	46 000,00
0202	614	Charges locatives et de copropriété	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	61521	Terrains (ENTRETIEN PARCS ET JARDINS)	CAB	F	1 600,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00	0,00	1 600,00
0202	61521	Terrains (ENTRETIEN PARCS ET JARDINS)	POLEN	F	2 000,00	0,00	-1 400,00	0,00	600,00	0,00	600,00
0202	61521	Terrains (ENTRETIEN PARCS ET JARDINS)	RB	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00

0202	615221	BATIMENTS PUBLICS	POLEN	F	500,00	0,00	1 175,00	0,00	1 675,00	0,00	1 675,00
0202	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	16 000,00	0,00	-1 890,00	0,00	14 110,00	0,00	14 110,00
0202	61558	Autres biens mobiliers	BMG	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
0202	61558	Autres biens mobiliers	POLEN	F	250,00	0,00	65,00	0,00	315,00	0,00	315,00
0202	61558	Autres biens mobiliers	RB	F	2 040,00	0,00	0,00	0,00	2 040,00	0,00	2 040,00
0202	61558.1	Entretien du matériel informatique	BFI	F	2 500,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	2 500,00
0202	6156	Maintenance	BFI	F	430 000,00	0,00	-14 210,00	0,00	415 790,00	-60 000,00	355 790,00
0202	6156	Maintenance	BMG	F	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
0202	6156	Maintenance	BN	F	23 000,00	0,00	0,00	0,00	23 000,00	-5 000,00	18 000,00
0202	6156	Maintenance	POLEN	F	1 000,00	0,00	-100,00	0,00	900,00	0,00	900,00
0202	6156	Maintenance	RB	F	7 000,00	0,00	2 220,00	0,00	9 220,00	0,00	9 220,00
0202	6156.3	Maintenance SIT	POLEN	F	1 200,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00
0202	6156.4	Maintenance MAG	POLEN	F	490,00	0,00	0,00	0,00	490,00	0,00	490,00
0202	6156.5	Maintenance BAT	POLEN	F	3 000,00	0,00	660,00	0,00	3 660,00	0,00	3 660,00
0202	6161	MULTIRISQUES	BMG	F	208 000,00	0,00	32 121,78	0,00	240 121,78	0,00	240 121,78
0202	6161	MULTIRISQUES	POLEN	F	500,00	0,00	-500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	6168	AUTRES	BMG	F	35 000,00	0,00	-1 321,78	0,00	33 678,22	0,00	33 678,22
0202	6182	Documentation générale et technique	BMG	F	30 000,00	0,00	-1 350,00	0,00	28 650,00	0,00	28 650,00
0202	6182	Documentation générale et technique	DIAD	F	0,00	0,00	1 029,00	0,00	1 029,00	0,00	1 029,00
0202	6182	Documentation générale et technique	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	6188	Autres frais divers	BB	F	9 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00
0202	6188	Autres frais divers	BFI	F	6 000,00	0,00	12 900,00	0,00	18 900,00	0,00	18 900,00
0202	6188	Autres frais divers	BMG	F	1 000,00	0,00	-1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	6188	Autres frais divers	CAB	F	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
0202	6188	Autres frais divers	RB	F	500,00	0,00	-330,00	0,00	170,00	0,00	170,00
0202	6188.113	Autres frais divers - étude logement jeunes	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	BMG	F	4 000,00	0,00	-940,00	0,00	3 060,00	0,00	3 060,00
0202	6227	Frais d'actes et de contentieux	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	6227	Frais d'actes et de contentieux	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	6231	Annonces et insertions	BMG	F	8 300,00	0,00	0,00	0,00	8 300,00	0,00	8 300,00
0202	6233	Foires et expositions	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	6236	Catalogues et imprimés et publications	BMG	F	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
0202	6241	Transports de biens	BMG	F	10 000,00	0,00	-1 300,00	0,00	8 700,00	0,00	8 700,00
0202	6241.2	Frêts et transports administratifs - Informatique	BFI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	6245	Transports de personnes extérieures à la collectivité	CAB	F	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
0202	6247	Transports collectifs du personnel	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	6247	Transports collectifs du personnel	CAB	F	700,00	0,00	1 000,00	0,00	1 700,00	0,00	1 700,00
0202	6251	Voyages, déplacements et missions	CAB	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
0202	6261	Frais d'affranchissement	BMG	F	115 000,00	0,00	-15 000,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
0202	6261	Frais d'affranchissement	POLEN	F	2 000,00	0,00	780,00	0,00	2 780,00	0,00	2 780,00
0202	6262	Frais de télécommunications	BFI	F	188 000,00	0,00	-6 000,00	0,00	182 000,00	0,00	182 000,00
0202	6262	Frais de télécommunications	POLEN	F	33 100,00	0,00	0,00	0,00	33 100,00	0,00	33 100,00

0202	6281	Concours divers (cotisations)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	6281	Concours divers (cotisations)	BFI	F	2 000,00	0,00	100,00	0,00	2 100,00	0,00	2 100,00
0202	6281	Concours divers (cotisations)	DIAD	F	12 055,00	0,00	0,00	0,00	12 055,00	-0,50	12 054,50
0202	6281	Concours divers (cotisations)	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	6281.1	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS...)	BB	F	6 000,00	0,00	851,00	0,00	6 851,00	0,00	6 851,00
0202	6283	Frais de nettoyage des locaux	BMG	F	305 000,00	0,00	-3 900,00	0,00	301 100,00	0,00	301 100,00
0202	6283	Frais de nettoyage des locaux	POLEN	F	8 000,00	0,00	320,00	0,00	8 320,00	0,00	8 320,00
0202	6288	Autres	BMG	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
0202	63512	Taxes foncières	BB	F	38 000,00	0,00	338,00	0,00	38 338,00	0,00	38 338,00
0202	63512	Taxes foncières	DIAD	F	0,00	0,00	7 300,00	0,00	7 300,00	0,00	7 300,00
0202	63512	Taxes foncières	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	63512	Taxes foncières	POLEN	F	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
0202	63513	Autres impôts locaux	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	63513	Autres impôts locaux	DIAD	F	750,00	0,00	0,00	0,00	750,00	0,00	750,00
0202	63513	Autres impôts locaux	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	6488	Autres charges	BB	F	0,00	0,00	3 607,17	0,00	3 607,17	0,00	3 607,17
0202	6488.58	Autres charges - Parkings	BMG	F	87 000,00	0,00	0,00	0,00	87 000,00	0,00	87 000,00
0202	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	23,78	0,00	23,78	0,00	23,78
0202	6568	Autres participations	BFI	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
0202	6568	Autres participations	POLEN	F	0,00	0,00	1 925,00	0,00	1 925,00	0,00	1 925,00
0202	65734	Communes et structures intercommunales	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	7 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	7 000,00
0202	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	DIAD	F	4 900,00	0,00	0,00	0,00	4 900,00	0,00	4 900,00
0202	6574.41	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES DE FONCTIONNEMENT	BB	F	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	9 000,00	109 000,00
0202	65888	AUTRES	BB	F	2,00	0,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00
0202	6711	Intérêts moratoires et pénalités sur marchés	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	0,00	0,00	7,50	0,00	7,50	20 000,00	20 007,50
0202	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	678	Autres charges exceptionnelles	BMG	F	1 500,00	0,00	-1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	678	Autres charges exceptionnelles	DIAD	F	150,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	150,00
0202	678	Autres charges exceptionnelles	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	60623	Alimentation	CAB	F	11 000,00	0,00	-30,00	0,00	10 970,00	0,00	10 970,00
021	611	Contrats de prestations de services	BB	F	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
021	6232	Fêtes et cérémonies	CAB	F	1 800,00	0,00	1 000,00	0,00	2 800,00	0,00	2 800,00
021	6234	Réceptions	CAB	F	21 625,00	0,00	-2 020,00	0,00	19 605,00	0,00	19 605,00
021	6261	Frais d'affranchissement	CAB	F	25,00	0,00	50,00	0,00	75,00	0,00	75,00
021	6281	Concours divers (cotisations)	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	6531	Indemnités	BFH	F	570 000,00	0,00	0,00	0,00	570 000,00	-20 000,00	550 000,00

021	6532	Frais de mission et de déplacement	BFH	F	54 000,00	0,00	0,00	0,00	54 000,00	0,00	54 000,00
021	6533	Cotisations de retraite	BFH	F	56 000,00	0,00	0,00	0,00	56 000,00	0,00	56 000,00
021	6534	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	BFH	F	115 000,00	0,00	0,00	0,00	115 000,00	0,00	115 000,00
021	6535	Formation	BFH	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	2 000,00	5 000,00
021	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	60623	Alimentation	COM	F	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
023	60632	Fournitures de petit équipement	COM	F	21 000,00	0,00	-13 600,00	0,00	7 400,00	0,00	7 400,00
023	611	Contrats de prestations de services	COM	F	18 600,00	0,00	0,00	0,00	18 600,00	0,00	18 600,00
023	6135	Locations mobilières	COM	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
023	61558	Autres biens mobiliers	COM	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
023	6188	Autres frais divers	COM	F	78 024,00	0,00	-6 000,00	0,00	72 024,00	0,00	72 024,00
023	6188.1	AUTRES FRAIS DIVERS	COM	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	6188.97	AUTRES FRAIS DIVERS MAGAZINE DEPARTEMENTAL	COM	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	6231	Annonces et insertions	COM	F	64 000,00	0,00	0,00	0,00	64 000,00	0,00	64 000,00
023	6231.1	ANNONCES ET INSERTIONS	COM	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	6233	Foires et expositions	COM	F	185 000,00	0,00	14 600,00	0,00	199 600,00	0,00	199 600,00
023	6234	Réceptions	COM	F	15 200,00	0,00	3 000,00	0,00	18 200,00	0,00	18 200,00
023	6236	Catalogues et imprimés et publications	COM	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	6236.1	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS	COM	F	28 676,00	0,00	0,00	0,00	28 676,00	0,00	28 676,00
023	6236.2	CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS - IMPRESSION MAGAZINE	COM	F	28 000,00	0,00	-1 000,00	0,00	27 000,00	0,00	27 000,00
023	6238.21	Objets promotionnels	COM	F	10 000,00	0,00	4 000,00	0,00	14 000,00	0,00	14 000,00
023	6241	Transports de biens	COM	F	3 000,00	0,00	-2 000,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
023	65734	Communes et structures intercommunales	COM	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	COM	F	22 000,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00	0,00	22 000,00
023	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	10 000,00	0,00	-6 752,45	0,00	3 247,55	0,00	3 247,55
<b>930</b>			<b>Somme :</b>		<b>9 204 897,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>100 000,00</b>	<b>9 304 897,00</b>	<b>15 799,50</b>	<b>9 320 696,50</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
931	12	6553	Services d'incendie	I01	F	3 500 000,00	0,00	0,00	300 000,00	3 800 000,00	0,00	3 800 000,00
	12	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	12	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	12	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	DIAD	F	47 000,00	0,00	197,00	0,00	47 197,00	0,00	47 197,00
	12	65734	Communes et structures intercommunales	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	12	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	12 000,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	-3 860,00	8 140,00
	18	6228	RÉMUNÉRATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	18	6228	RÉMUNÉRATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	DIAD	F	28 000,00	0,00	-197,00	0,00	27 803,00	0,00	27 803,00
	18	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	18	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	18	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	18	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	DIAD	F	23 000,00	0,00	0,00	0,00	23 000,00	-6 000,00	17 000,00
	18	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	R	F	12 000,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	-4 000,00	8 000,00
<b>931</b>				<b>Somme :</b>		<b>3 622 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>300 000,00</b>	<b>3 922 000,00</b>	<b>-13 860,00</b>	<b>3 908 140,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
932	20	6156	Maintenance	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	8 000,00	0,00	0,00	-1 000,00	7 000,00	2 000,00	9 000,00
	20	6218	Autre personnel extérieur	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	500,00	8 500,00
	20	6255	Frais de déménagement	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6331	Versement de transport	BFH	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
	20	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	12 000,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	-500,00	11 500,00
	20	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	21 000,00	0,00	0,00	0,00	21 000,00	-500,00	20 500,00
	20	64111	Rémunération principale	BFH	F	2 010 000,00	0,00	-3 500,00	-10 000,00	1 996 500,00	-10 000,00	1 986 500,00
	20	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	27 000,00	0,00	0,00	-5 000,00	22 000,00	-4 000,00	18 000,00
	20	64113	NBI	BFH	F	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	2 100,00	8 100,00
	20	64118	Autres indemnités	BFH	F	235 000,00	0,00	0,00	-2 000,00	233 000,00	-5 000,00	228 000,00
	20	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	17 000,00	0,00	3 500,00	-1 000,00	19 500,00	-11 000,00	8 500,00
	20	64131	Rémunérations	BFH	F	210 000,00	0,00	0,00	0,00	210 000,00	15 000,00	225 000,00
	20	64168	Autres emplois aidés	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	376 000,00	0,00	0,00	1 500,00	377 500,00	0,00	377 500,00
	20	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	665 000,00	0,00	0,00	-3 000,00	662 000,00	-9 000,00	653 000,00
	20	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	12 000,00	0,00	0,00	-1 000,00	11 000,00	0,00	11 000,00
	20	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6473	Allocations de chômage	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	4 500,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00
	20	6488	Autres charges	BFH	F	12 000,00	0,00	0,00	1 500,00	13 500,00	500,00	14 000,00

20	6542	Créances éteintes	BB	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
20	6568.3	Participation Frais Services Publics - C.D.D.P.	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	65738	Organismes publics divers	BD	F	13 000,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00	0,00	13 000,00
20	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BD	F	12 500,00	0,00	0,00	0,00	12 500,00	0,00	12 500,00
20	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	6132	Locations immobilières	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	6568.31	Participation Frais Services Publics - Ecole annexe	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
221	60612	Energie - Electricité	RB	F	190 000,00	0,00	8 000,00	0,00	198 000,00	0,00	198 000,00
221	60621	Combustibles	RB	F	59 000,00	0,00	-8 000,00	0,00	51 000,00	10 000,00	61 000,00
221	60632	Fournitures de petit équipement	BMG	F	40 000,00	0,00	-200,00	0,00	39 800,00	0,00	39 800,00
221	60632	Fournitures de petit équipement	RB	F	10 000,00	0,00	-8 420,00	0,00	1 580,00	0,00	1 580,00
221	611	Contrats de prestations de services	RB	F	20 000,00	0,00	-3 850,00	0,00	16 150,00	0,00	16 150,00
221	6132	Locations immobilières	DIAD	F	13 000,00	0,00	4 340,00	0,00	17 340,00	0,00	17 340,00
221	6132	Locations immobilières	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
221	6135	Locations mobilières	RB	F	3 600,00	0,00	-600,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
221	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	36 000,00	0,00	5 400,00	0,00	41 400,00	0,00	41 400,00
221	61558	Autres biens mobiliers	RB	F	10 100,00	0,00	-800,00	0,00	9 300,00	0,00	9 300,00
221	6156	Maintenance	RB	F	46 500,00	0,00	14 070,00	0,00	60 570,00	0,00	60 570,00
221	6188	Autres frais divers	BMG	F	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00	0,00	200,00
221	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	DIAD	F	13 500,00	0,00	-4 746,00	0,00	8 754,00	0,00	8 754,00
221	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
221	6227	Frais d'actes et de contentieux	DIAD	F	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
221	6227	Frais d'actes et de contentieux	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
221	6228	RÉMUNÉRATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	RB	F	4 001,00	0,00	0,00	0,00	4 001,00	0,00	4 001,00
221	6245	Transports de personnes extérieures à la collectivité	BD	F	1 500,00	0,00	-154,00	0,00	1 346,00	0,00	1 346,00
221	6288	Autres	BD	F	5 766,00	0,00	-685,00	0,00	5 081,00	0,00	5 081,00
221	6288.1	AUTRES - PLACES DE CINEMA	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
221	63513	Autres impôts locaux	DIAD	F	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	-4 000,00	0,00
221	63513	Autres impôts locaux	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
221	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
221	65511	DOTATION FONCTIONNEMENT COLLEGES - ETBS PUBLICS	BD	F	770 000,00	0,00	-3 155,00	0,00	766 845,00	0,00	766 845,00
221	65512	DOTATION FONCTIONNEMENT COLLEGES - ETBS PRIVES	BD	F	480 000,00	0,00	-8 132,00	0,00	471 868,00	0,00	471 868,00
221	65512.1	DOT.FONC.COLLEGES ETB PRIVES - FORFAIT EXTERNAT	BD	F	280 000,00	0,00	-18 051,02	0,00	261 948,98	0,00	261 948,98
221	6568	Autres participations	BD	F	0,00	0,00	4 574,02	0,00	4 574,02	0,00	4 574,02

221	6568	Autres participations	BFI	F	93 000,00	0,00	0,00	0,00	93 000,00	0,00	93 000,00
221	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	BD	F	20 000,00	0,00	20 312,00	0,00	40 312,00	0,00	40 312,00
221	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
221	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BD	F	15 734,00	0,00	838,00	0,00	16 572,00	0,00	16 572,00
221	6574.36	Subvention voyages linguistiques	BD	F	19 300,00	0,00	4 453,00	0,00	23 753,00	0,00	23 753,00
221	6574.37	Subvention sections sportives	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
221	6711	Intérêts moratoires et pénalités sur marchés	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
221	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
222	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	60612	Energie - Electricité	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	60621	Combustibles	RB	F	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
23	611	Contrats de prestations de services	RB	F	2 430,00	0,00	-1 400,00	0,00	1 030,00	0,00	1 030,00
23	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	6 175,00	0,00	-3 000,00	0,00	3 175,00	0,00	3 175,00
23	61558	Autres biens mobiliers	RB	F	1 020,00	0,00	0,00	0,00	1 020,00	0,00	1 020,00
23	6156	Maintenance	RB	F	5 700,00	0,00	-1 400,00	0,00	4 300,00	0,00	4 300,00
23	6228	RÉMUNÉRATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	RB	F	1 530,00	0,00	0,00	0,00	1 530,00	0,00	1 530,00
23	6281	Concours divers (cotisations)	BB	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
23	6558	Autres contributions obligatoires	BD	F	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
23	6568	Autres participations	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	6568.2	Participation Frais Services Publics - I.U.P.	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	6568.6	Participation Frais Services Publics - I.U.F.M.	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	65738	Organismes publics divers	BD	F	222 500,00	0,00	-20 000,00	0,00	202 500,00	0,00	202 500,00
23	6574.40	SUBVENTION C.D.T. - ECHANGE GUIZHOU	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28	6513	Bourses	RT	F	7 300,00	0,00	0,00	0,00	7 300,00	0,00	7 300,00
28	65734	Communes et structures intercommunales	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28	65734	Communes et structures intercommunales	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28	65734	Communes et structures intercommunales	DIAD	F	2 000,00	0,00	464,00	0,00	2 464,00	0,00	2 464,00
28	65738.36	Subvention voyages linguistiques	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	120 000,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00	-8 300,00	111 700,00
28	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	28	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	DIAD	F	29 000,00	0,00	-58,00	0,00	28 942,00	0,00	28 942,00
	28	6574.10	EDUCATION A L'ENVIRONNEMENT - ASSOCIATIONS	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	28	6574.31	AIDE TRANSPORTS APPRENTISSAGE NATATION	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	28	6574.36	Subvention voyages linguistiques	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>932</b>				<b>Somme :</b>		<b>6 269 756,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-20 000,00</b>	<b>6 249 756,00</b>	<b>-22 200,00</b>	<b>6 227 556,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
933	30	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	6 000,00	0,00	0,00	1 000,00	7 000,00	-2 000,00	5 000,00
	30	6188	Autres frais divers	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	30	6233	Foires et expositions	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	30	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	12 000,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	12 000,00
	30	6331	Versement de transport	BFH	F	3 300,00	0,00	0,00	0,00	3 300,00	0,00	3 300,00
	30	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	3 700,00	0,00	0,00	0,00	3 700,00	0,00	3 700,00
	30	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	6 500,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00	0,00	6 500,00
	30	64111	Rémunération principale	BFH	F	650 000,00	0,00	0,00	0,00	650 000,00	-30 000,00	620 000,00
	30	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	5 500,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00	0,00	5 500,00
	30	64113	NBI	BFH	F	4 500,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	-500,00	4 000,00
	30	64118	Autres indemnités	BFH	F	150 000,00	0,00	0,00	-4 000,00	146 000,00	-30 000,00	116 000,00
	30	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	1 000,00	0,00	0,00	500,00	1 500,00	0,00	1 500,00
	30	64131	Rémunérations	BFH	F	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
	30	64168	Autres emplois aidés	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	30	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	125 000,00	0,00	0,00	0,00	125 000,00	-1 000,00	124 000,00
	30	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	205 000,00	0,00	0,00	-5 000,00	200 000,00	-3 000,00	197 000,00
	30	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	4 500,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00
	30	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
	30	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	700,00	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	700,00
	30	6488	Autres charges	BFH	F	18 000,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00	0,00	18 000,00
	30	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	30	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	311	6188	Autres frais divers	BD	F	0,00	0,00	805,00	0,00	805,00	0,00	805,00
	311	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	311	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	BD	F	573 000,00	0,00	0,00	15 000,00	588 000,00	0,00	588 000,00
	311	65734	Communes et structures intercommunales	BD	F	41 000,00	0,00	0,00	0,00	41 000,00	0,00	41 000,00
	311	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	125 000,00	0,00	12 101,00	0,00	137 101,00	5 820,00	142 921,00

311	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BD	F	421 500,00	0,00	-15 800,00	15 000,00	420 700,00	80 000,00	500 700,00
312	60611	Eau et assainissement	RB	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
312	60612	Energie - Electricité	RB	F	5 500,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00	0,00	5 500,00
312	60632	Fournitures de petit équipement	BD	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
312	6068	Autres matières et fournitures	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
312	611	Contrats de prestations de services	RB	F	660,00	0,00	163,00	0,00	823,00	0,00	823,00
312	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	830,00	0,00	-430,00	0,00	400,00	0,00	400,00
312	61558	Autres biens mobiliers	RB	F	80,00	0,00	0,00	0,00	80,00	0,00	80,00
312	6156	Maintenance	RB	F	400,00	0,00	1 077,00	0,00	1 477,00	0,00	1 477,00
312	6188	Autres frais divers	RB	F	546,44	0,00	-185,00	0,00	361,44	0,00	361,44
312	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	BD	F	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
312	6568	Autres participations	BD	F	9 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00
312	65734	Communes et structures intercommunales	BD	F	19 000,00	0,00	0,00	0,00	19 000,00	0,00	19 000,00
312	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	17 000,00	0,00	-11 050,00	0,00	5 950,00	0,00	5 950,00
312	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BD	F	30 000,00	0,00	0,00	15 000,00	45 000,00	0,00	45 000,00
313	60611	Eau et assainissement	RB	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
313	60612	Energie - Electricité	RB	F	1 750,00	0,00	0,00	0,00	1 750,00	0,00	1 750,00
313	60621	Combustibles	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
313	60623	Alimentation	BI	F	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	300,00
313	6065	Livres, disques, cassettes (bibliothèques, médiathèques)	BI	F	30 000,00	0,00	-1 063,00	0,00	28 937,00	0,00	28 937,00
313	6065	Livres, disques, cassettes (bibliothèques, médiathèques)	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
313	611	Contrats de prestations de services	BI	F	45 500,00	0,00	-1 495,50	0,00	44 004,50	0,00	44 004,50
313	611	Contrats de prestations de services	RB	F	350,00	0,00	-150,00	0,00	200,00	0,00	200,00
313	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	500,00	0,00	-5,00	0,00	495,00	0,00	495,00
313	61558	Autres biens mobiliers	RB	F	70,00	0,00	0,00	0,00	70,00	0,00	70,00
313	61558.3	ENTRETIEN DU MATERIEL - FRAIS DE RELIURE	BI	F	1 200,00	0,00	-94,49	0,00	1 105,51	0,00	1 105,51
313	6156	Maintenance	RB	F	650,00	0,00	5,00	0,00	655,00	0,00	655,00
313	6182	Documentation générale et technique	BI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
313	6188	Autres frais divers	BI	F	0,00	0,00	1 088,00	0,00	1 088,00	0,00	1 088,00
313	6188.1	AUTRES FRAIS DIVERS	BI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
313	6234	Réceptions	BI	F	900,00	0,00	234,89	0,00	1 134,89	0,00	1 134,89
313	6248	Divers	BI	F	1 500,00	0,00	-140,40	0,00	1 359,60	0,00	1 359,60
313	6251	Voyages, déplacements et missions	BI	F	0,00	0,00	1 495,50	0,00	1 495,50	0,00	1 495,50
313	6281	Concours divers (cotisations)	BI	F	600,00	0,00	-25,00	0,00	575,00	0,00	575,00
313	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
314	60611	Eau et assainissement	RB	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
314	60612	Energie - Electricité	RB	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
314	611	Contrats de prestations de services	RB	F	250,00	0,00	0,00	0,00	250,00	0,00	250,00

314	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	250,00	0,00	934,87	0,00	1 184,87	0,00	1 184,87
314	61558	Autres biens mobiliers	RB	F	70,00	0,00	0,00	0,00	70,00	0,00	70,00
314	6156	Maintenance	RB	F	800,00	0,00	0,00	0,00	800,00	0,00	800,00
314	6161	MULTIRISQUES	BMG	F	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	600,00
314	6188	Autres frais divers	RB	F	541,44	0,00	-26,99	0,00	514,45	0,00	514,45
314	65821	Déficit des budgets annexes à caractère administratif	BB	F	63 300,00	0,00	0,00	300,00	63 600,00	0,00	63 600,00
315	605	Achats de matériel, équipements et travaux	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
315	60611	Eau et assainissement	RB	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
315	60612	Energie - Electricité	RB	F	12 500,00	0,00	1 250,00	0,00	13 750,00	0,00	13 750,00
315	60621	Combustibles	RB	F	18 000,00	0,00	-2 225,00	0,00	15 775,00	0,00	15 775,00
315	60623	Alimentation	BH	F	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	600,00
315	60632	Fournitures de petit équipement	BH	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
315	6064	Fournitures administratives	BH	F	0,00	0,00	275,00	0,00	275,00	0,00	275,00
315	611	Contrats de prestations de services	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
315	611	Contrats de prestations de services	RB	F	670,00	0,00	-165,00	0,00	505,00	0,00	505,00
315	6135	Locations mobilières	BH	F	340,00	0,00	0,00	0,00	340,00	0,00	340,00
315	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	4 000,00	0,00	-790,00	0,00	3 210,00	0,00	3 210,00
315	61558	Autres biens mobiliers	RB	F	225,00	0,00	0,00	0,00	225,00	0,00	225,00
315	61558.3	ENTRETIEN DU MATERIEL - FRAIS DE RELIURE	BH	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
315	6156	Maintenance	BH	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
315	6156	Maintenance	RB	F	3 577,12	0,00	547,12	0,00	4 124,24	0,00	4 124,24
315	6182	Documentation générale et technique	BH	F	4 500,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00
315	6188	Autres frais divers	BH	F	6 000,00	0,00	411,00	0,00	6 411,00	0,00	6 411,00
315	6188.106	AUTRES FRAIS DIVERS -EXPO CLIMATOLOGIE ITINERANTE 2008	BH	F	4 385,00	0,00	2 440,00	0,00	6 825,00	0,00	6 825,00
315	6188.107	AUTRES FRAIS DIVERS - PUBLICATIONS OUVRAGES D'ART	BH	F	8 000,00	0,00	-2 851,00	0,00	5 149,00	0,00	5 149,00
315	6234	Réceptions	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
315	6241	Transports de biens	BH	F	500,00	0,00	-305,00	0,00	195,00	0,00	195,00
315	6281	Concours divers (cotisations)	BH	F	475,00	0,00	30,00	0,00	505,00	0,00	505,00
32	65735	Autres groupements collectivités collect.statut particulier	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
32	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	235 000,00	0,00	-1 051,00	0,00	233 949,00	0,00	233 949,00
32	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BD	F	96 500,00	0,00	420,00	0,00	96 920,00	0,00	96 920,00
32	6574.14	AIDE AUX COMITES SPORTIFS	BD	F	85 000,00	0,00	-5 500,00	0,00	79 500,00	0,00	79 500,00
32	6574.18	EQUIPES SPORTIVES EVOLUANT AU NIVEAU NATIONAL	BD	F	60 000,00	0,00	9 000,00	0,00	69 000,00	0,00	69 000,00
32	6574.20	Politique de formation des jeunes sportifs	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
32	6574.45	SUBVENTIONS MANIFESTATIONS SPORTIVES	BD	F	123 060,00	0,00	-3 925,00	0,00	119 135,00	0,00	119 135,00

33	60632	Fournitures de petit équipement	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
33	60632	Fournitures de petit équipement	DIAD	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	-500,00	0,00
33	6132	Locations immobilières	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
33	6132	Locations immobilières	DIAD	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	-1 000,00	0,00
33	6188	Autres frais divers	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
33	6188	Autres frais divers	DIAD	F	14 200,00	0,00	-3 000,00	0,00	11 200,00	-912,16	10 287,84
33	6233	Foires et expositions	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
33	6234	Réceptions	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
33	6234	Réceptions	DIAD	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	-1 814,05	185,95
33	6236	Catalogues et imprimés et publications	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
33	6236	Catalogues et imprimés et publications	DIAD	F	1 200,00	0,00	738,00	0,00	1 938,00	0,00	1 938,00
33	627	Services bancaires et assimilés	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
33	627	Services bancaires et assimilés	DIAD	F	700,00	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	700,00
33	6513	Bourses	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
33	6513	Bourses	DIAD	F	6 500,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00	-500,00	6 000,00
33	6568.20	Autres participations - Pass Jeunesse	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
33	6568.20	Autres participations - Pass Jeunesse	DIAD	F	89 400,00	0,00	-738,00	0,00	88 662,00	0,00	88 662,00
33	65734	Communes et structures intercommunales	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
33	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
33	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
33	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	DIAD	F	45 000,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00	-18 000,00	27 000,00
33	6574.15	Subvention politique départementale pour la jeunesse	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
33	6574.87	SUBV.FONCT.PERSONNES,ASSOC,AUTRES ORGANISMES - EDUCAT.ENVIRO	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
33	6574.87	SUBV.FONCT.PERSONNES,ASSOC,AUTRES ORGANISMES - EDUCAT.ENVIRO	DIAD	F	8 000,00	0,00	3 000,00	0,00	11 000,00	0,00	11 000,00
<b>933</b>			<b>Somme :</b>		<b>3 548 180,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>37 800,00</b>	<b>3 585 980,00</b>	<b>-3 406,21</b>	<b>3 582 573,79</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
934	40	60611	Eau et assainissement	RB	F	1 537,00	0,00	-100,00	0,00	1 437,00	0,00	1 437,00
	40	60612	Energie - Electricité	RB	F	18 500,00	0,00	0,00	0,00	18 500,00	0,00	18 500,00
	40	60621	Combustibles	RB	F	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
	40	611	Contrats de prestations de services	RB	F	2 100,00	0,00	0,00	0,00	2 100,00	0,00	2 100,00
	40	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	4 825,00	0,00	-600,00	0,00	4 225,00	0,00	4 225,00
	40	61558	Autres biens mobiliers	RB	F	375,00	0,00	100,00	0,00	475,00	0,00	475,00
	40	6156	Maintenance	RB	F	4 500,00	0,00	600,00	0,00	5 100,00	0,00	5 100,00
	40	6188	Autres frais divers	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

40	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00
41	60632	Fournitures de petit équipement	BLPMI	F	3 500,00	0,00	-1 023,00	0,00	2 477,00	-2 272,02	204,98
41	60661	Médicaments	BLPMI	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	-235,57	1 264,43
41	611	Contrats de prestations de services	BLPMI	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	-1 958,00	42,00
41	6184	Versements à des organismes de formation	BLPMI	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
41	6188	Autres frais divers	BLPMI	F	2 000,00	0,00	1 000,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
41	62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	BLPMI	F	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
41	6568	Autres participations	BLPMI	F	25 400,00	0,00	63 000,00	0,00	88 400,00	0,00	88 400,00
41	65734.29	Subvention fonctionnement structures accueil petite enfance	BLPMI	F	28 000,00	0,00	0,00	0,00	28 000,00	0,00	28 000,00
41	65735	Autres groupements collectivités collect.statut particulier	BLPMI	F	60 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	-15 311,00	44 689,00
41	6574.29	Subvention fonctionnement structures accueil petite enfance	BLPMI	F	60 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
41	6574.30	Subvention CAMSP	BLPMI	F	63 000,00	0,00	-63 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
41	6574.69	SUBV.FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATIONS ...	BLPMI	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
41	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
41	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BLPMI	F	0,00	0,00	23,00	0,00	23,00	0,00	23,00
42	60662	Vaccins et sérums	BLPMI	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	-94,85	4 905,15
<b>934</b>			<b>Somme :</b>		<b>354 237,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 000,00</b>	<b>355 237,00</b>	<b>-19 871,44</b>	<b>335 365,56</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
935	50	60611	Eau et assainissement	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	60612	Energie - Electricité	RB	F	3 060,00	0,00	0,00	0,00	3 060,00	0,00	3 060,00
	50	60621	Combustibles	RB	F	7 500,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00	0,00	7 500,00
	50	60623	Alimentation	BL	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	50	611	Contrats de prestations de services	RB	F	1 000,00	0,00	800,00	0,00	1 800,00	0,00	1 800,00
	50	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	2 500,00	0,00	-800,00	0,00	1 700,00	0,00	1 700,00
	50	61558	Autres biens mobiliers	RB	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
	50	6156	Maintenance	RB	F	2 925,00	0,00	0,00	0,00	2 925,00	0,00	2 925,00
	50	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
	50	6188	Autres frais divers	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	6218	Autre personnel extérieur	BFH	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	50	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	BL	F	25 478,50	0,00	-478,50	0,00	25 000,00	-368,00	24 632,00
	50	6227	Frais d'actes et de contentieux	BL	F	145,00	0,00	-145,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	101 000,00	0,00	0,00	0,00	101 000,00	-1 000,00	100 000,00
	50	6281	Concours divers (cotisations)	BL	F	0,00	0,00	1 980,00	0,00	1 980,00	0,00	1 980,00
	50	6331	Versement de transport	BFH	F	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
	50	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	50	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	27 000,00	0,00	0,00	0,00	27 000,00	0,00	27 000,00

50	64111	Rémunération principale	BFH	F	2 450 000,00	0,00	-4 000,00	-25 150,00	2 420 850,00	-65 000,00	2 355 850,00
50	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	42 000,00	0,00	0,00	500,00	42 500,00	0,00	42 500,00
50	64113	NBI	BFH	F	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
50	64118	Autres indemnités	BFH	F	450 000,00	0,00	0,00	-5 000,00	445 000,00	-6 000,00	439 000,00
50	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
50	64131	Rémunérations	BFH	F	600 000,00	0,00	0,00	23 000,00	623 000,00	8 000,00	631 000,00
50	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	540 000,00	0,00	0,00	1 500,00	541 500,00	8 000,00	549 500,00
50	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	820 000,00	0,00	0,00	0,00	820 000,00	-17 000,00	803 000,00
50	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	28 000,00	0,00	0,00	0,00	28 000,00	0,00	28 000,00
50	6459	Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoya	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
50	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
50	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	700,00	0,00	0,00	150,00	850,00	0,00	850,00
50	6488	Autres charges	BFH	F	71 000,00	0,00	0,00	-3 000,00	68 000,00	8 000,00	76 000,00
50	651128	AUTRES	BB	F	265 000,00	0,00	0,00	45 500,00	310 500,00	15 000,00	325 500,00
50	6568	Autres participations	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
50	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	9 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	5 410,00	14 410,00
50	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BL	F	1 501,50	0,00	-1 501,50	0,00	0,00	0,00	0,00
50	6574.91	Subv fonctionnement aux personnes, aux association APSD	BB	F	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	-1 305,00	23 695,00
50	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
50	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
51	60632	Fournitures de petit équipement	BLASE	F	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	300,00
51	60636	Habillement et vêtements de travail	BLASE	F	1 500,00	0,00	998,00	0,00	2 498,00	0,00	2 498,00
51	60661	Médicaments	BLASE	F	2 500,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	2 500,00
51	6067	Fournitures scolaires	BLASE	F	1 500,00	0,00	1 002,00	0,00	2 502,00	0,00	2 502,00
51	611	Contrats de prestations de services	BLASE	F	3 500,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	3 500,00
51	611.3	FRAIS T.I.S.F.	BLASE	F	284 270,00	0,00	-3,52	0,00	284 266,48	0,00	284 266,48
51	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	15 000,00	14 500,00	0,00	-20 000,00	9 500,00	-1 000,00	8 500,00
51	62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	BLASE	F	1 000,00	0,00	1 100,00	0,00	2 100,00	0,00	2 100,00
51	6245	Transports de personnes extérieures à la collectivité	BLASE	F	4 000,00	0,00	4 300,00	0,00	8 300,00	0,00	8 300,00
51	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	132 000,00	0,00	0,00	0,00	132 000,00	0,00	132 000,00
51	6331	Versement de transport	BFH	F	250,00	0,00	0,00	0,00	250,00	0,00	250,00
51	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	5 200,00	0,00	0,00	0,00	5 200,00	500,00	5 700,00
51	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	9 200,00	0,00	0,00	100,00	9 300,00	800,00	10 100,00
51	64121	Rémunération principale	BFH	F	1 000 000,00	0,00	-100,00	-20 000,00	979 900,00	55 000,00	1 034 900,00
51	64123	Indemnités d'attente	BFH	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	-5 000,00	5 000,00
51	64126	Indemnités de licenciement		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
51	64126	Indemnités de licenciement	BFH	F	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	-3 000,00	3 000,00

51	64128	Autres indemnités	BFH	F	320 000,00	0,00	0,00	-12 100,00	307 900,00	-31 610,00	276 290,00
51	64128	Autres indemnités	BLASE	F	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
51	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	290 000,00	0,00	0,00	12 000,00	302 000,00	25 000,00	327 000,00
51	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	48 000,00	0,00	0,00	0,00	48 000,00	1 500,00	49 500,00
51	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	46 000,00	0,00	0,00	0,00	46 000,00	0,00	46 000,00
51	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	100,00	0,00	100,00	0,00	200,00	0,00	200,00
51	65111	Famille et enfance	BLASE	F	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
51	65111.7	ALLOCATIONS HABILLEMENT ET ARGENT DE POCHE	BLASE	F	65 000,00	0,00	20 000,00	0,00	85 000,00	0,00	85 000,00
51	6512	Secours d'urgence	BLASE	F	55 000,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00	55 000,00
51	6513.1	BOURSES- ETUDES PROFESSIONNELS SANTE	BLASE	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
51	6518	Autres (primes, dots, etc.)	BLASE	F	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
51	6518.1	AUTRES FRAIS ACTIONS EDUCATIVES	BLASE	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
51	6518.2	AUTRES FRAIS ENFANTS	BLASE	F	4 000,00	0,00	2 000,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
51	6523	Frais d'hospitalisation	BLASE	F	5 000,00	0,00	-3 000,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
51	652411	Foyers de l'enfance, centres et hôtels maternels	BLASE	F	230 000,00	0,00	0,00	0,00	230 000,00	99 922,00	329 922,00
51	652412	Maisons d'enfants à caractère social	BLASE	F	1 613 370,00	0,00	-106 425,31	0,00	1 506 944,69	-16 074,99	1 490 869,70
51	652412.1	Maisons d'enfants à caractère social - Pouponnière	BLASE	F	577 600,00	0,00	-15,00	0,00	577 585,00	0,00	577 585,00
51	652412.2	Maisons d'enfants à caractère social - Accueil d'urgence	BLASE	F	126 800,00	0,00	-79,30	0,00	126 720,70	0,00	126 720,70
51	652412.3	Maisons d'enfants à caractère social - Visites médiatisées	BLASE	F	63 500,00	0,00	-76,87	0,00	63 423,13	0,00	63 423,13
51	652412.4	MAISONS D'ENFANTS A CARACTERE SOCIAL - MIE	BLASE	F	950 000,00	0,00	-2 000,00	0,00	948 000,00	446 289,38	1 394 289,38
51	652413	Lieux de vie et d'accueil	BLASE	F	950 000,00	0,00	0,00	0,00	950 000,00	99 815,87	1 049 815,87
51	652415	Etablissements scolaires	BLASE	F	9 000,00	0,00	2 200,00	0,00	11 200,00	0,00	11 200,00
51	652416	Services d'aide éducative en milieu ouvert et à domicile	BLASE	F	681 560,00	0,00	0,00	0,00	681 560,00	-11 640,20	669 919,80
51	652418.1	MNA HEBERGEMENT	BLASE	F	40 000,00	0,00	50 000,00	0,00	90 000,00	-7,44	89 992,56
51	652418.2	MNA DIVERS	BLASE	F	15 000,00	0,00	30 000,00	0,00	45 000,00	-3 225,71	41 774,29
51	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,05	0,00	0,05	0,00	0,05
51	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations	BL	F	60 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
51	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
52	611	Contrats de prestations de services	BL	F	8 000,00	0,00	-1 000,00	0,00	7 000,00	-26,77	6 973,23
52	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
52	6331	Verserment de transport	BFH	F	1 600,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00	0,00	1 600,00
52	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
52	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	3 800,00	0,00	0,00	0,00	3 800,00	0,00	3 800,00
52	64111	Rémunération principale	BFH	F	330 000,00	0,00	-1 400,00	0,00	328 600,00	-10 000,00	318 600,00

52	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
52	64113	NBI	BFH	F	4 500,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00
52	64118	Autres indemnités	BFH	F	66 000,00	0,00	0,00	0,00	66 000,00	-4 000,00	62 000,00
52	64131	Rémunérations	BFH	F	25 000,00	0,00	0,00	2 000,00	27 000,00	2 500,00	29 500,00
52	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	65 000,00	0,00	0,00	-2 000,00	63 000,00	-3 000,00	60 000,00
52	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	110 000,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00	-6 000,00	104 000,00
52	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	1 200,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00
52	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
52	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	300,00	0,00	300,00	0,00	600,00	-300,00	300,00
52	6488	Autres charges	BFH	F	1 000,00	0,00	5 100,00	8 000,00	14 100,00	-4 500,00	9 600,00
52	6511211	PRESTATION DE COMPENSATION DU HANDICAP - PLUS DE 20 ANS	BL	F	2 450 000,00	0,00	0,00	0,00	2 450 000,00	0,00	2 450 000,00
52	6511211.1	PRESTATION COMPENSATION HANDICAP - + 20 ANS - PRESTATAIRE	BL	F	1 200 000,00	0,00	0,00	0,00	1 200 000,00	-4 246,02	1 195 753,98
52	6511212	PRESTATION DE COMPENSATION DU HANDICAP - MOINS DE 20 ANS	BL	F	250 000,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00
52	6511212.1	PRESTATION COMPENSATION HANDICAP - - 20 ANS - PRESTATAIRE	BL	F	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
52	651122	ALLOCATION COMPENSATRICE TIERCE PERSONNE	BL	F	600 000,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00	0,00	600 000,00
52	65242	Frais séjour établis.et services pour adultes handicapés	BL	F	9 000 000,00	0,00	-19 608,94	0,00	8 980 391,06	1 199 943,99	10 180 335,05
52	65242.1	Fr.sejour etablis.services adulte handicap - Accueil de jour	BL	F	114 000,00	0,00	0,00	0,00	114 000,00	-37,27	113 962,73
52	65242.2	Fr.sejour etablis.services adulte handicap - PH en EHPAD	BL	F	20 000,00	0,00	30 000,00	0,00	50 000,00	-200,23	49 799,77
52	65242.4	FR.SEJOUR ETABLIS.SERVICES ADULTES HANDICAP-PHV EHPAD	BL	F	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	-138,64	49 861,36
52	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	1,41	0,00	1,41	0,00	1,41
52	6542	Créances éteintes	BB	F	10 000,00	0,00	-1,46	0,00	9 998,54	0,00	9 998,54
52	6568	Autres participations	BL	F	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
52	6568.11	AUTRES PARTICIPATIONS - SAVS	BL	F	150 000,00	0,00	-6 020,53	0,00	143 979,47	0,00	143 979,47
52	6568.12	AUTRES PARTICIPATIONS - SAMSAH	BL	F	280 000,00	0,00	-6 370,53	0,00	273 629,47	0,00	273 629,47
52	6568.13	AUTRES PARTICIPATIONS - GROUPE ENTRAIDE MUTUELLE	BL	F	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
52	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BL	F	4 350,00	0,00	0,00	0,00	4 350,00	0,00	4 350,00
52	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
52	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	10 000,00	0,00	-6 287,01	40 000,00	43 712,99	0,00	43 712,99
52	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BL	F	1 000,00	0,00	3 000,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
53	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
53	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
531	6188	Autres frais divers	BL	F	22 000,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00	0,00	22 000,00
532	6188	Autres frais divers	BL	F	148 600,00	0,00	0,00	0,00	148 600,00	-8 048,60	140 551,40
532	6188.1	AUTRES FRAIS DIVERS	BL	F	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00

532	62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	BL	F	20 000,00	0,00	-20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
538	6068	Autres matières et fournitures	BLMAIA	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
538	611	Contrats de prestations de services	BL	F	43 000,00	0,00	0,00	0,00	43 000,00	-30 689,63	12 310,37
538	6132	Locations immobilières	BLMAIA	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
538	6135	Locations mobilières	BLMAIA	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	-10,69	19 989,31
538	61551	Matériel roulant	BLMAIA	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
538	6227	Frais d'actes et de contentieux	BL	F	1 855,00	0,00	145,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
538	6234	Réceptions	BLMAIA	F	400,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	400,00
538	65243.1	Frais séjour établissements personnes âgées - hébergement	BL	F	3 150 000,00	0,00	0,00	0,00	3 150 000,00	-70 195,09	3 079 804,91
538	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	6 287,01	0,00	6 287,01	0,00	6 287,01
538	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	33 000,00	0,00	0,00	0,00	33 000,00	0,00	33 000,00
538	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BL	F	4 900,00	0,00	0,00	0,00	4 900,00	0,00	4 900,00
538	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
538	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BL	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
541	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	51 000,00	0,00	0,00	0,00	51 000,00	0,00	51 000,00
5471	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00
550	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00
550	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
551	651141.1	APA A DOMICILE VERSEE SERVICE D'AIDE DOMICILE - PRESTATAIRE	BL	F	4 500 000,00	0,00	-13 370,00	0,00	4 486 630,00	29 992,93	4 516 622,93
551	651142	APA à domicile versée au bénéficiaire	BL	F	600 000,00	0,00	-2 000,00	0,00	598 000,00	0,00	598 000,00
551	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BL	F	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
553	651144.1	APA versée à l'établissement - Dotation globale	BL	F	4 852 000,00	0,00	13 370,00	0,00	4 865 370,00	0,00	4 865 370,00
553	651144.2	APA versée à l'établissement - Hors département	BL	F	420 000,00	0,00	0,00	0,00	420 000,00	70 000,00	490 000,00
561	611	Contrats de prestations de services	BLRSA	F	0,00	0,00	410,40	0,00	410,40	0,00	410,40
561	611.6	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BLRSA	F	240 000,00	0,00	-2 500,00	0,00	237 500,00	0,00	237 500,00
561	6188	Autres frais divers	BLRSA	F	0,00	0,00	456,33	0,00	456,33	0,00	456,33
561	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BLRSA	F	124 000,00	0,00	0,00	0,00	124 000,00	0,00	124 000,00
562	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BLRSA	F	16 000,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00	0,00	16 000,00
563	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BLRSA	F	15 800,00	0,00	0,00	0,00	15 800,00	0,00	15 800,00
564	6188	Autres frais divers	BLRSA	F	0,00	0,00	37,50	0,00	37,50	0,00	37,50
564	6512	Secours d'urgence	BLRSA	F	40 000,00	0,00	-37,50	0,00	39 962,50	0,00	39 962,50
564	65738	Organismes publics divers	BLRSA	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
564	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BLRSA	F	657 600,00	0,00	2 500,00	0,00	660 100,00	0,00	660 100,00
565	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BLRSA	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

567	65171	RSA - VERSEMENTS POUR ALLOCATIONS FORFAITAIRES	BLRSA	F	6 560 000,00	0,00	0,00	0,00	6 560 000,00	50 000,00	6 610 000,00
567	65172	RSA - VERSEMENTS POUR ALLOCATIONS FORFAITAIRES MAJOREES	BLRSA	F	590 000,00	0,00	0,00	0,00	590 000,00	0,00	590 000,00
567	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	7 506,33	1 000,00	8 506,33	0,00	8 506,33
567	6542	Créances éteintes	BB	F	3 000,00	0,00	-5 006,33	5 000,00	2 993,67	7 600,00	10 593,67
567	65661	CONTRATS D'ACCOMPAGNEMENT DANS L'EMPLOI	BLRSA	F	182 000,00	0,00	0,00	0,00	182 000,00	0,00	182 000,00
567	65662	CONTRATS D'INITIATIVE-EMPLOI	BLRSA	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
567	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BLRSA	F	20 000,00	0,00	-3 366,73	0,00	16 633,27	0,00	16 633,27
567	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BMP	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
568	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
568	6542	Créances éteintes	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
58	611	Contrats de prestations de services	BL	F	30 000,00	0,00	-2 000,00	0,00	28 000,00	-1 113,47	26 886,53
58	6233	Foires et expositions	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
58	6245.1	Frais de transport - Personnes défavorisées	BL	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
58	6512	Secours d'urgence	BL	F	21 000,00	0,00	0,00	0,00	21 000,00	-3 843,00	17 157,00
58	6512.4	SECOURS ACTIONS CULTURELLES ET SPORTIVES	BL	F	11 000,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	-1 764,05	9 235,95
58	6513	Bourses	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
58	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
58	6556	Contributions à des fonds	BL	F	170 000,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00	170 000,00
58	6568	Autres participations	BL	F	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
58	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
58	6574.68	SUBVENTIONS COMMISSION ACTION SOCIALE	BL	F	30 570,00	0,00	500,00	0,00	31 070,00	0,00	31 070,00
<b>935</b>			<b>Somme :</b>		<b>50 891 635,00</b>	<b>14 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>54 500,00</b>	<b>50 960 635,00</b>	<b>1 822 929,37</b>	<b>52 783 564,37</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
936	61	60632	Fournitures de petit équipement	BS1	F	7 050,00	0,00	0,00	0,00	7 050,00	0,00	7 050,00
	61	60632	Fournitures de petit équipement	BS2	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	61	60636	Habillement et vêtements de travail	BS1	F	400,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	400,00
	61	60636	Habillement et vêtements de travail	BS2	F	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	600,00
	61	6132	Locations immobilières	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	614	Charges locatives et de copropriété	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	61558	Autres biens mobiliers	BS1	F	1 650,00	0,00	0,00	0,00	1 650,00	0,00	1 650,00
	61	61558	Autres biens mobiliers	BS2	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
	61	6182	Documentation générale et technique	BS1	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
	61	6182	Documentation générale et technique	BS2	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
	61	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	5 000,00	109	0,00	0,00	5 000,00	1 000,00	6 000,00

61	6188.105	AUTRES FRAIS DIVERS - SUIVI RIVIERE INDICE PISCICOLE	DIAD	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	-2 000,00	0,00
61	6188.105	AUTRES FRAIS DIVERS - SUIVI RIVIERE INDICE PISCICOLE	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61	6188.80	AUTRES FRAIS DIVERS - ANALYSES SUIVI RIVIERES	DIAD	F	9 500,00	0,00	0,00	0,00	9 500,00	0,00	9 500,00
61	6188.80	AUTRES FRAIS DIVERS - ANALYSES SUIVI RIVIERES	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61	6227	Frais d'actes et de contentieux	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61	6228	RÉMUNÉRATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	BS1	F	700,00	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	700,00
61	6228.3	FRAIS ANALYSES LDA - SUIVI RIVIERES	DIAD	F	32 000,00	0,00	-5 000,00	0,00	27 000,00	0,00	27 000,00
61	6228.3	FRAIS ANALYSES LDA - SUIVI RIVIERES	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61	6231	Annonces et insertions	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	500,00	1 500,00
61	6251	Voyages, déplacements et missions	BS1	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
61	6251	Voyages, déplacements et missions	BS2	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
61	6331	Versement de transport	BFH	F	1 200,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00
61	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	1 300,00	0,00	0,00	0,00	1 300,00	0,00	1 300,00
61	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	2 200,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00	0,00	2 200,00
61	64111	Rémunération principale	BFH	F	215 000,00	0,00	-6 000,00	0,00	209 000,00	0,00	209 000,00
61	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	2 500,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	2 500,00
61	64113	NBI	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61	64118	Autres indemnités	BFH	F	52 000,00	0,00	0,00	0,00	52 000,00	0,00	52 000,00
61	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61	64131	Rémunérations	BFH	F	26 000,00	0,00	6 000,00	0,00	32 000,00	0,00	32 000,00
61	64168	Autres emplois aidés	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	42 000,00	0,00	0,00	0,00	42 000,00	0,00	42 000,00
61	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	70 000,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	70 000,00
61	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	1 200,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00
61	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
61	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
61	6488	Autres charges	BFH	F	5 300,00	0,00	0,00	0,00	5 300,00	0,00	5 300,00
61	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,31	0,00	0,31	0,00	0,31
61	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	DIAD	F	42 100,00	0,00	5 000,00	0,00	47 100,00	-240,00	46 860,00
61	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61	65734	Communes et structures intercommunales	DIAD	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	-2 770,00	7 230,00

61	65734	Communes et structures intercommunales	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61	65735	Autres groupements collectivités collect.statut particulier	DIAD	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	-5 000,00	0,00
61	65735	Autres groupements collectivités collect.statut particulier	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61	65735.55	SUBVENTIONS GESTION INTEGREE COURS D'EAU	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BS1	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	60611	Eau et assainissement	RB	F	7 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	7 000,00
621	60612	Energie - Electricité	RB	F	90 600,00	0,00	2 000,00	0,00	92 600,00	0,00	92 600,00
621	60621	Combustibles	RB	F	90 400,00	0,00	4 300,00	0,00	94 700,00	0,00	94 700,00
621	60622	Carburants	R	F	850 000,00	0,00	-72 500,00	0,00	777 500,00	100 000,00	877 500,00
621	60628	Autres fournitures non stockées	R	F	650 000,00	0,00	-101 208,11	0,00	548 791,89	100 000,00	648 791,89
621	60632	Fournitures de petit équipement	BMG	F	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
621	60632	Fournitures de petit équipement	RB	F	950,00	0,00	-600,00	0,00	350,00	0,00	350,00
621	60633	Fournitures de voirie	R	F	750 000,00	0,00	111 937,49	0,00	861 937,49	4 000,00	865 937,49
621	611	Contrats de prestations de services	R	F	2 000,00	0,00	1 700,00	0,00	3 700,00	0,00	3 700,00
621	611	Contrats de prestations de services	RB	F	4 350,00	0,00	-500,00	0,00	3 850,00	0,00	3 850,00
621	6132	Locations immobilières	DIAD	F	45 000,00	0,00	-912,53	0,00	44 087,47	0,00	44 087,47
621	6132	Locations immobilières	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	6135	Locations mobilières	R	F	370 000,00	0,00	-27 934,00	0,00	342 066,00	0,00	342 066,00
621	614	Charges locatives et de copropriété	DIAD	F	1 600,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00	0,00	1 600,00
621	614	Charges locatives et de copropriété	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB	F	9 690,00	0,00	5 000,00	0,00	14 690,00	0,00	14 690,00
621	615231	VOIRIES	R	F	35 000,00	0,00	-12 000,00	0,00	23 000,00	0,00	23 000,00
621	615232	RESEAUX	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	61551	Matériel roulant	R	F	350 000,00	0,00	-12 800,00	0,00	337 200,00	0,00	337 200,00
621	61558	Autres biens mobiliers	R	F	2 000,00	0,00	-2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	61558	Autres biens mobiliers	RB	F	4 250,00	0,00	-850,00	0,00	3 400,00	0,00	3 400,00
621	6156	Maintenance	R	F	0,00	0,00	550,00	0,00	550,00	0,00	550,00
621	6156	Maintenance	RB	F	37 475,00	0,00	-9 350,00	0,00	28 125,00	-10 000,00	18 125,00
621	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	55 000,00	0,00	0,00	5 000,00	60 000,00	0,00	60 000,00
621	6218	Autre personnel extérieur	BFH	F	63 000,00	0,00	3 445,38	0,00	66 445,38	0,00	66 445,38
621	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	6227	Frais d'actes et de contentieux	DIAD	F	0,00	0,00	912,53	0,00	912,53	0,00	912,53
621	6227	Frais d'actes et de contentieux	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	6228	RÉMUNÉRATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	R	F	3 000,00	0,00	1 300,00	0,00	4 300,00	0,00	4 300,00
621	6248	Divers	R	F	12 000,00	0,00	-2 000,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
621	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	52 500,00	0,00	0,00	0,00	52 500,00	0,00	52 500,00
621	6331	Versement de transport	BFH	F	6 500,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00	0,00	6 500,00
621	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00

621	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	54 000,00	0,00	0,00	0,00	54 000,00	0,00	54 000,00
621	63513	Autres impôts locaux	DIAD	F	1 600,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00	0,00	1 600,00
621	63513	Autres impôts locaux	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	6353	Impôts indirects	R	F	17 000,00	0,00	208,11	0,00	17 208,11	0,00	17 208,11
621	6355	Taxes et impôts sur les véhicules	R	F	1 800,00	0,00	400,00	0,00	2 200,00	0,00	2 200,00
621	64111	Rémunération principale	BFH	F	5 600 000,00	0,00	-3 445,38	0,00	5 596 554,62	-26 000,00	5 570 554,62
621	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	75 000,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00	0,00	75 000,00
621	64113	NBI	BFH	F	29 000,00	0,00	0,00	0,00	29 000,00	0,00	29 000,00
621	64118	Autres indemnités	BFH	F	920 000,00	0,00	0,00	0,00	920 000,00	-10 000,00	910 000,00
621	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	500 000,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00	-20 000,00	480 000,00
621	64131	Rémunérations	BFH	F	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	-30 000,00	170 000,00
621	64168	Autres emplois aidés	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	900 000,00	0,00	0,00	0,00	900 000,00	-7 000,00	893 000,00
621	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	1 810 000,00	0,00	0,00	0,00	1 810 000,00	-9 000,00	1 801 000,00
621	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
621	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
621	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	3 300,00	0,00	0,00	0,00	3 300,00	0,00	3 300,00
621	6488	Autres charges	BFH	F	155 000,00	0,00	0,00	0,00	155 000,00	7 000,00	162 000,00
621	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	518,91	0,00	518,91	0,00	518,91
621	6542	Créances éteintes	BB	F	15 000,00	0,00	-519,22	0,00	14 480,78	0,00	14 480,78
621	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	10 000,00	0,00	-1 028,00	0,00	8 972,00	0,00	8 972,00
621	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	R	F	0,00	0,00	1 028,00	0,00	1 028,00	0,00	1 028,00
621	678	Autres charges exceptionnelles	R	F	10 200,00	0,00	45 589,50	0,00	55 789,50	28 000,00	83 789,50
621	678	Autres charges exceptionnelles	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	60633	Fournitures de voirie	R	F	400 000,00	0,00	62 546,51	0,00	462 546,51	0,00	462 546,51
622	611	Contrats de prestations de services	R	F	35 000,00	0,00	6 210,50	0,00	41 210,50	0,00	41 210,50
622	615231	VOIRIES	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
628	6231	Annonces et insertions	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
628	6331	Versement de transport	BFH	F	900,00	0,00	0,00	0,00	900,00	0,00	900,00
628	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
628	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	1 800,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00	0,00	1 800,00
628	64111	Rémunération principale	BFH	F	177 000,00	0,00	0,00	0,00	177 000,00	1 000,00	178 000,00
628	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
628	64113	NBI	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	64118	Autres indemnités	BFH	F	58 000,00	0,00	0,00	0,00	58 000,00	-2 000,00	56 000,00

628	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	800,00	0,00	0,00	0,00	800,00	0,00	800,00
628	64131	Rémunérations	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	28 000,00	0,00	0,00	0,00	28 000,00	-1 000,00	27 000,00
628	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	57 000,00	0,00	0,00	0,00	57 000,00	-1 000,00	56 000,00
628	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
628	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
628	6488	Autres charges	BFH	F	3 700,00	0,00	0,00	0,00	3 700,00	0,00	3 700,00
628	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	6228	RÉMUNÉRATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	BN	F	50 000,00	0,00	-750,00	0,00	49 250,00	-46 000,00	3 250,00
68	6281	Concours divers (cotisations)	BN	F	3 000,00	0,00	750,00	0,00	3 750,00	0,00	3 750,00
68	6514	Cotisations, adhésions et autres prestations (pour le compte)	DIAD	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
68	6514	Cotisations, adhésions et autres prestations (pour le compte)	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	BN	F	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	-22 000,00	178 000,00
68	6745	Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé	BN	F	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
<b>936</b>			<b>Somme :</b>		<b>15 542 715,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 000,00</b>	<b>15 547 715,00</b>	<b>47 490,00</b>	<b>15 595 205,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
937	70	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	70	6185	Frais de colloques et séminaires	DIAD	F	0,00	0,00	2 520,00	0,00	2 520,00	0,00	2 520,00
	70	6218	Autre personnel extérieur	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	6236	Catalogues et imprimés et publications	DIAD	F	5 000,00	0,00	-5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	6236	Catalogues et imprimés et publications	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	6245	Transports de personnes extérieures à la collectivité	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	6 000,00	0,00	0,00	-1 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	70	6331	Versement de transport	BFH	F	400,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	400,00
	70	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	70	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	800,00	0,00	0,00	0,00	800,00	0,00	800,00
	70	64111	Rémunération principale	BFH	F	76 000,00	0,00	0,00	-1 000,00	75 000,00	-500,00	74 500,00
	70	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	1 400,00	0,00	0,00	0,00	1 400,00	0,00	1 400,00
	70	64113	NBI	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	64118	Autres indemnités	BFH	F	38 000,00	0,00	0,00	-1 000,00	37 000,00	-1 000,00	36 000,00

70	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
70	64131	Rémunérations	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	13 000,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00	-1 000,00	12 000,00
70	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	-1 000,00	24 000,00
70	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
70	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
70	6488	Autres charges	BFH	F	1 300,00	0,00	0,00	500,00	1 800,00	0,00	1 800,00
70	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	65731	ETAT	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	19 000,00	0,00	0,00	0,00	19 000,00	930,00	19 930,00
70	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
71	6574.70	SUBV.FONCT.PERSONNES,ASSOC,AUTRES ORGANISMES - CAUE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
71	7398	AUTRES REVERSEMENTS	BB	F	115 000,00	0,00	0,00	15 381,00	130 381,00	0,00	130 381,00
72	6188	Autres frais divers	DIAD	F	96 174,00	0,00	-9 800,50	0,00	86 373,50	0,00	86 373,50
72	6188	Autres frais divers	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
72	6188.69	AUTRES FRAIS DIVERS - OPAH	DIAD	F	9 378,00	0,00	0,00	0,00	9 378,00	0,00	9 378,00
72	6188.69	AUTRES FRAIS DIVERS - OPAH	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
72	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	DIAD	F	20 000,00	0,00	5 000,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
72	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	60632	Fournitures de petit équipement	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	60632	Fournitures de petit équipement	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	611	Contrats de prestations de services	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	611	Contrats de prestations de services	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	6132	Locations immobilières	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	6132	Locations immobilières	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	6188	Autres frais divers	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	6231	Annonces et insertions	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	6231	Annonces et insertions	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	6233	Foires et expositions	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	6233	Foires et expositions	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	6234	Réceptions	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	6234	Réceptions	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	6236	Catalogues et imprimés et publications	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	6236	Catalogues et imprimés et publications	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	6238	Divers	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	6238	Divers	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	65541	Compensation versée à la région dans le cadre loi NOTRe	BB	F	15 341,00	0,00	0,00	0,00	15 341,00	0,00	15 341,00

731	65734	Communes et structures intercommunales	DIAD	F	12 800,00	0,00	6 400,00	0,00	19 200,00	0,00	19 200,00
731	65734	Communes et structures intercommunales	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	611	Contrats de prestations de services	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	611	Contrats de prestations de services	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	617	Etudes et recherches	BS3	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	6188.301	AUTRES FRAIS DIVERS - APN	BS3	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	6236	Catalogues et imprimés et publications	BS3	F	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00	-2 000,00	0,00
738	6281	Concours divers (cotisations)	DIAD	F	327,00	0,00	3,00	0,00	330,00	0,00	330,00
738	65541	Compensation versée à la région dans le cadre loi NOTRe	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	DIAD	F	80 000,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	80 000,00
738	6568	Autres participations	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	6568	Autres participations	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	65734.300	SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT CNES ET STRUCTURES INTERC - ENS	BS3	F	5 000,00	0,00	-2 000,00	0,00	3 000,00	-3 000,00	0,00
738	65734.301	SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT CNES ET STRUCTURES INTERC - APN	BS3	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	-5 000,00	0,00
738	65735	Autres groupements collectivités collect.statut particulier	DIAD	F	0,00	0,00	4 864,00	0,00	4 864,00	0,00	4 864,00
738	65735	Autres groupements collectivités collect.statut particulier	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DIAD	F	9 252,00	0,00	-4 864,00	0,00	4 388,00	0,00	4 388,00
738	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	6574.300	SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT CNES ET STRUCTURES INTERC - ENS	BS3	F	28 000,00	0,00	0,00	0,00	28 000,00	0,00	28 000,00
738	6574.301	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES - APN	BS3	F	22 000,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00	-1 500,00	20 500,00
738	6574.65	SUBVENTIONS DIVERSES ENVIRONNEMENT (PRIVES)	DIAD	F	12 000,00	0,00	877,50	0,00	12 877,50	0,00	12 877,50
738	6574.65	SUBVENTIONS DIVERSES ENVIRONNEMENT (PRIVES)	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	6574.76	Subv. fonct. A.L.E.	DIAD	F	88 000,00	0,00	0,00	0,00	88 000,00	0,00	88 000,00

	738	6574.76	Subv. fonct. A.L.E.	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	74	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>937</b>				<b>Somme :</b>		<b>716 072,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>12 881,00</b>	<b>728 953,00</b>	<b>-14 070,00</b>	<b>714 883,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMS votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
938	80	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	6218	Autre personnel extérieur	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	80	6331	Versement de transport	BFH	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
	80	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
	80	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
	80	64111	Rémunération principale	BFH	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	-800,00	9 200,00
	80	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	-490,00	10,00
	80	64118	Autres indemnités	BFH	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	-500,00	1 500,00
	80	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	64131	Rémunérations	BFH	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	-1 990,00	10,00
	80	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	-500,00	1 500,00
	80	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	500,00	2 500,00
	80	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	-990,00	10,00
	80	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	6488	Autres charges	BFH	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	200,00	400,00
	80	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	6245.2	FRAIS DE TRANSPORT - PERSONNES HANDICAPEES	RT	F	391 440,00	0,00	0,00	0,00	391 440,00	0,00	391 440,00
	81	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	4 551,93	0,00	4 551,93	0,00	4 551,93
	81	6542	Créances éteintes	BB	F	1 500,00	0,00	-381,13	0,00	1 118,87	0,00	1 118,87
	81	65541	Compensation versée à la région dans le cadre loi NOTRe	BB	F	3 165 658,00	0,00	0,00	0,00	3 165 658,00	0,00	3 165 658,00
	81	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	RT	F	1 260,00	0,00	0,00	0,00	1 260,00	0,00	1 260,00
	81	65888	AUTRES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	10 000,00	0,00	-6 670,80	20 000,00	23 329,20	0,00	23 329,20
	81	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	RT	F	0,00	0,00	2 500,00	0,00	2 500,00	0,00	2 500,00
<b>938</b>				<b>Somme :</b>		<b>3 590 358,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>20 000,00</b>	<b>3 610 358,00</b>	<b>-4 570,00</b>	<b>3 605 788,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	116 Reports	Virements de crédits	DMS votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
------	--------	---------	-----------------	---------	------	----	-------------	----------------------	------------	---------------------------------	-----------------	---------------------------------

939	90	60623	Alimentation	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	60623	Alimentation	DIAD	F	350,00	0,00	0,00	0,00	350,00	-350,00	0,00
	90	60623.2	ALIMENTATION	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	60623.2	ALIMENTATION	DIAD	F	800,00	0,00	-539,09	0,00	260,91	0,00	260,91
	90	6132	Locations immobilières	BN	F	24 000,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00	-5 000,00	19 000,00
	90	6132.2	LOCATIONS IMMOBILIERES	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	6132.2	LOCATIONS IMMOBILIERES	DIAD	F	3 000,00	0,00	-600,00	0,00	2 400,00	0,00	2 400,00
	90	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	90	6188	Autres frais divers	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	6188	Autres frais divers	DIAD	F	16 800,00	0,00	-6 004,09	0,00	10 795,91	-10 795,91	0,00
	90	6188.2	APPEL A PROJET 2018 ATTRACTIVITE	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	6188.2	APPEL A PROJET 2018 ATTRACTIVITE	DIAD	F	27 800,00	0,00	-21 000,00	0,00	6 800,00	0,00	6 800,00
	90	6218	Autre personnel extérieur	BFH	F	0,00	0,00	2 850,00	0,00	2 850,00	0,00	2 850,00
	90	6231.2	ANNONCES ET INSERTIONS	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	6231.2	ANNONCES ET INSERTIONS	DIAD	F	5 400,00	0,00	-4 200,00	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00
	90	6233	Foires et expositions	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	6233	Foires et expositions	DIAD	F	3 500,00	0,00	-1 205,11	0,00	2 294,89	0,00	2 294,89
	90	6233.2	Foires et expositions-Demographie medicale	DIAD	F	0,00	0,00	1 800,00	0,00	1 800,00	0,00	1 800,00
	90	6234	Réceptions	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	6234	Réceptions	DIAD	F	350,00	0,00	0,00	0,00	350,00	-350,00	0,00
	90	6234.2	Réceptions - Colloque Théophile Roussel	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	6234.2	Réceptions - Colloque Théophile Roussel	DIAD	F	4 000,00	0,00	6 100,00	0,00	10 100,00	0,00	10 100,00
	90	6238.2	DIVERS	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	6238.2	DIVERS	DIAD	F	3 000,00	0,00	500,00	0,00	3 500,00	0,00	3 500,00
	90	6245.2	FRAIS DE TRANSPORT - PERSONNES HANDICAPEES	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	6245.2	FRAIS DE TRANSPORT - PERSONNES HANDICAPEES	DIAD	F	5 000,00	0,00	1 944,20	0,00	6 944,20	0,00	6 944,20
	90	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	9 000,00	0,00	400,00	0,00	9 400,00	0,00	9 400,00
	90	6331	Versement de transport	BFH	F	2 500,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	2 500,00
	90	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	2 600,00	0,00	0,00	0,00	2 600,00	0,00	2 600,00
	90	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	4 500,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00
	90	64111	Rémunération principale	BFH	F	550 000,00	0,00	-400,00	-30 000,00	519 600,00	-15 000,00	504 600,00
	90	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	7 500,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00	-1 000,00	6 500,00
	90	64113	NBI	BFH	F	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
	90	64118	Autres indemnités	BFH	F	155 000,00	0,00	0,00	-10 000,00	145 000,00	-2 000,00	143 000,00
	90	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	2 200,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00	0,00	2 200,00

90	64131	Rémunérations	BFH	F	7 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	-6 990,00	10,00
90	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	85 000,00	0,00	-2 000,00	0,00	83 000,00	-6 000,00	77 000,00
90	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	170 000,00	0,00	-850,00	0,00	169 150,00	-3 500,00	165 650,00
90	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	1 740,00	0,00	0,00	0,00	1 740,00	-1 730,00	10,00
90	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
90	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	600,00
90	6488	Autres charges	BFH	F	13 000,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00	1 500,00	14 500,00
90	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
90	65734	Communes et structures intercommunales	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
90	65734	Communes et structures intercommunales	DIAD	F	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
90	65734.90	SUBVENTION FONDS INTERVENTION ECONOMIQUE	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
90	65734.90	SUBVENTION FONDS INTERVENTION ECONOMIQUE	DIAD	F	20 000,00	0,00	-3 000,00	0,00	17 000,00	-7 932,97	9 067,03
90	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
90	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
90	65737.90	SUBVENTION FONDS INTERVENTION ECONOMIQUE	DIAD	F	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
90	65738	Organismes publics divers	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
90	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
90	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	DIAD	F	8 000,00	0,00	-6 000,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
90	6574.90	SUBVENTIONS FONDS INTERVENTION ECONOMIQUE	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
90	6574.90	SUBVENTIONS FONDS INTERVENTION ECONOMIQUE	DIAD	F	80 000,00	0,00	-4 766,00	0,00	75 234,00	-9 751,00	65 483,00
90	65888	AUTRES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
90	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	10 000,00	0,00	-0,21	0,00	9 999,79	0,00	9 999,79
91	6561.13	ORGANISMES DE REGROUPEMENT - SM PNR AUBRAC	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
91	6561.13	ORGANISMES DE REGROUPEMENT - SM PNR AUBRAC	DIAD	F	80 000,00	0,00	-166,00	0,00	79 834,00	0,00	79 834,00
91	6561.3	Participation Syndicat Mixte RN88	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
91	65734	Communes et structures intercommunales	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
91	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
91	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
91	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DIAD	F	136 748,00	0,00	476,00	0,00	137 224,00	0,00	137 224,00
91	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

91	65737.4	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
91	65737.4	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DIAD	F	32 384,00	0,00	-1 250,47	0,00	31 133,53	0,00	31 133,53
91	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	100 000,00	0,00	-9 875,00	0,00	90 125,00	0,00	90 125,00
91	6574.43	SUBVENTIONS - POLITIQUES TERRITORIALES PAYS	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
91	6574.43	SUBVENTIONS - POLITIQUES TERRITORIALES PAYS	DIAD	F	13 282,00	0,00	3 907,56	0,00	17 189,56	0,00	17 189,56
91	65821	Déficit des budgets annexes à caractère administratif	BB	F	413 624,00	0,00	0,00	0,00	413 624,00	-8 851,00	404 773,00
921	65821	Déficit des budgets annexes à caractère administratif	BB	F	887 056,68	0,00	0,00	8 000,00	895 056,68	0,00	895 056,68
928	60623	Alimentation	DIAD	F	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
928	60632	Fournitures de petit équipement	DIAD	F	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
928	611	Contrats de prestations de services	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	611	Contrats de prestations de services	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	6188	Autres frais divers	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	6188	Autres frais divers	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	62268.1	AUTRES HONORAIRES - CDAF	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	62268.1	AUTRES HONORAIRES - CDAF	DIAD	F	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	300,00
928	6236	Catalogues et imprimés et publications	DIAD	F	2 000,00	0,00	-1 500,00	0,00	500,00	0,00	500,00
928	6281	Concours divers (cotisations)	DIAD	F	10 000,00	0,00	-1 234,00	0,00	8 766,00	0,00	8 766,00
928	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	65734	Communes et structures intercommunales	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	65734	Communes et structures intercommunales	DIAD	F	1 500,00	0,00	-1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	DIAD	F	120 000,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00	0,00	120 000,00
928	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	DIAD	F	158 500,00	0,00	-23 600,00	0,00	134 900,00	-2 347,00	132 553,00
928	6574.67	SUBV.ANIMATION MOBILISATION FONCIERE (PRIVES)	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	6574.67	SUBV.ANIMATION MOBILISATION FONCIERE (PRIVES)	DIAD	F	16 000,00	0,00	-476,00	0,00	15 524,00	-606,00	14 918,00
928	6574.71	Subvention Fonctio. Ass De Lozère	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	6574.71	Subvention Fonctio. Ass De Lozère	DIAD	F	130 000,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00	0,00	130 000,00
928	6574.85	SUBVENTIONS ANIMATION SAFER	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	6574.85	SUBVENTIONS ANIMATION SAFER	DIAD	F	27 000,00	0,00	0,00	0,00	27 000,00	-4 000,00	23 000,00

928	6574.86	SUBV.FONCT.AUX PERSONNES ASSOCIATIONS - SECHERESSE	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	6574.86	SUBV.FONCT.AUX PERSONNES ASSOCIATIONS - SECHERESSE	DIAD	F	46 100,00	0,00	18 900,00	0,00	65 000,00	0,00	65 000,00
928	6574.92	SUBVENTION TRANSPORT FOURRAGE	DIAD	F	0,00	0,00	-15 000,00	50 000,00	35 000,00	0,00	35 000,00
928	678	Autres charges exceptionnelles	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
93	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
93	6713	Dots et prix	BB	F	750,00	0,00	0,00	0,00	750,00	0,00	750,00
94	6188	Autres frais divers	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	6188	Autres frais divers	DIAD	F	50 000,00	0,00	-3 143,44	0,00	46 856,56	0,00	46 856,56
94	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	DID	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	6227	Frais d'actes et de contentieux	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	6227	Frais d'actes et de contentieux	BMP	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	6281	Concours divers (cotisations)	DIAD	F	0,00	0,00	50,00	0,00	50,00	0,00	50,00
94	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	DIAD	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
94	6568	Autres participations	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	6568	Autres participations	DIAD	F	103 000,00	0,00	-593,56	0,00	102 406,44	0,00	102 406,44
94	65734	Communes et structures intercommunales	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	65734	Communes et structures intercommunales	DIAD	F	172 800,00	0,00	50 000,00	0,00	222 800,00	0,00	222 800,00
94	65734.19	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES - OTSI	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	65734.19	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES - OTSI	DIAD	F	62 000,00	0,00	350,00	0,00	62 350,00	0,00	62 350,00
94	65735	Autres groupements collectivités collect.statut particulier	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	65735	Autres groupements collectivités collect.statut particulier	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	65738	Organismes publics divers	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	79 000,00	0,00	9 875,00	0,00	88 875,00	0,00	88 875,00
94	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	DIAD	F	1 286 000,00	0,00	0,00	0,00	1 286 000,00	-8 000,00	1 278 000,00
94	6574.88	SUBV.FONCT.PERSONNES,ASSOC,AUTRES ORGANISMES - OTSI	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	6574.88	SUBV.FONCT.PERSONNES,ASSOC,AUTRES ORGANISMES - OTSI	DIAD	F	75 000,00	0,00	850,00	0,00	75 850,00	0,00	75 850,00
94	6718	Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	BMP	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

94	678	Autres charges exceptionnelles	BB	F	0,00	0,00	0,21	0,00	0,21	0,00	0,21
95	6233	Foires et expositions	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
95	6233	Foires et expositions	DIAD	F	6 000,00	0,00	-900,00	0,00	5 100,00	0,00	5 100,00
95	6233.2	Foires et expositions-Demographie medicale	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
95	6233.2	Foires et expositions-Demographie medicale	DIAD	F	5 200,00	0,00	1 600,00	0,00	6 800,00	-25,94	6 774,06
95	6236	Catalogues et imprimés et publications	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
95	6236	Catalogues et imprimés et publications	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
95	6513	Bourses	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
95	6513	Bourses	DIAD	F	32 800,00	0,00	2 200,00	0,00	35 000,00	0,00	35 000,00
95	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	DAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
95	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	DIAD	F	4 000,00	0,00	500,00	0,00	4 500,00	-500,00	4 000,00
<b>939</b>			<b>Somme :</b>		<b>5 322 884,68</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>18 000,00</b>	<b>5 340 884,68</b>	<b>-93 229,82</b>	<b>5 247 654,86</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
940		673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
		73918	AUTRES REVERSEMENTS SUR IMPOTS LOCAUX OU ASSIMILES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		739262	PRELEVEMENTS AU TITRE DU FONDS DE SOLIDARITE EN FAVEUR DPTS	BB	F	475 000,00	0,00	0,00	0,00	475 000,00	-75 000,00	400 000,00
		73928	AUTRES REVERSEMENTS SUR DROITS D'ENREGISTREMENT	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	119 514,00	119 514,00
<b>940</b>			<b>Somme :</b>			<b>480 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>480 000,00</b>	<b>44 514,00</b>	<b>524 514,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
943		627	Services bancaires et assimilés	BB	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
		6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		66111	INTERETS REGLES A L'ECHEANCE	BB	F	1 000 000,00	0,00	-76 909,87	0,00	923 090,13	0,00	923 090,13
		66112	INTERETS - RATTACHEMENTS DES ICNE	BB	F	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
		6615	Intérêts des comptes courants et de dépôts créditeurs	BB	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
		6616	Intérêts bancaires et sur opérations de financement (escompt	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6618	Intérêts des autres dettes	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6688	AUTRES	BB	F	0,00	0,00	76 909,87	0,00	76 909,87	0,00	76 909,87
<b>943</b>			<b>Somme :</b>			<b>1 130 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 130 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 130 000,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
944		65861	Frais de personnel	BFH	F	83 000,00	0,00	0,00	0,00	83 000,00	0,00	83 000,00
<b>944</b>				<b>Somme :</b>		<b>83 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>83 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>83 000,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
945		6815	Dotations aux provisions pour risques et charges de fonction	BB	F	55 000,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00	55 000,00
		6817	Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circul	BB	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
<b>945</b>				<b>Somme :</b>		<b>60 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>60 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>60 000,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
946		673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		675	Valeurs comptables des immobilisations cédées		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6761	Différences sur réalisations (positives) transférées en inve		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6811	Dotations aux amortissements IMMO.INCORPORELLES		F	20 568 536,43	0,00	0,00	400 000,00	20 968 536,43	0,00	20 968 536,43
<b>946</b>				<b>Somme :</b>		<b>20 568 536,43</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>400 000,00</b>	<b>20 968 536,43</b>	<b>0,00</b>	<b>20 968 536,43</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
952		022	Dépenses imprévues	BB	F	733 717,32	0,00	0,00	811 882,22	1 545 599,54	1 439 276,56	2 984 876,10
<b>952</b>				<b>Somme :</b>		<b>733 717,32</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>811 882,22</b>	<b>1 545 599,54</b>	<b>1 439 276,56</b>	<b>2 984 876,10</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
953		023	Virement à la section d'investissement		F	6 533 000,00	0,00	0,00	500 000,00	7 033 000,00	0,00	7 033 000,00
<b>953</b>				<b>Somme :</b>		<b>6 533 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>500 000,00</b>	<b>7 033 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 033 000,00</b>

				<b>Somme :</b>		<b>128 650 988,43</b>	<b>14 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 241 063,22</b>	<b>130 906 551,65</b>	<b>3 198 801,96</b>	<b>134 105 353,61</b>

# BUDGET PRINCIPAL DEPENSES INVESTISSEMENT

## Investissement

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
		001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	I	0,00	0,00	0,00	6 288 531,74	6 288 531,74	0,00	6 288 531,74
			<b>Somme :</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6 288 531,74</b>	<b>6 288 531,74</b>	<b>0,00</b>	<b>6 288 531,74</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
900	0202	165	Dépôts et cautionnements reçus	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	165	Dépôts et cautionnements reçus	POLEN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2031	Frais d'études	RB	I	20 000,00	0,00	0,00	1 482,28	21 482,28	0,00	21 482,28
	0202	2031.4	Frais d'étude DSP Les Bouviers	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2031.5	Frais d'étude DSP Ste Lucie	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2033	Frais d'insertion	BMP	I	9 000,00	2 040,58	0,00	0,00	11 040,58	-700,00	10 340,58
	0202	2033	Frais d'insertion	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2033.5	Frais d'insertion DSP Ste Lucie	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	205	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BFI	I	343 000,00	64 337,79	41 800,00	0,00	449 137,79	-72 000,00	377 137,79
	0202	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	DID	I	27 000,00	0,00	0,00	0,00	27 000,00	0,00	27 000,00
	0202	205.11	Acquisition logiciels - SIG Divers domaines	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	21311	Bâtiments administratifs	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	21311	Bâtiments administratifs	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	800 000,00	800 000,00	0,00	800 000,00
	0202	21311	Bâtiments administratifs	RB	I	200 000,00	0,00	-200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2157	Matériel et outillage technique	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2157	Matériel et outillage technique	BMG	I	10 000,00	51,06	5 800,00	0,00	15 851,06	0,00	15 851,06
	0202	2157	Matériel et outillage technique	RB	I	0,00	0,00	10 845,00	0,00	10 845,00	0,00	10 845,00
	0202	2181	Installations générales, agencements et aménagements divers	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	21838	Autre matériel informatique	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	21838	Autre matériel informatique	BFI	I	384 000,00	15 934,86	-41 800,00	0,00	358 134,86	35 000,00	393 134,86
	0202	21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	BMG	I	40 000,00	14 909,33	-5 800,00	0,00	49 109,33	0,00	49 109,33
	0202	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	RB	I	15 000,00	0,00	359,10	0,00	15 359,10	0,00	15 359,10
	0202	2188	Autres	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

0202	231312	Bâtiments scolaires	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	231351	Bâtiments publics	POLEN	I	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00
0202	231351	Bâtiments publics	RB	I	132 200,00	7 498,11	188 795,90	-6 507,23	321 986,78	-30 000,00	291 986,78	0,00
0202	231351.4	Bâtiments publics DSP les bouviers	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	231351.5	Bâtiments publics DSP Ste Lucie	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	2314	Constructions sur sol d'autrui	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	23181	Installations générales, agencements et aménagements divers	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	27634	Communes et structures intercommunales	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>900</b>			<b>Somme :</b>		<b>1 230 200,00</b>	<b>104 771,73</b>	<b>0,00</b>	<b>794 975,05</b>	<b>2 129 946,78</b>	<b>-67 700,00</b>	<b>2 062 246,78</b>	

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
902	20	2031	Frais d'études	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	2033	Frais d'insertion	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	2317312	Bâtiments scolaires	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	21	2031	Frais d'études	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	21	2317312	Bâtiments scolaires	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	2031	Frais d'études	RB	I	485 000,00	1 067,17	-79 796,35	74 361,67	480 632,49	0,00	480 632,49
	221	2033	Frais d'insertion	BMP	I	14 000,00	675,15	0,00	0,00	14 675,15	0,00	14 675,15
	221	2033	Frais d'insertion	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BFI	I	0,00	0,00	13 000,00	0,00	13 000,00	0,00	13 000,00
	221	2111	Terrains nus	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	2157	Matériel et outillage technique	BMG	I	10 000,00	22,46	-2 800,00	0,00	7 222,46	0,00	7 222,46
	221	2157	Matériel et outillage technique	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	2181	Installations générales, agencements et aménagements divers	BMG	I	0,00	26,76	2 800,00	0,00	2 826,76	0,00	2 826,76
	221	21831	Matériel informatique scolaire	BFI	I	360 000,00	8 849,77	-13 000,00	0,00	355 849,77	-35 000,00	320 849,77
	221	21838	Autre matériel informatique	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	RB	I	54 000,00	0,00	0,00	0,00	54 000,00	0,00	54 000,00
	221	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	231312	Bâtiments scolaires	RB	I	263 000,00	0,00	-125 000,00	4 501,85	142 501,85	100 000,00	242 501,85
	221	23153	Réseaux divers	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	2317312	Bâtiments scolaires	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	2317312	Bâtiments scolaires	RB	I	2 363 565,00	0,00	206 214,48	29 069,68	2 598 849,16	400 000,00	2 998 849,16
	221	231735.05	MAINTENANCE DES COLLEGES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	238	Avances versées sur commandes immobilisations corporelles	RB	I	0,00	0,00	12 581,87	0,00	12 581,87	0,00	12 581,87
	23	2031	Frais d'études	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	RB	I	6 000,00	0,00	-4 000,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	23	2317312	Bâtiments scolaires	RB	I	24 000,00	0,00	-10 000,00	11 092,80	25 092,80	0,00	25 092,80
<b>902</b>			<b>Somme :</b>			<b>3 579 565,09</b>	<b>10 641,31</b>	<b>0,00</b>	<b>119 026,00</b>	<b>3 709 232,31</b>	<b>465 000,00</b>	<b>4 174 232,31</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
903	312	2031	Frais d'études	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	2033	Frais d'insertion	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	216.5	COLLECTIONS ET OEUVRES D'ART - PATRIMOINE COMMUNES	BD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	RB	I	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	312	2188	Autres	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	231314	Bâtiments culturels et sportifs	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	231351	Bâtiments publics	RB	I	4 500,00	0,00	-2 500,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	312	2316	Restauration des collections et œuvres d'art	BD	I	93 011,42	64,00	-3 000,00	-64,00	90 011,42	-8 344,72	81 666,70
	312	2316.1	Restauration collections oeuvres art Javols	BD	I	12 000,00	0,00	3 000,00	-8 400,00	6 600,00	-367,20	6 232,80
	313	2031	Frais d'études	RB	I	5 665,90	7 186,60	0,00	-5 002,98	7 849,52	-5 643,22	2 206,30
	313	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	RB	I	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
	313	2188	Autres	BI	I	100 000,00	24,69	0,00	-24,69	100 000,00	0,00	100 000,00
	313	231351	Bâtiments publics	RB	I	42 834,10	1 842,51	-2 092,10	376,16	42 960,67	0,00	42 960,67
	314	2031	Frais d'études	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	314	21314	Bâtiments culturels et sportifs	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	314	216.1	Restauration oeuvres d'art - Musée	BD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	314	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	RB	I	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	314	231351	Bâtiments publics	RB	I	5 500,00	0,00	-3 900,00	912,00	2 512,00	0,00	2 512,00
	314	2314.19	Réaménagement Château de St Alban	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	314	2316	Restauration des collections et œuvres d'art	BD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	2031	Frais d'études	RB	I	53 000,00	0,00	41 825,00	0,00	94 825,00	0,00	94 825,00
	315	2157	Matériel et outillage technique	BH	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	216	COLLECTIONS ET OEUVRES D'ART - RESTAURATION	BH	I	43 800,00	0,26	-800,00	-0,26	43 000,00	0,00	43 000,00
	315	216.2	COLLECTIONS ET OEUVRES D'ART- ACQUISITIONS	BH	I	1 200,00	0,00	800,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	315	216.6	COLLECTIONS ET OEUVRES ART NUMERISATION	BH	I	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	315	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	BH	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	RB	I	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
	315	2188	Autres	BH	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	6 000,00
	315	231314	Bâtiments culturels et sportifs	RB	I	454 000,00	0,00	-41 825,00	0,00	412 175,00	-386 366,32	25 808,68
	315	231351	Bâtiments publics	RB	I	5 500,00	0,00	8 492,10	0,00	13 992,10	0,00	13 992,10
	32	21314	Bâtiments culturels et sportifs	DIAD	I	600 000,00	0,00	0,00	50 000,00	650 000,00	-650 000,00	0,00
<b>903</b>			<b>Somme :</b>			<b>1 441 011,42</b>	<b>9 118,06</b>	<b>0,00</b>	<b>37 796,23</b>	<b>1 487 925,71</b>	<b>-1 044 721,46</b>	<b>443 204,25</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	125 Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
------	--------	---------	-----------------	---------	------	----	-------------	-----------	------------	---------------------------------	-----------------	---------------------------------

904	40	2031	Frais d'études	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	40	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	RB	I	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	40	231351	Bâtiments publics	RB	I	23 000,00	0,00	0,00	1 049,35	24 049,35	0,00	24 049,35
	40	23181	Installations générales, agencements et aménagements divers	RB	I	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
<b>904</b>				<b>Somme :</b>		<b>26 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 049,35</b>	<b>27 049,35</b>	<b>0,00</b>	<b>27 049,35</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
905	50	2031	Frais d'études	RB	I	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
	50	21838	Autre matériel informatique	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	RB	I	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	50	231351	Bâtiments publics	RB	I	11 500,00	0,00	0,00	0,00	11 500,00	0,00	11 500,00
<b>905</b>				<b>Somme :</b>		<b>17 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>17 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>17 500,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
906	61	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	2188	Autres	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	1313	Départements	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	1313	Départements	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	1314	Communes et structures intercommunales	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	1314	Communes et structures intercommunales	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2031	Frais d'études	R	I	170 000,00	0,00	47 600,00	-10 000,00	207 600,00	0,00	207 600,00
	621	2031	Frais d'études	RB	I	55 000,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00	-8 000,00	47 000,00
	621	2033	Frais d'insertion	BMP	I	49 000,00	5 896,96	0,00	0,00	54 896,96	-10 000,00	44 896,96
	621	2033	Frais d'insertion	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2111	Terrains nus	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2115	Terrains bâtis	R	I	0,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00
	621	2115	Terrains bâtis	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	21311	Bâtiments administratifs	RB	I	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	-100 000,00	0,00
	621	21318	Autres bâtiments publics	DIAD	I	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	-10 000,00	90 000,00
	621	21318	Autres bâtiments publics	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2151	Réseaux de voirie	R	I	120 000,00	0,00	-9 000,00	0,00	111 000,00	0,00	111 000,00
	621	2157	Matériel et outillage technique	BMG	I	10 000,00	1 847,39	0,00	0,00	11 847,39	0,00	11 847,39
	621	2157	Matériel et outillage technique	R	I	1 100 000,00	0,00	-763 593,00	0,00	336 407,00	0,00	336 407,00
	621	2157	Matériel et outillage technique	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2182	Matériel de transport	R	I	365 000,00	0,00	95 157,00	0,00	460 157,00	0,00	460 157,00
	621	21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	RB	I	15 000,00	500,00	600,00	0,00	16 100,00	-9 100,00	7 000,00
	621	231318	Autres bâtiments publics	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

621	231318	Autres bâtiments publics	RB	I	95 000,00	1 505,22	7 500,00	83 991,27	187 996,49	-26 500,00	161 496,49
621	23151	Réseaux de voirie	R	I	12 770 000,00	90 038,13	-48 645,00	-80 038,13	12 731 355,00	180 000,00	12 911 355,00
621	23157	Matériel et outillage technique	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	2317318	Autres bâtiments publics	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	2317318	Autres bâtiments publics	RB	I	205 000,00	28 247,03	-8 100,00	128 497,07	353 644,10	-54 436,34	299 207,76
621	231757	Matériel et outillage techniques	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	23181	Installations générales, agencements et aménagements divers	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	23181	Installations générales, agencements et aménagements divers	RB	I	30 000,00	671,84	0,00	0,00	30 671,84	-10 671,84	20 000,00
621	238	Avances versées sur commandes immobilisations corporelles	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	2157	Matériel et outillage technique	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	2182	Matériel de transport	R	I	295 000,00	0,00	669 481,00	0,00	964 481,00	0,00	964 481,00
622	23151	Réseaux de voirie	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	2031	Frais d'études	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	204122	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	2111	Terrains nus	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	23153	Réseaux divers	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	231753	Réseaux divers	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00
<b>906</b>			<b>Somme :</b>		<b>15 479 000,00</b>	<b>128 706,57</b>	<b>0,00</b>	<b>122 450,21</b>	<b>15 730 156,78</b>	<b>-28 708,18</b>	<b>15 701 448,60</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
907	731	2031	Frais d'études	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	2031	Frais d'études	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2031	Frais d'études	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2031	Frais d'études	BS3	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	208	Autres immobilisations incorporelles	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2128	Autres agencements et aménagements	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2157	Matériel et outillage technique	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2157	Matériel et outillage technique	BS3	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2157.300	Matériel et outillage technique	BS3	I	0,00	0,00	30 000,00	-7 471,40	22 528,60	0,00	22 528,60
	738	2157.301	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES - APN	BS3	I	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	738	2257	Matériel et outillage techniques	BS3	I	32 000,00	0,00	-32 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	2031	Frais d'études	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>907</b>			<b>Somme :</b>			<b>32 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-7 471,40</b>	<b>24 528,60</b>	<b>0,00</b>	<b>24 528,60</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
908	80	2031	Frais d'études	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	23151	Réseaux de voirie	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	821	2031	Frais d'études	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	821	2152	Installations de voirie	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	821	231752	Installations de voirie	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	88	2128	Autres agencements et aménagements	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	88	2188	Autres	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	88	23151	Réseaux de voirie	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>908</b>				<b>Somme :</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
909	90	2031	Frais d'études	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	2111	Terrains nus	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	231785	Matériel de téléphonie	BN	I	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	-30 000,00	0,00
	91	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	921	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	261	Titres de participation	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	261.1	Titres de participation	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	266.1	PARTICIPATION CAPITAL SOCIAL SEM ABATTOIR	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	208	Autres immobilisations incorporelles	BB	I	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
	94	2188	Autres	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	-20 000,00	0,00
	94	23151	Réseaux de voirie	R	I	180 000,00	15 922,22	0,00	-15 922,22	180 000,00	-180 000,00	0,00
<b>909</b>				<b>Somme :</b>		<b>1 210 000,00</b>	<b>15 922,22</b>	<b>0,00</b>	<b>4 077,78</b>	<b>1 230 000,00</b>	<b>-230 000,00</b>	<b>1 000 000,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
910	0202	204141.328	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - PED	BC	I	7 437,00	1 915,09	0,00	0,00	9 352,09	-6 752,09	2 600,00
	0202	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	335 905,00	20 191,00	0,00	29 923,00	386 019,00	-87 479,00	298 540,00
	0202	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	323 000,00	0,00	0,00	0,00	323 000,00	-30 000,00	293 000,00
	0202	204142.328	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PED	BC	I	60 892,13	0,10	0,00	0,00	60 892,23	-4 279,21	56 613,02
	0202	204142.328	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PED	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2041721	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2041722	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

<b>910</b>				Somme :		<b>727 234,13</b>	<b>22 106,19</b>	<b>0,00</b>	<b>29 923,00</b>	<b>779 263,32</b>	<b>-128 510,30</b>	<b>650 753,02</b>
------------	--	--	--	---------	--	-------------------	------------------	-------------	------------------	-------------------	--------------------	-------------------

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
911	12	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	52 288,60	0,00	0,00	2 449,00	54 737,60	-52 288,60	2 449,00
	12	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	12	204142.24	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - DFCI	BS	I	13 644,38	6 074,80	0,00	0,00	19 719,18	-3 711,54	16 007,64
	12	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	12	204181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	I01	I	600 000,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00	0,00	600 000,00
	12	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	I01	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>911</b>				Somme :		<b>665 932,98</b>	<b>6 074,80</b>	<b>0,00</b>	<b>2 449,00</b>	<b>674 456,78</b>	<b>-56 000,14</b>	<b>618 456,64</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
912	21	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	30 647,00	6 509,00	0,00	-1 470,00	35 686,00	0,00	35 686,00
	21	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	21	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	47 617,00	0,00	0,00	0,00	47 617,00	-10 000,00	37 617,00
	221	20421.218	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-OGEC coll.Priv.info.Péda	BD	I	69 365,00	0,00	0,00	0,00	69 365,00	0,00	69 365,00
	221	20422.63	BATIMENTS ET INSTALLATIONS-OGEC collèges privés	BD	I	144 126,17	5 206,00	0,00	-8 206,21	141 125,96	-9 965,21	131 160,75
	221	20431.206	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Collèges publics	BD	I	25 000,00	995,88	0,00	3 004,12	29 000,00	0,00	29 000,00
	222	20431	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BD	I	13 276,22	0,00	0,00	0,00	13 276,22	-4 215,95	9 060,27
	222	20432	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>912</b>				Somme :		<b>330 031,39</b>	<b>12 710,88</b>	<b>0,00</b>	<b>-6 672,09</b>	<b>336 070,18</b>	<b>-24 181,16</b>	<b>311 889,02</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
913	312	204122	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	204122	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	33 668,00	0,00	0,00	0,00	33 668,00	-33 668,00	0,00
	312	204141.12	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Restau.objets mobiliers	BD	I	43 908,40	0,00	0,00	0,00	43 908,40	-10 566,02	33 342,38
	312	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	207 698,50	64 004,50	0,00	22 800,00	294 503,00	-64 880,00	229 623,00
	312	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	-5 000,00	45 000,00
	312	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	9 662,00	0,00	0,00	0,00	9 662,00	-8 437,00	1 225,00
	313	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BI	I	33 945,50	0,00	0,00	0,00	33 945,50	-4 678,00	29 267,50

313	204141.1	BIENS MOBILIERS MATERIEL VEHICULES MEDIATHEQUES	BI	I	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	-20 000,00	0,00
313	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
313	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
313	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	19 000,00	0,00	0,00	-19 000,00	0,00	0,00	0,00
314	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	125 200,00	0,00	0,00	-125 200,00	0,00	0,00	0,00
315	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BH	I	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	-8 000,00	0,00
32	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
32	20421.167	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES- equipements sportifs ass	BD	I	35 000,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00	-367,00	34 633,00
33	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
33	204142.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Crèche halte garderies publique	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
33	204142.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Crèche halte garderies publique	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
33	2041721	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
33	204182.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
33	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
33	20421.2	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - Crèches halte garderie	BLASE	I	10 043,14	0,00	0,00	0,00	10 043,14	-6 543,14	3 500,00
33	20422.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Crèches halte garderies privées	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
33	20422.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Crèches halte garderies privées	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>913</b>			<b>Somme :</b>		<b>596 125,54</b>	<b>64 004,50</b>	<b>0,00</b>	<b>-121 400,00</b>	<b>538 730,04</b>	<b>-162 139,16</b>	<b>376 590,88</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
915	50	204181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	204142.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Crèche halte garderies publique	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	204182.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	20422.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Crèches halte garderies privées	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	204142.3	communes et structures intercommunales - EHPAD publiques	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	2041722.3	Centre communal d'action sociale - EHPAD publiques	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	2041782.3	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - EHPAD publiques	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	204182.3	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

53	20422.3	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - EHPAD Privés	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
538	204142.3	communes et structures intercommunales - EHPAD publiques	BL	I	319 712,86	0,00	0,00	0,00	319 712,86	0,00	319 712,86	0,00
538	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
538	2041782.3	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - EHPAD publiques	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
538	20418	Organismes publics divers	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
538	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BL	I	676 000,00	0,00	0,00	0,00	676 000,00	-676 000,00	0,00	0,00
538	204182.3	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BL	I	337 000,00	0,00	0,00	0,00	337 000,00	-13 719,76	323 280,24	0,00
538	20422.3	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - EHPAD Privés	BL	I	57 244,00	0,00	0,00	0,00	57 244,00	0,00	57 244,00	0,00
538	2748	Autres prêts	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
58	20417	Autres établissements publics locaux	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
58	2041781	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BL	I	600 000,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00	-600 000,00	0,00	0,00
58	2041782.1	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - AIRDIE	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>915</b>			<b>Somme :</b>		<b>1 989 956,86</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 989 956,86</b>	<b>-1 289 719,76</b>	<b>700 237,10</b>	

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
916	61	204141.217	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - RMC	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	204142.217	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - RMC	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	2041781	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	204113	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	BC	I	0,00	0,00	1 303 000,00	0,00	1 303 000,00	-344,00	1 302 656,00
	628	204114	VOIRIES	BC	I	1 000 397,10	0,00	###	302 602,90	0,00	0,00	0,00
	628	204114	VOIRIES	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	391 145,94	111 972,48	0,00	-15 230,15	487 888,27	-56 113,27	431 775,00
	628	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	1 200 000,00	0,00	0,00	200 000,00	1 400 000,00	374 329,75	1 774 329,75
	628	204142.14	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Inondation 2008	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	204142.7	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Programme urbain	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	204142.78	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PEVC	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	95 550,00	0,00	0,00	0,00	95 550,00	0,00	95 550,00
	628	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

628	2041782.78	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PEVC	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	204123	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	204143	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	2041783	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	BN	I	620 000,00	0,00	0,00	0,00	620 000,00	10 000,00	630 000,00	
68	20423	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>916</b>			<b>Somme :</b>		<b>3 307 093,04</b>	<b>111 972,48</b>	<b>0,00</b>	<b>487 372,75</b>	<b>3 906 438,27</b>	<b>327 872,48</b>	<b>4 234 310,75</b>	

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
917	70	2041783	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	71	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	72	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	63 015,00	0,00	0,00	0,00	63 015,00	-9 940,00	53 075,00
	72	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	72	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	-50 000,00	50 000,00
	72	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	72	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	72	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	6 500,00	3 500,00	0,00	4 500,00	14 500,00	-7 000,00	7 500,00
	72	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	-5 000,00	10 000,00
	72	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	15 000,00	0,00	0,00	11 500,00	26 500,00	-3 000,00	23 500,00
	731	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DIAD	I	10 000,00	0,00	-8 688,00	15 000,00	16 312,00	-4 300,00	12 012,00
	731	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DID	I	16 500,00	0,00	0,00	4 075,30	20 575,30	-7 494,00	13 081,30
	731	204141.216	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - Déchets ménager	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	204142.216	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Déchets ménager	BS	I	184 745,00	0,00	0,00	50 000,00	234 745,00	-50 000,00	184 745,00
	731	204142.216	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Déchets ménager	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	204151	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DIAD	I	0,00	0,00	8 688,00	0,00	8 688,00	0,00	8 688,00

731	20421.216	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - Déchets ménager	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	204141.30	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - Ges.intégrée cours eau	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	204141.300	BIENS MOBILIERS, MATERIELS ET ETUDES - ENS	BS3	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	204141.31	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Act.pleine nature public	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	204141.41	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Mobili.fonciere public	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	204141.42	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Sub.envir.diverse public	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	4 713,00	0,00	0,00	0,00	4 713,00	-230,00	4 483,00
738	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	48 564,82	0,00	0,00	10 294,95	58 859,77	-388,84	58 470,93
738	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00
738	204142.19	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Sylviculture	BS	I	0,00	341,39	0,00	-341,39	0,00	0,00	0,00
738	204142.19	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Sylviculture	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	204142.30	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Gest.intégrée cours eau public	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	204142.300	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - ENS	BS3	I	82 057,00	0,00	0,00	0,00	82 057,00	-18 000,00	64 057,00
738	204142.301	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - APN	BS3	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	204142.31	BATIMENTS ET INSTALLATIONS-Act.pleine nature public	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	204151	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	204152	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	2041781	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	204181.10	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Circuit rando topo-guide	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	20421.24	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Act.pleine nature privés	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	20421.300	BIENS MOBILIERS, MATERIELS ET ETUDES - ENS	BS3	I	9 887,86	0,00	0,00	-376,37	9 511,49	-5 000,00	4 511,49
738	20421.301	BIENS MOBILIERS, MATERIELS ET ETUDES - APN	BS3	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	20421.42	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Sub.envir.diverse privés	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
738	20422.300	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - ENS	BS3	I	2 943,00	0,00	0,00	0,00	2 943,00	0,00	2 943,00
74	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DAD	I	16 214,59	0,00	0,00	0,00	16 214,59	-284,56	15 930,03
74	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DIAD	I	2 400,00	0,00	0,00	5 000,00	7 400,00	-7 400,00	0,00

74	204141.199	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - DGE	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	204141.22	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - Foncières pastorales	BS	I	9 997,00	9 997,00	0,00	-9 997,00	9 997,00	0,00	9 997,00
74	204141.41	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES- Mobili.fonciere public	BS	I	2 000,00	2 000,00	0,00	-2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00
74	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	1 503 783,69	0,00	0,00	49 223,27	1 553 006,96	-260 087,50	1 292 919,46
74	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	451 381,81	0,00	0,00	0,00	451 381,81	-125 473,00	325 908,81
74	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	2 704 853,27	0,00	0,00	-263 220,00	2 441 633,27	-976 146,27	1 465 487,00
74	204142.199	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - DGE équipement rural	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	204142.199	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - DGE équipement rural	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	204142.200	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Programme exceptionnel	BS	I	394 705,00	0,00	0,00	0,00	394 705,00	0,00	394 705,00
74	204142.22	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Amélioration foncière pastorale	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	204142.83	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Aménagements de villages	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	204151	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	204182.32	BATIMENTS ET INSTALLATIONS-Amélioration foncière pastorale	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	20422.10	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Habitat jeunes agriculteurs	BC	I	18 467,00	9 147,00	0,00	-7 546,00	20 068,00	0,00	20 068,00
<b>917</b>			<b>Somme :</b>		<b>5 662 728,04</b>	<b>24 985,39</b>	<b>0,00</b>	<b>-128 887,24</b>	<b>5 558 826,19</b>	<b>-1 529 744,17</b>	<b>4 029 082,02</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
918	821	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	88	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	88	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>918</b>			<b>Somme :</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
919	90	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

90	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
90	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
90	204142.55	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - FIE	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
90	204152	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
90	204181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
90	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
90	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
90	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
90	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	39 304,00	6 488,00	0,00	0,00	45 792,00	0,00	45 792,00
90	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	12 437,00	0,00	0,00	2 319,55	14 756,55	10 000,00	24 756,55
90	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	20 000,00	0,00	0,00	30 000,00	50 000,00	-20 000,00	30 000,00
90	20422.55	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - FIE	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
921	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	204141.162	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES- Diversification agricole	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	204141.28	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - Energies renouvelables	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	204142.162	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - diversification agricole	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	204142.28	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Energies renouvelables	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	204181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DAD	I	8 890,59	0,00	0,00	2 092,53	10 983,12	-1 881,50	9 101,62
928	204181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	204181.26	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES- Maitrise eau agriculture	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	204182.26	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Maitrise eau agriculture	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DAD	I	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
928	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DIAD	I	25 000,00	0,00	0,00	-5 000,00	20 000,00	-10 000,00	10 000,00
928	20421.86	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - Ident.Elect.Ovins	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

928	20421.95	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES- Diversification agricole	BS	I	5 000,00	5 000,00	0,00	-5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00
928	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	20422.17	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Bâtiments élevage	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	20422.28	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Energies renouvelables	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	20422.95	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - diversification agricole	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	2748	Autres prêts	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
928	2748	Autres prêts	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
93	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DAD	I	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
93	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
93	204141.6	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - Zones d'activité	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
93	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	251 992,56	8 165,00	0,00	-117 827,81	142 329,75	-111 224,75	31 105,00
93	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
93	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	0,00	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00
93	204142.235	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Aide au commerce rural	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
93	204142.37	BATIMENTS ET INSTALLATIONS-Programme immobilier d'entreprise	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
93	204142.45	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - FIIA	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
93	204142.6	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Zones d'activité	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
93	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	0,00	0,00	25 065,00	0,00	25 065,00	0,00	25 065,00
93	20421.33	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - PME	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
93	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	91 707,64	0,00	-29 065,00	36 835,00	99 477,64	9 064,00	108 541,64
93	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	-10 000,00	15 000,00
93	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	11 507,05	0,00	0,00	0,00	11 507,05	-8 357,04	3 150,01
93	20422.235	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Commerce rural	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
93	20422.31	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Opération vitrine	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
93	20422.45	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - FIIA	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
93	20422.55	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - FIE	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	204122.161	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	204141.75	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - O.T.S.I.	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	242 752,27	64 524,35	0,00	-92 762,35	214 514,27	-74 233,44	140 280,83
94	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	788 920,00	0,00	0,00	-650 000,00	138 920,00	-93 428,14	45 491,86

94	204142.161	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Projet touristique structurant	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	204142.161	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Projet touristique structurant	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	204142.161	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Projet touristique structurant	DID	I	56 871,85	9 082,50	0,00	0,00	65 954,35	0,00	65 954,35	
94	204142.48	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Tourisme rural communes	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	204182.15	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - SELO rénovation Bagnols	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	20421.75	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - O.T.S.I.	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	1 866,74	0,00	0,00	-285,24	1 581,50	0,00	1 581,50	
94	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	15 000,00	0,00	0,00	10 000,00	25 000,00	-15 000,00	10 000,00	
94	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	41 080,00	0,00	0,00	0,00	41 080,00	0,00	41 080,00	
94	20422.161	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Pôles touristiques	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	20422.48	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Tourisme rural privés	BC	I	30 889,00	0,00	0,00	0,00	30 889,00	-22 264,00	8 625,00	
94	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	2111	Terrains nus	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	2761	Créances pour avances en garanties d'emprunt	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94	2762	Créances sur transfert de droit à déduction de T.V.A	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,21	0,21	0,00	0,21	
94	27638	Autres établissements publics	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,01	0,01	0,00	0,01	
94	2764	Créances sur particuliers et autres personnes de droit privé	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
95	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
95	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
95	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	20 731,00	0,00	0,00	0,00	20 731,00	-3 250,00	17 481,00	
95	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DID	I	10 000,00	0,00	0,00	-10 000,00	0,00	0,00	0,00	
95	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
95	2041782.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - SDEE électrification	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
95	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>919</b>			<b>Somme :</b>		<b>1 718 949,70</b>	<b>93 259,85</b>	<b>0,00</b>	<b>-784 628,10</b>	<b>1 027 581,45</b>	<b>-350 574,87</b>	<b>677 006,58</b>	

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
922		266	Autres formes de participation	DAD	I	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00

		266	Autres formes de participation	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>922</b>				<b>Somme :</b>		<b>200 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>200 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>200 000,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
923		1641	Emprunts en euros	BB	I	9 054 802,00	0,00	0,00	0,00	9 054 802,00	0,00	9 054 802,00
		16441	Opérations afférentes à l'emprunt		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		16441	Opérations afférentes à l'emprunt	BB	I	15 000 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000 000,00	0,00	15 000 000,00
		16449	Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trés	BB	I	15 000 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000 000,00	0,00	15 000 000,00
		1678	Autres emprunts et dettes	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2761	Créances pour avances en garanties d'emprunt	BB	I	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
<b>923</b>				<b>Somme :</b>		<b>39 074 802,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>39 074 802,00</b>	<b>0,00</b>	<b>39 074 802,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
924		204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		204152	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		204152	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	96 509,68	0,00	0,00	768,00	97 277,68	0,00	97 277,68
		20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DIAD	I	652 382,22	0,00	0,00	54 392,00	706 774,22	0,00	706 774,22
		204412	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		204422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		45421	REMEMBREMENT	DIAD	I	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	-200 000,00	0,00
		454213	Remembrement lié aménagement de l'A75	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454410	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSE	DIAD	I	34 000,00	0,00	1 829,20	0,00	35 829,20	0,00	35 829,20
		45441.1	ANIMATIONS FONCIERES - ECHANGES AMIABLES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		45441.1	ANIMATIONS FONCIERES - ECHANGES AMIABLES	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454411	Remembrement pré-étude aménagement foncier	DIAD	I	22 000,00	0,00	-1 829,20	0,00	20 170,80	0,00	20 170,80
		45441.2	ANIMATIONS FONCIERES - FRAIS D'ECHANGES AMIABLES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		45441.2	ANIMATIONS FONCIERES - FRAIS D'ECHANGES AMIABLES	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454412	Animations foncières - ECHANGES AMIABLES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454416	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES	DAD	I	0,00	0,00	5 920,00	0,00	5 920,00	0,00	5 920,00
		454416	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454417	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES - FRAIS	DAD	I	6 978,00	0,00	-5 920,00	0,00	1 058,00	-1 058,00	0,00

	454417	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES - FRAIS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	454418	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	454418	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	454419	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES - FRAIS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	454419	AMENAGEMENT FONCIER - DEPENSES - FRAIS	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	4581.1	DEPENSES - VOIRIES COMMUNALES	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>924</b>			<b>Somme :</b>		<b>1 011 869,90</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>55 160,00</b>	<b>1 067 029,90</b>	<b>-201 058,00</b>	<b>865 971,90</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
925		16441	Opérations afférentes à l'emprunt		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2031	Frais d'études		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2033	Frais d'insertion		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		204411	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		204412	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2151	Réseaux de voirie		I	265 000,00	0,00	0,00	0,00	265 000,00	0,00	265 000,00
		2157	Matériel et outillage technique		I	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
		2182	Matériel de transport		I	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
		21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires		I	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
		21848	Autres matériels de bureau et mobiliers		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		231311	Bâtiments administratifs		I	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
		231314	Bâtiments culturels et sportifs		I	54 000,00	0,00	0,00	0,00	54 000,00	0,00	54 000,00
		231318	Autres bâtiments publics		I	160 000,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00	160 000,00
		231351	Bâtiments publics		I	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
		2314	Constructions sur sol d'autrui		I	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
		23151	Réseaux de voirie		I	0,00	0,00	55 777,47	0,00	55 777,47	0,00	55 777,47
		23153	Réseaux divers		I	200 000,00	0,00	-55 777,47	0,00	144 222,53	0,00	144 222,53
		2317312	Bâtiments scolaires		I	210 000,00	0,00	0,00	0,00	210 000,00	0,00	210 000,00
		2317318	Autres bâtiments publics		I	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
		231735	Installations générales, agencements, aménagements des const		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		231753	Réseaux divers		I	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
		231785	Matériel de téléphonie		I	9 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00
		23181	Installations générales, agencements et aménagements divers		I	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
		248	Autres mises en affectations		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>925</b>				<b>Somme :</b>		<b>1 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 000 000,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	139 Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
------	--------	---------	-----------------	---------	------	----	-------------	-----------	------------	---------------------------------	-----------------	---------------------------------

926		1391	Subventions d'investissement rattachées actifs amortissables		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		13911	SUBV.INV.TRANSFEREES AU C.R.-ETAT ET ETBS NATIONAUX		I	169 356,00	0,00	0,00	0,00	169 356,00	0,00	169 356,00
		13912	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.-REGION		I	87 858,00	0,00	0,00	0,00	87 858,00	0,00	87 858,00
		13914	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R. - COMMUNES		I	13 596,05	0,00	0,00	0,00	13 596,05	0,00	13 596,05
		13916	SUBV.INVESTIS.TRANSFEREES AU C.R.-AUTRES ETBS PUBLICS LOC.		I	136 547,00	0,00	0,00	0,00	136 547,00	0,00	136 547,00
		139172	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.-FEDER		I	23 144,00	0,00	0,00	0,00	23 144,00	0,00	23 144,00
		139178	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R. - FONDS EUROPEENS AUTRES		I	94 200,00	0,00	0,00	0,00	94 200,00	0,00	94 200,00
		13918	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.-AUTRES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		13931	DGE		I	4 189 148,22	0,00	0,00	0,00	4 189 148,22	0,00	4 189 148,22
		13932	Dotation départementale d'équipement des collèges		I	834 974,00	0,00	0,00	0,00	834 974,00	0,00	834 974,00
		192	PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS D'IMMOBILISATIONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		198	Neutralisation des amortissements		I	479 905,16	0,00	0,00	1 276,29	481 181,45	0,00	481 181,45
		21311	Bâtiments administratifs		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28033	Amortissement des frais d'insertion		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28041722	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>926</b>			<b>Somme :</b>			<b>6 028 728,43</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 276,29</b>	<b>6 030 004,72</b>	<b>0,00</b>	<b>6 030 004,72</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
950		020	Dépenses imprévues	BB	I	0,00	0,00	0,00	179 734,19	179 734,19	17 479,24	197 213,43
<b>950</b>			<b>Somme :</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>179 734,19</b>	<b>179 734,19</b>	<b>17 479,24</b>	<b>197 213,43</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
953		1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>953</b>			<b>Somme :</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

			<b>Somme :</b>			<b>85 328 728,43</b>	<b>604 273,98</b>	<b>0,00</b>	<b>7 074 762,76</b>	<b>93 007 765,17</b>	<b>-4 302 705,48</b>	<b>88 705 059,69</b>
--	--	--	----------------	--	--	----------------------	-------------------	-------------	---------------------	----------------------	----------------------	----------------------

# BUDGET PRINCIPAL RECETTES FONCTIONNEMENT

## Fonctionnement

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
		002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	F	0,00	0,00	1 314 669,92	1 314 669,92	0,00	1 314 669,92
					<b>Somme :</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 314 669,92</b>	<b>1 314 669,92</b>	<b>0,00</b>	<b>1 314 669,92</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
930	0201	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BFH	F	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
	0201	6459	Remboursements charges de Sécurité Sociale et de prévoyance	BFH	F	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	0201	7081	Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel	BB	F	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	0201	7081	Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel	BFH	F	100,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
	0201	7475	Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ	BMP	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	74788	Autres	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	920,17	920,17
	0201	7588	Autres produits divers de gestion courante	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BFI	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	0202	70323	Redevance d'occupation du domaine public départemental	BN	F	3 500,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	3 500,00
	0202	70878	Par des tiers	BFI	F	14 000,00	0,00	0,00	14 000,00	0,00	14 000,00
	0202	70878	Par des tiers	BMG	F	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
	0202	70878	Par des tiers	BMP	F	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	0202	70878	Par des tiers	POLEN	F	17 500,00	0,00	0,00	17 500,00	0,00	17 500,00
	0202	7088	Autres produits d'activités annexes (abts ventes ouvrages)	COM	F	0,00	0,00	0,00	0,00	6 574,85	6 574,85
	0202	74788	Autres	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	1 086,16	1 086,16
	0202	752	Revenus des immeubles	BMG	F	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
	0202	752	Revenus des immeubles	POLEN	F	35 000,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	35 000,00
	0202	7588	Autres produits divers de gestion courante	BB	F	502,00	0,00	0,00	502,00	0,00	502,00
	0202	7588	Autres produits divers de gestion courante	RB	F	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
	0202	7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

0202	775	Produits des cessions d'immobilisations	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	2 900,00	2 900,00
0202	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0202	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	COM	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	7588	Autres produits divers de gestion courante	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	775	Produits des cessions d'immobilisations	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	74788	Autres	COM	F	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
				<b>Somme :</b>	<b>290 602,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>290 602,00</b>	<b>11 481,18</b>	<b>302 083,18</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
931	12	70848	Aux autres organismes	BB	F	1 900,00	0,00	0,00	1 900,00	0,00	1 900,00
	12	70848	Aux autres organismes	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	12	70878	Par des tiers	BB	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
					<b>Somme :</b>	<b>21 900,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>21 900,00</b>	<b>0,00</b>	<b>21 900,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
932	20	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6459	Remboursements charges de Sécurité Sociale et de prévoyance	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	74712	Emplois d'avenir	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	7588	Autres produits divers de gestion courante	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BD	F	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
	221	74712	Emplois d'avenir	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	74718	Autres	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	7473.2	Départements - Fonctionnement collèges	BD	F	140 000,00	0,00	0,00	140 000,00	0,00	140 000,00
	221	7475	Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	74881	PARTIC. FAMILLES AU TITRE RESTAURATION-HEBERG.SCOLAIRES	BD	F	280 000,00	0,00	0,00	280 000,00	0,00	280 000,00
	221	752	Revenus des immeubles	BD	F	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	221	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	15 240,00	15 240,00
	23	70878	Par des tiers	RB	F	3 500,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	3 500,00
	23	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	RB	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
					<b>Somme :</b>	<b>548 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>548 500,00</b>	<b>15 240,00</b>	<b>563 740,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
933	30	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	30	7588	Autres produits divers de gestion courante	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	30	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	311	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BD	F	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	312	74718	Autres	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	31 350,00	31 350,00
	312	74718.5	AUTRES - PARTICIPATION DRAC-PROG CONSERV PREV CNES	BD	F	70 000,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	70 000,00
	312	7472	Régions	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	74718	Autres	BI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	314	7472	Régions	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BH	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	50 000,00	70 000,00
	315	7081	Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel	BH	F	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
	315	70878	Par des tiers	BH	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	315	7088	Autres produits d'activités annexes (abts ventes ouvrages)	BH	F	5 500,00	0,00	0,00	5 500,00	0,00	5 500,00
	315	74712	Emplois d'avenir	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	74712	Emplois d'avenir	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	74718	Autres	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	74718	Autres	BI	F	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00	50 000,00	54 000,00
	315	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	2 000,00
	33	7068	Autres redevances et droits	DIAD	F	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
					<b>Somme :</b>	<b>123 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>123 000,00</b>	<b>133 350,00</b>	<b>256 350,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
934	40	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BL	F	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	40	70878	Par des tiers	DIAD	F	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	40	752	Revenus des immeubles	BL	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	41	7512	Recouvrements sur Sécurité Sociale et organismes mutualistes	BL	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
					<b>Somme :</b>	<b>55 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>55 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>55 000,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
------	--------	---------	-----------------	---------	------	----	---------	------------	---------------------------------	-----------------	---------------------------------

935	50	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BL	F	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
	50	6459	Remboursements charges de Sécurité Sociale et de prévoyance	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	70878	Par des tiers	BL	F	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	12 000,00
	50	74771	Fonds social européen	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	747813	DOTATION VERSEE AU TITRE DES MDPH	BL	F	278 000,00	0,00	0,00	278 000,00	33 000,00	311 000,00
	50	7588	Autres produits divers de gestion courante	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BFH	F	14 000,00	0,00	0,00	14 000,00	-14 000,00	0,00
	50	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BL	F	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
	51	74718	Autres	BL	F	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	150 000,00
	51	7511	Recouvrements sur départements autres collectivités publique	BL	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	51	7513	Recouvrements sur bénéficiaire, tiers-payants et successions	BL	F	65 000,00	0,00	0,00	65 000,00	0,00	65 000,00
	51	7588	Autres produits divers de gestion courante	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	70848	Aux autres organismes	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	284 654,32	284 654,32
	52	70848	Aux autres organismes	BL	F	637 000,00	0,00	0,00	437 000,00	-284 654,32	152 345,68
	52	747812	DOTATION VERSEE AU TITRE DE LA PCH	BL	F	1 070 000,00	0,00	0,00	1 070 000,00	0,00	1 070 000,00
	52	7511	Recouvrements sur départements autres collectivités publique	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	414,02	414,02
	52	7513	Recouvrements sur bénéficiaire, tiers-payants et successions	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	7535	PCH	BL	F	75 000,00	0,00	0,00	75 000,00	0,00	75 000,00
	52	7538	Autres	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	7588	Autres produits divers de gestion courante	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	531	7478141	PART AUTONOMIE	BL	F	0,00	0,00	19 000,00	19 000,00	0,00	19 000,00
	532	7475	Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	532	7475.1	AUTRES GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES ET ETABLISSEMENTS PUBLIC	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	532	7478141	PART AUTONOMIE	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	532	7478142	PART PREVENTION	BL	F	50 000,00	0,00	112 000,00	162 000,00	0,00	162 000,00
	538	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BL	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	538	7475	Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ	BL	F	340 000,00	0,00	0,00	340 000,00	-30 000,00	310 000,00
	538	7478142	PART PREVENTION	BL	F	220 000,00	0,00	-220 000,00	0,00	0,00	0,00
	538	74788	Autres	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	538	7513	Recouvrements sur bénéficiaire, tiers-payants et successions	BL	F	200 000,00	0,00	0,00	400 000,00	0,00	400 000,00

541	74718	Autres	BL	F	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
544	74771	Fonds social européen	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5471	74783	FONDS DE MOBILISATION DPTAL POUR L'INSERTION	BL	F	345 000,00	0,00	0,00	345 000,00	0,00	345 000,00
550	747811	DOTATION VERSEE AU TITRE DE L'APA	BL	F	4 000 000,00	0,00	0,00	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00
550	7533	APA	BL	F	70 000,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	70 000,00
553	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
567	7518	Recouvrements sur autres redevables	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
567	75342	ALLOCATIONS FORFAITAIRES	BL	F	55 000,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00	55 000,00
567	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
58	74788	Autres	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	176 990,96	176 990,96
58	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				<b>Somme :</b>	<b>7 786 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-89 000,00</b>	<b>7 697 000,00</b>	<b>166 404,98</b>	<b>7 863 404,98</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
936	60	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	60	7588	Autres produits divers de gestion courante	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	DIAD	F	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	61	7474	Communes et structures intercommunales	DIAD	F	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00	-60 000,00	0,00
	61	7474.1	CNES ET STRUCT.INTERCOMMUNALES - PROTECTION RESSOURCE EN EAU	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	94 746,94	94 746,94
	61	7475.24	AUTRES GRPTS COLLECTIVITES PARTICIPATION AGENCE EAU - SATESE	DIAD	F	53 000,00	0,00	0,00	53 000,00	12 443,21	65 443,21
	61	7475.25	AUTRES GRPTS COLLECTIVITES PARTICIPATION AGENCE EAU - SATEP	DIAD	F	80 000,00	0,00	0,00	80 000,00	-20 000,00	60 000,00
	61	7475.26	AUTRES GRPTS COLLECTIVITES AGENCE EAU - RESEAU MESURE EAU	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	27 228,00	27 228,00
	61	7588	Autres produits divers de gestion courante	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	R	F	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
	621	70323	Redevance d'occupation du domaine public départemental	R	F	185 000,00	0,00	0,00	185 000,00	-20 000,00	165 000,00
	621	70388	AUTRES	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	7081	Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel	R	F	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	621	70878	Par des tiers	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	74712	Emplois d'avenir	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	7588	Autres produits divers de gestion courante	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	7588	Autres produits divers de gestion courante	R	F	400,00	0,00	0,00	400,00	0,00	400,00
	621	7711	Dédit et pénalités perçus	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	11 647,00	11 647,00

621	775	Produits des cessions d'immobilisations	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	R	F	85 000,00	0,00	0,00	85 000,00	0,00	85 000,00
622	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	1 400,00	1 400,00
628	7081	Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	7588	Autres produits divers de gestion courante	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BN	F	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
68	70878	Par des tiers	BN	F	17 000,00	0,00	0,00	17 000,00	0,00	17 000,00
68	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BN	F	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	4 000,00
				<b>Somme :</b>	<b>791 400,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>791 400,00</b>	<b>51 465,15</b>	<b>842 865,15</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
937	70	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	6459	Remboursements charges de Sécurité Sociale et de prévoyance	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	7588	Autres produits divers de gestion courante	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	72	74718	Autres	DIAD	F	22 500,00	0,00	0,00	22 500,00	0,00	22 500,00
	731	7475.28	Autres grpts collect. établis.public ademe dechets menagers	DIAD	F	67 500,00	0,00	0,00	67 500,00	0,00	67 500,00
	738	7351	Taxe sur la consommation finale d'électricité	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	74718	Autres	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				<b>Somme :</b>		<b>90 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>90 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>90 000,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
938	80	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	7588	Autres produits divers de gestion courante	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	7081	Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel	RT	F	2 200,00	0,00	0,00	2 200,00	-2 200,00	0,00
	81	7472	Régions	RT	F	200 000,00	0,00	375 000,00	575 000,00	0,00	575 000,00
	81	7474	Communes et structures intercommunales	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	74778	Autres	RT	F	32 000,00	0,00	0,00	32 000,00	-4 415,00	27 585,00
	81	74888	AUTRES	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	7588	Autres produits divers de gestion courante	RT	F	2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00
	81	7714	Recouvrement sur créances admises en non valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

81	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
821	74718	Autres	RT	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	3 364,79	18 364,79
				<b>Somme :</b>	<b>249 202,00</b>	<b>0,00</b>	<b>375 000,00</b>	<b>624 202,00</b>	<b>-3 250,21</b>	<b>620 951,79</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
939	90	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00
	90	70388	AUTRES	BN	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	90	7588	Autres produits divers de gestion courante	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	91	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BFH	F	324 500,00	0,00	0,00	324 500,00	0,00	324 500,00
	91	70878	Par des tiers	BB	F	2 600,00	0,00	0,00	2 600,00	0,00	2 600,00
	91	70878	Par des tiers	DIAD	F	24 000,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	24 000,00
	91	7475	Autres grpts collectivités collect statut part etabliss publ	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	26 076,06	26 076,06
	91	752	Revenus des immeubles	DIAD	F	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
	91	775	Produits des cessions d'immobilisations	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	921	70872	Par les budgets annexes	BB	F	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	928	74778	Autres	DIAD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	1 170,80	1 170,80
	928	7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	70323.4	Redevance occupation domaine publics Les Bouviers	DIAD	F	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
	94	70323.5	Redevance occupation domaine publics Ste lucie	DIAD	F	33 000,00	0,00	0,00	33 000,00	0,00	33 000,00
	94	70878	Par des tiers	DIAD	F	1 400,00	0,00	0,00	1 400,00	0,00	1 400,00
	94	757	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BB	F	0,00	0,00	0,01	0,01	0,00	0,01
	95	74778	Autres	DIAD	F	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
					<b>Somme :</b>	<b>488 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,01</b>	<b>488 000,01</b>	<b>77 246,86</b>	<b>565 246,87</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
940		73111	Taxe foncière sur les propriétés bâties	BB	F	20 985 000,00	0,00	295 700,00	21 280 700,00	0,00	21 280 700,00
		73112	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	BB	F	2 283 000,00	0,00	162 500,00	2 445 500,00	0,00	2 445 500,00
		73114	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	BB	F	530 000,00	0,00	-1 140,00	528 860,00	0,00	528 860,00
		73121	F.N.G.I.R.	BB	F	918 061,00	0,00	0,00	918 061,00	0,00	918 061,00
		73125	FRAIS DE GESTION DE LA TAXE FONCIERE SUR PROPRIETES BATIES	BB	F	147 510 000,00	0,00	187 780,00	5 287 780,00	0,00	5 287 780,00

		73128	AUTRES - PART ETAT TSCA	BB	F	2 500 000,00	0,00	0,00	2 500 000,00	0,00	2 500 000,00	
						<b>Somme :</b>	<b>32 316 061,00</b>	<b>0,00</b>	<b>644 840,00</b>	<b>32 960 901,00</b>	<b>0,00</b>	<b>32 960 901,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM	
941		73122	Fonds de péréquation de la cotisation sur la valeur ajoutée	BB	F	208 000,00	0,00	0,00	208 000,00	-14 423,00	193 577,00	
		7321	TAXE DPTLE PUB.FONCIERE ET DROIT DPTAL ENREGIS.	BB	F	4 300 000,00	0,00	0,00	4 300 000,00	1 500 000,00	5 800 000,00	
		7322	TAXE DPTLE ADDITION.A CERTAINS DROITS ENREGIS.	BB	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	60 000,00	80 000,00	
		73261	ATTRIBUTIONS AU TITRE DU FONDS NATIONAL DE PEREQUATION DMTO	BB	F	9 200 000,00	0,00	0,00	9 200 000,00	-4 535 840,00	4 664 160,00	
		73262	ATTRIBUTIONS AU TITRE DU FONDS DE SOLIDARITE EN FAVEUR DPTS	BB	F	640 000,00	0,00	0,00	640 000,00	0,00	640 000,00	
		7327	Taxe d'aménagement	BB	F	250 000,00	0,00	0,00	250 000,00	50 000,00	300 000,00	
		7342	TAXE SUR LES CONVENTIONS D'ASSURANCE	BB	F	11 500 000,00	0,00	0,00	11 500 000,00	100 000,00	11 600 000,00	
		7342.1	TAXE SUR LES CONVENTIONS D'ASSURANCE - SDIS	BB	F	2 200 000,00	0,00	0,00	2 200 000,00	200 000,00	2 400 000,00	
		7351	Taxe sur la consommation finale d'électricité	BB	F	1 080 000,00	0,00	0,00	1 080 000,00	0,00	1 080 000,00	
		7352	TAXE INTERIEURE CONSOMMATION PRODUITS ENERGETIQUES (TICPE)	BL	F	2 841 122,00	0,00	0,00	2 841 122,00	0,00	2 841 122,00	
		7352.1	TAXE INTERIEURE CONSOMMATION PRODUITS ENERGETIQUES COMPLEMEN	BB	F	2 598 878,00	0,00	0,00	2 598 878,00	100 000,00	2 698 878,00	
		7352.2	TAXE INTERIEURE CONSOMMATION PRODUITS ENERGETIQUES RSA	BL	F	310 973,00	0,00	0,00	310 973,00	0,00	310 973,00	
		7388	AUTRES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	5 210 245,00	5 210 245,00	
						<b>Somme :</b>	<b>35 148 973,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>35 148 973,00</b>	<b>2 669 982,00</b>	<b>37 818 955,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
942		7411	Dotation forfaitaire	BB	F	8 527 421,00	0,00	27 099,00	8 554 520,00	0,00	8 554 520,00
		74121	DOTATION DE FONCTIONNEMENT MINIMALE	BB	F	17 051 173,00	0,00	30 569,00	17 081 742,00	0,00	17 081 742,00
		74123	DOTATION DE COMPENSATION	BB	F	15 743 406,00	0,00	0,00	15 743 406,00	0,00	15 743 406,00
		744	FCTVA	BB	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
		7461.09	DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION	BB	F	1 543 322,00	0,00	0,00	1 543 322,00	0,00	1 543 322,00
		74831	Compensation des pertes de bases d'imposition à la CET	BB	F	76 000,00	0,00	0,00	76 000,00	0,00	76 000,00
		74832	DCRTP	BB	F	930 000,00	0,00	-31 599,00	898 401,00	0,00	898 401,00
		74833	ETAT - COMPENSATION TITRE CONTRIBUTION ECO TERRITORIALE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	4 291,00	4 291,00
		74834	ETAT - COMPENSATION TITRE EXO TAXE FONCIERE PROP BATIES	BB	F	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	941,00	25 941,00

		74835	ETAT - DOT TRANSF COMPENSATIONS EXO FISCALITE DIRECTE LOCALE	BB	F	739 000,00	0,00	-17 292,00	721 708,00	70 768,00	792 476,00	
						<b>Somme :</b>	<b>44 650 322,00</b>	<b>0,00</b>	<b>8 777,00</b>	<b>44 659 099,00</b>	<b>76 000,00</b>	<b>44 735 099,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
943		761	Produits de participations	BB	F	3 300,00	0,00	0,00	3 300,00	882,00	4 182,00
		773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		775	Produits des cessions d'immobilisations	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
						<b>Somme :</b>	<b>3 300,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>882,00</b>	<b>4 182,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM	
945		7815	Reprises sur provisions pour risques et charges de fonctionn	BB	F	55 000,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00	55 000,00	
		7817	Reprises sur provisions pour dépréciation des actifs circula	BB	F	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00	
						<b>Somme :</b>	<b>60 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>60 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>60 000,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM	
946		773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
		775	Produits des cessions d'immobilisations		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
		7761	Différences sur réalisations (négatives) reprises au compte		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
		7768	Neutralisation des amortissements		F	479 905,16	0,00	1 276,29	481 181,45	0,00	481 181,45	
		777	Quote-part des subventions investissement transférées au CR		F	5 548 823,27	0,00	0,00	5 548 823,27	0,00	5 548 823,27	
		7811	Reprises sur amortissements des immobilisations incorporelle		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
						<b>Somme :</b>	<b>6 028 728,43</b>	<b>0,00</b>	<b>1 276,29</b>	<b>6 030 004,72</b>	<b>0,00</b>	<b>6 030 004,72</b>
						<b>Somme :</b>	<b>128 650 988,43</b>	<b>0,00</b>	<b>2 255 563,22</b>	<b>130 906 551,65</b>	<b>3 198 801,96</b>	<b>134 105 353,61</b>

# BUDGET PRINCIPAL RECETTES INVESTISSEMENT

## Investissement

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
		001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					<b>Somme :</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
900	0202	1311	Etat et établissements nationaux	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	1328	Autres	BFI	I	159 495,00	0,00	-9 495,00	150 000,00	0,00	150 000,00
	0202	165	Dépôts et cautionnements reçus	POLEN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	165.1	DEPOTS ET CAUTIONNEMENT RECUS - POLEN	POLEN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	27634	Communes et structures intercommunales	BB	I	300 000,00	0,00	-300 000,00	0,00	0,00	0,00
					<b>Somme :</b>	<b>459 495,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-309 495,00</b>	<b>150 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>150 000,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
902	221	13172	FEDER	RB	I	267 365,00	0,00	0,00	267 365,00	-100 000,00	167 365,00
	221	1332	Dotation départementale d'équipement des collèges	BB	I	834 974,00	0,00	0,00	834 974,00	0,00	834 974,00
	221	2031	Frais d'études	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	238	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations c	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					<b>Somme :</b>	<b>1 102 339,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 102 339,00</b>	<b>-100 000,00</b>	<b>1 002 339,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
903	313	1311	Etat et établissements nationaux	BI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	14 167,00	14 167,00
					<b>Somme :</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>14 167,00</b>	<b>14 167,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
906	621	1311	Etat et établissements nationaux	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	1321	Etat et établissements nationaux	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	4 172,33	4 172,33
	621	1321.16	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX - RD 806	R	I	130 000,00	0,00	0,00	130 000,00	508 000,00	638 000,00

621	1321.35	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX - CATASTROPHES NATURELLES	R	I	89 496,00	0,00	0,00	89 496,00	0,00	89 496,00
621	1322	Régions	R	I	700 000,00	0,00	0,00	700 000,00	-200 000,00	500 000,00
621	1323	Départements	R	I	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	-10 201,65	19 798,35
621	1328	Autres	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	23151	Réseaux de voirie	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	238	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations c	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				<b>Somme :</b>	<b>949 496,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>949 496,00</b>	<b>301 970,68</b>	<b>1 251 466,68</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
907	731	1381	Etat et établissements nationaux	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					<b>Somme :</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
908	821	1311	Etat et établissements nationaux	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	821	1321	Etat et établissements nationaux	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					<b>Somme :</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
909	94	1318	Autres	BB	I	1 000 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
					<b>Somme :</b>	<b>1 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 000 000,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
917	738	1311	Etat et établissements nationaux	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	319 133,35	319 133,35
	738	1321	Etat et établissements nationaux	DID	I	370 000,00	0,00	0,00	370 000,00	-370 000,00	0,00
	738	1322	Régions	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	1322	Régions	R	I	23 124,00	0,00	0,00	23 124,00	-920,30	22 203,70
	738	13272	FEDER	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	37 500,00	37 500,00
	74	1331	DGE	BB	I	4 500 000,00	0,00	200 000,00	244 851,00	0,00	244 851,00
	74	1331.10	DGE	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	1336	DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT DES DEPARTEMENTS	BB	I	0,00	0,00	0,00	4 455 149,00	-1 590,00	4 453 559,00
	74	1346	DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT DES DEPARTEMENTS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

74	204142.83	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - AMENAGEMENT DE VILLAGES	DID	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				<b>Somme :</b>	<b>4 893 124,00</b>	<b>0,00</b>	<b>200 000,00</b>	<b>5 093 124,00</b>	<b>-15 876,95</b>	<b>5 077 247,05</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
919	928	2748	Autres prêts	BB	I	38 166,00	0,00	0,00	38 166,00	-30 000,00	8 166,00
	93	1314	Communes et structures intercommunales	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	18 241,89	18 241,89
	94	1314	Communes et structures intercommunales	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	27638	Autres établissements publics	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					<b>Somme :</b>	<b>38 166,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>38 166,00</b>	<b>-11 758,11</b>	<b>26 407,89</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
922		10222	F.C.T.V.A	BB	I	2 900 000,00	0,00	-200 000,00	2 700 000,00	0,00	2 700 000,00
		1345	Amendes de radars automatiques et amendes de police	BB	I	370 000,00	0,00	0,00	370 000,00	0,00	370 000,00
					<b>Somme :</b>	<b>3 270 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-200 000,00</b>	<b>3 070 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 070 000,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
923		1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	BB	I	0,00	0,00	6 288 531,74	6 288 531,74	0,00	6 288 531,74
		1641.17	EMPRUNTS EN EUROS 2017	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		1641.18	EMPRUNTS EN EUROS 2018	BB	I	0,00	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00
		1641.19	EMPRUNTS EN EUROS 2019	BB	I	14 514 572,00	0,00	-2 500 000,00	12 014 572,00	-4 000 000,00	8 014 572,00
		16441	Opérations afférentes à l'emprunt	BB	I	15 000 000,00	0,00	0,00	15 000 000,00	0,00	15 000 000,00
		16449	Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trés	BB	I	15 000 000,00	0,00	0,00	15 000 000,00	0,00	15 000 000,00
					<b>Somme :</b>	<b>44 514 572,00</b>	<b>3 000 000,00</b>	<b>3 788 531,74</b>	<b>51 303 103,74</b>	<b>-4 000 000,00</b>	<b>47 303 103,74</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
924		454221	REMEMBREMENT	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	97 817,23	0,00	97 817,23
		45422.117	REMEMBREMENT	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		454223	REMEMBREMENT	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	62 870,85	0,00	62 870,85
		454421	AMENAGEMENTS FONCIERS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	182 830,75	0,00	182 830,75
		454422	AMENAGEMENTS FONCIERS	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	343 373,07	0,00	343 373,07
		454426	AMENAGEMENT FONCIER	DIAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	39 723,00	39 723,00
		454427	AMENAGEMENT FONCIER	DIAD	I	152 0,00	0,00	0,00	0,00	15 427,00	15 427,00

		454428	AMENAGEMENT FONCIER - RECETTES	DAD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00	55 000,00
		454429	AMENAGEMENT FONCIER - RECETTES - FRAIS	DAD	I	1 000 000,00	0,00	0,00	313 108,10	-313 108,10	0,00
		4582.1	RECETTES - VOIRIES COMMUNALES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					<b>Somme :</b>	<b>1 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 000 000,00</b>	<b>-202 958,10</b>	<b>797 041,90</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
925		16449	Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trés		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2031	Frais d'études		I	794 000,00	0,00	0,00	794 000,00	0,00	794 000,00
		2033	Frais d'insertion		I	206 000,00	0,00	0,00	206 000,00	0,00	206 000,00
		21311	Bâtiments administratifs		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21314	Bâtiments culturels et sportifs		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21328	Autres bâtiments privés		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21351	Bâtiments publics		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21838	Autre matériel informatique		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21848	Autres matériels de bureau et mobiliers		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		231311	Bâtiments administratifs		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		231351	BATIMENTS PUBLICS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		238	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations c		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					<b>Somme :</b>	<b>1 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 000 000,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
926		192	Réalizations postérieures au 01/01/2004		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2111	Terrains nus		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2157	Matériel et outillage techniques		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2182	Matériel de transport		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21848	Autres matériels de bureau et mobiliers		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		266	Autres formes de participation		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28031	Frais d'études		I	95 456,62	0,00	30 243,51	125 700,13	0,00	125 700,13
		28033	Frais d'insertion		I	3 985,69	0,00	0,00	3 985,69	0,00	3 985,69
		280411	Etat		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2804111	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	17 875,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2804112	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	215 619,00	0,00	0,00	215 619,00	0,00	215 619,00
		2804113	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL		I	21 000,00	0,00	0,00	38 875,00	0,00	38 875,00
		2804114	VOIRIES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2804115	MONUMENTS HISTORIQUES		I	<b>153</b> 0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	2804121	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	I	781,46	0,00	0,00	781,46	0,00	781,46
	2804122	BATIMENTS ET INSTALLATION	I	7 051,00	0,00	0,00	7 051,00	0,00	7 051,00
	2804123	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	I	42 739,00	0,00	0,00	42 739,00	0,00	42 739,00
	2804141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	I	267 117,42	0,00	1 000,00	268 117,42	0,00	268 117,42
	2804142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	I	10 489 394,20	0,00	9 034,00	10 498 428,20	0,00	10 498 428,20
	2804143	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	I	183,00	0,00	0,00	183,00	0,00	183,00
	2804151	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	I	4 364,34	0,00	0,00	4 364,34	0,00	4 364,34
	2804152	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	I	26 612,00	0,00	0,00	26 612,00	0,00	26 612,00
	28041721	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	I	289,00	0,00	0,00	289,00	0,00	289,00
	28041722	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	I	69 476,00	0,00	0,00	69 476,00	0,00	69 476,00
	28041781	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	28041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	I	1 789 571,82	0,00	0,00	1 789 571,82	0,00	1 789 571,82
	28041783	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	I	1 920,00	0,00	0,00	1 920,00	0,00	1 920,00
	2804181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	I	256 196,00	0,00	0,00	256 196,00	0,00	256 196,00
	2804182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	I	680 140,45	0,00	0,00	680 140,45	0,00	680 140,45
	280421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	I	166 651,60	0,00	0,00	166 651,60	0,00	166 651,60
	280422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	I	1 030 178,00	0,00	0,00	1 030 178,00	0,00	1 030 178,00
	280423	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	I	74 693,00	0,00	0,00	74 693,00	0,00	74 693,00
	280431	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	I	22 267,82	0,00	0,00	22 267,82	0,00	22 267,82
	280432	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	I	54 603,70	0,00	0,00	54 603,70	0,00	54 603,70
	2804411	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	2804412	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	I	19 593,00	0,00	0,00	19 593,00	0,00	19 593,00
	2805	Concessions et droits similaires, brevets, licences, droits	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	28051	Concessions et droits similaires	I	385 967,36	0,00	0,00	385 967,36	0,00	385 967,36
	2808	Autres immobilisations incorporelles	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	281311	Bâtiments administratifs	I	61 552,00	0,00	0,00	61 552,00	0,00	61 552,00
	281312	Bâtiments scolaires	I	48 439,00	0,00	0,00	48 439,00	0,00	48 439,00
	281313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	I	30 617,00	0,00	0,00	30 617,00	0,00	30 617,00
	281314	Bâtiments culturels et sportifs	I	83 450,12	0,00	0,00	83 450,12	0,00	83 450,12
	281318	Autres bâtiments publics	I	221 852,00	0,00	-2 215,00	219 637,00	0,00	219 637,00
	281351	Bâtiments publics	I	156 499,00	0,00	0,00	156 499,00	0,00	156 499,00
	2814	Constructions sur sol d'autrui	I	96 809,00	0,00	0,00	96 809,00	0,00	96 809,00
	28152	Installations de voirie	I	151 343,00	0,00	0,00	151 343,00	0,00	151 343,00

	28153	Réseaux divers		I	57 505,00	0,00	0,00	57 505,00	0,00	57 505,00
	28157	Matériel et outillage techniques		I	503 325,12	0,00	-900,00	502 425,12	0,00	502 425,12
	2817	Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	28172	Agencements et aménagements de terrains		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	281728	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS		I	4 633,38	0,00	0,00	4 633,38	0,00	4 633,38
	2817312	Bâtiments scolaires		I	1 589 408,20	0,00	356 260,74	1 945 668,94	0,00	1 945 668,94
	2817314	Bâtiments culturels et sportifs		I	6 076,00	0,00	0,00	6 076,00	0,00	6 076,00
	2817318	Autres bâtiments publics		I	21 160,00	0,00	0,00	21 160,00	0,00	21 160,00
	281735	Installations générales, agencements, aménagements des const		I	85 496,52	0,00	0,00	85 496,52	0,00	85 496,52
	281752	Installations de voirie		I	2 245,00	0,00	0,00	2 245,00	0,00	2 245,00
	281753	Réseaux divers		I	287 716,00	0,00	0,00	287 716,00	0,00	287 716,00
	281785	Matériel de téléphonie		I	78 009,00	0,00	0,00	78 009,00	0,00	78 009,00
	2818	Autres immobilisations corporelles		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	28181	Installations générales, agencements et aménagements divers		I	2 161,00	0,00	0,00	2 161,00	0,00	2 161,00
	28182	Matériel de transport		I	498 150,20	0,00	0,00	498 150,20	0,00	498 150,20
	28183	Matériel informatique		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	281831	Matériel informatique scolaire		I	223 729,23	0,00	0,00	223 729,23	0,00	223 729,23
	281838	Autre matériel informatique		I	224 346,33	0,00	2 900,00	227 246,33	0,00	227 246,33
	281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires		I	87 604,60	0,00	0,00	87 604,60	0,00	87 604,60
	281848	Autres matériels de bureau et mobiliers		I	37 148,98	0,00	0,00	37 148,98	0,00	37 148,98
	28185	Matériel de téléphonie		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	28188	Autres		I	265 534,27	0,00	3 676,75	269 211,02	0,00	269 211,02
				<b>Somme :</b>	<b>20 568 536,43</b>	<b>0,00</b>	<b>400 000,00</b>	<b>20 968 536,43</b>	<b>0,00</b>	<b>20 968 536,43</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
951		021	Virement de la section de fonctionnement		I	6 533 000,00	0,00	500 000,00	7 033 000,00	0,00	7 033 000,00
					<b>Somme :</b>	<b>6 533 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>500 000,00</b>	<b>7 033 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 033 000,00</b>

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
954		024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	BB	I	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00	-288 250,00	11 750,00
					<b>Somme :</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>300 000,00</b>	<b>300 000,00</b>	<b>-288 250,00</b>	<b>11 750,00</b>

				<b>Somme :</b>		<b>85 328 728,43</b>	<b>3 000 000,00</b>	<b>4 679 036,74</b>	<b>93 007 765,17</b>	<b>-4 302 705,48</b>	<b>88 705 059,69</b>
--	--	--	--	----------------	--	----------------------	---------------------	---------------------	----------------------	----------------------	----------------------

# BUDGETS ANNEXES DEPENSES FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT

## Fonctionnement

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
1	LABORATOIRE DPTAL ANALYSES	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60611	Eau et assainissement	RB		3 045,00	0,00	0,00	3 045,00	0,00	3 045,00
		60612	Energie - Electricité	RB		32 000,00	0,00	0,00	30 143,00	0,00	30 143,00
		60621	Combustibles	BM		38 000,00	0,00	0,00	38 000,00	0,00	38 000,00
		60621	Combustibles	RB		38 000,00	0,00	0,00	38 000,00	0,00	38 000,00
		60622	Carburants	BM		11 000,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	11 000,00
		60622	Carburants	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60622	Carburants	R		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60623	Alimentation	BM		350,00	0,00	0,00	350,00	0,00	350,00
		60632	Fournitures de petit équipement	BM		87 000,00	0,00	0,00	87 000,00	0,00	87 000,00
		60636	Habillement et vêtements de travail	BM		1 800,00	0,00	0,00	1 800,00	0,00	1 800,00
		60636	Habillement et vêtements de travail	BMG		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
		6064.1	FOURNITURES ADMINISTRATIVES HT	BMG		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
		60668	Autres produits pharmaceutiques	BM		176 000,00	0,00	0,00	173 227,48	0,00	173 227,48
		611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BMG		9 000,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00
		611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB		1 500,00	0,00	0,00	800,00	0,00	800,00
		61521	TERRAINS	RB		3 660,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		615221	BATIMENTS PUBLICS	BM		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00

	615221	BATIMENTS PUBLICS	RB		3 500,00	0,00	0,00	4 180,00	0,00	4 180,00
	61551	Matériel roulant	BM		15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	61551	Matériel roulant	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61551	Matériel roulant	R		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61558	Autres biens mobiliers	BM		18 000,00	0,00	0,00	4 275,77	0,00	4 275,77
	61558	Autres biens mobiliers	RB		1 000,00	0,00	0,00	640,00	0,00	640,00
	6156	Maintenance	BFI		38 850,00	0,00	0,00	38 850,00	0,00	38 850,00
	6156	Maintenance	BM		30 000,00	0,00	0,00	43 724,23	0,00	43 724,23
	6156	Maintenance	RB		13 375,00	0,00	0,00	19 272,00	0,00	19 272,00
	6161	MULTIRISQUES	BMG		3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	6168	AUTRES	BMG		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	6182.1	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	BMG		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	6184.1	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH		15 000,00	0,00	5 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	6184.2	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION AVEC TVA	BFH		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	6188	Autres frais divers	BM		57 800,00	0,00	0,00	57 800,00	0,00	57 800,00
	6218	Autre personnel extérieur	BFH		8 190,00	0,00	0,00	8 629,20	1 300,00	9 929,20
	62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	BM		90 000,00	0,00	0,00	90 000,00	0,00	90 000,00
	6231	Annonces et insertions	BM		100,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
	6236	Catalogues et imprimés et publications	BMG		3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	6241	TRANSPORTS DE BIENS	BM		1 200,00	0,00	0,00	3 200,00	0,00	3 200,00
	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	500,00	10 500,00
	6251.1	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	6261	Frais d'affranchissement	BMG		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	6262	Frais de télécommunications	BFI	157	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	6281	Concours divers (cotisations...)	BM		1 100,00	0,00	0,00	1 114,00	0,00	1 114,00
	6283	Frais de nettoyage des locaux	BMG		42 000,00	0,00	0,00	42 000,00	0,00	42 000,00
	6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH		3 200,00	0,00	0,00	3 200,00	100,00	3 300,00
	6332	COTISATIONS VERSEES AU FNAL	BFH		3 500,00	0,00	0,00	3 500,00	100,00	3 600,00
	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH		6 200,00	0,00	0,00	6 200,00	100,00	6 300,00
	6355	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	BM		0,00	0,00	0,00	758,52	0,00	758,52
	64111	Rémunération principale	BFH		587 000,00	0,00	-3 000,00	583 560,80	-1 200,00	582 360,80
	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH		25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
	64113	NBI	BFH		15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	1 000,00	16 000,00
	64118	Autres indemnités	BFH		130 000,00	0,00	0,00	130 000,00	0,00	130 000,00
	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH		29 000,00	0,00	0,00	29 000,00	1 600,00	30 600,00
	64131	Rémunérations	BFH		100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	-2 500,00	97 500,00
	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH		120 000,00	0,00	0,00	120 000,00	-1 000,00	119 000,00
	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH		186 000,00	0,00	0,00	186 000,00	0,00	186 000,00
	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	6455	Cotisations pour assurance du personnel	BFH		33 000,00	0,00	0,00	33 000,00	0,00	33 000,00
	6472	Prestations familiales directes	BFH		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	6474	VERSEMENTS AUX OEUVRES SOCIALES	BFH		6 200,00	0,00	0,00	6 200,00	0,00	6 200,00
	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH		700,00	0,00	0,00	700,00	0,00	700,00
	6488	AUTRES CHARGES	BFH		17 000,00	0,00	3 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	6541	Créances admises en non valeur			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	6541	Créances admises en non valeur	BB		0,00	0,00	0,00	1 481,13	0,00	1 481,13
	6542	CREANCES ETEINTES	BB		2 000,00	0,00	3 000,00	3 518,87	1 500,00	5 018,87
	6574.1	PARTICIPATION ETAT ESB TVA 0%	BB	158	2 450,00	0,00	0,00	2 440,00	0,00	2 440,00

		65888	AUTRES	BB		2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00
		65888	AUTRES	BFH		10,00	0,00	0,00	20,00	0,00	20,00
		673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB		25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	-1 500,00	23 500,00
		6811	DOTATIONS AMORTISSEMENTS IMMO. INCORPORELLES ET CORPORELLES			172 852,68	0,00	0,00	172 852,68	0,00	172 852,68
		6817	DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIFS CIRCULANTS	BB		1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
					F						
<b>1</b>			<b>LABORATOIRE DPTAL ANALYSES</b>		Somme :	<b>2 229 084,68</b>	<b>0,00</b>	<b>8 000,00</b>	<b>2 237 084,68</b>	<b>0,00</b>	<b>2 237 084,68</b>
Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
2	<b>AIRE DE LA LOZERE</b>	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	<b>F</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60611	Eau et assainissement	RB		52 000,00	0,00	0,00	52 000,00	0,00	52 000,00
		60612	Energie - Electricité	RB		15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
		60621	COMBUSTIBLES	RB		15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
		60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	BMG		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
		611	Contrats de prestations de services	RB		122 767,20	0,00	0,00	122 767,20	0,00	122 767,20
		615221	BATIMENTS PUBLICS	RB		20 306,25	0,00	0,00	20 306,25	0,00	20 306,25
		615231	VOIRIES	RB		9 927,50	0,00	0,00	9 927,50	0,00	9 927,50
		61558	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERS	RB		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
		6156	Maintenance	RB		6 054,30	0,00	0,00	6 054,30	0,00	6 054,30
		6161	MULTIRISQUES	BMG		300,00	0,00	0,00	300,00	0,00	300,00
		6188.1	AUTRES FRAIS DIVERS - FONCT STATION EPURATION ALBARET	DIAD		18 500,00	0,00	0,00	18 500,00	-8 851,00	9 649,00
		6188.1	AUTRES FRAIS DIVERS - FONCT STATION EPURATION ALBARET	DID		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6283	Frais de nettoyage des locaux	BMG		100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00

		63512	Taxes foncières	BB		8 500,00	0,00	0,00	8 500,00	0,00	8 500,00
		63512	Taxes foncières	DID		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	DIAD		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
		63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	DID		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6542	Creances éteintes	BB		3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
		6574.3	Subvention CDT - Aire de la Lozère	BC		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6574.3	Subvention CDT - Aire de la Lozère	DAD		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6574.3	Subvention CDT - Aire de la Lozère	DIAD		78 000,00	0,00	0,00	78 000,00	0,00	78 000,00
		65888	AUTRES	BB		25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
		673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB		3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
		6811	DOTATIONS AMORTIS.IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELL			357 402,75	0,00	0,00	357 402,75	0,00	357 402,75
					F						
<b>2</b>			<b>AIRE DE LA LOZERE</b>		Somme :	<b>846 258,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>846 258,00</b>	<b>-8 851,00</b>	<b>837 407,00</b>
Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
3	<b>DOMAINE DES BOISSETS</b>	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	<b>F</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60611	Eau et assainissement	RB		800,00	0,00	0,00	800,00	0,00	800,00
		60612	Energie - Electricité	RB		6 000,00	0,00	0,00	9 600,00	0,00	9 600,00
		60631	FOUNITURES D'ENTRETIEN	BMG		100,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
		611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB		620,00	0,00	0,00	620,00	0,00	620,00
		615221	BATIMENTS PUBLICS	RB		4 880,00	0,00	0,00	1 280,00	0,00	1 280,00
		61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
		6161	MULTIRISQUES	BMG		1 100,00	0,00	0,00	1 100,00	<b>-60,06</b>	1 039,94

		6262	Frais de télécommunications	BFI		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6283	Frais de nettoyage des locaux	BMG		800,00	0,00	0,00	800,00	0,00	800,00
		63512	Taxes foncières	BB		9 800,00	0,00	0,00	9 800,00	0,00	9 800,00
		63512	Taxes foncières	DID		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6541	CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		65888	AUTRES	BB		2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00
		65888	AUTRES	DIAD		309,00	0,00	0,00	400,00	60,06	460,06
		65888	AUTRES	DID		91,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB		0,00	0,00	300,00	300,00	0,00	300,00
		675	VALEURS COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS CEDEES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6761	DIF./REALISATINS POSITIVES TRANSFEREES EN INVESTIS.			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6811	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS IMMO.INCORPOREL.ET CORPORELLES			44 800,00	0,00	0,00	44 800,00	0,00	44 800,00
					F						
<b>3</b>			<b>DOMAINE DES BOISSETS</b>		Somme :	<b>69 802,00</b>	<b>0,00</b>	<b>300,00</b>	<b>70 102,00</b>	<b>0,00</b>	<b>70 102,00</b>

## Investissement

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
1	<b>LABORATOIRE DPTAL ANALYSES</b>	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		13913	SUBVENTION D'EQUIPEMENT TRANSFEREES AU CPTÉ RESULTAT			10 616,00	0,00	0,00	10 616,00	0,00	10 616,00
		2033	Frais d'insertion	BMP		2 000,00	833,33	0,00	2 833,33	-2 833,33	0,00
		2033	Frais d'insertion	RB		0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
		2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BFI		20 000,00	9 061,20	0,00	29 061,20	0,00	29 061,20
		2182	MATERIEL DE TRANSPORT	BM	<b>161</b>	20 000,00	41 904,14	0,00	61 904,14	0,00	61 904,14

		2182	MATERIEL DE TRANSPORT	R		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	RB		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
		2188	Autres	BM		60 000,00	78 948,57	0,00	138 948,57	0,00	138 948,57
		231318	Autres bâtiments publics			30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
		231318	Autres bâtiments publics	RB		48 000,00	711,00	0,00	48 711,00	-15 000,00	33 711,00
		28188	Autres			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>1</b>			<b>LABORATOIRE DPTAL ANALYSES</b>		Somme :	<b>192 616,00</b>	<b>131 458,24</b>	<b>0,00</b>	<b>324 074,24</b>	<b>-17 833,33</b>	<b>306 240,91</b>
Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
2	<b>AIRE DE LA LOZERE</b>	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		13912	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.- REGION			302,00	0,00	0,00	302,00	0,00	302,00
		13913	SUBV.INVESTISSEMENT TRANSFEREES AU C.R. - DEPARTEMENTS			102 330,00	0,00	0,00	102 330,00	0,00	102 330,00
		192	DIF./REALISATION D'IMMO.- POSTERIEURES AU 01/01/04			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2031	Frais d'études	RB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2033	Frais d'insertion	BMP		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	-1 683,34	316,66
		2033	Frais d'insertion	RB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	RB		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
		2314	Constructions sur sol d'autrui			6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
		2314.31	Travaux aménagement Aire	RB		40 612,50	1 500,00	0,00	42 112,50	-20 000,00	22 112,50
<b>2</b>			<b>AIRE DE LA LOZERE</b>		Somme :	<b>156 244,50</b>	<b>1 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>157 744,50</b>	<b>-21 683,34</b>	<b>136 061,16</b>
Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM

3	<b>DOMAINE DES BOISSETS</b>	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		13911	SUBV.INV.TRANSFEREES AU C.R.-ETAT ET ETBS NATIONAUX			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		192	DIF./REALISATION IMMO POSTERIEURES AU 01/01/04			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2031	Frais d'études	RB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21314	BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	RB		23 000,00	0,00	0,00	23 000,00	-20 000,00	3 000,00
		2188	Autres	DIAD		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		231314	Bâtiments culturels et sportifs	DIAD		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		231314	Bâtiments culturels et sportifs	RB		67 000,00	0,00	0,00	67 000,00	-25 000,00	42 000,00
		23188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	RB		80 000,00	0,00	0,00	80 000,00	-80 000,00	0,00
					I						
<b>3</b>			<b>DOMAINE DES BOISSETS</b>		Somme :	<b>170 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>170 000,00</b>	<b>-125 000,00</b>	<b>45 000,00</b>

# BUDGETS ANNEXES RECETTES FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT

## Fonctionnement

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DM	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
1	<b>LABORATOIRE DPTAL ANALYSES</b>	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BFH		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7061	Taxes d'analyse	BM		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
		7061.2	Taxes d'analyses - TVA 7%	BM		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7061.3	Taxes d'analyse - TVA 19,6 %	BM		100,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
		7061.4	Taxes d'analyses - TVA 10 %	BM		327 000,00	0,00	0,00	327 000,00	0,00	327 000,00
		7061.7	Taxes d'analyses - TVA 20 %	BM		740 000,00	0,00	0,00	740 000,00	0,00	740 000,00
		7061.8	Taxes d'analyses ESB - TVA 20 %	BM		400,00	0,00	0,00	400,00	0,00	400,00
		7061.9	Taxes d'analyses SATESE-SATEP - TVA 20 %	BM		15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
		74718	Autres	BM		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
		74718.1	Participation de l'Etat (TVA 19,60 %)	BM		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		74718.4	Participation de l'Etat (TVA 20 %)	BM		25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
		74718.5	PARTICIPATION ETAT E.S.B. - TVA 0 %	BM		60,00	0,00	0,00	60,00	0,00	60,00
		74718.6	PARTICIPATIONS ETAT AUTRES (TVA 8.5 %)	BM		1 200,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00
		74718.7	Participation de l'Etat - E.S.B. Equarissage (TVA 20 %)	BM		215 000,00	0,00	0,00	215 000,00	0,00	215 000,00
		74718.8	Participation de l'Etat (TVA 10 %)	BM		150,00	0,00	0,00	150,00	0,00	150,00
		74788	PARTICIPATION ETAT ESB TVA 0%	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		75822	Prise en charge du déficit du budget annexe à caractère admi	BB		887 056,68	0,00	8 000,00	895 056,68	0,00	895 056,68
		75822	Prise en charge du déficit du budget annexe à caractère admi	BM		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7588	Autres produits divers de gestion courante	BB		2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00
		7588	Autres produits divers de gestion courante	BFH		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICE ANTERIEURS)			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICE ANTERIEURS)	BM		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		777	QUOTE-PART SUBV INVESTIS TRANSFEREES AU CPTÉ DE RESULTAT			10 616,00	0,00	0,00	10 616,00	0,00	10 616,00
		7788	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7811	reprise sur amortissement			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7817	REPRISES SUR PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIFS CIRCULANTS	BB		1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
					F	<b>2 229 084,68</b>	<b>0,00</b>	<b>8 000,00</b>	<b>2 237 084,68</b>	<b>0,00</b>	<b>2 237 084,68</b>

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DM	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
2	<b>AIRE DE LA LOZERE</b>	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7068	Autres redevances et droits	BB		130 000,00	0,00	0,00	130 000,00	0,00	130 000,00
		757	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	BB		200 000,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
		75822	Prise en charge du déficit du budget annexe à caractère admi	BB		413 624,00	0,00	0,00	413 624,00	-8 851,00	404 773,00
		7588	Autres produits divers de gestion courante	BB		2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00
		773	MANDATS ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		777	QUOTE-PART SUBVENTIONS INVESTISS. TRANSFEREES CPTÉ RESULTAT			102 632,00	0,00	0,00	102 632,00	0,00	102 632,00
		7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					F	<b>846 258,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>846 258,00</b>	<b>-8 851,00</b>	<b>837 407,00</b>

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DM	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
3	<b>DOMAINE DES BOISSETS</b>	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		70878	PAR DES TIERS	BB		3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
		73918	AUTRES REVERSEMENTS SUR AUTRES IMPOTS LOCAUX OU ASSIMILES	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		752	Revenus des immeubles	BB		3 500,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	3 500,00
		75822	Prise en charge du déficit du budget annexe à caractère admi	BB		63 300,00	0,00	300,00	63 600,00	0,00	63 600,00

		7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	BB		2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00
		773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		777	QUOTE-PART SUBV.INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					F	<b>69 802,00</b>	<b>0,00</b>	<b>300,00</b>	<b>70 102,00</b>	<b>0,00</b>	<b>70 102,00</b>

## Investissement

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DM	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
1	<b>LABORATOIRE DPTAL ANALYSES</b>	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	I	0,00	0,00	662 928,51	662 928,51	0,00	662 928,51
		021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		1313	SUBV. EQUIPEMENT TRANSFERABLES-DEPARTEMENTS	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2031	FRAIS D'ETUDES			30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
		2033	FRAIS D'INSERTION			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28031	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2805	AMORTIS. CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28051	Concessions et droits similaires			3 525,82	0,00	0,00	3 525,82	0,00	3 525,82
		281318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS			63 375,00	0,00	0,00	63 375,00	0,00	63 375,00
		2814	Constructions sur sol d'autrui			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28182	MATERIEL DE TRANSPORT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281838	AMORTIS. AUTRE MATERIEL INFORMATIQUE			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281841	MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281848	AMORTIS. AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS			196,47	0,00	0,00	196,47	0,00	196,47
		28188	AMORTIS. AUTRES IMMO CORPORELLES			105 755,39	0,00	0,00	105 755,39	0,00	105 755,39
				<b>166</b>	I	<b>202 852,68</b>	<b>0,00</b>	<b>662 928,51</b>	<b>865 781,19</b>	<b>0,00</b>	<b>865 781,19</b>

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DM	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
2	<b>AIRE DE LA LOZERE</b>	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	I	0,00	0,00	1 825 289,93	1 825 289,93	0,00	1 825 289,93
		021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		1313	SUBV. EQUIPEMENT TRANSFERABLES - DEPARTEMENTS	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2031	FRAIS D'ETUDES			3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
		2033	FRAIS D'INSERTION			3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
		28031	Amortissements des frais d'études			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2804142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS			3 333,00	0,00	0,00	3 333,00	0,00	3 333,00
		28121	Plantations d'arbres et arbustes			3 808,00	0,00	0,00	3 808,00	0,00	3 808,00
		2814	AMORTISSEMENT CONSTRUCTION SUR SOL D'AUTRUI			214 264,00	0,00	0,00	214 264,00	0,00	214 264,00
		2817318	AMORTISSEMENT AUTRES BATIMENTS PUBLICS			134 158,00	0,00	0,00	134 158,00	0,00	134 158,00
		281848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS			1 839,75	0,00	0,00	1 839,75	0,00	1 839,75
					I	<b>363 402,75</b>	<b>0,00</b>	<b>1 825 289,93</b>	<b>2 188 692,68</b>	<b>0,00</b>	<b>2 188 692,68</b>
Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DM	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
3	<b>DOMAINE DES BOISSETS</b>	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	I	0,00	0,00	602 746,26	602 746,26	0,00	602 746,26
		021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		1313	DEPARTEMENTS	BB		125 200,00	0,00	-125 200,00	0,00	0,00	0,00
		21314	Bâtiments culturels et sportifs			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281314	AMORTISSEMENTS BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS			44 535,00	0,00	0,00	44 535,00	0,00	44 535,00
		281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS			265,00	0,00	0,00	265,00	0,00	265,00
		28188	AMORTIS. AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					I	<b>170 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>477 546,26</b>	<b>647 546,26</b>	<b>0,00</b>	<b>647 546,26</b>



**DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE**  
**Conseil Départemental**  
**Séance du 8 novembre 2019**

---

**Commission : Finances et gestion de la collectivité**

**Objet : Finances et Gestion de la Collectivité : bâtiment POLEN transfert d'actif complémentaire**

*Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Affaires financières*

---

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

**Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h00**

**Présents** : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Guylène PANTEL, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

**Pouvoirs** : Sabine DALLE ayant donné pouvoir à Christine HUGON, Bruno DURAND ayant donné pouvoir à Valérie VIGNAL, Sophie MALIGE ayant donné pouvoir à Henri BOYER.

---

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU l'article L 5721-6-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code général des collectivités et notamment les articles L1111-1, L1111-2, L3211-1 et L3211-2 ;

VU la délibération n°CD\_17\_1066 du 23 octobre 2017 ;

VU la délibération n°CP\_17\_328 du 24 novembre 2017 ;

VU la délibération n°CP\_17\_350 du 22 décembre 2017 ;

VU la convention financière relative au retrait du Département du SMRN 88 du 29 novembre 2017 ;

**CONSIDÉRANT** le rapport n°703 intitulé "Finances et Gestion de la Collectivité : bâtiment POLEN transfert d'actif complémentaire" en annexe ;

## **Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,**

*VU l'avis de la commission plénière du 4 novembre 2019 ;*

### **ARTICLE 1**

Rappelle qu'en application de la loi NOTRE du 7 août 2015 et par arrêté préfectoral n° 2017-346-0002 du 12 décembre 2017, le Département s'est retiré du Syndicat Mixte d'Aménagement de la RN 88.

### **ARTICLE 2**

Précise que les modalités de transfert ont été définies par la convention financière du 29 novembre 2017, sur la base de laquelle le bâtiment POLEN devait être intégré à l'actif du département pour une valeur de 1 475 640,05 €, mais que pour finaliser les écritures de transfert, il reste à régulariser un transfert complémentaire d'actif pour 75 953,63 €.

### **ARTICLE 3**

Valide ce transfert d'actif complémentaire de 75 953,63 € sachant que le SMADE a délibéré pour ce transfert complémentaire d'actif le 24 septembre 2019.

### **ARTICLE 4**

Autorise la Présidente à effectuer, hors cadre budgétaire, les écritures nécessaires afin de finaliser l'entrée à l'actif du bâtiment POLEN.

*Adopté à l'unanimité des voix exprimées,*

La Présidente du Conseil Départemental  
Sophie PANTEL

**Annexe à la délibération n°CD\_19\_1062 du Conseil Départemental du 8 novembre 2019 : rapport n°703 "Finances et Gestion de la Collectivité : bâtiment POLEN transfert d'actif complémentaire".**

La loi NOTRE du 7 août 2015 a transféré aux communautés de communes et communautés d'agglomération la compétence « Développement économique » et notamment la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique portuaire ou aéroportuaire.

Depuis, le Département n'est plus compétent en matière d'interventions économiques.

Par arrêté préfectoral n° 2017-346-0002 du 12 Décembre 2017 le Département s'est donc retiré à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2018 du Syndicat Mixte d'Aménagement de la RN 88 dont l'objet est le développement économique autour de cet axe routier.

Le retrait du Département du SMADE RN 88 a été conditionné à la reprise du bâtiment POLEN sis à Mende.

Le transfert de propriété de ce bâtiment et parcelles attenantes a fait l'objet d'un acte notarié signé le 13 décembre 2017 en l'étude de Maître VASSE notaire à Langogne

Les modalités de transfert ont été définies par la convention financière du 29 novembre 2017 sur la base de laquelle le bâtiment devait être intégré à l'actif du département pour une valeur de 1 475 640,05 €. Pour finaliser les écritures de transfert il reste à régulariser un transfert complémentaire d'actif pour 75 953,63 €.

Le SMADE a délibéré pour ce transfert complémentaire d'actif le 24 septembre 2019.

Je vous propose de valider ce transfert d'actif complémentaire de 75 953,63 € et de m'autoriser à effectuer hors cadre budgétaire les écritures nécessaires afin de finaliser l'entrée à l'actif du bâtiment POLEN.



**DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE**  
**Conseil Départemental**  
**Séance du 8 novembre 2019**

---

**Commission : Finances et gestion de la collectivité**

**Objet : Finances : Orientations budgétaires 2020**

*Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Affaires financières*

---

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

**Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h00**

**Présents** : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Eve BREZET, Francis COURTES, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Guylène PANTEL, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

**Absents excusés** : Laurence BEAUD, Patricia BREMOND.

**Pouvoirs** : Sabine DALLE ayant donné pouvoir à Christine HUGON, Bruno DURAND ayant donné pouvoir à Valérie VIGNAL, Sophie MALIGE ayant donné pouvoir à Henri BOYER.

---

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU les articles L 3212-1, L 3311-1 et suivants, L3312-1 et suivants, R 3311-2 et suivants, R 3312-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n°CD\_18\_1050 du 22 octobre 2018 approuvant le règlement financier du Département ;

VU la délibération n°CD\_19\_1004 du 15 février 2019 relative au débat des orientations budgétaires 2019 ;

**CONSIDÉRANT** le rapport n°704 intitulé "Finances : Orientations budgétaires 2020" en annexe ;

## **Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,**

*VU la présentation du rapport en commission plénière du 4 novembre 2019 ;*

### **ARTICLE UNIQUE**

Prend acte de la tenue du débat lié à la présentation, par la Présidente du Conseil départemental, du rapport des orientations budgétaires de l'exercice 2020 telles que proposé ci-après, qui comporte notamment les informations relatives :

- aux engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement ;
- aux informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget ;
- à la structure des effectifs et les dépenses de personnel.

*Adopté à l'unanimité des voix exprimées,*

La Présidente du Conseil Départemental  
Sophie PANTEL

**Annexe à la délibération n°CD\_19\_1063 du Conseil Départemental du 8 novembre 2019 : rapport n°704 "Finances : Orientations budgétaires 2020".**

L'article 107 de la loi NOTRe a modifié l'article L3312-1 du code général des collectivités territoriales en complétant les dispositions relatives au contenu et à la forme du débat des orientations budgétaires. Ainsi, en application de ces dispositions, le rapport des orientations budgétaires doit comporter les informations suivantes :

- les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement ;
- les engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme ;
- les informations relatives à la structure et à la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget.

Ce rapport présenté à l'assemblée délibérante, comporte, au titre de l'exercice en cours, ou, le cas échéant, du dernier exercice connu, les informations relatives :

- à la structure des effectifs ;
- aux dépenses de personnel comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature ;
- à la durée effective du travail dans le Département.

Il présente en outre l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget et peut détailler la démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines du Département.

C'est sur la base du rapport, tel que joint en annexe, que je vous propose de débattre des orientations budgétaires 2020.

# **ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2020 DU DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE**

## Table des matières

Préambule.....	3
I - L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER.....	4
1 - L'environnement national, européen.....	4
2 - La population.....	5
II – LA LOI DE FINANCES 2020.....	7
1 - La trajectoire des finances publiques.....	7
2 - Les principales dispositions du Projet de Loi de finances pour 2020.....	7
III - LE CONTEXTE FINANCIER DU DÉPARTEMENT.....	10
1 - Le contrat signé avec l'État.....	10
2 - L'exécution prévisionnelle de la gestion 2019.....	11
3 - L'évolution attendue du budget 2020.....	14
IV - LES POLITIQUES DÉPARTEMENTALES 2020.....	22
1 - Les politiques d'infrastructures, de désenclavement et mobilité.....	22
2 - Les politiques de solidarité sociale.....	25
3 - Les politiques territoriales.....	30
V - LES SERVICES SUPPORTS.....	42
VI - LA CONSTRUCTION BUDGÉTAIRE.....	47
1 - L'épargne Brute.....	47
2 - Les engagements pluriannuels de la collectivité.....	48
3 - L'endettement.....	51
4 - Les perspectives financières 2021-2022.....	55
VII - LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2020.....	57
1 - Budgets annexes.....	57
2 - Budget général.....	60
VIII – LE DÉBAT.....	61

## Préambule

L'article L 3312-1 du Code général des collectivités prévoit que les orientations budgétaires du Conseil départemental doivent faire l'objet d'un débat au sein de l'Assemblée départementale dans les deux mois qui précèdent le vote du budget primitif.

Les orientations budgétaires 2020 sont posées dans un contexte particulier de maîtrise d'évolution des dépenses de fonctionnement et de l'endettement des collectivités défini par la loi de programmation des finances publiques 2018-2022.

A partir de 2018, le cadre budgétaire est fixé par la loi de programmation des finances publiques.

La trajectoire 2018-2020 prévue dans cette loi est d'une part d'avoir fixé un cadre très serré d'évolution des dépenses de fonctionnement (1,2 % d'évolution hors AIS – 2 % pour les AIS) et d'autre part de contraindre les collectivités à se désendetter à hauteur de 30 % d'ici 2022, ceci pour contribuer à la maîtrise de l'endettement de la sphère publique.

Il convient en ce début de rapport de DOB de communiquer les informations générales sur le contexte économique et financier au niveau européen et national.

# I - L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Il convient de placer la réflexion des orientations budgétaires de notre département dans le contexte économique national et européen.

## 1 - L'environnement national, européen

### Principaux indicateurs économiques

#### Le chômage

**En France**, au quatrième trimestre 2018, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT), est de 8,8 % de la population active en France (hors Mayotte). Le taux de chômage diminue globalement de - 0,3 point. La baisse est significative pour les jeunes en particulier les hommes de 15 à 24 ans (- 3,6 points), elle est moins forte pour les personnes de 25 à 49 ans (- 0,2 point) et reste stable pour les 50 ans ou plus.

Parmi les chômeurs, 990 000 déclarent rechercher un emploi depuis au moins un an. Le taux de chômage de longue durée s'établit à 3,4 % de la population active. Sur un an, il diminue de 0,3 point.

#### La croissance

##### En France

**La Banque de France prévoit, dans sa publication de septembre, une croissance de + 1,3 % en 2019 et 2020. L'OCDE prévoit à la mi-septembre une croissance à + 1,3 % en 2019 et de + 1,2 % en 2020. Enfin la Commission européenne et le FMI prévoient en juillet une croissance de + 1,3 % en 2019 et + 1,4 % en 2020.**

La France comme les autres économies de la zone euro a toutefois continué de bénéficier en 2018 du soutien apporté par de bas taux d'intérêts et le programme d'achats d'actifs menés par Banque centrale européenne favorisant ainsi l'investissement des entreprises.

##### En zone euro

La zone euro connaît un ralentissement. La croissance économique ne serait que de + 1,2 % en 2019 après + 1,8 % en 2018. Un ralentissement de l'activité dans le secteur automobile est constaté en Allemagne. En Italie, l'incertitude a pu peser sur l'investissement. La reprise de la croissance en 2020 (anticipée à + 1,4 %) serait conditionnée à la dissipation progressive des incertitudes au niveau mondial liées notamment aux risques d'intensification des mesures protectionnistes. La situation au Royaume-Uni et les conditions de sa sortie de l'Union européenne constituent une vulnérabilité à court terme.

##### L'activité mondiale

Le ralentissement de l'économie mondiale et les aléas qui pèsent sur sa croissance ont conduit plusieurs banques centrales à maintenir des politiques monétaires globalement accommodantes. Ces annonces contribuent cependant à renforcer un contexte de taux d'intérêt durablement très bas, ce qui, du point de vue de la stabilité financière, favorise la hausse de l'endettement privé et public.

Le Fonds monétaire international (FMI) anticipe désormais une croissance mondiale de + 3,3 % en 2019 qui serait de + 3,6 % en 2020 et 2021.

## L'inflation

### En France

En 2018, le taux d'inflation est de 1,8 %.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent en 2018 : rebond des prix de l'énergie (+ 6,2 % en moyenne, après – 2,8%), accélération des prix de l'alimentation et du tabac.

**Dans la zone euro**, l'inflation atteint 1,6 % en moyenne en 2018. Les taux d'inflation les plus faibles sont enregistrés en Grèce et au Portugal alors que la hausse des prix en Hongrie est mesurée à 2,8 %.

## La dette

**En France**, la dette publique au sens de Maastricht s'élève à **2 315 Md€** en 2018. Elle atteint 98 % du PIB.

La contribution de **l'État** à la dette publique s'établit à **1 842 Md€** soit **79,6 %**. Celle des Organismes d'administration centrale s'établit à **63 Md€** soit **2,7 %**. La contribution des **administrations publiques locales atteint 206 Md€** soit **8,9 %** et celle des administrations de sécurité sociale **204 Md€** soit **8,8 %**.

La dette publique « au sens de Maastricht » devrait rester inférieure à 60 % du PIB, sauf circonstances « exceptionnelles ou temporaires ».

**A l'échelle européenne**, le ratio de la dette publique par rapport au PIB recule dans les deux zones : 86,8 % après 89,1 % dans la zone euro et 81,6 % après 83,3 % dans l'UE.

Les pays les moins endettés sont l'Estonie, le Luxembourg et la Bulgarie.

## Le déficit public

**En France**, le déficit public au sens de Maastricht, en 2018, s'établit à 2,5 % du PIB, il était à 2,7 % en 2017, après 3,5 % en 2016. Il continue de s'améliorer et retrouve pour la première fois depuis 2007 un niveau inférieur au seuil de 3 %. En effet, les recettes s'accroissent nettement (+ 2,3 % après 3,8 % en 2017) . En parallèle, le taux d'évolution des dépenses est de 1,9 % après 2,3 % en 2017.

Le déficit public s'établirait à 2,2 % du PIB en 2020.

La progression de la dépense publique en volume en 2020 sera limitée à 0,7 % soit un niveau presque deux fois inférieur à la croissance (1,3%). Concrètement, le poids de la dépense publique dans le PIB sera ramené à 53,4 % du PIB en 2020 contre 54,4 % en 2018 et 55 % en 2017.

## 2 - La population

**La population de la France**, au 1<sup>er</sup> janvier 2019, atteint 67 millions d'habitants dont 2,2 millions dans les cinq départements d'outre-mer. Au cours de l'année 2018, la population a augmenté de 202 000 personnes, soit une hausse de 0,3 %.

Cette progression est principalement due au solde naturel (différence entre le nombres de naissance et le nombre de décès) soit + 144 000 personnes et le solde migratoire (différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties) estimé à 58 000 personnes.

Onze départements (hors Mayotte) affichent une croissance annuelle moyenne supérieure ou égale à 1 % : Gironde, Haute-Savoie, Haute-Garonne, Hérault, Loire Atlantique, Corse du Sud, Ain, Seine-Saint-Denis, Ile-et-Vilaine, Rhône et Guyane.

A l'opposé, la population baisse d'au moins 0,1 % par an dans 30 départements. Paris perd chaque année en moyenne 0,5 % de sa population.

Deux catégories pour les départements en baisse :

- ceux qui souffrent d'un déficit migratoire qui tend à s'aggraver (département du Nord, Est et Centre)
- **ceux dont la Lozère** (Allier, Lozère, Corrèze, Lot, Cantal, Creuse), **qui voient les arrivées supérieures aux départs** mais le déficit naturel est très défavorable, héritage d'une structure par âge vieillissante qui porte la baisse de la population.

## **II – LA LOI DE FINANCES 2020**

### **1 - La trajectoire des finances publiques**

- une hypothèse de croissance soutenue pour 2020 de 1,4 %. Ce scénario de croissance est réaliste et proche des anticipations des prévisionnistes. La Commission européenne et le FMI prévoyaient en juillet une croissance de + 1,3 % en 2019 et + 1,4 % en 2020.
- un déficit public qui s'établirait à 2,2 % du PIB.
- la dette commencerait à décroître dès 2020 (98,7 % du PIB).
- le taux des prélèvements obligatoires s'établira à 44 % en 2020, soit une diminution de plus d'un point par rapport à 2017 (45,2 %). Les prélèvements obligatoires sur les ménages diminueront de - 9,3 Md€ soit - 20,6 Md€ depuis 2017 du fait principalement de la diminution de - 5Md€ de l'impôt sur le revenu des classes moyennes et la suppression intégrale de la taxe d'habitation pour 80 % des ménages.
- la dernière année des contrats dits « de Cahors ». Les dépenses des collectivités locales ont progressé de + 2 %. En parallèle, l'accélération des dépenses d'investissement (+ 8,1 % en 2018 contre + 4,4 % en 2017) a été compensée par la maîtrise des dépenses de fonctionnement (+ 0,8 % en 2018 contre + 1,5 % en 2017).
- la DGF du bloc communal et des départements sera stabilisée (26,9 Md€ à périmètre constant).

### **2 - Les principales dispositions du Projet de Loi de finances pour 2020**

**Les principales mesures sont les suivantes :**

#### **1° - Absence de disposition traduisant l'approfondissement de la péréquation entre Départements**

Le Bureau de l'ADF a adopté, en juin dernier, la proposition de la Commission des finances de l'ADF, visant à améliorer la solidarité entre Départements.

Cette proposition consiste en une réforme de la péréquation horizontale, opérée sur les trois fonds de péréquation existants basés sur les DMTO (Fonds DMTO, Fonds de solidarité des Départements et Fonds de soutien interdépartemental mis en place en 2019). Ce mécanisme remet à plat 1,6 milliard de péréquation horizontale et **en assure la pérennité pour les années à venir.**

Ce nouveau fonds serait réparti en deux parts :

- une première part financée à hauteur de 800 millions d'euros par un prélèvement proportionnel de 0,34 % de l'assiette des DMTO sur tous les départements.
- une seconde part répartie entre les Départements dont l'assiette DMTO par habitant est supérieure à 75 % de l'assiette DMTO moyenne par habitant selon une progressivité par tranche (avec un plafond à 12 % du produit DMTO de l'année précédente).

Le fonds globalisé serait ensuite réparti en trois enveloppes correspondant aux trois fonds existants (44 % de l'enveloppe globale pour le fonds DMTO, 40 % pour le FSD et 16 % pour le FSID).

Les critères d'éligibilité et de répartition de chacun de ces trois fonds demeureront inchangés, sachant que les critères adoptés pour la répartition du Fonds de Soutien Interdépartemental DMTO **sont très favorables aux départements ruraux** :

- concernant **l'éligibilité** ► potentiel financier net par kilomètre carré inférieur à 50 % du potentiel financier net moyen par kilomètre carré, nombre d'habitants par kilomètre carré inférieur à 70.
- concernant **la répartition** ► potentiel financier, revenu moyen par habitant et taux de taxe foncière).

Pour la Lozère, la recette 2020 simulée serait d'un montant de 10,251 M€ contre 10,394 M€ en 2019.

**Il faut toutefois noter qu'à ce stade, ce dispositif ne figure pas dans le Projet de Loi Initial. En effet, très récemment, l'ADF nous a fait savoir qu'elle n'avait pas de visibilité sur l'inscription dans le texte du Projet de loi initial de ce mécanisme transmis au Gouvernement avant l'été.**

**Cependant, dans un courrier récent signé par les deux ministres Olivier DUSSOPT et Jacqueline GOURAULT adressé au Président de l'ADF et confirmé par un courrier émanant du Premier Ministre, il est indiqué que « le Gouvernement approuve la proposition de refonte de la péréquation horizontale souhaitée par l'ADF » et confirme qu'elle donnera lieu « au dépôt par le Gouvernement d'un amendement au projet de loi de finances pour 2020».**

**Si toutefois la création de ce fonds globalisé n'est pas retenue dans la Loi de finances pour 2020, il est manifeste que les trois fonds existants perdureraient de manière autonome et notamment le nouveau fonds de soutien interdépartemental. En effet, l'article 261 de la loi de finances pour 2019 a prévu d'aligner la durée de ce dernier fonds sur la durée des pactes financiers « contrats dits Cahors » soit 3 ans. Il a été mis en place en 2019, soit un an après le début des contrats et en tenant compte de ce décalage il doit perdurer jusqu'en 2021.**

**S'agissant du FSID 2019, toutes les simulations réalisées fin 2018-début 2019 montraient que le Département de la Lozère était éligible à la 2<sup>ème</sup> part de ce fonds qui prend en compte dans sa répartition le taux de pauvreté des départements. Le Département de la Lozère a vu son taux de pauvreté diminuer en passant de 15,31 % (taux supérieur au taux de référence 15%) à 14,30 % et a perdu de ce fait l'éligibilité à la deuxième part du FSID ce qui représente un montant de 0,489 M€.**

## **2° - Suppression de la taxe d'habitation sur la résidence principale pour tous les Français**

Pour 80 % des foyers fiscaux, la taxe d'habitation sera définitivement supprimée en 2020, après avoir été allégée de 30 % en 2018 puis de 65 % en 2019. En 2023, plus aucun foyer ne paiera de taxe d'habitation sur sa résidence principale. La taxe d'habitation sur les résidences secondaires et sur les logements vacants sera maintenue.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021, pour compenser la perte de la taxe d'habitation, la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties sera transférée aux communes. La taxe foncière sera intégralement intégrée au bloc communal.

Le produit de la perte du foncier bâti sera apprécié au niveau de chaque collectivité départementale, à partir des bases locatives 2020 et des taux 2019 par une fraction de TVA.

## **3° - Suppression de la revalorisation des bases d'imposition**

Depuis 2018, la loi de finances annuelle prévoit une revalorisation des bases par rapport à l'inflation constatée (et non plus par rapport à l'inflation prévisionnelle comme c'était le cas jusqu'en 2017). Or, le Gouvernement souhaite supprimer cette disposition pour l'année 2020.

#### **4° - Moindre minoration des variables d'ajustements**

Afin de tenir l'objectif global d'évolution des concours financiers de l'État, les collectivités territoriales sont soumises depuis plusieurs années à d'importantes minorations des variables d'ajustements constituées notamment de la dotation de réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) et de la dotation pour transferts de compensation d'exonération des taxes locales.

Pour 2020, les Départements sont relativement épargnés. Ainsi, sur une baisse totale de 120 millions d'euros, la baisse appliquée au niveau départemental est de - 10 millions d'euros pour 2020 après - 240 millions d'euros en 2017 et - 35 millions d'euros en 2018.

### III - LE CONTEXTE FINANCIER DU DÉPARTEMENT

Les orientations budgétaires 2020 doivent s'appréhender une fois connues les données, européennes et nationales précédentes, sur la base du contexte financier du Département à travers :

∞ - le rappel des objectifs du contrat signé avec l'État

∞ - l'analyse de l'exécution de la gestion 2019

∞ - l'analyse de l'évolution attendue du budget 2020

#### 1 - Le contrat signé avec l'État

Le contrat signé avec l'État le 29 juin 2018 porte sur les trois exercices 2018, 2019 et 2020.

Il vise les objectifs suivants : - maîtrise de la dépense publique

- amélioration du besoin de financement

- amélioration de la capacité de désendettement

##### 1- La maîtrise de la dépense publique

Sur les trois exercices concernés l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement (**DRF**) est limitée à 1,2 % à périmètre constant.

##### Trajectoire 2018/2020

La trajectoire d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement est la suivante :

CA 2017	Evolution annuelle 1,2 %					
	CA 2018		CA 2019		CA 2020	
	Augmentat°	Plafond dépenses	Augmentat°	Plafond dépenses	Augmentat°	Plafond dépenses
100 488 971	1 205 868 €	101 694 839 €	1 220 338 €	102 915 177 €	1 234 982 €	104 150 159 €

Les 1,2 % d'évolution annuelle sont calculés sur la base de 100 488 971 € soit les dépenses réelles de fonctionnement (compte de classe 6) du compte administratif 2017.

Le non-respect de l'engagement du taux d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement entraîne **une reprise financière égale à 75 % de l'écart avec l'objectif fixé.**

##### Retraitements spécifiques

La base des DRF 2017 inclut les postes de dépenses ci-dessous qui connaîtront des traitements et trajectoires d'évolution spécifique :

##### Dépenses MNA (Mineurs non accompagnés) :

Lors de l'évaluation des résultats, le caractère potentiellement exceptionnel des dépenses de prise en charge de mineurs non accompagnés au titre de l'aide sociale à l'enfance sera pris en compte dès lors qu'est constatée une dépense s'écartant significativement de la tendance des dépenses passées du département, appréciées au 31/12/2015 et pesant significativement sur les dépenses réelles de fonctionnement.

**Dépenses AIS** : L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement est appréciée en déduisant du montant des dépenses constatées la part supérieure à 2 % liée à la hausse des dépenses exposées au titre du revenu de solidarité active, de l'allocation personnalisée d'autonomie et de la prestation de compensation du handicap, définies respectivement aux articles L. 262-24, L. 232-1 et L. 245-1 du code de l'action sociale et des familles.

## **2- Amélioration du besoin de financement**

Le Département s'est fixé pour objectif d'améliorer son besoin de financement (emprunts minorés des remboursements de dette) selon la trajectoire suivante.

Besoin de financement	<b>2017 (rappel)</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>
Initial (€)	1 549 354 €	7 977 313 €	7 468 040 €	5 906 974 €
Contractualisé (€)	1 549 354 €	6 477 313 €	6 068 040 €	4 606 974 €

## **3- Amélioration de la capacité de désendettement**

La capacité de désendettement du Département (rapport entre l'encours de la dette et l'épargne brute) au titre de la moyenne des trois derniers exercices écoulés 2014, 2015 et 2016 est de 2,44 années.

Cette capacité de désendettement est bien inférieure au plafond national de référence pour les départements qui est de 10 années et n'implique donc pas de mesure particulière.

**L'analyse ci-après de l'exécution prévisionnelle de la gestion 2019 est donc considérée par rapport aux objectifs fixés du contrat avec l'Etat.**

## **2 - L'exécution prévisionnelle de la gestion 2019**

### ***Les recettes de fonctionnement (126 M€)***

Les éléments importants à noter en matière de recettes de fonctionnement :

- recettes nouvelles :
  - ✓ Fonds de soutien interdépartemental des DMTO : 5,2 M€
  - ✓ Participation Etat dans le cadre du Plan Pauvreté : 176 000 €
- stabilité :
  - ✓ de la dotation globale de fonctionnement : 41,3 M€ depuis 3 années, l'année 2017 constituant la dernière année d'application du plan de redressement des finances publiques de 50 M€ lancé en 2014 portant diminution de la DGF - part forfaitaire (- 10,7 M€ sur la période)
  - ✓ de la taxe sur les conventions d'assurances : 13 M€
  - ✓ du Fonds National de Péréquation DMTO, le Comité des finances locales ne constituant plus de réserve depuis 2018. Annoncée au niveau national, la baisse des DMTO a été constatée en 2018 avec un produit diminué de - 300 000 € (4,9 M€ en 2017 - 4,6 M€ en 2018). Le produit 2019 apparaît stable à 4,66 M€ ;
  - ✓ des droits de mutation sur les transactions du département : 5 M€
  - ✓ des remboursements des assurances sur les rémunérations des personnels : 1 M€
  - ✓ de la taxe d'aménagement : 0,3 M€

- fin de la compensation de la Région au titre du bilan 2018 du coût du transport scolaire : 575 000 €
- augmentation du produit de taxe foncière liée à la revalorisation des bases : + 0,5 M€

### **Les dépenses de fonctionnement (100,8 M€)**

Elles devraient être exécutées à hauteur de 100,8 M€ pour une prévision de 103,12 M€.

Par décision modificative les postes de dépenses suivants ont été abondés :

#### **Social : + 1 824 000 €**

Lien social : + 50 000 € pour le RSA en lien avec la revalorisation au 1<sup>er</sup> avril 2019

Enfance Famille : + 595 000 € pour la prise en charge individuelle et placement du nombre croissant des Mineurs Non Accompagnés

Maison de l'autonomie : + 1 179 000 € pour l'hébergement des personnes en situation de handicap avec 3 nouveaux amendements Creton (personnes de + de 20 ans ne pouvant être immédiatement admises dans un établissement pour adultes handicapées et maintenues en établissement d'éducation spéciale), des factures 2018 présentées tardivement par plusieurs établissements et le rattachement des charges à l'exercice 2019.

**Routes : + 228 000 €** pour les fournitures de voirie, le carburant et la constitution des stocks de viabilité hivernale

**SDIS : + 300 000 €** pour les indemnités des sapeurs-pompiers en lien les renforts « Feux de forêts » auprès des départements de l'Aude, Gard, Hérault, Pyrénées Orientales, Corse et l'augmentation du secours à personne.

#### **Solidarité Territoriale : + 175 000 €**

+ 50 000 € d'aide pour le transport de fourrage suite aux pertes de récoltes provoquées par les violents orages de grêle

+ 45 000 € (15 000 € x 3) de crédits complémentaires pour l'animation du Domaine de Boisset, l'Ecole départementale de Musique, le projet architectural du pavillon Chine

+ 80 000 € d'avance de subvention aux Scènes Croisées

Des crédits ont été rendus sur les Ressources humaines ( - 200 000 €), le Numérique (- 78 000 €) l'Informatique (- 60 000 €) .

Egalement des crédits resteront non consommés notamment sur les intérêts d'emprunts, les subventions d'équilibre des budgets annexes, les provisions.

### **Les taux d'exécution**

#### **Section de fonctionnement**

Les taux d'exécution 2019 devraient approcher 99 % pour les recettes et 97/98 % pour les dépenses.

	<b>Prévisionnel CA 2019</b>	
	<b>Dépenses</b>	<b>Recettes</b>
Crédits budgétaires	103 118 941 €	126 760 679 €
Crédits consommés	101 000 000 €	126 000 000 €
Taux d'exécution	<b>97,95 %</b>	<b>99,40 %</b>

## **Section d'investissement**

Les taux d'exécution 2019 pourraient atteindre :

- Dépenses réelles (hors remboursements sur emprunts revolving) : 92 %.
- Recettes réelles (hors emprunts) : 93 %.

	<b>Prévisionnel CA 2019</b>	
	<b>Dépenses</b>	<b>Recettes</b>
Crédits budgétaires	45 189 310 €	12 400 419 €
Crédits consommés	41 600 000 €	11 500 000 €
Taux d'exécution	<b>92 %</b>	<b>93 %</b>

Par nature d'investissement, les équipements départementaux représenteraient 52 % du budget total d'investissement contre 26 % pour les équipements non départementaux (programmes d'aides).

Objet	2019
Équipements départementaux	21 700 000 €
Équipements non départementaux	11 000 000 €
Opérations non ventilées (dettes, emprunts, opérations patrimoniales...)	8 900 000 €
TOTAL	41 600 000 €

### **Résultat de l'exercice - Estimation - :**

L'exercice 2019 se soldera avec un déficit d'investissement qui sera compensé par l'excédent de fonctionnement d'un niveau élevé du fait d'un volume de recettes nettement supérieur aux dépenses,

Le niveau de consommation des derniers mois de l'année ainsi que les rattachements détermineront l'excédent final de clôture qui, sans recours à l'emprunt, pourrait se situer dans une fourchette de 100 000 € /500 000 €.

	Recettes	Dépenses	Solde
Investissement	41 500 000 €	53 200 000 €	- 11 700 000 €
Fonctionnement	133 000 000 €	121 000 000 €	+ 12 000 000 €
TOTAL	174 500 000 €	174 200 000 €	+ 300 000 €

### **Positionnement par rapport à la contractualisation**

#### **Maîtrise de l'évolution des dépenses de fonctionnement**

Conformément à la trajectoire contractuelle les dépenses réelles de fonctionnement (DRF) retraitées 2019 ne doivent pas dépasser 102 915 177 €.

La prévision totale d'exécution est estimée à 101 000 000 €, montant soumis à :

Déduction et ajustements de comparaison : + 5,4 M€

- les produits en atténuations de charges (remboursements sur charges de personnels) sont à déduire : évalués à 1,3 M€.

- la dépense Transports 2019 sera ajoutée à nos dépenses de fonctionnement de façon à comparer les mêmes bases. Il s'agira, soit du coût réel 2019 supporté par la Région, soit du montant calculé à partir de la trajectoire du contrat : coût transport 2017 : 6,5 € majoré de 2 % en 2018 puis 2 % en 2019 soit un total 2019 de 6,7 M€.

#### Retraitements :

- CLERCT Transports : - 3,165 M€,
- AIS supérieures à 2 % : estimation à 1,188 M€
- MNA : non évalué constat une augmentation 2019 significative des frais de prise en charge et hébergement

**A ce stade nos dépenses de fonctionnement prévisionnelles et retraitées se situeraient en deçà du contrat.**

#### Amélioration du besoin de financement

**L'exercice 2019 se solde par un recours à l'emprunt de 3 M€ à ce jour. Le besoin de financement 2019 prévu au contrat à hauteur de 6,4 M€ enregistre une nette amélioration en apparaissant en négatif en fin d'exercice à hauteur de - 4,8 M€.**

#### Désendettement

Au cours de l'exercice 3 emprunts ont été remboursés par anticipation pour un total de 2,4 M€.

Date	Emprunt	Taux	Capital		Indemnité sortie
			Initial	Remboursé	
17/04/19	2011 - Crédit Agricole	3,99 %	3 M€	1 067 707 €	48 671 €
01/07/19	2013 - Banque Postale	Euribor +1,26 %	2 M€	1 083 333 €	25 025 €
01/10/19		Euribor +1,86 %	3 M€	321 428 €	3 214 €
<b>TOTAL</b>				<b>2 472 468 €</b>	<b>76 910 €</b>

**L'encours de la dette de 44 M€ début d'exercice sera de 39 M€ en fin de gestion 2019.**

## 3 - L'évolution attendue du budget 2020

<b>Section de fonctionnement</b>
----------------------------------

#### Recettes

**Sur la base des informations connues à ce jour, les recettes de fonctionnement 2020 ont été évaluées à un montant de 122 M€ en fonction des éléments suivants :**

- stabilisation de la DGF à 41,3 M€
- maintien de la taxe sur les conventions d'assurances à 13,5 M€
- produit de taxe foncière de 21,7 M€ incluant + 400 000 € liées à l'augmentation des bases (2%)

Et dans l'attente de la confirmation de la création d'un fonds unique globalisé DMTO par la loi de finances 2020, nous prévoyons :

- fonds national de péréquation des DMTO existant mais avec une prévision à la baisse annoncée 3,7 M€ (produit de 4,6 M€ en 2018)
- fonds de soutien interdépartemental inscrit pour 4,5 M€, l'évolution du taux de pauvreté faisant fluctuer la recette.

## **Analyse des péréquations verticale et horizontale**

**La péréquation verticale : 2019 ► 48,55 M€**

**2020 ► 48,53 M€**

### **a) – La dotation globale de fonctionnement (41,322 M€)**

**Trois composantes :**

- **une dotation de compensation** correspondant aux montants dus au titre de la suppression, en 2003, des contingents communaux d'aide sociale (CCAS) et de 95 % de la dotation générale de décentralisation (DGD).

**Montant 2019 : 15,743 M€.** Montant identique prévu en 2020.

- **une dotation forfaitaire** évoluant en fonction de la dynamique démographique et écartée en fonction du potentiel financier par habitant. La contribution au redressement des finances publiques (2014-2017) a par ailleurs donné lieu à la minoration de cette dotation, calculée en fonction du revenu par habitant et de l'effort fiscal.

**Montant 2019 : 8,528 M€.** Montant identique prévu en 2020.

- **la dotation de péréquation : dotation de fonctionnement minimale (DFM)**, destinée aux départements ruraux dont le potentiel financier par habitant est inférieur ou égal au double du potentiel financier par habitant moyen de ces départements. Cette dotation est répartie en fonction de la longueur de la voirie, du potentiel financier par habitant et du potentiel financier superficiaire.

**Montant 2019 : 17,051 M€.** Montant identique prévu en 2020.

### **b) - Le dispositif de compensation péréquée – DCP (5,1 M€)**

Il a été créé par la loi de finances pour 2014 dans la lignée du Pacte de confiance et de responsabilité du 16 juillet 2013.

Il correspond au transfert aux Départements par l'État des frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties et **a pour objectif de contribuer au financement des allocations individuelles de solidarité (AIS)**. La DCP comprend deux parts :

- une première part (70%) répartie en fonction du reste à charge des Départements en matière d'AIS.

- une seconde part au titre de la péréquation (30%) répartie en des critères, revenu par habitant et proportion d'allocataires du RSA, de bénéficiaires de l'APA, de la PCH.

**Montant 2019 : 5,1 M€.** Montant identique prévu en 2020.

### **c) - Le Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (0,345 M€)**

Créé par la loi de finances pour 2006. Initialement destiné à renforcer les actions d'insertion des conseils départementaux, il a ensuite été conçu comme un outil de compensation visant à accompagner les Départements dans la gestion du RMI puis du RSA.

**Montant 2019 : 345 000 €. Montant identique prévu en 2020.**

#### **d) - La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle – DCRTP (0,930 M€) et compensation d'exonération de fiscalité (0,835 M€).**

Elles ont pour objectif, soit de neutraliser les effets de la réforme de la taxe professionnelle au titre de l'année de référence (2010), soit de compenser les dispositifs d'exonération de fiscalité locale (taxe d'habitation, foncier, taxe professionnelle). Elles ont été intégrées aux variables d'ajustement, ce qui a conduit à une forte minoration des montants versés aux départements (- 240 M€ en 2017). Elles vont respectivement diminuer de 25 M€ et 15 M€ en 2019.

**Montant 2019 :**

**DCRTP ► 898 401 €**

**Compensations exonérations fiscales ► 898 708 €**

**Montant 2020 :**

**DCRTP ► 930 000 €**

**Compensations exonérations fiscales ► 835 000 €**

**Les fonds de péréquation horizontale : 2019 ► 9,682 M€**

**2020 ► 9,048 M€**

#### **a) - le fonds de soutien interdépartemental à destination des départements ne bénéficiant pas de la dynamique nationale sur les droits de mutation à titre onéreux. (4,5 M€).**

Ce fonds est alimenté à hauteur de 250 millions d'euros par un prélèvement proportionnel sur le montant de l'assiette de la taxe de publicité foncière et des droits d'enregistrement perçus par les départements en 2018 en application des articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

Le renforcement de cette péréquation horizontale s'établit à **250 M€**.

Les ressources du fonds sont réparties entre les départements en deux fractions :

1°) a) la première fraction, dont le montant représente 60 % des ressources définies, bénéficie aux départements dont le potentiel financier net par kilomètre carré est inférieur à 50 % du potentiel financier net moyen par kilomètre carré, et dont le nombre d'habitants par kilomètre carré est inférieur à 70.

b) cette fraction est répartie entre les départements éligibles en fonction d'un indice synthétique plafonné à 0,9 composé pour un tiers du rapport entre le potentiel financier net moyen par habitant et le potentiel financier net par habitant du département, pour un tiers du rapport entre le revenu moyen par habitant et le revenu par habitant du département et pour un tiers du rapport entre le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties du département et le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties de l'ensemble des départements.

2°) a) la seconde fraction, dont le montant représente 40 % des ressources bénéficie aux départements répondant aux critères cumulatifs suivants :

- un produit des droits de mutation à titre onéreux par habitant inférieur à 90 % du produit moyen des droits de mutation à titre onéreux par habitant de l'ensemble des départements,

- un revenu par habitant inférieur au revenu moyen national par habitant,
- un taux de pauvreté supérieur à 15 %.

b) Cette fraction est répartie entre les départements éligibles en fonction d'un indice synthétique composé pour la moitié du rapport entre le potentiel financier net moyen par habitant et le potentiel financier net par habitant du département et pour moitié du rapport entre le revenu moyen par habitant et le revenu par habitant du département. Pour l'application du présent b), l'indice est pondéré par la population.

54 départements sont contributeurs nets, 47 sont bénéficiaires nets.

**La non maîtrise de l'évolution, favorable ou défavorable, du taux de pauvreté conduit à rester prudent sur le produit de cette recette.**

**Annoncée pour 5,8 M€ en 2019 le produit notifié a été de 5,2 M€ le taux de pauvreté étant passé en deçà des 15 %.**

**Montant 2020 inscrit : 4,5 M€.**

**Prélèvement : - 150 000 €**

**Versement : 4 500 000 €**

### **b) - Le Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (3,7 M€) créé par la loi de finances pour 2011.**

Le fonds est alimenté par deux types de prélèvements :

- un prélèvement « sur stock » effectué en fonction des DMTO par habitant ;
- un prélèvement « sur flux » dépendant de la croissance des DMTO.

Sont éligibles au fonds, les départements dont le potentiel par habitant est inférieur à la moyenne ou dont le revenu par habitant est inférieur à la moyenne.

Les ressources sont ensuite réparties en fonction du revenu, du potentiel financier, de la population et du niveau de DMTO par habitant des Départements.

Une mise en réserve est possible lorsque le montant des ressources prélevées est supérieur à 380 M€.

En 2016 et 2017, une mise en réserve était possible mais les élus représentant les départements avaient estimé qu'il n'y avait pas lieu de mettre en réserve afin de consolider les situations financières fragiles. En outre, la dynamique des DMTO semblait pérenne, ne rendant pas nécessaire une mise en réserve.

29 départements contributeurs nets de ce fonds, 71 sont bénéficiaires nets.

**Montant escompté 2019 : 4,6 M€**

**Montant prévu en 2020 : 3,70 M€.**

### **c) – Le fonds national de péréquation de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises – CVAE (0,208 M€)**

Il a été créé par la loi de finances pour 2010 dans le contexte de la réforme de la taxe professionnelle et redéfini par la loi de finances pour 2013.

Ce fonds est alimenté par deux types de prélèvements :

- un prélèvement sur « stock » lié au niveau de CVAE du Département l'année précédant la répartition,
- un prélèvement sur « flux » tenant compte de la progression des recettes de CVAE.

Ce fonds est attribué aux Départements au regard de leur population et d'un indice synthétique de ressources et de charges composé :

- du revenu par habitant (60%)
- du potentiel financier par habitant (20%)
- de la proportion de bénéficiaires du RSA (10%)
- de la proportion de personnes âgées de plus de 75 ans (10%).

24 départements sont contributeurs nets de ce fonds, 55 sont bénéficiaires nets.

**Montant 2019 : 0,193 M€**

**Montant prévu en 2020 : 0,208 M€.**

#### **d) – Le fonds de solidarité des départements – FSD (0,640 M€)**

Il a été créé par la loi de finances pour 2014 et pérennisé par la loi de finances pour 2015 avec pour objectif de réduire les inégalités relatives aux charges en matière d'AIS.

Ce fonds est alimenté par un prélèvement sur tous les départements égal à 0,35 % du montant de l'assiette de la taxe sur la publicité foncière et des droits d'enregistrement perçus l'année précédant la répartition.

Il comprend deux parts réparties entre les départements en fonction des restes à charge par habitant des départements au titre des dépenses AIS :

- une première part représentant 30 % du FSD répartie entre les départements éligibles, c'est à dire les départements dont le revenu par habitant est inférieur à 1,2 fois le revenu moyen ou le potentiel fiscal par habitant est inférieur au potentiel fiscal moyen.
- une seconde part représentant 70 % du FSD répartie entre les départements éligibles c'est à dire les départements éligibles à la première part et dont le reste à charge net par habitant est supérieur à la médiane.

57 départements sont contributeurs nets de ce fonds, 43 bénéficiaires nets.

**Montant 2019 :**

**Prélèvement / : - 362 000 €**

**Versement : + 640 000 €**

**Montant identique prévu en 2020.**

### Recettes - Récapitulatif

Nature	CA estimé 2019	<b>OB 2020</b>
DOTATIONS GLOBALISÉES	42,92 M€	42,87 M€
FISCALITE DIRECTE	28,57 M€	28,67 M€
ALLOCATIONS COMPENSATRICES	0,90 M€	0,83 M€
FISCALITÉ INDIRECTE CLASSIQUE	7,26 M€	5,94 M€
FISCALITÉ INDIRECTE DE COMPENSATION	19,85 M€	19,55 M€
DOTATIONS SPÉCIFIQUES	6,18 M€	5,98 M€
AUTRES RECETTES	15,86 M€	13,72 M€
FONDS DE SOUTIEN INTER-DEPARTEMENTAL	5,21 M€	4,50 M€
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>126,75 M€</b>	<b>122,06 M€</b>

### Dépenses

Globalement les enveloppes budgétaires 2019 sont reconduites en 2020 à l'exception de :

- ➔ Solidarités sociales : - 0,5 M€ soit un total de 44,3 M€ (l'année 2019 supporte des régularisations de rattachements 2018)
- ➔ Ressources Humaines : + 0,8 M€ soit un total de 31,8 M€
- ➔ Assemblées/Finances : + 2,3 M€ en réserve pour abonder en cours d'exercice les besoins de crédits et les imprévus

Directions	CA estimé 2019	<b>OB 2020</b>
SOLIDARITÉ SOCIALE	44,80 M€	44,30 M€
RESSOURCES HUMAINES	31,00 M€	31,80 M€
AFFAIRES JURIDIQUES, COMMANDE PUBLIQUE ET DE LA LOGISTIQUE	2,90 M€	2,98 M€
INFRASTRUCTURES DÉPARTEMENTALES	4,45 M€	4,50 M€
ASSEMBLÉES ET FINANCES	5,40 M€	7,70 M€
SOLIDARITÉ TERRITORIALE	7,50 M€	7,64 M€
CABINET, COMMUNICATION ET PROTOCOLE	0,45 M€	0,50 M€
SDIS	3,80 M€	3,80 M€
POLEN	0,05 M€	0,07 M€
CHARGES FINANCIÈRES	0,65 M€	0,88 M€
<b>TOTAL DÉPENSES</b>	<b>101,00 M€</b>	<b>104,17 M€</b>

### **Positionnement par rapport au contrat avec l'État :**

Les dépenses réelles de fonctionnement (DRF) 2020 sont plafonnées à 104 150 159 €.

Les prévisions budgétaires des DRF 2020, après retraitement des AIS, retrait du montant CLERCT et ajout du coût des transports, font apparaître **un dépassement de l'ordre de 845 000 €.**

**Le retraitement selon le cas des dépenses MNA, des événements exceptionnels, la non consommation à 100 % des crédits budgétaires permettront de respecter le contrat.**

**Néanmoins aucune latitude n'est possible en termes de crédits complémentaires en décisions modificatives 2020.**

## **Section d'Investissement**

### **Recettes**

**Sur la base des informations connues à ce jour, les recettes réelles d'investissement 2020 (hors emprunts) ont été évaluées à 10,5 M€ en fonction des éléments suivants :**

Nature	CA estimé 2019	OB 2020
DOTATIONS : DSID, DDEC, FCTVA, RADARS	8,20 M€	8,70 M€
SUBVENTIONS, AUTRES RECETTES	3,30 M€	1,80 M€
TOTAL RECETTES	11,50 M€	10,50 M€

Les recettes 2020 sont en diminution par rapport à l'exercice précédent avec notamment le terme des subventions du fonds de transition énergétique pour les travaux de rénovation thermique des collèges

A l'inverse les dotations sont prévues en légère hausse avec :

- le maintien du FCTVA autour de 2,9 M€ lié à un volume d'investissement soutenu
- la prévision de versement d'un acompte de la part « Projet » de la DSID en fonction de l'avancement des chantiers ;
- la diminution du produit des amendes des radars, résultant du changement de comportement des automobilistes (moins de contraventions) et des dégradations des appareils lors des manifestations 2018 des « Gilets jaunes » : prévision de 200 000 € au lieu de 370 000 €.

Pour atteindre l'équilibre budgétaire il convient d'ajouter aux recettes réelles les prévisions de recours à l'emprunt.

	<b>OB 2020</b>
EMPRUNTS	16,4 M€

## Dépenses

La recette de 5 M€ du fonds de soutien interdépartemental, la maîtrise des dépenses de fonctionnement permettent de renforcer la capacité d'investissement réels à près de 39 M€ et de soutenir de manière tout à fait conséquente l'économie de notre territoire (Entreprises Travaux Publics, artisans, commerçants, aides importantes aux collectivités...).

Directions	BP 2019	CA estimé 2019	<b>OB 2020</b>
SOLIDARITE SOCIALE	2,00 M€	0,70 M€	1,80 M€
INFRASTRUCTURES DEPARTEMENTALES	15,65 M€	15,65 M€	16,00 M€
BATIMENTS, COMMANDE PUBLIQUE, INFORMATIQUE , MARCHES, POLEN	5,96 M€	4,75 M€	8,22 M€
SOLIDARITE TERRITORIALE	13,89 M€	11,00 M€	12,43 M€
SDIS	0,60 M€	0,60 M€	0,40 M€
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>	<b>38,10 M€</b>	<b>32,70 M€</b>	<b>38,85 M€</b>

Aux investissements réels il convient d'ajouter les charges financières et autres dépenses (écritures aménagements fonciers, imprévus) portant ainsi la section d'investissement 2020 à **44,85 M€**.

ASSEMBLEES / FINANCES capital autres dépenses	10,2 M€	8,90 M€	6,0 M€
<b>TOTAL</b>	<b>48,30 M€</b>	<b>41,60 M€</b>	<b>44,85 M€</b>

**Ce volume d'investissement pourra être abondé des montants complémentaires résultant des notifications effectives des recettes du Fonds de soutien interdépartemental, du fonds national de péréquation des DMTO et de nos propres DMTO.**

**C'est dans ce contexte financier que doivent s'analyser les politiques départementales à mettre en œuvre en 2020.**

## IV - LES POLITIQUES DÉPARTEMENTALES 2020

### 1 - Les politiques d'infrastructures, de désenclavement et mobilité

#### *Les Infrastructures numériques en fibre optique*

Pour 2020, le projet de desserte à très haut débit de l'ensemble du territoire lozérien reste la priorité du Département.

Le syndicat mixte « Lozère Numérique » a été constitué début 2018 avec 47 communes et le Département avec pour compétence la construction et le suivi de l'infrastructure fibre optique. Il a été étendu à la totalité du territoire Lozérien excepté les 4 communes en zone AMII (Appel à Manifestation d'Intérêt d'Investissement) soit 148 communes . Afin de le faire fonctionner les services de la DGAI et en particulier de la DMNT ont été mis à sa disposition. Depuis 2018 c'est donc le syndicat Lozère Numérique qui exerce la compétence du THD pour le compte de ses membres.

D'un point de vue financier, le Département n'a donc plus de dépense directe pour la construction du réseau fibre, mais il participe à hauteur de 50 % en investissement (donc à parité avec l'ensemble des communes) et à hauteur de 70 % en fonctionnement.

Du point de vue de l'avancement du projet, en 2019 la société de projet « Alliance THD » délégataire de notre réseau devrait avoir construit 13 500 prises environ et 20 000 prises devraient avoir fait l'objet d'un Avant Projet Détaillé.

Pour 2020, il est prévu la construction de 15 500 prises supplémentaires et 25 000 prises nouvelles devraient faire l'objet d'un Avant Projet Détaillé validé.

Il convient donc pour 2020 de prévoir le financement correspondant à la part du Département au sein du syndicat Lozère Numérique.

Le Département est aussi membre du SMANA 75 (Syndicat Mixte d'Aménagement Numérique A75). Ce syndicat gère une DSP qui est en cours de renouvellement. Compte tenu de sa structure bénéficiaire, il n'est pas prévu de dépenses pour le Département au profit de ce syndicat.

Enfin, le Département a soldé en 2019 l'ensemble des relations contractuelles qu'il avait avec le Délégataire du réseau Net 48.

#### *Le schéma directeur des usages du numérique (SDUN)*

Les services et usages qui vont se développer sur ces réseaux fibrés représentent un enjeu important pour réussir notre entrée dans la société de l'information. De plus, la loi Montagne a rendu obligatoire pour les titulaires de SDTAN (Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique) l'élaboration d'un schéma directeur des usages du numérique (SDUN). Cette élaboration sera engagée en 2020 avec l'appui d'un assistant à maîtrise d'ouvrage.

## **La téléphonie mobile**

Dans le cadre du programme New Deal, une équipe projet, pilotée par la Préfecture de Lozère, a été créée en 2018 (regroupant notamment des représentants de l'État, du Département et des Communes), afin de suivre ce projet et faire remonter à la mission France Mobile les zones qui nécessitent d'être couvertes. Pour ce faire l'équipe s'appuie sur les dossiers déposés par les maires sur la plate-forme France Mobile prévue à cet effet.

Une première vague de sites a été sélectionnée en 2019, 10 zones (11 sites) ont été retenues par arrêté en juillet 2019, un second arrêté devrait paraître en fin d'année afin d'atteindre le quota de 14 sites alloué à la Lozère pour cette année.

La dotation annoncée pour 2020 est de 13 sites, et pour 2021 de 7 sites minimum . L'équipe projet continuera donc dans les mois et années qui viennent à faire remonter des demandes d'études radios et à sélectionner des zones à couvrir par les opérateurs.

De plus, le Département continue à assurer la gestion de son parc de pylônes, lequel nécessitera la réalisation d'un contrôle technique préalable à une éventuelle remise en état.

Par ailleurs, les services du Département continueront leur mission d'assistance auprès des élus locaux, des entreprises ou des particuliers en cas de panne ou de désordre sur les réseaux fixes (Internet et téléphonie) et mobiles. Cette mission a pour objectif d'améliorer les délais de rétablissement.

## **Les transports**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 les transports scolaires et interurbains sont gérés directement par la Région (fin de la délégation accordée pour 2018).

Comme en 2019, le Département continuera en 2020 d'instruire la partie qui concerne le transport des élèves en situation de handicap qui reste de sa compétence selon les mêmes modalités et en lien avec la MDA (Maison Départementale de l'Autonomie).

## **Les infrastructures routières**

L'attractivité du territoire est une des priorités du Département. A ce titre, le réseau routier est un vecteur essentiel de cette attractivité car il supporte la grande majorité des déplacements tant métropolitains que locaux.

L'État gère le réseau structurant qui assure les grandes liaisons interdépartementales et participe à l'aménagement du territoire.

- L'A75 assure une liaison nord-sud rapide et fiable bien reliée au réseau routier Français. Son aménagement est achevé excepté la complétude de l'échangeur nord de Saint Chély d'Apcher qui figure au contrat de plan Etat Région. Cette opération pilotée par l'État et financée en partie par le Département est susceptible de se réaliser prochainement.
- la RN 88, orientée est-ouest et desservant Mende, doit par son aménagement à 2X2 voies assurer un accès facilité à l'ensemble du territoire. En 2016-2017 le Département a, en concertation étroite avec les élus du territoire traversé, défini les priorités d'aménagement entre l'A75 et La haute Loire. En 2018 et 2019, le Département a collaboré avec la DREAL pour établir l'étude d'itinéraire de cette section de route. Cette étude bien que non encore validée par l'État est totalement compatible avec les priorités affichées par les élus. Le Département a multiplié les initiatives et les rencontres au niveau national pour faire avancer ce dossier qui relève de l'État mais revêt une importance majeure pour notre territoire. Rappelons que le Département finance les travaux en cours sur la rocade ouest de Mende à hauteur de 5,7 M€.

- Enfin, le Département maintient sa demande de poursuite de la modernisation de la RN106 sud qui constitue un axe économique majeur permettant de relier le littoral méditerranéen, le sillon rhodanien et au-delà le port de Marseille.

Concernant les déplacements du quotidien, le Département gère 2 300 kilomètres de routes. Ce réseau participe aussi à la desserte des sites touristiques majeurs du Département et au développement de l'activité économique.

- Sur le plan de l'exploitation, le Département assure la viabilité tout temps du réseau et son exploitation en s'appuyant sur les agents des 24 CT. En particulier, il est prévu comme les années précédentes, la mise en place d'une organisation spécifique pour assurer la viabilité hivernale entre novembre et mars. Au-delà de ces missions usuelles, il est proposé en 2020 de :
  - poursuivre la mise en place de caméras de surveillance de points singuliers du réseau. Ces caméras seront visualisables sur le site intranet « inforoute 48 » et participeront à la définition des actions en période de crise
  - poursuivre la mise en place de stations de comptages routiers permanents
- Sur le plan de l'entretien, une part importante du budget des routes y est consacré. Ce travail est réalisé en grande partie en régie en particulier pour les dépendances vertes et bleues et les enduits mais aussi par des entreprises pour les réparations les plus importantes. En 2019, les crédits d'investissements votés ont permis de maintenir ce patrimoine en état d'usage. En 2020, il est nécessaire de maintenir cet effort pour poursuivre la remise en état des murs, ouvrages d'art et chaussées les plus dégradés. Ainsi, il est proposé de porter un effort particulier à la remise en état de nombreux murs et petits ouvrages d'art sur le réseau secondaire qui souffre du manque d'investissement constaté depuis de nombreuses années. Un effort devrait également être consenti pour traiter le risque de chutes de blocs sur plusieurs sites identifiés. Enfin, la plus grande part des crédits sera consacrée au renouvellement périodique des couches de roulement des chaussées. A noter également le lancement d'une étude pour définir notre politique en matière de suivi des plantations d'alignement ; en effet le Département ne dispose pas à ce jour d'une doctrine en la matière.
- Sur le plan de la modernisation, nous proposons de poursuivre la modernisation du réseau conformément au plan pluriannuel d'investissement. De plus, les projets de traverse d'agglomération portés par les communes et financés en partie par le Département seront traités en fonction de leur avancement technique et financiers.
- D'autres éléments sont aussi à considérer :
  - Les fortes fluctuations du prix du pétrole et des taxes sur les produits pétroliers qui impactent fortement les coûts des travaux publics. Ces évolutions sont difficilement prévisibles.
  - Les besoins sur les bâtiments servant à l'exploitation des routes : La construction du nouveau CT de Ste Croix Vallée Française, la définition d'un projet de nouveau CT à Chateauneuf de Randon, la régularisation foncière du CT de Chanac et l'aménagement de locaux pour l'UT de Chanac dont le bail de location actuel est précaire ....
  - La poursuite de la rédaction d'actes administratifs pour pallier la déficience des notaires dans la rédaction des actes de faible valeur. L'objectif est de progressivement réduire le volume des actes en souffrance.
  - La poursuite du renouvellement accéléré du parc de véhicules et d'engins en particulier de VH et de fauchage compte tenu de l'âge actuel de ces matériels. Il est proposé en 2020 de maintenir le rythme de renouvellement de 2019. Le recours à des véhicules électriques sera examiné lorsque les missions assurées le permettent.

Par ailleurs, le Département reste vigilant quant à l'évolution des services ferroviaires offerts sur le territoire.

## 2 - Les politiques de solidarité sociale

Le 13 septembre 2018, à l'issue d'une année de concertation avec l'ensemble des acteurs associatifs, institutionnels ou représentants de la société civile, le Président de la République annonçait sa Stratégie Nationale de Prévention et de Lutte contre la Pauvreté.

Celle-ci se traduit par une contractualisation volontaire entre les Départements et l'État autour d'actions communes et un co-financement de celles-ci.

Signée le 4 juillet 2019 en Lozère, le contrat permet la mise en place d'actions sur le territoire pour un montant sur les 3 ans de 360 000 € dont 180 000 € apportés par le Département.

Les 7 actions contenues dans la contractualisation sont pour parties communes à tous les départements de France et dites « socles », notamment :

- **Renforcer l'accompagnement des jeunes issus des services de la protection de l'enfance** pour s'assurer qu'à leur majorité, ils ne seront pas laissés livrés à eux-mêmes. C'est un engagement auquel le Département a toujours été sensible, en veillant à ce que les jeunes qui lui sont confiés disposent d'un accompagnement adapté. Soucieux de sécuriser leur parcours, le Département a inscrit dans son Schéma Départemental Unique des Solidarités, un travail sur la sécurisation des sorties de dispositifs.
- **Organiser le premier accueil inconditionnel de proximité.** Dès 2018 dans le cadre du Schéma Départemental Unique des Solidarités, le Département s'engageait à offrir un maillage territorial garantissant à chaque personne une réponse de proximité. Il s'agit là de la première action du Schéma des Solidarités, parce que le Département n'agit pas seul sur le territoire mais en complémentarité avec ses partenaires que sont les Maisons de Services Aux Publics (MSAP), les CCAS, les associations et demain les Maisons France Services.
- Structurer l'accompagnement social **autour d'un référent de parcours** repéré en charge de la coordination de l'ensemble des interventions autour de la personne et ce, en s'assurant de la réelle prise en compte de la parole de celle-ci et de ses aidants.
- Enfin, deux actions phares dans le cadre de la Stratégie et qui font écho à la transformation des modalités d'intervention programmées dans le Schéma Départemental Unique des Solidarités, **la garantie d'un parcours d'insertion pour tous et la garantie d'activité.** Parce qu'il y a encore malheureusement trop de personnes immergées dans des problématiques sociales extrêmes qui les empêchent de se réinscrire dans une dynamique de retour à l'emploi, le Département va déployer en 2020 son projet Loz'emploi, qui permettra de mettre en place, avec Pôle Emploi et l'ensemble des acteurs économiques, des modalités d'accompagnement plus adaptées et plus resserrées pour leur permettre un retour réussi dans une vie sociale plus sereine.

Au-delà de ces orientations, d'autres en lien avec les besoins du territoire, s'inscrivent dans le projet que le département porte pour la Lozère. Un projet fort autour de l'emploi et de l'insertion, « Loz'emploi » et un projet autour de la parentalité des personnes en situation de handicap en résonance avec notre histoire forte autour de la prise en charge du handicap.

- **Loz'emploi** qui sera déployé en 2020 avec les partenaires et en articulation avec les dispositifs existants s'attache à répondre à 4 objectifs majeurs que sont :
  - favoriser l'insertion socio-professionnelle des personnes,

- répondre aux besoins des entreprises,
- favoriser l'attractivité du territoire
- anticiper sur les besoins de demain.

Résoudre ces problématiques c'est offrir des leviers de lutte contre la précarité et la pauvreté, et construire des passerelles entre les acteurs.

Il faudra pour cela construire plus de liens entre les territoires et structurer des réponses concertées et adaptées.

- *Le projet relatif à la parentalité des personnes en situation de handicap* est au cœur de notre volonté d'inclure chacun dans la cité, de sécuriser et d'accompagner au plus près les parents. Porté par les services du Département et les établissements du handicap, ce projet inclusif par nature illustre la capacité à construire collectivement des prises en charge en prévention utiles et indispensables au bien être des parents comme des enfants.

D'autres réflexions nationales sont en cours et devraient être dévoilées en fin d'année 2019 dans tous les secteurs et auront des répercussions tant organisationnelles que budgétaires sur les Départements.

### *Sur le plan de l'action sociale et de l'insertion*

#### **Garantir un meilleur accès des bénéficiaires des minima sociaux à l'insertion sociale et professionnelle**

Dans un contexte où les institutions dématérialisent leurs procédures d'accès aux droits, la médiation numérique est un service essentiel qui doit être proposé aux personnes accompagnées pour favoriser l'accessibilité aux droits, renforcer la lisibilité et les passerelles entre tous les acteurs.

Les territoires sont pour la plupart déjà fortement engagés dans la lutte contre le chômage. Le renforcement de l'efficacité de l'accompagnement des allocataires du RSA constitue bien un objectif partagé par l'ensemble des collectivités et c'est à toutes les étapes du parcours d'accompagnement qu'il convient d'agir en redonnant à chacun une perspective d'emploi.

*La lutte contre le renoncement aux droits est un axe national important de la Stratégie de prévention de lutte contre la pauvreté tout autant qu'un facteur d'inclusion des personnes.*

*La mise en place de l'accompagnement social inconditionnel de proximité et la territorialisation des services du Département sont autant d'outils au service d'une réponse de proximité adaptée et accessible.*

*L'articulation entre les acteurs du territoire est déterminante pour l'efficacité des politiques publiques, l'arrivée des Maisons France Services sur un territoire historiquement engagé dans une volonté de réponse au plus près via les MSAP et les Centres Médico-Sociaux (CMS) devra s'organiser sur l'année 2020.*

*Le Programme Départemental d'Insertion sera ainsi revisité en tenant compte d'une plus grande adéquation territoriale aux besoins d'insertion, d'une adaptation du contenu des actions qui devront être graduées pour le plus éloignés des publics au plus proche de l'emploi et en accord avec les capacités d'insertion durables et mieux évaluées.*

*Des démarches d'immersion, de stages et un rapprochement avec le monde économique compléteront les outils actuels.*

## Concernant plus particulièrement le dispositif d'insertion en Lozère

Les constats issus des différentes démarches de concertation menées à l'échelle départementale dans le cadre de l'élaboration du schéma confirment le déficit d'opérationnalité des différents outils menés sur le territoire.

Avec un taux de chômage très bas et des travaux d'investissements importants mis en place sur le territoire, l'enjeu primordial pour le Département se révèle de mettre en place un pilotage efficace et efficient des politiques et outils de l'insertion socio-professionnelle.

Avec des entreprises rencontrant des difficultés à trouver des employés, des personnes en recherche d'emploi et une volonté départementale forte d'attractivité, le Département dispose des leviers nécessaires pour conduire un travail concerté avec tous les acteurs, de la formation, de l'emploi, de l'accompagnement et du logement.

En internalisation dès juin 2018, le suivi de la clause sociale d'insertion des marchés à la suite de la Maison de l'Emploi et de la Cohésion Sociale, contrainte à la fermeture par désengagement de l'État, le Département via la Direction du lien social a maintenu un levier d'action important pour l'insertion des personnes et le soutien aux entreprises.

En renforçant et redéfinissant les conventions avec les services de Pôle Emploi, de Lozère Développement, de la MSA et de la CCSS, le Département en 2019 s'est doté des outils de transformation de sa gouvernance pour travailler plus en articulation avec tous les opérateurs sur les territoires.

La mise en place du Service Public de l'Insertion en 2020, voulu au niveau national, devra prendre en compte les actions conduites.

La réforme de l'assurance chômage est un facteur d'inquiétude pour les Départements, en limitant les durées d'indemnisation et en augmentant les temps de travail rendant éligibles les bénéficiaires, un report est pressenti sur les demandes de RSA. Alors que les actions menées dans le cadre du Programme Départemental d'Insertion et la politique volontariste du Département ont permis de contenir le nombre de bénéficiaires et les montants globaux, cette réforme peut impacter le montant de l'allocation en 2020.

**Sur la thématique du logement**, le comité responsable du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) poursuit les actions en faveur des plus fragiles dans une approche toujours partagée et concertée.

Les préoccupations quant à la solvabilité du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) demeurent et un travail avec la CCSS s'engage en 2019 pour interroger tant les modalités de gestion du Fonds que la participation du plus grand nombre à ce dispositif essentiel pour l'accès ou le maintien des personnes dans le logement. Ce travail devra être poursuivi en 2020.

### *L'autonomie*

La Maison Départementale de l'Autonomie a poursuivi en 2019 la mise en œuvre des orientations nationales tout en poursuivant sa démarche de rapprochement et de lien avec les usagers et les acteurs. Des chantiers importants ont été conduits, tant sur la partie structurelle avec le développement du système d'information et de l'outil Via Trajectoire que sur la prise en charge avec le déploiement de la Réponse Accompagnée Pour Tous (RAPT), la mise en place du décret de simplification et le travail sur le dispositif intégré ITEP (DITEP). Autant d'outils au service de la coordination du parcours des personnes.

**Dans le champ de la prévention pour les personnes âgées**, la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (CFPPA) a élaboré et décliné sur le territoire son appel à projet partenarial et il faut se féliciter de constater l'émergence de nouveaux projets et de nouveaux acteurs locaux en réponse aux besoins des personnes et de leurs aidants. Pour rappel, ces actions collectives s'adressent aux personnes âgées de plus de 60 ans, bénéficiaires ou non de l'Aide Personnalisée à l'Autonomie (APA). La CFPPA peut également prendre en charge des aides techniques.

En complétant ses financements en 2019, la CNSA souhaite développer des actions portées par les EHPAD mais au bénéfice tant de leurs résidents que des personnes extérieures, en réponse aux orientations nationales permettant aux EHPAD de développer des activités vers l'extérieur et en devenant des lieux ouverts.

La CNSA apporte une compensation financière destinée à la mise en œuvre des actions de la CFPPA qui augmente mécaniquement le budget du Département.

Les référents autonomie et les gestionnaires de cas, implantés sur tout le territoire, poursuivent leurs actions d'évaluation, d'élaboration et de suivi des plans d'aide à domicile mais le manque de professionnels commence à pénaliser certains territoires.

La question des zones blanches concernant le portage de repas, prégnante pour assurer le maintien à domicile, est en passe de se résoudre grâce à la mise en place de partenariats entre La Poste et les EHPAD, le Département prenant en charge de son côté une partie de la prestation.

La grande concertation Grand Age engagée en 2018 débouchera fin 2019 sur une réforme ambitieuse qui répondra aux enjeux de gouvernance nationale et locale, de prise en charge et de financement.

Le rapport Libault, issu de ce travail, trace 175 propositions orientant la future loi :

**Dans le champs du handicap**, les orientations nationales vers une plus grande inclusion des publics dans la cité viennent interroger nos modalités d'accompagnement des publics et pourront avoir des impacts sur les volumes financiers des Départements sur le volet prestation de compensation du handicap ainsi que sur la capacité demain à assurer la mise en œuvre des plans d'aide compte tenu des difficultés de recrutement sur l'aide à domicile.

En effet, l'inclusion ou le maintien dans le domicile des personnes se traduira par l'augmentation des plans d'aide à domicile financés via la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) ainsi que sur les aides financières permettant de contribuer à l'aménagement du domicile.

Au-delà de l'aspect financier, une préoccupation apparaît quant à la capacité de pouvoir mettre en œuvre les plans d'aide faute de professionnels formés au handicap dans les services d'aides à domicile (SAAD).

Si l'année 2019 a permis, au travers de l'élaboration de la réponse au projet porté par l'État sur « les territoires 100 % inclusifs » de démontrer la qualité de la prise en charge en Lozère, l'année 2020 verra la déclinaison opérationnelle de la transformation de l'offre dans les établissements.

Une transformation permettant de conjuguer les enjeux nationaux et le respect des projets de personnes et des établissements.

Des Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM), librement consentis avec les associations gestionnaires d'établissements, permettront d'ajuster l'offre aux besoins. Si en 2019 celui du Clos du Nid a été signé, d'autres sont programmés pour l'année 2020.

## *L'enfance et la petite enfance*

Comme à l'accoutumée, l'activité relative à la protection de l'enfance a fortement impacté l'action des travailleurs sociaux (assistants en service social, éducateurs spécialisés), tant sur le volet des évaluations des informations préoccupantes que sur les prises en charge.

Sur les prises en charge, les « cas dits complexes » présentant des troubles du comportement sont en augmentation et mobilisent des ressources conséquentes. Qu'il s'agisse de ressources humaines dans la mobilisation de chacun pour trouver des solutions que des ressources financières, car les réponses d'hébergement sont plus onéreuses car plus spécialisées, tels que les lieux de vie.

Ce constat est partagé par l'ensemble des Départements sans que des solutions soient trouvées du côté du soin. Il reste à espérer que les annonces gouvernementales de fin d'année intégreront cette préoccupation partagée par tous les acteurs.

Par ailleurs, l'année 2019 a été marquée par un nombre remarquable d'enfants issus de parents en situation de handicap. Sécuriser et accompagner la parentalité des personnes en situation de handicap implique une mobilisation accrue des moyens, en personnel du département (Puéricultrices, sages femmes..) et prestations autres (TISF, aides financières, hébergement temporaire...). Les orientations en matière d'inclusion et le droit de chacun à une vie dans laquelle s'inscrit la parentalité conduit à anticiper le développement de ces accompagnements comme autant d'actions de prévention.

En outre, l'année 2019 a été marquée par une arrivée plus importante de personnes se déclarant mineures et isolées sur le département.

Pour s'acquitter de leur mise à l'abri le temps de l'évaluation, il a été nécessaire de procéder à des ajustements organisationnels et financiers. La phase de mise à l'abri fait l'objet d'une prise en charge financière par les services de l'État composée pour partie d'un forfait et d'une indemnisation décroissante jusqu'à 21 jours d'hébergement.

Près de 50 % des personnes évaluées sont reconnues mineures et moins de 10 % de celles-ci sont confiées au Département de la Lozère.

Une stabilisation du nombre d'arrivées sur l'année 2020 est espérée. Les discussions sont toujours en cours au niveau national quant à la reprise ou non de la phase d'évaluation par les services de l'État.

Attendues également les actions découlant de la mise en œuvre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, notamment l'action relative aux « sorties sèches de l'ASE » dont la déclinaison peut avoir des effets sur les modalités d'accompagnement et le volume des contrats jeunes majeurs. En pratique, la Lozère a toujours été attentive à ce que les jeunes sortants de l'ASE ne soient pas sans ressources ou solutions à leur majorité, néanmoins des solutions sur le logement seront développées en 2020.

**En ce qui concerne le soutien à la parentalité et l'offre d'accueil en petite enfance**, les orientations nationales peuvent conduire à des modifications du périmètre des compétences et missions des départements au profit de la CAF. En contrepartie, un renforcement des missions des PMI, notamment des visites à domicile des puéricultrices et sages femme est annoncé. Cette hypothèse contenue le rapport Peyron prévoit un remboursement à l'acte des visites et une neutralisation des crédits concernés dans le cadre du contrat de Cahors... Ces éléments pourraient être confirmés en fin d'année 2019.

En 2020, une contractualisation est annoncée pour des territoires démonstrateurs sur la protection de l'enfance autour de 4 engagements :

- Actions précoces et prévention via la PMI et le renforcement des Cellules de Recueil des Informations Préoccupantes (CRIP) ;
- La prévention des ruptures dans l'accompagnement avec des outils financiers pour la modernisation des dispositifs, la mise en place d'outils nouveaux - (accueil familial thérapeutique)
- Renforcer les droits des enfants de l'aide sociale à l'enfance (mise en place d'outils de contrôle sur qualité éducative et de la prise en charge, mobilisation de l'éducation nationale)
- La préparation de la sortie de l'ASE (logement, facilitation pour les Mineurs Non Accompagnés sur la stabilisation du statut en sortie...)

Cette contractualisation, assortie de crédits sur un mode équivalent à celui de la Stratégie Pauvreté, serait généralisée en 2021.

### 3 - Les politiques territoriales

#### *a) Politique dans le domaine de l'attractivité et du développement*

Le Département met en œuvre les politiques visant à promouvoir le développement du territoire et son attractivité au regard des champs de compétence attribués par la Loi Notre du 07 août 2015 et au regard des orientations politiques fixées par l'exécutif.

#### **=> En matière de développement territorial :**

La loi Notre a confié une compétence en matière de développement économique aux Régions. C'est pourquoi le **Département accompagne désormais le développement du territoire au travers de la compétence solidarité territoriale en sa qualité de chef de file**, en accompagnant les territoires pour la mise en œuvre de politiques publiques nécessaires au maintien des activités vitales au développement et au rayonnement de la Lozère.

Le Département contribue également à travers ses compétences à maintenir des structures d'appui territorial et plus particulièrement ses organismes satellites qui œuvrent fortement à l'attractivité du territoire (Lozère Développement et Lozère Tourisme), avec la nécessité de mobiliser davantage de financements au-delà de notre collectivité pour assurer leur pérennité.

Le Département se voit également confier la possibilité d'intervenir **en matière de développement agricole**. En ce qui concerne les dispositifs agricoles, le Département peut, par convention avec la Région et en complément de celle-ci, participer, par des subventions d'investissement, au financement d'aides en faveur d'organisations de producteurs et d'entreprises pour leur permettre d'améliorer leur équipement ou de mettre en œuvre des mesures en faveur de l'environnement, en particulier dans le cadre du Programme de Développement Rural.

Le Département continuera aussi à soutenir la mobilisation foncière et les échanges amiables en faveur de l'agriculture et de la forêt dans le cadre de sa compétence "aménagement foncier".

En 2020, le Département pourra soutenir les agriculteurs victimes d'aléas climatiques majeurs. De même, dans la continuité des groupes de travail conduits dans le cadre des Assises de l'eau, une réflexion sera menée avec la Région pour un accompagnement des agriculteurs mettant en œuvre des investissements vertueux dans le domaine de l'eau (abreuvement du cheptel et irrigation).

Il est également proposé de poursuivre et de renforcer, au sein des services du Département, le déploiement de la démarche Agrilocal en 2020, dispositif qui contribue à faciliter l'accès aux productions agroalimentaires du territoire au profit de la restauration collective et de la restauration commerciale et donc, de promouvoir l'activité agricole en filières courtes avec plus de valeur ajoutée. Le Département animera notamment des opérations nationales Agrilocal sur le territoire lozérien telles que "Connectez vous local", "Au pré de la ferme", "Au pré de l'assiette"... Des formations à destination des cuisiniers seront également proposées pour les accompagner dans le changement de leurs pratiques. Concernant la problématique de la logistique, l'expérimentation de livraison en glacière pour de petits volumes de denrées se réalisera jusqu'en juin 2020. Selon les résultats, ce nouveau mode de livraison pourra être développé.

**Dans le domaine du soutien au fonctionnement des structures de développement ou agricoles**, le soutien financier aux dossiers déposés par les chambres consulaires, les organismes professionnels agricoles et les structures de développement local, œuvrant dans le domaine du développement du territoire, sera examiné par le Département au regard de ses champs de compétence et des orientations politiques arrêtées par l'assemblée.

Le Département poursuivra l'accompagnement des Collectivités locales pour mettre en œuvre les projets d'amélioration de desserte prioritaires identifiés dans le schéma départemental de desserte externe des massifs forestiers (Forêt de Mercoire, Causse de Mende, Plan de Fontmort...).

L'évolution du territoire administratif lozérien et la refonte de la carte des EPCI engendre de nouveaux partenariats.

**Le Département devra être en appui des EPCI** pour, notamment, poursuivre ses actions concernant :

∞ - **l'immobilier touristique et d'entreprise** : la loi NOTRe a confié aux EPCI la compétence exclusive en matière d'immobilier d'entreprise et la possibilité de déléguer l'octroi de l'aide aux Départements. Cela laisse la possibilité au Département de participer financièrement aux projets d'immobilier, portés en maîtrise d'ouvrage publique ou privée, la définition des conditions d'intervention relevant toutefois de l'EPCI et devant s'inscrire dans la Stratégie Régionale pour l'Emploi et la Croissance.

- **l'immobilier d'entreprises touristiques** : le Département, au travers du conventionnement avec les EPCI souhaite financer les projets de création ou de réhabilitation d'hébergements touristiques, en complémentarité avec les financements des EPCI et LEADER. 9 communautés de communes ont délibéré pour déléguer l'octroi de l'aide à l'immobilier pour les projets d'entreprises touristiques. En 2019, un nouveau règlement pour les porteurs de projets publics (contrats territoriaux) et pour les porteurs de projets privés ont été adoptés afin de préciser certaines dépenses (travaux de rénovation énergétiques, construction, labellisation gîte d'étape), et la modification du taux maximum d'intervention. Ainsi, en 2020, les communautés de communes seront amenées à approuver ces nouveaux règlements en faveur des hébergements touristiques et le Département continuera à accompagner financièrement ces projets d'immobilier touristique au côté des EPCI les ayant votés.

- **l'immobilier d'entreprise**: 10 communautés de communes ont délibéré pour octroyer la délégation de compétence immobilier d'entreprise au Département. 2 règlements ont été approuvés par les communautés de communes, l'un pour les porteurs de projets publics, l'autre pour les porteurs de projets privés. En 2019, il a été rajouté en tant que bénéficiaires, les entreprises de négoce en BtoB pour lesquelles un plafond de 15 000 € est appliqué ainsi que la possibilité d'intervenir sur l'immobilier de plus de 40 000 €HT sans l'intervention de la région dans la mesure où la Région a atteint son plafond d'intervention sur l'aide à l'investissement mobilier. Les EPCI seront amenées à approuver ces compléments dans les nouveaux règlements immobiliers d'entreprise, et le Département continuera à accompagner financièrement des projets d'immobilier d'entreprise au côté des EPCI. En plus de ces évolutions il est proposé aux communautés de communes d'adopter un nouveau dispositif « commerce de proximité » visant à soutenir des projets d'entreprises concourant au maintien, la création ou le développement d'activités de commerce ou d'artisanat de proximité répondant à des besoins de première nécessité pour la population locale. Le Département pourra également accompagner financièrement ces projets (sur le volet immobilier) au côté des EPCI.

∞ - **les Activités de Pleine Nature** : il est prévu de poursuivre l'accompagnement des EPCI pour les aider dans leurs réflexions sur l'identification, l'aménagement et la gestion d'un réseau d'itinéraires de petite randonnée d'intérêt communautaire dans une perspective d'inscription au PDESI. Par ailleurs, le Département engagera un travail collaboratif avec les Communautés de communes, les parcs naturels, les Pôles de pleine nature, le Comité départemental du Tourisme et le Comité départemental de la randonnée pédestre pour la mise en place d'une base de données commune sur l'application Géotrek afin de mutualiser les efforts développés par chacun en faveur de la sécurisation foncière, la gestion et la promotion des itinéraires du département de la Lozère.

∞ - **les Espaces Naturels Sensibles**: le Département engagera une démarche de valorisation de plusieurs ENS dans une perspective de sensibilisation et d'ouverture au public. Cette démarche consistera en la réalisation de 4 à 5 livrets pédagogiques permettant une découverte ludique et culturelle des Espaces Naturels Sensibles du Département.

### => **En matière d'attractivité**

Afin de créer les conditions économiques et sociales favorables au maintien des populations et aux conditions d'accueil de celles qui s'installent en Lozère, des politiques ont été initiées et seront poursuivies en 2020 en matière d'accueil de nouvelles populations, de jeunesse, de développement touristique, et de démographie médicale.

#### **La politique « Accueil de nouvelles populations »**

Il est prévu d'organiser un stand Lozère Nouvelle Vie à Montpellier - place de la Comédie les 3, 4 et 5 avril 2020 avec une session d'information « emploi, reprise et accompagnement des prospects » ainsi que l'accueil des internes de la faculté de médecine de Montpellier.

Le Département a candidaté en appui de la ville de Mende à l'appel à projets lancé par le Ministère des Finances, auprès des Communes désireuses d'accueillir des services de la Direction Générale des Finances Publiques. Un pré dossier a déjà été adressé auprès de la DGFIP pour faire valoir les atouts de la Lozère et l'intérêt que portent le Département et la ville de Mende à recevoir les services de Bercy.

Dans le cadre de l'AAP "regain démographique", il sera proposé de réitérer en 2020 un Lozère Dating sur la thématique "emploi" en partenariat avec le département de l'Essonne qui est qualifié de "territoire sortant" comportant un nombre d'emplois qualifiés excédentaires au regard des besoins du marché de l'emploi de l'Essonne. Cet événement pourrait être organisé en milieu d'année 2020.

En préparation des futurs Lozère Dating, il est prévu d'associer étroitement l'ADIL, les bailleurs sociaux et l'Union nationale des propriétaires immobiliers (UNPI) afin de faire remonter les offres de logements locatifs disponibles auprès des nouveaux actifs.

Dans le cadre de la politique départementale en faveur de la démographie médicale, il est prévu la poursuite des actions de prospection à destination des professionnels de santé avec la participation au congrès des internes en médecine qui aura lieu à St Etienne en février 2020, ainsi que le maintien des bourses d'engagement.

Pour 2020, il est proposé de faire évoluer le concept du Wensel qui pourrait être organisé fin juin - début juillet 2020, sur deux journées, en mettant en avant la qualité de vie en Lozère (randonnée gourmande, concert, découverte ciel étoilé, démonstration de massages, visite de sites de santé, rencontre de partenaires, déjeuner dans un restaurant typique.....).

**La politique démographie médicale** s'appuie sur les partenaires du Comité Démographie Médicale. Le Département et ses partenaires poursuivent leur collaboration avec comme objectif : l'attractivité du territoire pour les professionnels de la santé.

Le dispositif de conventions d'engagement est poursuivi et des actions de prospection auprès des internes en médecine seront mises en œuvre au cours de l'année.

**La politique jeunesse** a pour ambition de créer les conditions pour construire les jeunes de demain, citoyens et responsables. La stratégie jeunesse, votée en juillet 2016, a été déclinée chaque année par la poursuite d'actions des partenaires et du Département: le Pass'Jeunesse millésime 2019-2020 en matière d'accueil de nouvelles populations. Ce sont près de 1000 dès la rentrée scolaire 2019/2020 qui ont été distribués aux collégiens et 11-15 ans hors collège et plus de 200 partenaires qui ont conventionnés.

Pour 2020, il est prévu la reconduction du **Challenge Jeune et de la Start-Up Collège**. Une nouvelle action sera développée dans la thématique de l'éducation aux médias et à l'information.

Le format de la journée de rencontre annuelle avec les partenaires a été revu: le Département a souhaité co-organiser le Campus Bien-être avec le PAEJ afin d'associer les jeunes à la politique jeunesse à travers différents ateliers et tables rondes.

Le dispositif de soutien aux jeunes sportifs et sportifs titrés, mis en place en 2019, sera reconduit.

Le dispositif des CEEL, dans l'éducation à l'environnement et au développement durable, bénéficiera d'une enveloppe rehaussée pour d'une part prendre en compte les besoins en progression mais également pour permettre une aide au transport des élèves pour la participation à la journée départementale de l'environnement.

**Ainsi, il sera proposé de réserver une enveloppe budgétaire significative en 2020 pour répondre aux enjeux de cette politique Jeunesse.**

**Le tourisme** demeure une compétence partagée entre les différents niveaux de collectivités. Le Département sera amené à poursuivre la déclinaison de la Stratégie tourisme Lozère 2017/2021 votée en 2017.

Cette stratégie départementale, s'inscrit dans les nouvelles tendances du tourisme et marque ainsi une volonté politique et partenariale affirmée de faire évoluer ce secteur d'activité. Cette stratégie permet de définir un cadre dans lequel le Conseil départemental et l'ensemble des acteurs publics et privés s'engagent à :

- disposer d'un référentiel commun en matière de développement touristique ;
- définir des actions qui induisent les changements de comportements ;
- intégrer le tourisme dans une logique de convergence avec d'autres politiques telles que les transports, la culture, l'attractivité, l'agriculture, l'environnement ou les sports de nature.

Certaines actions initiées les trois années précédentes seront poursuivies en 2020 telles que la création de produits touristiques basés sur le tourisme expérientiel, la mise en place de plannings d'ouverture en hors saison, le conventionnement avec les offices de tourisme, la poursuite d'un Pass'tourisme.

Pour 2020, l'accent sera mis sur la place des outils numériques au service du développement touristiques, notamment, en installant des bornes numériques d'informations touristiques, en accompagnant les offices de tourisme dans la mise en oeuvre d'une stratégie numérique de leur structure et en développant des outils numériques de valorisation des centres bourgs. En complément, des journées de sensibilisation des prestataires touristiques seront organisées pour travailler sur l'importance d'un accueil de qualité, et d'engager une meilleure valorisation des produits locaux et des circuits courts auprès des restaurateurs.

Cette stratégie repose aussi grandement sur Lozère Tourisme qui a pour mission d'assurer la promotion touristique de la Lozère, et pour lequel le Département attribue une dotation conséquente.

Pour mener à bien le déploiement de la stratégie touristique départementale, **il sera proposé de réserver une enveloppe budgétaire significative en 2020 en faveur d'un plan d'actions dans le domaine du Tourisme.**

Par ailleurs, afin de **développer l'attractivité touristique**, certains territoires se sont engagés dans une démarche de **pôles de pleine nature**. Le Département souhaite notamment accompagner ces territoires labellisés « Pôle de Pleine Nature » et les structures propriétaires de stations de ski en Lozère, afin de les aider à définir le positionnement de leurs équipements pour **favoriser le développement des activités sur les quatre saisons**.

L'année 2019 a été marquée à la fois par le démarrage des premières réalisations et par le portage d'études conséquentes pour la définition de stratégies opérationnelles et de schéma d'aménagements.

En 2020, le Département poursuivra son accompagnement au Syndicat Mixte d'Aménagement du Mont-Lozère pour son projet de requalification de la station du Mont-Lozère et de sa mise en synergie avec le site du Mas de la Barque.

Le Département soutiendra aussi les projets portés par le syndicat de la Margeride.

Par ailleurs, le Département a engagé d'importants travaux de requalification des sites du Parc à Loups de Sainte Lucie et de la station thermale de Bagnols les Bains. Les travaux sont en cours sur ces deux sites et devraient être terminés en 2020. Le volume global des travaux s'élève à environ 9 millions d'euros.

Il est également proposé au travers des politiques territoriales et de leurs financements en 2020, de confirmer le rôle du Conseil départemental comme échelon de proximité, en finançant **les actions portées par les structures locales de développement**, notamment les PETR (démarche accueil de nouvelles populations, gestion des crédits LEADER par le GAL) et le Parc Naturel Régional de l'Aubrac au titre de sa contribution statutaire.

Afin de renforcer cette attractivité, le Département a souhaité faire évoluer **Lozère Développement** vers une agence de l'attractivité, de l'accueil et de l'innovation territoriale. Les EPCI sont membres de cette nouvelle entité Lozère Développement. **En 2018, Lozère Développement a vu ses compétences renforcées, notamment dans les domaines de l'agroalimentaire.** En effet, à la suite de l'intégration de l'association De Lozère au sein de Lozère Développement la marque « De Lozère » a été renforcée et l'ensemble des cahiers des charges des produits de la marque a été revu afin d'élargir la gamme des produits et ainsi accroître l'offre. En 2020, un plan d'action sera déployé afin de permettre le développement de cette marque.

Les partenaires lozériens impliqués dans l'appel à projets (PETR, association territoriale, Département) « regain démographique » auprès du Massif central poursuivront en 2020, comme en 2019, la mise en œuvre des actions prévues. En 2019, au travers d'une formation développement portée par le Département, la démarche des « communes accueillantes » a été initiée sur les territoires ; une consultation citoyenne a également été mise en place conduisant à des actions complémentaires. Le plan d'actions pour le Département en 2020 sera notamment basé sur les suites de la consultation citoyenne et sur la poursuite de la mise en œuvre de l'appel à projets avec l'organisation de plusieurs Lozère Dating (session d'accueil).

En 2020, la promotion à l'extérieur du département se poursuit avec des événements de grande ampleur : le Salon International de l'Agriculture 2020 en reconduisant le concept d'agencement plus ouvert mis en œuvre en 2019 pour faciliter les contacts avec les visiteurs, mais aussi La Lozère en mode promotion et prospection à Montpellier.

### ***b) Politique de l'ingénierie départementale***

Le Département s'est vu conforté au regard de la Loi NOTRe dans sa compétence de chef de file de la solidarité territoriale mais également dans ses missions d'assistance technique.

Ainsi, l'Ingénierie Départementale poursuit et développe ses missions pour répondre précisément aux besoins des collectivités locales dans les domaines de l'ingénierie financière, de l'ingénierie technique (eau potable, assainissement, déchets et énergie) ainsi que de l'ingénierie de projets afin d'accompagner la démarche d'émergence de projets structurants.

### **=> Dans le domaine de l'ingénierie de projets**

Le Département poursuit son action de sorte que nos collectivités territoriales infra départementales puissent bénéficier des conseils, de l'expertise, et de l'accompagnement nécessaire à la mise en œuvre de projets structurants s'inscrivant dans nos politiques départementales.

**Le Département est désormais structuré pour offrir un « point d'entrée des collectivités »,** qui a pour objectif de guider toute collectivité locale vers un interlocuteur qui pourra apporter, au regard de son domaine de compétence, l'appui et le conseil attendus par nos élus locaux.

À titre indicatif, le Département poursuivra l'accompagnement de projets structurants tels que le projet de création d'une résidence thermique à Bagnols les Bains, le projet de Voie Verte des Cévennes (ancien CFD), le Pôle de pleine nature du Mont-Lozère et ses stations de pleine nature du Mont Lozère et du Mas de la Barque, la réflexion sur le développement touristique de la Margeride, les Hauts-Lieux de l'agropastoralisme comprenant la maison du Mont Lozère au Pont de Montvert, l'aménagement du site des Boissets et la Maison du Grand Orient de Barre des Cévennes, le développement touristique autour du château de Roquedols à Meyrueis, les démarches d'aménagement et de redynamisation des bourgs centres, et d'autres projets susceptibles d'être initiés par les territoires.

L'ingénierie de projet concerne également l'accompagnement vers les financements européens gérés localement (Leader, ATI), au niveau régional, inter-régional ou communautaire et le suivi des contractualisations (contrats territoriaux régionaux et contrats de ruralité).

Lozère Ingénierie continuera ses missions d'accompagnement technique et juridique (marchés publics/marchés publics au service des collectivités locales).

### **=> Dans le domaine de la solidarité financière avec les collectivités locales**

En 2018, ont été signés les contrats de deuxième génération pour la période 2018-2020. Au cours de l'année 2019, un premier avenant à ces contrats territoriaux a été validé par la Commission permanente en date du 19 juillet. L'année 2020 constituera la troisième année de mise en œuvre des projets inscrits aux contrats territoriaux de deuxième génération.

Considérant les élections municipales à venir en mars 2020, il semble opportun de laisser un temps certain à la mise en place des nouvelles équipes municipales et à la définition de leurs projets. Dans ces circonstances, une prolongation des contrats territoriaux est prévue jusqu'à fin 2021 avec revalorisation des enveloppes à hauteur de 6 M€.

En 2020, une attention particulière devra être portée sur la gestion de la fin des paiements sur la première génération de contrats territoriaux.

### **=> Dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement :**

L'année 2019 a été marquée par la finalisation de l'étude départementale de la faisabilité de la labellisation « rivières sauvages » pour les cours d'eau remarquables des têtes de bassins versants lozériens. La démarche initiée sera poursuivie en 2020 avec un appui à la labellisation.

D'autre part, suite à l'organisation des premières assises de l'eau le 29 juin 2018, quatre groupes de travail ont été instaurés pour expertiser plus en profondeur les sujets suivants : la sobriété des usages, la performance des réseaux et la mobilisation de nouvelles ressources pour l'alimentation en eau potable, l'abreuvement du cheptel et l'irrigation agricole. Ces groupes de travail se sont réunis plusieurs fois en 2019. Ils devraient conduire à des propositions d'actions concrètes dès 2020.

Le champ d'intervention dans le cadre de l'assistance technique départementale a été élargi par décret du 14 juin 2019. Aussi, après examen des besoins des collectivités et des possibilités, de nouvelles missions (notamment dans le champ de la gestion patrimoniale et des économies d'eau) pourront être développées et proposées.

Ainsi, l'année 2020 permettra :

- de finaliser et rendre compte des feuilles de route de propositions techniques établies par les groupes de travail en faveur de l'adaptation au changement climatique initiés dans le cadre des assises de l'eau,
- d'accompagner la ou les communautés de communes compétentes en matière d'eau et d'assainissement depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et de nouvelles communautés de communes qui souhaiteraient s'inscrire dans une démarche de transfert de compétences (CC Mont Lozère),
- de poursuivre l'assistance technique et proposer de nouvelles missions dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement auprès des entités gestionnaires, en partenariat avec les Agences de l'Eau,
- de soutenir techniquement (appui à l'émergence des projets) et financièrement (dans le cadre des contrats territoriaux) les projets structurants inscrits dans le schéma départemental AEP / Assainissement 2014-2020, avec mobilisation de l'aide financière de la Région pour les projets de mobilisation de la ressource en Eau Potable,

- de poursuivre le réseau départemental de suivi de qualité des rivières et l'appui aux labellisations diverses valorisant la haute qualité de nos milieux aquatiques : label rivière en bon état, site rivières sauvages notamment,
- de poursuivre le nouveau dispositif de soutien à la gestion intégrée des cours d'eau par appel à projet dans le cadre des contrats territoriaux.
- d'accompagner les collectivités locales du bassin du Chassezac dans la démarche de transfert de propriété du barrage de Puylaurent afin de préserver le maximum de mesures compensatoires qui étaient acquises lors de sa création.

### **=> Dans le domaine de la transition énergétique**

Les besoins des collectivités et des citoyens en matière d'économies d'énergies s'imposent désormais comme une nécessité.

A travers Lozère Energie l'ingénierie apportée en la matière permet à chacun de réaliser des travaux pouvant faire l'objet de subventions (ADEME, ANAH...).

2020 est une année de transition avec la fin de la démarche territoire ZDZG (Zéro Déchets Zéro Gaspillage) porté par le Département et notamment les suites du travail engagé autour de l'économie circulaire. L'implication du Département sera ensuite concentrée sur les investissements publics au titre de la solidarité territoriale

Face à un retrait, en 2020, des financements de l'ADEME, Lozère Energie devra conforter sa stratégie de diversification de ses activités déjà bien engagées afin de garantir son équilibre budgétaire.

### **=> Dans le domaine de l'Habitat et de l'Urbanisme**

Après son lancement en 2018, le PIG de Lutte Contre la Précarité Énergétique est monté en puissance et a permis d'accompagner les bénéficiaires du programme Habiter Mieux dans le cadre d'opérations contribuant à la lutte contre la précarité énergétique. Ce dispositif sera poursuivi en 2020. Ses objectifs devront tout de même être ré-adaptés suite à la signature de l'OPAH sur la communauté de communes Terres d'Apcher Margeride Aubrac.

L'accompagnement des OPAH portées par les Communautés de communes Cœur de Lozère et Gévaudan sera poursuivi. Un soutien à l'accompagnement d'OPAH porté par d'autres communautés de communes sera examiné.

### ***c) Politique en faveur du développement éducatif et culturel***

Les politiques obligatoires et facultatives mises en œuvre par le Département dans les domaines de l'enseignement, des sports, de la culture et du patrimoine culturel sont les suivantes :

#### **– Enseignement : les Collèges**

Le Département a toujours eu une action soutenue en direction des collèges qu'ils soient publics ou privés.

En effet, il intervient dans la construction, l'entretien et l'équipement des collèges publics ; à ce titre, le programme de mise en conformité des collèges à l'accessibilité se poursuit en 2020. Un programme de renouvellement du parc informatique a démarré en 2019 et prendra de l'ampleur en 2020. Le Département déploie également une centaine d'agents en charge de l'entretien, de la maintenance et de la restauration scolaire dans les établissements publics. Il participe financièrement aux investissements et au fonctionnement des collèges privés.

En plus de la dotation départementale de fonctionnement qui est une dépense obligatoire de la collectivité, **le Département contribue à soutenir un certain nombre d'actions menées au sein des établissements publics et privés** comme le soutien financier au transport vers les équipements sportifs mais aussi, **de manière volontaire**, à travers le dispositif "Collège au cinéma", le programme d'aide à l'achat de matériel pédagogique ou le programme de soutien aux projets d'établissement (ateliers théâtre/cinéma, ateliers scientifiques, aide à l'éducation à l'environnement, sections sportives, voyages scolaires...). Il est proposé de maintenir l'ensemble des programmes.

En ce qui concerne le renouvellement du parc informatique, le déploiement des équipements a été engagé en 2018 avec le remplacement des postes dans les salles de classes par des postes lourds et l'équipement des CDI en mini PC. L'année 2019 a été consacrée au lancement des marchés pour l'acquisition des équipements mobiles et au déploiement des premières salles multimédias. Trois classes mobiles (Villefort, Langogne, Marvejols) seront déployées dans le dernier trimestre de l'année 2019. En 2020, l'ensemble des salles multimédias sera équipé d'environ 300 postes, la solution de pilotage à distance sera mise en œuvre, 5 caméras de visioconférence. Il restera à déployer les 8 autres classes mobiles et tous les ordinateurs portables seront remplacés. Les collèges du Collet-de-Dèze et du Bleymard ont déjà été équipés de tablettes individuelles dans le cadre du Grand plan numérique : un chariot mobile a été livré afin de recevoir l'ensemble des tablettes pour un usage collectif de type classe mobile.

La création d'une équipe mobile d'intervention dans les collèges, composée de 5 agents, permet la réalisation de travaux d'amélioration directement pilotés par le Département.

Les travaux d'accessibilité sont achevés dans les collèges de Florac, Saint-Chély-d'Apcher, La Canourgue et du Collet-de-Dèze. Ils sont en cours à Vialas, Villefort, Le Bleymard, Langogne et Mende. Les travaux de terrassement du nouveau bâtiment ont débuté à Meyrueis. S'agissant de Marvejols, les travaux débuteront fin 2019. La phase « études » pour le collège de Ste-Enimie reprendra fin 2019.

## **– L'Enseignement supérieur**

Le soutien du Département en direction de l'enseignement supérieur reste clairement affiché afin de maintenir les antennes universitaires départementales. Ainsi le Département de la Lozère a soutenu, depuis 1999, une antenne de l'université de Montpellier à Orfeuillette (Albaret-Sainte-Marie) qui proposait une formation de 3<sup>e</sup> année de Licence Sciences de gestion (L3), spécialité « Hôtellerie, Tourisme », et un Master « Management Entrepreneurial Stratégie, Management Hôtellerie Tourisme ». L'Université a informé la Présidente du conseil départemental de la volonté de la faculté de Gestion de se retirer du site d'Orfeuillette. L'arrêt des formations actuelles est prévu pour juin 2020.

Néanmoins, Mme Monique Lacroix, ancienne directrice de l'Institut Montpellier Management, a proposé à l'université et au Département le projet d'une réutilisation des lieux grâce à un partenariat avec un organisme universitaire chinois, le CPMC (Co-Progress Education Group Co), liée à l'université de JIAO TONG à Shanghai. Cet organisme est chargé, entre autres, des investissements en direction de l'éducation, notamment internationale. Une première session a accueilli un groupe d'étudiants et de managers chinois en juin 2019. D'autres groupes devraient être reçus au cours de l'année universitaire 2019- 2020.

La **recherche** d'un partenariat avec la Région a été engagée en 2017 pour conforter ces antennes universitaires. Le Département a été fortement sollicité dans l'élaboration du Schéma régional de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de l'Innovation pilotée par la Région Occitanie : il assure le lien entre les différents sites universitaires de Lozère.

L'université de Montpellier a ouvert une licence 1 à la rentrée 2019 à la Faculté d'éducation de Mende, qui sera suivie d'une L2 en 2020 et une L3 en 2021, soit, à terme, un cycle complet post-bac en sciences de l'Éducation (bac+5). Le Département augmentera en conséquence son soutien financier au fur et à mesure du déploiement des années de licence.

La poursuite du soutien en direction de l'Université de Perpignan-Via Domitia est maintenue pour son antenne mendoise, ainsi que l'accueil de 6 étudiants chinois de la province du Guizhou, hébergés gratuitement chaque année dans le cadre des accords de jumelage entre le Département et la province chinoise.

Notre participation financière au réseau CANOPE est également maintenue.

## **- La Culture**

Le Département soutient la plupart des structures culturelles importantes du territoire pour leur fonctionnement mais aussi pour l'organisation des saisons culturelles et l'accueil de résidences d'artistes. Il apporte également son aide aux festivals ainsi qu'aux compagnies lozériennes pour leurs projets de créations artistiques.

Sont aidés, entre autres, la scène conventionnée départementale, les Scènes croisées de Lozère, la Fédération Départementale des Foyers ruraux mais aussi les théâtres comme le Ciné-Théâtre de Saint-Chély-d'Apcher, La Forge à Villefort ou la Genette verte à Florac. Le soutien apporté à Lozère Logistique Scénique permet aux techniciens de cette association d'apporter une aide technique aux associations culturelles qui font appel à ses compétences pour organiser des spectacles.

En 2019-2020, une attention particulière sera portée au financement de l'Ecole Départementale de musique.

Le portail culturel du Département, via Internet, est au service de toutes les associations culturelles mais aussi de tous les internautes qui souhaitent sortir ou pratiquer un art du spectacle en Lozère. Un travail de toilettage graphique est prévu pour l'année 2020.

Des rencontres de la culture se tiendront à nouveau.

## **- La Médiathèque Départementale de Lozère (MDL)**

La MDL continue à se mobiliser pour conforter et améliorer les services qu'elle peut apporter à la population lozérienne dans un souci d'attractivité renforcée pour le territoire.

Elle aide à la création et la modernisation des bibliothèques de son réseau et procède à la demande du Ministère de la Culture à leur Classement. Elle soutient également leur développement en permettant aux bibliothèques de niveau 1, 2 et 3 d'accéder progressivement au catalogue et portail collectifs et, désormais, à des ressources numériques. Elle fait porter son effort sur tous les publics du territoire à travers la mise à disposition de collections diversifiées (jeux, CD, DVD, livres adulte et jeunesse, livres en gros caractères, documents numériques, etc.) pluralistes et encyclopédiques.

A la suite de l'inspection générale des bibliothèques en juin 2018, l'inspecteur, au vu des actions développées par la MDL dans le domaine du numérique, a suggéré que le Département présente un dossier de labellisation « bibliothèque numérique de référence ». Cette labellisation permettra d'augmenter l'offre de ressources numériques et l'offre de formation et d'animation en direction des bibliothèques du réseau pour leurs différents publics.

De plus, la MDL assure annuellement la formation d'auxiliaires de bibliothèque pour les bibliothécaires bénévoles et salariés, ce qui permet d'élever le niveau de classement et donne accès à des concours financiers.

De plus, dans le cadre du partenariat avec la DRAC, elle met en place des animations à destination des tout-petits (0-3 ans) avec l'opération **Premières Pages**, labellisée par le Ministère de la Culture, mais aussi à destination du tout public avec le **Printemps des poètes**, les **Itinérances numériques** et le **Mois du film documentaire**. 2020 sera la deuxième année du Contrat Départemental de Lectures Itinérantes (CDLI) qui a remplacé le Contrat Territoire Lecture (CTL).

La MDL étend son réseau de partenaires (Ligue de l'Enseignement, 48FM, Scènes croisées, Occitanie livre et lecture...) et participe activement aux manifestations.

Depuis 2018, le programme d'aide aux communes et aux intercommunalités pour la création et le développement des bibliothèques de niveau 1, 2 ou 3 fait l'objet d'un concours financier conséquent de la part du Département dans le cadre de la nouvelle version des contrats territoriaux. A la demande du Ministère de la Culture, une attention toute particulière sera portée à la création et au développement de bibliothèques intercommunales de niveau 1, véritable outil de développement de la lecture publique au niveau d'un territoire, qui pourront bénéficier d'un soutien de l'État, jusqu'à 50 %, cumulable avec l'aide départementale.

Pour les petits aménagements, les aides actuelles seront maintenues.

La MDL poursuivra sa mission d'accompagnement et de conseil auprès des EPCI afin de leur permettre de se structurer en termes d'offre de lecture publique et ce, en cohérence avec les orientations découlant du Plan Départemental de Lecture Publique qui a été voté par l'Assemblée Départementale le 22/12/2017.

## **- Les Sports**

Le Département continuera à apporter une aide importante à la plupart des gros clubs sportifs départementaux. Il soutient, en outre, les manifestations sportives les plus marquantes comme le Semi-Marathon Marvejols-Mende, le Trèfle lozérien ou les 160 km d'endurance équestre de Florac-Trois-Rivières. Il portera une attention particulière aux nouvelles manifestations qui seront proposées sur son territoire.

Les programmes en direction des comités sportifs départementaux pour leur fonctionnement et leurs actions de formations et en direction des clubs pour l'acquisition de matériel sportif sont conservés. Le soutien aux équipes nationales est maintenu avec un effort particulier pour aider le club de Mende Volley Lozère qui a atteint le niveau professionnel.

L'aide à la natation pour les écoles primaires est, quant à elle, maintenue dans le cadre de notre politique jeunesse, considérant l'importance de cette action.

## **- Le Patrimoine culturel**

Le Département mène une politique très volontaire en direction du patrimoine culturel, notamment mobilier, au profit des communes.

Plusieurs actions sont menées au sein de la conservation départementale du patrimoine. Outre des missions de conseil importantes en direction des communes pour la préservation de leur patrimoine mobilier, le Département propose deux programmes financiers attractifs pour les communes qui souhaitent conserver et restaurer leurs œuvres d'art : un programme de restauration d'œuvres d'art appartenant aux communes et un programme de conservation préventive et curative des objets en bois et en tissu, fortement soutenu par la Direction régionale des affaires culturelles Occitanie. Pour aider à la mise en conservation préventive du mobilier conservé dans les églises et les temples du département, un programme intitulé « Plan Objets d'art » permet l'intervention de restaurateurs professionnels. En 2020, 78% des édifices religieux du département ont déjà bénéficié de ce plan.

Le Département soutient également le site archéologique de Javols, dont les fouilles archéologiques ont longtemps bénéficié des financements de la collectivité, en apportant une aide au fonctionnement de la salle d'exposition et à l'entretien des abords, en collaboration avec la Région Occitanie. Il participe également à la rédaction du cahier des charges et au financement des travaux d'amélioration du site menés par la Région.

Lors de la saison estivale 2019, le Département a de nouveau confié à l'association Artelozera l'animation du site Départemental des Boissets, qui a été ouvert du printemps à l'automne.

Pour 2020, il est proposé de maintenir les dispositifs d'aide en faveur du patrimoine mobilier des communes mais aussi ceux en faveur des associations patrimoniales comme la fondation du patrimoine mais aussi des associations d'artisans d'art. La collection départementale **Patrimoines de Lozère** continue de publier les résultats de l'inventaire du patrimoine culturel mais aussi de travaux archéologiques.

## – Le Point d'entrée Associations

Les demandes de subventions, portées par le secteur associatif, sont déposées et préenregistrées par le « point d'entrée associations » permettant ainsi d'avoir une plus grande lisibilité des demandes d'aides. Cette lisibilité permet aussi d'assurer une meilleure articulation de l'instruction administrative lorsqu'une structure associative dépose plusieurs demandes au titre de divers programmes thématiques du Département.

### *d) Les archives départementales*

Les Archives départementales poursuivront en 2020 leurs missions de classement et de mise en valeur des fonds publics et privés à destination du grand public comme des chercheurs, au travers notamment d'une politique de numérisation ambitieuse.

#### **Numérisation**

En 2020, les Archives départementales continueront à numériser les compoix (ancêtre du cadastre sous l'Ancien régime) entamés en 2019 et les fonds iconographiques. Elles envisagent de numériser également les procès-verbaux d'examens, très demandés. Elles poursuivront le partenariat avec la Bibliothèque nationale de France et Occitanie Livre et Lecture pour la numérisation de la presse ancienne, cette 8<sup>e</sup> phase concernera le journal *L'Echo des montagnes*, documents qui ont vocation à être mis en ligne sur le site déjà existant de la Région Occitanie.

#### **Restauration**

La politique de restauration continuera de porter principalement sur les registres de notaires, les registres du contrôle des actes et les tables de l'Enregistrement.

A ces documents, s'ajouteront quelques pièces d'archives anciennes ou modernes dont l'état est très dégradé.

## **Acquisitions**

Chaque année, des crédits sont consacrés à l'acquisition de documents d'archives repérés chez des libraires et marchands spécialisés, sur des plate-formes en ligne ou auprès de maisons de vente. Ils permettent l'enrichissement des fonds privés.

De même, un budget est consacré à l'acquisition d'ouvrages (histoire locale, régionale et générale) et aux abonnements pour la bibliothèque de recherche des Archives, seule bibliothèque en sciences humaines et d'histoire locale aussi riche en Lozère.

## **Valorisation**

Les Archives départementales présenteront en 2020 leur nouvelle grande exposition sur l'histoire des migrations en Lozère du Moyen-âge aux années 1980. Présentée pendant la saison estivale 2020 au château de Saint-Alban, elle sera ensuite accrochée aux Archives départementales à l'automne et jusqu'à la fin de l'année. Parallèlement, les Archives organiseront un cycle de conférences et élaboreront des ressources pédagogiques en lien avec la thématique de l'exposition.

Comme chaque année les Archives départementales participeront aux Journées européennes du patrimoine en septembre et éditeront chaque semestre leur lettre d'information.

Enfin, le service éducatif finalisera la création d'une mallette pédagogique sur l'itinéraire d'une famille juive de Badaroux déportée pendant la Seconde guerre mondiale.

# **V - LES SERVICES SUPPORTS**

## *Les charges de personnel*

### **I Situation au 1 octobre 2019 :**

Pour 2019, il a été prévu au tableau des effectifs présenté au vote de l'Assemblée le 21 décembre 2018, 666 postes auxquels il convient d'ajouter 39 assistantes familiales, soit 705 postes.

Hors assistantes familiales, la répartition par catégories d'emploi et par filières reste identique à l'année 2018 et 2017, à savoir par catégories d'emploi :

- catégorie A : 14 %
- catégorie B : 29 %
- catégorie C : 57 %

La répartition par filière se décompose comme suit :

- filière technique : 58 %, soit 389 postes,
- filière administrative : 27 %, soit 178 postes,

- filières médicales et sociales : 13 %, soit 87 postes,
- filière culturelle : 2 % (12 postes).

Entre 2016 et 2019, les charges de personnel ont évolué en moyenne de 2,2 % par an.

## **II Construction budgétaire :**

Afin de construire le budget 2020, les hypothèses suivantes ont été retenues :

- Le maintien en 2020 du gel du point d'indice.
- Le maintien d'une gestion rigoureuse des remplacements des arrêts maladie, des congés maternité, des départs à la retraite : ces derniers seront analysés au cas par cas en fonction de la durée d'absence, du type de poste et de la possibilité ou non d'assurer la continuité du service en adaptant l'organisation.
- La poursuite des revalorisations dans le cadre de la mise en place du PPCR (Parcours professionnels, carrières et rémunération) : revalorisation des grilles indiciaires des catégories A, C
- Le Glissement vieillissement technicité (GVT) : avancements de grade et promotions internes à hauteur, avancements d'échelon.
- L'évolution de l'activité des placements d'enfants auprès des assistants familiaux
- La revalorisation des taux de l'assurance statutaire

Autres éléments :

- Évolution prévisionnelle des charges sociales : non connue à ce jour

En 2019, le SMIC a fait l'objet d'une revalorisation de +1,5 % (passant de 1 498,47€ en 2018 à 1 521,22€), le plafond de la sécurité sociale de +2,0 %.

À noter : *la part agent de la cotisation CNRACL passera de 10,83 % à 11,20 %.*

## **Les Bâtiments**

Maintenir et améliorer la qualité des services publics des Lozériennes et des lozériens est un enjeu prioritaire pour le Conseil départemental. Il s'agit de favoriser le maintien sur place de la population locale et de lui offrir les meilleures conditions de vie.

La restructuration et la rénovation du patrimoine bâti doit nous permettre d'assurer le bon fonctionnement des différents services répartis sur l'ensemble du territoire. En ce qui concerne les collèges, il s'agit d'améliorer les conditions de travail des équipes pédagogiques et offrir la meilleure qualité d'enseignement à nos enfants.

La politique départementale sur l'entretien et la mise à niveau des bâtiments constituant le patrimoine bâti s'inscrit dans cette démarche.

Depuis ces dernières années, le Département œuvre pour la modernisation de ses bâtiments et a entrepris des travaux de rénovation, d'extension ou de création de nouvelles entités.

Je vous propose de poursuivre en 2020 nos actions et nos efforts sur le patrimoine immobilier afin d'en optimiser le coût de fonctionnement au travers des programmes suivants :

#### **Bâtiments d'enseignement :**

Ce programme, destiné à la mise en accessibilité PMR des collèges, se décompose de la façon suivante :

- Poursuite des travaux dans les collèges de Marvejols, Vialas, St Etienne Vallée Française, Meyrueis, Langogne ;
- Poursuite des études sur l'Unité Pédagogique de Proximité de Sainte-Enimie.

Divers travaux de mise en conformité des installations dans les bâtiments d'enseignement sont aussi programmés, avec notamment une seconde phase de travaux initiée sur le collège de Florac des travaux de rénovation thermique sur celui du Bleynard.

#### **Bâtiments administratifs :**

Ce programme est notamment destiné aux études et travaux pour la construction d'un bâtiment annexe aux Archives Départementales et à la poursuite des travaux de mise en conformité suivant la réglementation incendie de l'hôtel du Département rue de la Rovère ainsi que des travaux de rafraîchissement de la salle des fêtes.

Sont également prévus, comme suite aux études en cours, des travaux dans l'ancien Tribunal de Marvejols, ainsi que des travaux dans les bâtiments situés d'une part, Boulevard Henri Bourrillon (anciennement de la SELO pour accueillir la Mission Locale) et d'autre part, Faubourg Montbel pour réaliser une maison départementale des sports.

Par ailleurs, sont également prévus des travaux de mise en accessibilité PMR aux CMS de Marvejols et de Saint Chély d'Apcher, ainsi que différentes rénovations de locaux.

#### **Bâtiments de la route :**

Ce programme est destiné à la construction d'un nouveau centre pour l'exploitation de la route à Sainte-Croix Vallée Française ainsi que la réalisation de travaux à l'unité et au centre technique de Chanac, comme suite aux récentes acquisitions.

Les études d'un autre centre technique à Chateauneuf sont prévues dès que le terrain sera acquis.

Sont également réalisés tous les ans, divers travaux de mise en conformité des installations dans les bâtiments des routes.

### **[Les systèmes d'Information et de Télécommunications](#)**

La politique publique départementale de la Direction Adjointe en charge du Système d'Information et Télécommunications (SIT) recouvre le fonctionnement interne de l'Institution, prend en charge les équipements informatiques des collèges, ainsi que le développement des services numériques (hors très haut débit et SIG) de la collectivité aux partenaires, aux usagers et à nos directions.

Partie intégrante des moyens mis à disposition de la stratégie du Département de la Lozère, la politique départementale établit les priorités d'évolution du SIT et notamment celle de se préparer aux nouveaux usages du numérique.

Les évolutions stratégiques en 2020 se définiront comme suit :

### **I- Terminer la rénovation des 1200 équipements des 13 Collèges Lozériens, Déployer l'infrastructure pour accueillir la fibre et répondre aux enjeux de l'éducation avec les outils numériques : la classe mobile**

Initié en 2017, le chantier de renouvellement du parc informatique des Collèges se poursuit.

- poursuite de la rénovation des 1200 équipements des 12 collèges et d' 1 UPP,
- remplacement des salles informatiques par la classe mobile ou par des ordinateurs neufs,
- Équipement vidéos projecteurs interactifs

Également, la classe mobile va se généraliser sur l'ensemble des collèges. Il s'agit de tablettes tactiles pédagogiques complétées par des ordinateurs portables pour le pilotage pédagogique.

### **II-La dématérialisation, pivot des grands projets imposés par l'État**

#### **-Financière**

À l'image des pièces justificatives, il s'agit de la dématérialisation de l'ensemble de la chaîne budgétaire locale, partant de l'élaboration des budgets locaux, jusqu'à leur contrôle par le représentant de l'État, en passant par leur transmission électronique.

#### **- Marchés publics**

L'échéance d'octobre 2018 a été respectée, pour la dématérialisation des procédures de passation et les données essentielles des contrats. Il reste à interfacier la plate-forme de collaboration et de gestion de contenu (GED) pour la gestion des pièces justificatives de façon numérique.

### **III-L'informatisation et l'adaptation de nos outils aux grands chantiers nationaux pour répondre aux enjeux de la Loi pour une république numérique.**

Promulguée le 7 octobre 2016. Elle prépare le pays aux enjeux de la transition numérique et de l'économie de demain. Elle promeut l'innovation et le développement de l'économie numérique, une société numérique ouverte, fiable et protectrice des droits des citoyens.

La **GRC** : La Gestion de la relation Citoyen reste une priorité. En effet, les nouveaux usages du numérique se généralisent et la demande des citoyens est de plus en plus forte. Pour répondre à ces nouveaux usages, le Département de la Lozère s'est engagé dans une démarche d'ouverture de nouveaux services numériques à ses usagers. Le pass' Jeunesse, comme Lozère nouvelle vie ont initié le chantier. À l'image des Téléservices offerts par les Services de l'État, de nouveaux Téléservices vont voir le jour dans les années qui viennent dans la collectivité. La Lozère, comme l'ensemble des collectivités, se doit de mobiliser des moyens en la matière.

Cette année 2020 verra, entre autres, la mise en ligne d'un nouveau service: **les circuits touristiques**.

#### **MEDIATHEQUE NUMERIQUE :**

Les ressources numériques constituent un des enjeux centraux, à court terme, pour la lecture publique. L'émergence d'Internet, les nouveaux usages(tablettes, smartphone), les nouveaux services en ligne dédiés à la musique, films, jeux vidéos imposent de revisiter l'offre de services

de nos médiathèques. Par voie de conséquence, une adaptation est nécessaire pour la Médiathèque Départementale de Lozère qui dispose déjà d'un catalogue collectif entre les 23 bibliothèques adhérentes. La mise à disposition d'un portail collectif est un nouvel enjeu pour 2020. A l'image du catalogue collectif, il s'agit de proposer le même éventail de services en ligne à l'ensemble des bibliothèques adhérentes.

**L'OPEN DATA :** Avec la loi, l'ouverture des données publiques ou "*OPEN DATA*", devient obligatoire.

Désormais, les administrations au sens large devront publier en ligne dans un standard ouvert leurs principaux documents, y compris leurs codes sources, ainsi que leurs bases de données et les données qui présentent un intérêt économique, social, sanitaire ou environnemental. Cette obligation concerne le Département de la Lozère comme toutes les collectivités locales de plus de 3 500 habitants.

Il s'agira pour le Département de saisir les opportunités offertes par l'OPEN DATA pour développer de nouveaux services sur le territoire.

### **Le Règlement Général sur la Protection des Données Personnelles et sa dimension confidentialité(RGPD):**

La poursuite de la mise en œuvre du Règlement Général Européen sur la Protection des Données Personnelles(RGPD) qui rentré en application depuis mai 2018 s'impose au Département de la Lozère et à toutes ses directions. Notamment dans sa dimension confidentialité.

### **CYBERSECURITE :**

Sous peine de voir leur responsabilité engagée en cas de dommages liés à une cyber-attaque, les collectivités territoriales sont tenues d'implémenter des mesures destinées à sécuriser leur système d'information en se basant au premier chef sur le référentiel général de sécurité (RGS) et/ou sur les recommandations émises par l'ANSSI tout en veillant à se conformer à la réglementation « Informatique et Libertés » et par voie de conséquence au RGPD présenté ci-dessus.

## **IV- Accompagner les directions dans la transition du numérique**

### **IV-1 Dans le domaine social, le schéma des solidarités social nécessite un accompagnement numérique**

#### **Le schéma des solidarités sociales**

Afin d'accompagner les actions qui seront déployées à partir du mois de janvier 2020, de nouveaux équipements, de nouveaux usages et des évolutions fonctionnelles dans les applicatifs verront le jour.

#### **Les évolutions réglementaires et la loi Ma santé 2022 et son volet numérique**

De nombreuses évolutions réglementaires se poursuivent. Celles-ci imposent une adaptation de nos outils numériques et informatiques.

Afin que notre système de santé de demain puisse compter sur de nouvelles synergies entre les professionnels libéraux, hospitaliers et médico-sociaux, des outils numériques performants mis au service de tous, patients et professionnels devront s'intégrer progressivement à notre système d'information.

### **IV-2 Dans le domaine Développement et tourisme**

Des bornes numériques(Totems) vont se déployer sur le territoire au plus près des offices de Tourisme. Ces bornes seront accompagnées de bornes WIFI afin de proposer un service internet aux usagers.

#### **V- Remplacer le système de téléphonie fixe de l'ensemble des agents du Département**

Le chantier de remplacement du système de téléphonie fixe de l'ensemble des agents du Département se met en place en 2020. Ce chantier a pour enjeu le remplacement d'une partie du parc de téléphone fixe et du standard téléphonique. Devenu obsolète et plus maintenu par le constructeur, ce chantier s'impose à nous pour 2020.

#### **VI- Participer à la réflexion sur un « centre de données »(Datacenter) en Lozère**

Une réflexion sur la création d'un datacenter en Lozère s'initie au sein du Département en coordination avec Lozère Développement. La Direction Adjointe en charge de l'Informatique et des Télécommunications continuera à apporter son aide et son expertise sur le sujet en 2020.

**C'est à partir des éléments du contexte financier et des politiques départementales à décliner en 2020 qu'il vous est proposé de construire le budget 2020.**

## **VI - LA CONSTRUCTION BUDGÉTAIRE**

**Nous souhaitons respecter les ratios budgétaires qui nous permettent le maintien de la capacité à investir avec un endettement raisonnable voire diminué afin de ne pas entraîner la collectivité dans une situation financière détériorée.**

### **1 - L'épargne Brute**

L'épargne brute est un des ratios les plus utilisés car le plus pertinent pour apprécier la santé financière d'une collectivité locale. Il correspond au solde des opérations réelles de la section de fonctionnement (recettes réelles de fonctionnement – dépenses réelles de fonctionnement y compris les intérêts de la dette).

L'épargne brute constitue la ressource interne dont dispose la collectivité pour financer ses investissements de l'exercice.

Elle constitue un double indicateur :

- ∞ - Un indicateur de l'« aisance » de la section de fonctionnement, dans la mesure où son niveau correspond à un « excédent » de recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Cet excédent est indispensable pour financer les investissements et rembourser la dette existante.
- ∞ - Un indicateur de la capacité de la collectivité à investir ou à couvrir le remboursement des emprunts existants.

La préservation d'un niveau « satisfaisant » d'épargne brute doit donc être le fondement de toute analyse financière prospective, car il s'agit à la fois d'une contrainte de santé financière (la collectivité doit dégager chaque année des ressources suffisantes pour couvrir ses dépenses courantes et rembourser sa dette) et réglementaire (l'épargne brute doit couvrir le montant des amortissements).

### L'épargne brute conditionne la capacité d'investissement de la collectivité.

	Prévisionnel 2020
Recettes réelles de fonctionnement	122,00 M€
Dépenses réelles de fonctionnement hors intérêts	103,22 M€
Épargne de gestion	18,78 M€
Intérêts de la dette	0,88 M€
<b>Épargne brute</b>	<b>17,90 M€</b>

**L'épargne brute dégagée couvre le montant des amortissements 2020, 12,80 M€ et offre également un autofinancement de 5,1 M€ qui inclut notamment la recette du Fonds de soutien interdépartemental DMTO prévue à hauteur de 4,5 M€.**

**Il est important également de souligner la diminution - 1,7 M€ des amortissements 2020 avec, en 2019, la sortie des biens transférés au syndicat Lozère Numérique, et pour les collègues, la neutralisation des amortissements des derniers travaux et le terme des amortissements des travaux les plus anciens. A hauteur de 14,5 M€ en 2019 ils sont estimés à 12,8 M€ en 2020.**

## 2 - Les engagements pluriannuels de la collectivité

La gestion en AP/CP permet de connaître les engagements déjà pris par le Département sur la section d'investissement.

Les budgets des années à venir sont déjà très impactés par les crédits de paiement des autorisations de programmes antérieures.

### *Les Autorisations de Programmes antérieures*

La répartition entre équipements directs et indirects est la suivante :

Directions	Montant solde AP 2019 et antérieures	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +
<b>AP Indirectes</b>					
DIAD	36 225 986,43	10 794 608,90	13 814 369,35	8 366 895,18	3 250 113,00
NUMERIQUE	1 550 580,00	1 000 000,00	450 000,00	100 580,00	
SOLIDARITE SOCIALE	1 290 500,00	1 050 000,00	240 500,00		
DDEC	117 107,36	117 107,36			
SDIS	800 000,00	400 000,00	400 000,00		
<b>Sous total</b>	<b>39 984 173,79</b>	<b>13 361 716,26</b>	<b>14 904 869,35</b>	<b>8 467 475,18</b>	<b>3 250 113,00</b>
<b>AP Directes</b>					
ROUTES	10 085 540,22	6 000 000,00	2 197 170,13	1 066 370,09	822 000,00
BATIMENTS	10 625 176,16	5 690 000,57	3 527 740,39	1 407 435,20	
INFORMATIQUE	724 380,37	724 380,37			
ARCHIVES	75 000,00	60 000,00	15 000,00		
MEDIATHEQUE	250 000,00	125 000,00	125 000,00		
<b>Sous total</b>	<b>21 760 096,75</b>	<b>12 599 380,94</b>	<b>5 864 910,52</b>	<b>2 473 805,29</b>	<b>822 000,00</b>
<b>TOTAL</b>	<b>61 744 270,54</b>	<b>25 961 097,20</b>	<b>20 769 779,87</b>	<b>10 941 280,47</b>	<b>4 072 113,00</b>

Le montant des AP indirectes intègre les engagements pris dans le cadre des contrats territoriaux 1<sup>ère</sup> génération (2015-2017) soit 3,838 M€ et 2<sup>ème</sup> génération (2018-2022) soit 27,488 M€.

**Le montant des engagements déjà pris par le Département pour les AP antérieures s'élève à 61,744 M€.**

**A ces montants s'ajoutent les propositions d'AP 2020.**

### Les propositions pour les Autorisations de Programmes nouvelles 2020

La répartition entre équipements directs et indirects, pourrait être la suivante, **soit 37,453 M€** :

Directions	Montant prévisionnel AP 2020	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +
<b>AP Indirectes</b>					
DIAD	1 032 000,00	266 400,00	380 600,00	315 000,00	70 000,00
DIAD CONTRATSV2	6 000 000,00		2 950 000,00	3 050 000,00	
DDEC	300 000,00	285 000,00	15 000,00		
SOLIDARITE SOCIALE	770 000,00	750 000,00	20 000,00		
MEDIATHEQUE	35 000,00	20 000,00	15 000,00		
<b>Sous total</b>	<b>8 137 000,00</b>	<b>1 321 400,00</b>	<b>3 380 600,00</b>	<b>3 365 000,00</b>	<b>70 000,00</b>
<b>AP Directes</b>					
ROUTES	21 000 000,00	9 000 000,00	9 980 000,00	2 020 000,00	
BATIMENTS	4 635 000,00	1 310 000,00	2 225 000,00	1 100 000,00	
INFORMATIQUE	2 271 500,00	324 000,00	1 120 000,00	827 500,00	
COMMANDE PUB	220 000,00	80 000,00	70 000,00	70 000,00	
MARCHES	190 000,00	70 000,00	60 000,00	60 000,00	
DDEC	100 000,00	30 000,00	70 000,00		
DIAD	802 000,00	727 000,00	75 000,00		
ARCHIVES	98 000,00	4 000,00	47 000,00	47 000,00	
<b>Sous total</b>	<b>29 316 500,00</b>	<b>11 545 000,00</b>	<b>13 647 000,00</b>	<b>4 124 500,00</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>37 453 500,00</b>	<b>12 866 400,00</b>	<b>17 027 600,00</b>	<b>7 489 500,00</b>	<b>70 000,00</b>

#### Récapitulatif :

Le cumul des engagements pluriannuels de la collectivité (AP antérieures et propositions nouvelles d'AP 2020) atteint un volume de 99,197 M€ dont 38,82 M€ de crédits de paiements pour l'année 2020.

AP	Montant prévisionnel AP 2020 et antérieurs	CP 2020	CP 2021	CP 2022	CP 2023 et +
Indirectes	48 121 173,79	14 683 116,26	18 285 469,35	11 832 475,18	3 320 113,00
Directes	51 076 596,75	24 144 380,94	19 511 910,52	6 598 305,29	822 000,00
<b>Total</b>	<b>99 197 770,54</b>	<b>38 827 497,20</b>	<b>37 797 379,87</b>	<b>18 430 780,47</b>	<b>4 142 113,00</b>

### 3 - L'endettement

Ainsi que le prévoit l'article L.3312-1 du CGCT, le rapport sur les orientations budgétaires présente la structure et la gestion de la dette qui concourt au financement des investissements.

L'ambition dédiée du programme d'investissement n'affecte en rien la rigueur nécessaire à une gestion budgétaire responsable. Le recours à l'endettement reste maîtrisé.

En 2019, le Département a remboursé 7,9 millions d'euros de capital d'emprunt (6,4 M€ en 2018) dont 2,5 M€ de remboursements anticipés.

La dette départementale représentait **579 € par habitant en 2018 contre 631 € par habitant pour les départements de même strate démographique (-250 000 habitants)**. Par ailleurs la capacité de désendettement prévisionnelle 2019 (rapport entre la dette et l'épargne brute) se situait à **1,9 ans alors que le ratio moyen pour les départements de la même strate était de 4 en 2018**.

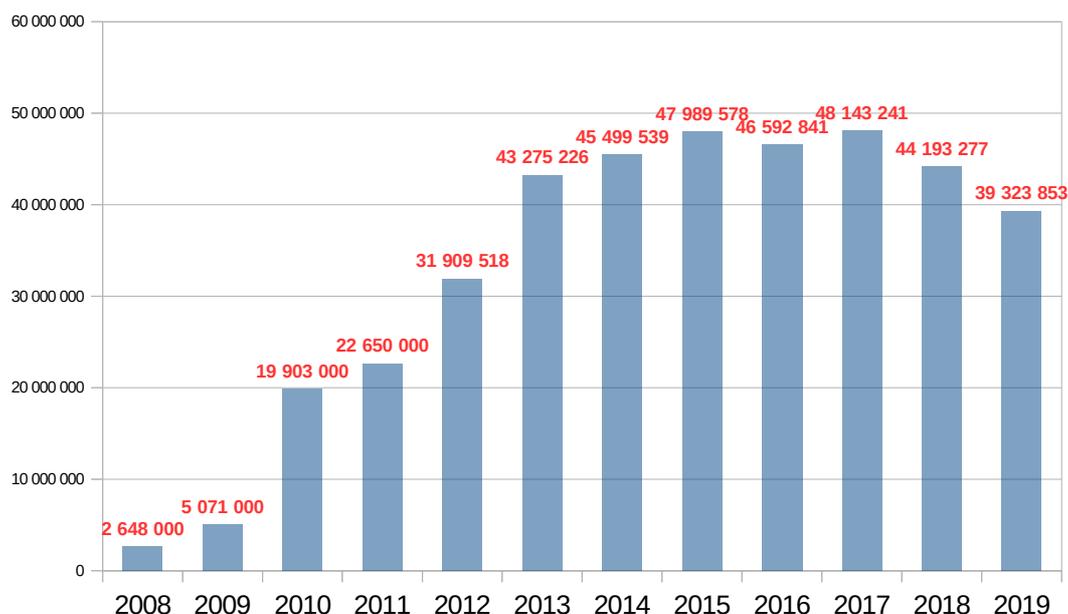
	2016	2017	2018	2019
Encours de dette au 31/12 5(K€)	46 593	48 143	44 193	39 324
Epargne brute (K€)	18 000	18 769	21 314	20 657
Capacité de désendettement (ans)	2,59	2,57	2,07	1,90

#### Evolution et caractéristique de l'endettement

##### Encours de dette

3 M€ d'emprunts ont été mobilisés en 2019 (emprunt 2018 Crédit Coopératif versé en 2019)

Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, l'encours de dette sera de 39 M€. L'évolution de l'encours de la dette départementale au 31 décembre est la suivante :



### Caractéristiques de la dette

Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, la dette du Département de la Lozère présentera les caractéristiques suivantes :

- nombre de contrats d'emprunts : 21
- durée de vie résiduelle (vitesse moyenne de remboursement d'un prêt) : 10 ans et 1 mois
- durée de vie moyenne (durée nécessaire pour rembourser la moitié du capital restant dû) : 5 ans et 3 mois
- Taux moyen : 1,52 %

### Répartition de la dette par prêteur

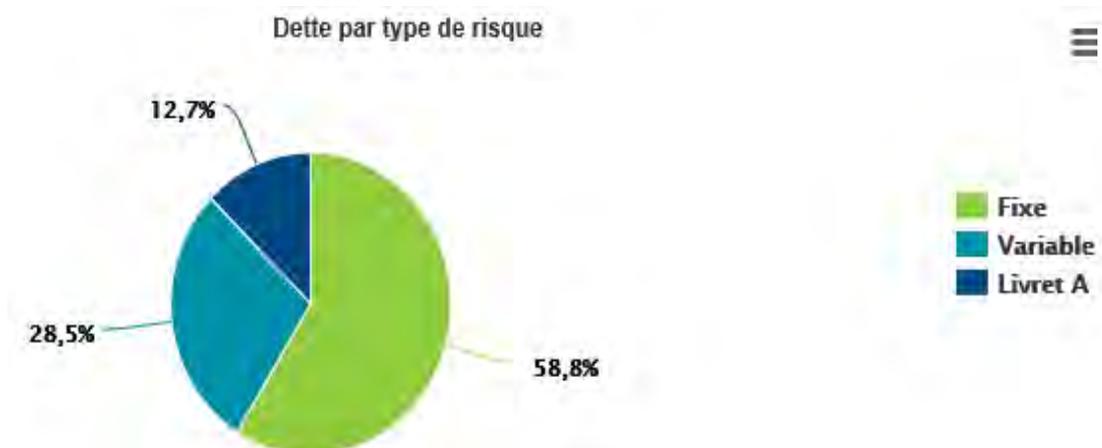
Le Crédit Agricole est le premier prêteur avec 26,24 % du capital restant dû (CRD) suivi de La Banque Postale (18,81 %).

La répartition est la suivante :

Prêteur	CRD	% du CRD
CREDIT AGRICOLE (CACIB)	10 316 890 €	26,24%
BANQUE POSTALE	7 395 833 €	18,81%
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	7 067 472 €	17,97%
SOCIETE GENERALE	6 937 500 €	17,64%
CREDIT COOPERATIF	2 941 624 €	7,48%
CAISSE D'EPARGNE	2 374 999 €	6,04%
CREDIT FONCIER DE FRANCE	1 750 000 €	4,45%
DEXIA CL	539 534 €	1,37%
<b>Ensemble des prêteurs</b>	<b>39 323 852 €</b>	<b>100,00%</b>

### Structuration de la dette

L'encours de dette est constitué pour plus de 58,83 % de taux fixe, pour 28,50 % à taux variable et 12,66 % sont indexés sur le Livret A (emprunts de la Caisse des dépôts). Ce panachage est adapté à une gestion active de la dette. La conjoncture actuelle permet au Département de bénéficier du bas niveau des taux variables.

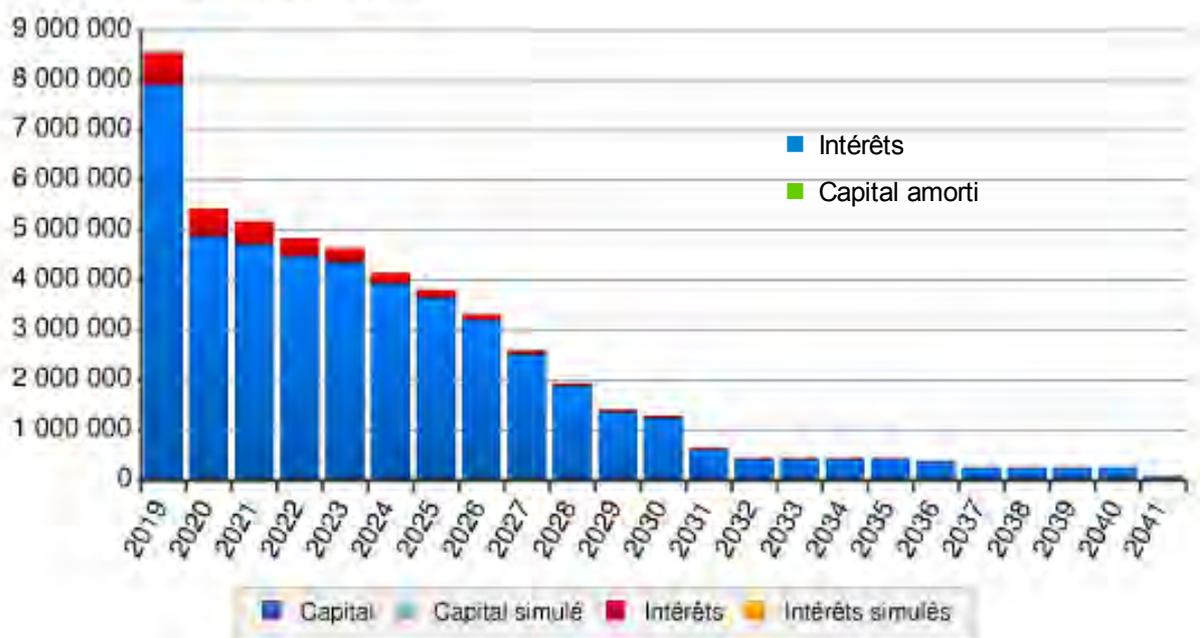


**La dette de la collectivité présente une très forte sécurisation, sans aucun produit « structuré » ou « toxique ».** Elle est entièrement classée en A1 selon la classification de Gissler, c'est à dire le risque le plus bas, qui correspond à des taux fixes, des taux variables, voire des taux variables encadrés, tous ces indices étant en zone euro.

Prospective des flux de remboursement

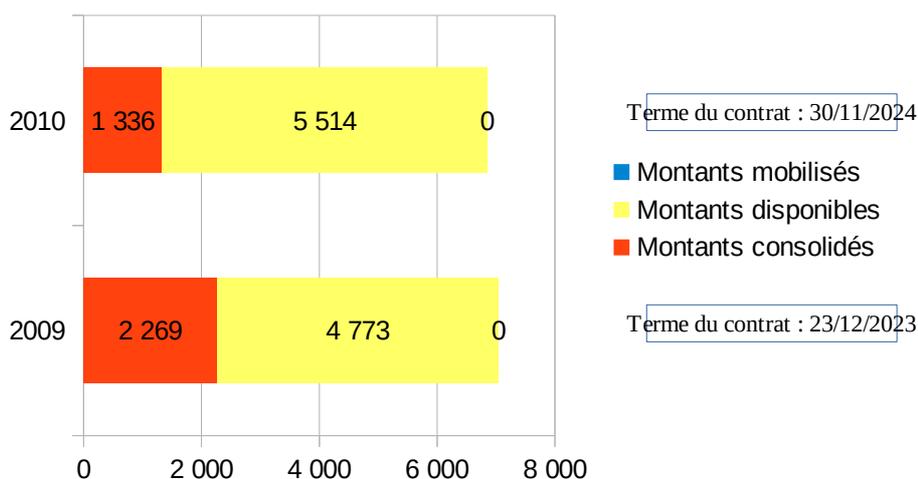
Ce graphique prend en compte uniquement le stock de dette au 1<sup>er</sup> janvier 2020. L'évolution du capital restant dû est la suivante :

**Flux de remboursement**



**Pour le financement de ses investissements, le Département dispose également, fin Septembre 2019, d'une capacité de mobilisation d'emprunts revolving de 10,286 M€ (Revolving 2009 : 4,773 M€ + Revolving 2010 : 5,513 M€)**

### Situation des emprunts revolving (en K€)

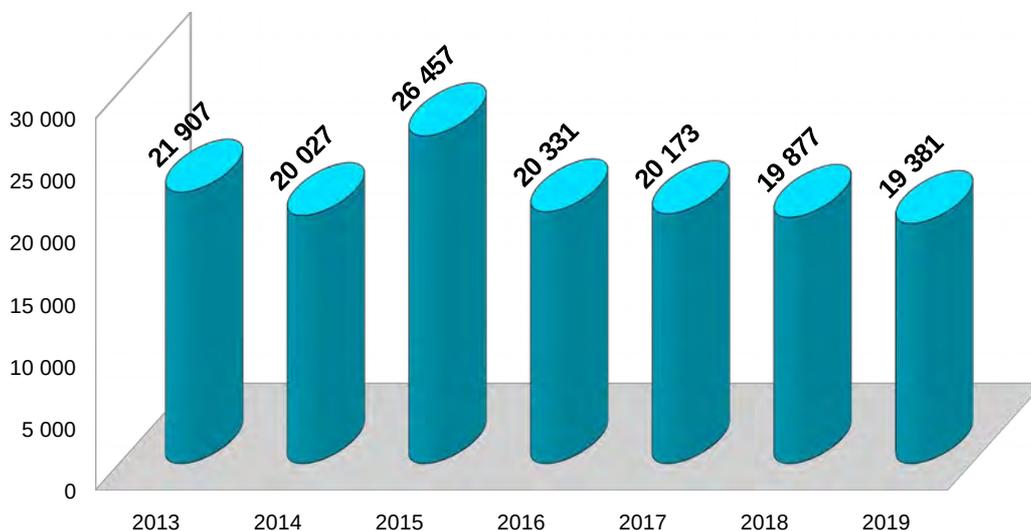


### La dette garantie

Le Département peut accorder, sous réserve du respect de certains ratios pruden- tiels (plafonnement des garanties par rapport aux recettes réelles de la section de fonc- tionnement, règle de la division du risque, règle du partage du risque), une garantie d'em- prunt ou son cautionnement. **Le Département aide ainsi de manière indirecte les personnes qui en sont bénéficiaires.**

La dette garantie par notre Département évolue de la manière suivante :

### Evolution de l'encours de dette garantie en K€



Garanties d'emprunts	2019
Encours au 31/12/2019 en K€	19 381 K€
Dont organismes œuvrant dans le logement social	15 181 K€
Nombre d'organismes garantis	9
Dont organismes œuvrant dans le logement social	5

Le Département doit veiller à respecter un ratio de plafonnement (loi Galland). Ce ratio compare les annuités de dette propre et de dette garantie aux recettes réelles de fonctionnement et ne doit pas excéder 50% de ces dernières.

Calcul du ratio de plafonnement	2019
Annuité de la dette propre au 31 décembre 2019	7 869 K€
Annuité de la dette garantie au 31 décembre 2019	1 674 K€
Recettes réelles de fonctionnement après DM2 2019	128 075 K€
<b>Ratio Galland</b>	<b>7,45 %</b>

**Au 30 septembre 2019, 11 nouvelles demandes de garanties d'emprunts ont été accordées. Le montant à garantir s'élève à 440 K€ soit 25 % d'une dette de 1 760 K€ pour le logement social.**

### *La ligne de trésorerie*

Le Conseil départemental dispose par ailleurs d'une ligne de trésorerie de 7 M€ pour faire face à ses besoins de trésorerie à court terme et couvrir les décalages entre les encaissements de recettes et le paiement des dépenses. Au 30 septembre 2019 cette dernière n'a pas été mobilisée.

## **4 - Les perspectives financières 2021-2022**

Les perspectives financières 2021-2022 sont très difficiles à réaliser en raison de plusieurs incertitudes d'importance :

► s'agissant de la pérennité du nouveau fonds globalisé, l'ADF nous fait savoir que la proposition adoptée en juin dernier par son Bureau, visant à améliorer la solidarité entre départements, ne figure pas à ce stade dans le projet de loi initial.

De plus, le montant des recettes liées à ce nouveau fonds globalisé et réparti en trois enveloppes correspondant aux trois fonds existants ( Fonds DMTO, Fonds de Solidarité des Départements, et Fonds de Soutien Interdépartemental mis en place en 2019) peut varier car l'éligibilité à la seconde part du FSID est soumise à la variabilité du taux de pauvreté.

► quelle suite sera donnée au contrat dit « Cahors » mis en place pour les années 2018, 2019 et 2020.

► la fiscalité directe : la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties sera transférée aux communes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à la suite de la suppression de la taxe d'habitation sur la résidence principale. Pour compenser cette perte, le département percevra une fraction de TVA calculée à partir des bases locatives 2020 et des taux 2019.

► est également prévue la suppression de la revalorisation des bases d'imposition par rapport à l'inflation constatée (jusqu'en 2017 la revalorisation était basée sur l'inflation prévisionnelle).

► les réformes sociales : plan pauvreté, allocation chômage, maintien à domicile des personnes âgées ...

Dans l'hypothèse des éléments suivants :

- progression des dépenses de fonctionnement dans les limites imposées par les directives nationales (2 % pour les AIS et 1,2 % pour les autres dépenses) ;
- création par la loi de finances pour 2020 d'un fonds globalisé DMTO ;
- compensation à l'euro près et indexation annuelle de la réforme fiscale ;

les perspectives font apparaître une situation financière comportant :

- un niveau d'épargne brute maintenu élevé ;
- une capacité d'investissement soutenue ;
- une capacité de désendettement raisonnable.

**A travers le débat des orientations budgétaires il est important de se projeter et d'anticiper les décisions pour l'avenir tout en considérant les engagements déjà pris.**

## VII - LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2020

Le budget général intègre les subventions d'équilibre des budgets annexes. En premier lieu sont donc présentées les OB des trois budgets annexes puis celles du budget général,

### 1 - Budgets annexes

Pour les 3 budgets annexes les comptes sont présentés en crédits et consommations réelles plus les ordres soit les amortissements.

#### N° 1 - Laboratoire départemental d'analyses

##### Exécution de la gestion 2019 - Estimation

Les amortissements représentent pour la part :

- Travaux : une dépense de fonctionnement et une recette d'investissement de 171 000 €
- Subventions : une recette de fonctionnement et une dépense d'investissement de 10 700 €

A ce jour, ils génèrent un déficit d'investissement de 78 743 € qui sera couvert par l'excédent d'investissement cumulé d'un montant de **865 781 €** correspondant aux crédits budgétaires ouverts.

Fonctionnement	CA estimé 2019	
	Dépenses	Recettes
Crédits budgétaires	2,237 M€	
Crédits consommés	2,102 M€	1,430 M€ (68%)
Taux d'exécution	<b>94 %</b>	<b>64 %</b>
Subvention d'équilibre		0,672 M€ (32%)

Investissement	Dépenses	Recettes
Crédits budgétaires	306 241 €	<b>865 781 €</b>
Crédits consommés	250 000 €	171 257 €
Taux d'exécution	<b>80 %</b>	

Conformément aux instructions comptables, le budget annexe doit transcrire l'ensemble des charges et recettes résultant de ses activités. Aux OB 2018, ces dispositions avaient généré une augmentation du budget de fonctionnement de 80 000 et par conséquent une augmentation de la subvention d'équilibre. En revanche les charges du budget général ont été diminuées d'autant.

Idem pour l'investissement, le budget 2019 supportant l'achat des véhicules auparavant imputés au budget principal.

##### Orientations budgétaires 2020

###### Fonctionnement

- Reconduction du budget de fonctionnement par rapport à celui de 2019 principalement en raison du programme de détection systématique du gaz radon prévu par l'ARS initialement sur 1 an, qui sera finalement réparti sur 3 ans et qui va générer des frais d'analyses lissés sur les 3 ans + 15 000 €.

Les recettes devraient compenser à l'euro près ces dépenses.

Toutefois, ce programme n'a pas forcément été prévu dans le budget de toutes les communes et il est possible que certaines d'entre elles ne puissent pas honorer les factures sur le budget 2020. La prudence nous incite à ne pas proposer des recettes totalement équivalentes aux dépenses induites.

D'autre part, plusieurs appareils ont été acquis avec inclusion de contrats de maintenance qui arrivent à présent à échéance. Le coût de ces opérations de maintenance doit être revu à la hausse à hauteur de 25 000 €.

Notons également que le programme d'éradication de la maladie BVD sur les bovins (mené par le groupement de défense sanitaire) engendrera un accroissement des dépenses en produits pharmaceutiques d'environ 35 000 €, mais sera compensé par des recettes supérieures aux dépenses. En revanche, le montant de certaines lignes, comme celle des combustibles, est revu à la baisse..

- ajustement des autres postes de dépenses au plus près de la consommation réelle.
- intégration des dépenses mutualisées au sein du budget principal (assurance du personnel, frais postaux entretien, réparation et carburants de la flotte de véhicules). La comptabilité analytique du parc départemental permet d'imputer sans difficulté les charges afférentes sur le budget du laboratoire.
- dépense nouvelle : Le LDA devra prendre en charge les frais de maintenance de la fibre optique, dépense précédemment supportée par le budget général.

#### Investissement

L'exercice 2020 prévoit le renouvellement d'appareils de laboratoires défectueux ou vieillissants (autour de 60 000 €).

### N° 2 - Aire de la Lozère

#### Exécution de la gestion 2019 - Estimation

Les amortissements représentent pour la part :

- Travaux : une dépense de fonctionnement et une recette d'investissement de 357 403 €
- Subventions : une recette de fonctionnement et une dépense d'investissement de 102 632 €

Ils généreront un excédent annuel d'investissement (à ce jour 227 403 €) qui viendra s'ajouter à l'excédent d'investissement cumulé d'un montant de 2 188 693 €.

Fonctionnement	CA estimé 2019	
	Dépenses	Recettes
Crédits budgétaires	837 407 €	
Crédits consommés	750 000 €	430 000 € (57%)
Taux d'exécution	<b>90 %</b>	<b>52 %</b>
Subvention d'équilibre		320 000 € (43%)
Investissement	Dépenses	Recettes
Crédits budgétaires	136 061 €	2 188 693 €
Crédits consommés	130 000 €	357 403 €
Taux d'exécution	<b>95 %</b>	

Le budget 2020 s'oriente sur des prévisions budgétaires similaires à 2019.

### N° 3 - Domaine des Boissets

#### Exécution de la gestion 2019 - Estimation

Les amortissements représentent pour la part :

- Travaux : une dépense de fonctionnement et une recette d'investissement de 44 800 €
- Subventions : néant

Ils généreront un excédent annuel d'investissement (à ce jour 9 799 €) qui viendra s'ajouter à l'excédent d'investissement cumulé d'un montant de 647 546 € correspondant aux crédits budgétaires ouverts.

Fonctionnement	CA estimé 2019	
	Dépenses	Recettes
Crédits budgétaires	70 102 €	
Crédits consommés	65 000 €	3 300 € (5%)
Taux d'exécution	93 %	5 %
Subvention d'équilibre		61 700 € (95%)
Investissement	Dépenses	Recettes
Crédits budgétaires	45 000 €	647 546 €
Crédits consommés	35 000 €	44 799 €
Taux d'exécution	77 %	

Le budget de fonctionnement 2020 s'oriente sur des prévisions budgétaires similaires à 2019.

## 2 - Budget général

Les orientations budgétaires du budget général ont été élaborées sur les prévisions d'une section de :

### ∞ - Investissement

- le renforcement d'un volume d'investissement à hauteur de 44,9 M€

Dépenses réelles	38,9 M€
Capital de la dette	6,0 M€
<b>Total des dépenses</b>	<b>44,9 M€</b>

financé en 3 tiers :

Recettes réelles	10,5 M€
Epargne brute	17,9 M€
Recettes d'emprunts	16,5 M€
<b>Total des recettes</b>	<b>44,9 M€</b>

Sur la base d'un volume d'investissement réel de 38,9 M€ , 6 M€ de remboursement de capital d'emprunt soit un total 44,9 M€, l'emprunt prévisionnel au 31/12/2020 serait de 16,5 M€.

- une capacité de désendettement inférieure à 5 ans .

Encours de dette au 01/01/2020	39 M€
Encours de dette au 31/12/2020	49,5 M€
Epargne brute	17,9 M€
Capacité de désendettement	2,7 ans

### ∞ - Fonctionnement

- un volume de recettes de base de 122 M€
- un volume de dépenses de 104,1 M€

**en respectant le cadre budgétaire suivant :**

- Amortissements ► 12,8 M€
- Épargne brute ► 17,9 M€
- Remboursement capital dette ► 6 M€
- Capacité de désendettement prévisionnelle ► inférieure à 5 ans

**L'épargne brute de 17,9 M€ permet de couvrir les amortissements (12,8 M€) et de dégager par ailleurs un autofinancement de 5,10 M€.**

**C'est au regard de l'ensemble des éléments décrits ci-dessus qu'il vous est proposé de débattre.**

## VIII – LE DÉBAT

Au vu des éléments exposés dans ce rapport et en partant du principe que :

- les dépenses de fonctionnement sont limitées à l'évolution contractuelle (1,2%) signée avec l'Etat ;
- la proposition du Bureau de l'ADF votée à l'unanimité concernant la création d'un fonds unique DMTO réparti entre les 3 fonds existants n'est à ce jour pas reprise dans le projet de loi de finances initial ;
- si toutefois, la création de ce fonds globalisé n'est pas retenue, le fonds de soutien interdépartemental DMTO créé en 2019 pour une période de 3 ans nous permettrait de bénéficier d'une recette estimée d'au moins 4,5 M€.
- le mode de compensation de la Taxe foncière sur les propriétés bâties prévu pour les Départements par une fraction de TVA, prendra comme année de référence de bases, l'année 2020.

**l'élaboration proposée du budget 2020 repose sur :**

► **un bon niveau d'épargne brute dégagée (17,9 M€) qui :**

- couvre le montant des amortissements 12,8 M€
- autorise un virement à la section Investissement de 5,10 M€ qui se décompose :
  - 4,5 M€ recette du Fonds de soutien interdépartemental DMTO
  - 0,6 M€ excédent recettes de fonctionnement.

Ce virement permet de maintenir notre capacité d'investissement pour :

- achever les travaux Adap sur l'ensemble des collèges ;
- poursuivre nos différents projets : routes, PPI véhicules VH et matériels, bâtiments, Social et EHPAD, Mission Locale, Maison départementale des sports, Hauts lieux du pastoralisme, projets structurants FRED, Marvejols, centre technique Sainte Croix, Châteauneuf, THD ...).

► **une prévision de recours à l'emprunt de 16,5 €** : notre désendettement (1,125 M€ en 2018 et 2,5 M€ en 2019), l'échéance 2020/2021 de l'emprunt 2007 de 7 M€ libèrent des possibilités de recours à emprunt 2020 dans une conjoncture actuelle de taux très bas.

► **une maîtrise de nos dépenses de fonctionnement qui nous permet d'assumer pleinement toutes nos compétences, de développer de nouvelles actions et d'assurer un haut niveau d'investissement**

\*\*\*\*\*

**Tels sont les éléments portés à votre connaissance pour le débat des orientations budgétaires.**



**DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE**  
**Conseil Départemental**  
**Séance du 8 novembre 2019**

---

**Objet : Motion pour la défense du budget des Chambres d'Agriculture**

---

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

**Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h00**

**Présents** : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Guylène PANTEL, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAOU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

**Pouvoirs** : Sabine DALLE ayant donné pouvoir à Christine HUGON, Bruno DURAND ayant donné pouvoir à Valérie VIGNAL, Sophie MALIGE ayant donné pouvoir à Henri BOYER.

---

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

## **L'assemblée départementale réunie en Commission Plénière, après en avoir délibéré, a pris la motion suivante :**

Le projet de Loi de finances 2020 envisageait une baisse de la taxe additionnelle sur le foncier non bâti (TATFNB), une des sources principales de financement des chambres d'agriculture. Cette baisse de 15 % représentait un manque à gagner considérable dans le budget des chambres d'agriculture alors qu'elle aurait eu un impact très faible sur le revenu des exploitants agricoles, cette taxe étant supportée par l'ensemble des propriétaires fonciers.

De fait, un mécanisme de solidarité entre l'agriculteur et le citoyen propriétaire de la ressource foncière était menacé par ce choix fiscal qui conduisait à priver les agriculteurs de services indispensables.

### **Grâce à une mobilisation des acteurs du monde agricole et des élus des zones rurales, le gouvernement a renoncé à la mise en place de cette mesure.**

Cette mesure, dans un contexte de nouvelles exigences sociétales, de nouvelles réglementations, du changement climatique, d'instabilité des marchés, de diminution de la main d'œuvre... et alors que les exploitations agricoles ont de nouveaux besoins et leurs sollicitations sont de plus en plus nombreuses et diversifiées, aurait eu des conséquences désastreuses.

Ainsi, les missions d'accompagnement des agriculteurs par les Chambres d'Agriculture auraient été fortement compromises alors même que les attentes de leurs ressortissants et de la société sont de plus en plus importantes. Par ailleurs, il leur aurait été difficile de remplir leur rôle dans l'accompagnement des départs à la retraite afin de favoriser l'installation de jeunes agriculteurs ainsi que la formation des agriculteurs, le suivi individualisé, le développement du bio, l'innovation...

Alors que, d'une part les conséquences du changement climatique se font de plus en plus ressentir, avec des périodes de sécheresses à répétition et autres aléas climatiques violents provoquant des destructions de récoltes, et que, d'autre part les attentes des consommateurs en matière de productions respectueuses de l'environnement et de qualité des produits agricoles sont de plus en plus prégnantes, les Chambres d'agriculture se seraient vu privées d'une part importante de leurs moyens financiers.

L'agriculture, dans notre département de montagne, représente le deuxième secteur de l'économie, avec ses quelques 3000 exploitations. La part de la population active agricole (emploi salarié et non salarié) représente 10 % de la population active totale. Cette agriculture, tournée principalement vers les productions animales, propose de plus en plus de produits sous signe de qualité (AOP, IGP, AB...). Il convient d'encourager et de soutenir ces démarches qui répondent à une demande forte des consommateurs et permettent aux exploitations de dégager plus de valeur ajoutée.

En Lozère, à travers ses 5 antennes positionnées sur les bourgs principaux, la Chambre d'Agriculture forme et informe les agriculteurs du département sur l'ensemble de ces sujets cruciaux dont notamment l'adaptation au changement climatique que les sécheresses récurrentes de ces dernières années illustrent. **Le Département a accompagné la chambre sur l'investissement pour les antennes avec en 2015, une première subvention de 80 000 € pour celles de Florac et Langogne puis, à nouveau 80 000 €, en 2019, pour la construction de l'antenne à Saint-Chély-d'Apcher.**

Ce sont 480 agriculteurs formés par la Chambre d'agriculture en 2018 dans des domaines aussi variés que la production, la transformation, la commercialisation, la réglementation, l'adaptation au changement climatique...

La Chambre d'Agriculture doit être en mesure de continuer à remplir cette mission et pour cela elle doit bénéficier des ressources fiscales nécessaires. Une baisse de la TATFNB aurait détérioré de manière importante ces missions essentielles qui ne sont pas financées par ailleurs.

Après la Chambre de Commerce et d'Industrie et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, c'était une nouvelle attaque envers les services apportés par les consulaires à la population.

Or, dans notre quête de regain démographique et d'attractivité de la Lozère, la présence des services consulaires comme celle des services publics est nécessaire à la vitalité de nos territoires. Continuer de supprimer des services de proximité est contraire aux objectifs de l'Agenda Rural qui visent à une revitalisation des territoires ruraux. Il convient au contraire de les maintenir voire de les renforcer.

**Le Département de la Lozère soutient la Chambre d'agriculture à hauteur de 120 000 € par an en fonctionnement. Une convention annuelle est signée pour acter les actions que le Département souhaite voir mises en œuvre comme par exemple soutenir les circuits courts à travers, entre autres, le dispositif Agrilocal, le travail sur les filières, l'agritourisme, ...**

**S'il se félicite du choix du gouvernement de renoncer à cette mesure, le Département entend rester vigilant dans les mois et les années à venir pour que cette décision soit pérenne et, qu'ainsi, les Chambres d'agriculture puissent envisager leur avenir et préparer leur budget et leur projet stratégique pluri-annuel sereinement, au bénéfice de notre agriculture et du développement de nos territoires ruraux.**

*Adopté à l'unanimité des voix exprimées,*

La Présidente du Conseil Départemental  
Sophie PANTEL

**DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE**  
**Conseil Départemental**  
**Séance du 8 novembre 2019**

---

**Objet : Motion commune de l'Assemblée des Départements de France**

---

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

**Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h00**

**Présents** : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Eve BREZET, Francis COURTES, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Guylène PANTEL, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAOU, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

**Absents et excusés** : Laurence BEAUD, Patricia BREMOND.

**Pouvoirs** : Sabine DALLE ayant donné pouvoir à Christine HUGON, Bruno DURAND ayant donné pouvoir à Valérie VIGNAL, Sophie MALIGE ayant donné pouvoir à Henri BOYER.

---

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

## **L'assemblée départementale réunie en Commission Plénière, après en avoir délibéré, a pris la motion suivante :**

Les Présidents des Départements de France réunis en congrès à Bourges les 16, 17 et 18 octobre refusent le projet de réforme fiscale imposé par le Gouvernement. A cette occasion ils ont réaffirmé, dans l'unité et l'unanimité (moins une abstention), leur demande du respect impératif de leur autonomie financière et de leur liberté fiscale. Le dispositif de compensation de la perte de la Taxe sur le Foncier Bâti (TFB), à travers l'attribution d'une fraction de TVA, nie totalement le principe fondamental d'autonomie financière et ne tient aucunement compte du dynamisme respectif de ces deux ressources. Ainsi les Départements, collectivités dont les dépenses dépendent le plus étroitement de la conjoncture économique, se verraient subitement privés du pouvoir de taux.

Quant au fonds de compensation proposé par le Gouvernement, d'un montant de 250 millions d'euros- dont 115 déjà acquis (ancien fonds de stabilisation) - il reste très insuffisant au regard des dépenses engagées pour le compte de l'Etat par les collectivités départementales qui s'élèvent à 11 milliards d'euros (9 milliards pour les Allocations Individuelles de Solidarité et 2 milliards pour les Mineurs Non Accompagnés).

Le compte n'y est pas ! L'Assemblée des Départements de France déplore donc la politique du fait accompli du gouvernement par cette réforme inadmissible de la fiscalité locale. La concertation proclamée urbi et orbi s'est résumée à un monologue gouvernemental.

Les propositions gouvernementales demeureront inacceptables si les Départements ne conservent pas une liberté fiscale. De plus, et de ce fait, nous regrettons vivement que notre demande de déplafonnement des DMTO ait été rejetée.

En privant les Départements de la seule ressource sur laquelle ils peuvent exercer un pouvoir de taux et en la remplaçant par une fraction de TVA forcément tributaire de la conjoncture, le gouvernement accroît sa tutelle sur une collectivité de proximité et d'équilibre des territoires.

Par ailleurs, la dette de l'Etat à l'égard des Départements, reste entière. En effet, la solidarité de l'Etat, qui n'assume pas depuis des années sa contribution financière en matière d'AIS et de MNA, n'est toujours pas au rendez-vous.

Alors que les Départements ont su faire preuve d'une solidarité sans faille entre eux en créant un fonds de péréquation interdépartementale, il est temps que l'Etat cesse de se décharger sur eux, de plus de 11 milliards d'euros chaque année et qu'il assume totalement son rôle en matière de solidarité nationale.

Le gouvernement doit également revoir la lettre et l'esprit du pacte de Cahors. Il ne peut y avoir de contractualisation des politiques sociales départementales si les dépenses nouvelles induites ne sont pas exclues de ces pactes. L'Etat ne peut plus nous inciter, d'un côté, à dépenser toujours davantage et de l'autre, nous sanctionner. Les Départements refusent leur asphyxie financière à brève échéance.

Enfin, ils réclament un nouvel acte de décentralisation, concret, qui doit être accompagné des moyens nécessaires pour assumer leurs compétences et leurs politiques publiques au service des territoires et de la France. Ce combat est celui de nos libertés, c'est celui de l'ADF, c'est celui de Territoires Unis qui rassemblent tous les élus régionaux, départementaux et communaux.

*VU l'abstention de M. POURQUIER,*

*Adopté à l'unanimité des voix exprimées,*

La Présidente du Conseil Départemental  
Sophie PANTEL